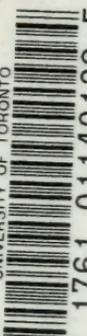


UNIVERSITY OF TORONTO



3 1761 01140139 5





WOT

UN LIVRE NOIR

DIPLOMATIE D'AVANT-GUERRE
ET DE GUERRE D'APRÈS LES
DOCUMENTS DES
ARCHIVES RUSSES



13157A

UN LIVRE NOIR

DIPLOMATIE D'AVANT-GUERRE
ET DE GUERRE D'APRÈS LES
DOCUMENTS DES ARCHIVES
RUSSES (1910-1917)

TOME TROISIÈME

..... LIVRE IV

OCTOBRE 1916 - MARS 1917



302501
8
34

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, Rue de Sambre-et-Meuse, 17, PARIS

DK

251

m37

t. 3

me 4

Postface

Avec ce volume nous achevons la publication des documents diplomatiques trouvés dans les archives secrètes tsaristes que la Révolution bolchevique a permis de mettre au jour et que nous avons réunis sous ce titre : Un Livre Noir.

Le premier tome, couvrant la période 1910-1912, a paru en 1922.

Le second, conduisant jusqu'au déclenchement des hostilités, est sorti en 1923.

Enfin, le premier volume du troisième tome, consacré aux premiers mois de la diplomatie des alliés au temps de la guerre, a été publié en 1927.

On se demandera sans doute la raison de ces longs délais et les critiques malveillants, au premier rang desquels on trouvera les « accusés » du Livre Noir, tous ceux dont il dévoile impitoyablement les agissements criminels, ne manqueront pas d'en donner des explications, diverses selon les cas, mais qui seront toutes plus ou moins extravagantes et également éloignées de la raison véritable.

La vérité est en effet très simple : c'est uniquement par suite de difficultés purement matérielles — manque d'argent et de temps — qu'il nous a fallu près de dix années pour mener notre publication jusqu'à son terme.

En vertu du principe même qui était à la base de notre entreprise, nous avons voulu faire cette édition à un prix qui ne fût pas prohibitif pour les bourses ouvrières, de sorte que la vente totale du tirage ne pouvait couvrir qu'à peine les dépenses engagées. De plus, et cela ne nous a pas surpris, nous nous sommes heurtés à une savante conspiration du silence, renforcée par une solide volonté d'indifférence à l'égard des questions touchant les responsabilités de la guerre. Les journaux et les revues se sont tus ; les historiens officiels, qui, tous, avaient adopté la version d'Etat et s'étaient embauchés dans les services de la propagande,

avaient un intérêt particulier à étouffer des textes qui auraient mis en pièces le système de mensonges puérils échafaudé par eux pour expliquer les origines de la guerre. D'ailleurs, la victoire ne suffisait-elle pas à tout ? A imposer sa vérité aussi bien que sa paix ?

Chose plus extraordinaire encore, et plus inédite, la Bibliographie de la France, Journal général et officiel de la Librairie possédant le monopole de fait des informations entre éditeurs et libraires, refusa d'annoncer la parution des Livres II et suivants du Tome III.

*
**

C'est un fait, aujourd'hui de tous reconnu, que la France a été soumise durant la guerre au bourrage de crânes le plus achevé et le plus complet. Les informations et les explications officielles : rien de plus. Le « communiqué », délayé chaque jour par des journalistes qui ne rivalisaient que dans la sottise. Or on sait aujourd'hui, par une attestation exceptionnelle autant que décisive, que « Plutarque a menti ».

La guerre finie, les révolutions qui ont éclaté dans les Empires centraux ont conduit, entre autres, à l'examen de leurs archives diplomatiques et à la publication de tous les textes diplomatiques importants, examen et publication entrepris par des adversaires des anciens régimes renversés qui, par suite, n'avaient pas d'intérêt à rien cacher — tandis que les gouvernants français, qui n'avaient pas changé, veillaient très jalousement sur les leurs. Ce n'est que très tardivement qu'ils se sont décidés à nommer une commission chargée de rechercher et de publier les textes susceptibles de contribuer à l'étude de l'histoire des origines de la guerre. Il est clair que les travaux d'une commission ainsi désignée n'offrent aucune garantie et ce qui en sortira ne pourra être accepté que sous bénéfice d'inventaire. C'est à peu près comme si le gouvernement opérait lui-même et on sait ce que valent les « livres diplomatiques » ainsi cuisinés.

Sans le Livre Noir, le public français serait resté dans l'ignorance de toutes les pièces qui montrent sous son vrai jour ce que fut la diplomatie des alliés dans les années qui précédèrent la guerre et durant la guerre. Il ne fut, en effet, précédé dans ce domaine que par deux publications qui, pour des raisons diverses, n'eurent qu'un très faible retentissement.

On sait que, lorsqu'ils occupèrent Bruxelles, les Allemands s'emparèrent des archives secrètes des affaires étrangères qu'on n'avait pas eu le temps d'emporter ou qu'on avait oubliées. Ils se hâtèrent de publier, sous le titre de Belgische Aktenstücke, 1904-1914, cent dix-neuf rapports confidentiels adressés par les ministres de Belgique à Berlin, à Londres et à Paris à leur ministre, rapports contenant des appréciations et des révélations parfois fort gênantes pour les dirigeants de la Triple-Entente, pour la politique du gouvernement français et pour celle de Poincaré en particulier.

Quelque temps après cette publication, une brochure parut en France, reproduisant un certain nombre de ces documents : vingt-trois donnés intégralement et des extraits de neuf autres. Une préface les présentait et les analysait, dégageant ainsi leur signification générale : « Nous l'avons dit, M. Delcassé et M. Clemenceau furent les instruments d'Edouard VII et du Foreign Office; M. Poincaré, celui de M. Isvolsky... Depuis 1903, notre pays n'eut jamais, si l'on en excepte de courts intervalles, une politique étrangère qui lui fût propre. » Elle disait en outre, à propos de l'édition faite par les Allemands : « Tous les documents sont reproduits intégralement, et leur authenticité n'a été contestée ni par le gouvernement belge, ni par aucun des signataires : elle est incontestable. A la fin de la brochure se trouvent des reproductions photographiques de pages entières de plusieurs de ces documents avec les signatures des ministres belges. » Cette publication, faite sous le régime de l'état de siège et d'une censure qui ne laissait rien passer, était ultra-clandestine en ce sens qu'elle ne contenait absolument aucun nom, ni d'imprimeur ni d'éditeur; la préface elle-même n'était pas signée. Personne n'en prenait la responsabilité. Les hommes qui la préparèrent et la répandirent — très discrètement — ne se firent pas davantage connaître par la suite, quand ils auraient pu parler sans risques. On éprouverait sans doute quelque surprise aujourd'hui en les découvrant...

A l'époque, le gouvernement ne chercha ni à les connaître ni à les inculper : il aurait ainsi attiré l'attention sur la brochure et sur les textes eux-mêmes, dont il aurait bien fallu parler. Il préféra se conformer à sa tactique habituelle : l'étouffement. La censure était si commode !

La seconde publication, plus importante à tous points de vue, fut faite en 1918. Dès leur arrivée au pouvoir, les

bolcheviks entreprirent d'éclairer les peuples sur le sens d'une guerre dont ils sentaient alors terriblement le poids et sur les vrais buts de guerre que poursuivaient leurs gouvernements. Ils pensèrent que rien ne pourrait mieux démasquer les mensonges cyniques et l'écœurante hypocrisie des gouvernements alliés que la révélation des traités secrets conclus entre eux pour se répartir par avance les territoires arrachés aux vaincus.

En France, comme de coutume, on n'en dit rien : ou on se borna à quelque savant truquage, une habile déformation, à travers lesquels nulle parcelle de vérité ne pouvait percer. Par contre, il se trouva en Angleterre un grand quotidien libéral, le *Manchester Guardian*, pour reproduire intégralement les principaux documents publiés par les *Ivestia*. Puis la publication fut reprise par divers hebdomadaires et fut faite enfin sous forme de brochure, avec des éclaircissements, des commentaires, des cartes, des tableaux mettant en regard déclarations publiques et agissements secrets correspondants, la « théorie » et la « pratique », dont l'opposition brutale se trouvait ainsi impitoyablement démasquée. A l'aide de ces diverses publications, le « Comité pour la reprise des relations internationales » — créé au lendemain de la Conférence de Zimmerwald par les ouvriers révolutionnaires restés internationalistes pendant la guerre — édita à son tour une brochure intitulée : *Les traités secrets, 1914-1917*.

*
**

Le tome premier du Livre Noir parut en 1922.

Par ce qu'il apportait et par ce qu'il annonçait, il était accablant pour les gouvernants français. Sans qu'il fût besoin de les commenter, ces textes accumulés projetaient une lumière crue sur les mensonges infatigablement répandus par la presse aussi bien que par les historiens officiels. On voyait apparaître clairement d'autres responsabilités que celles par eux indiquées. Au centre des responsables se trouvait Poincaré, instigateur vaniteux et tenace de la politique qui, du côté de la France, menait rapidement à la guerre. En tout cas, il était désormais impossible de se contenter de la fable simpliste imaginée pour rejeter l'entière responsabilité sur la seule Allemagne.

Poincaré se contenta d'abord de faire écrire une « réfutation » du Livre Noir. C'est la maigre et pauvre brochure de J. Romieu, *Livre Noir et Livre Jaune*, dont nous avons

dit déjà tout ce qu'il convient d'en dire dans l'Avertissement du tome second. Ce Romieu, dans son zèle empressé, osait parler à propos du Livre Noir de « dépêches tronquées », de suppression volontaire de « textes gênants », oubliant totalement, dans sa hâte à « réfuter », que ces tronquages et suppressions sont justement les caractéristiques reconnues des livres diplomatiques confectionnés par les Poincarés de tous les pays quand ils entreprennent de justifier leur politique par des textes incontrôlables. Mais Poincaré devait constater bientôt l'insuffisance de cette riposte, car il intervint lui-même et à maintes reprises.

Naturellement on avait fait grand état en Allemagne des faits révélés par le Livre Noir — exactement comme Poincaré puise largement dans les Deutsche Dokumente. Comme il s'agissait d'ennemis et de vaincus, on pouvait ne pas s'arrêter à ce qui était publié de l'autre côté du Rhin sur les origines et les responsabilités de la guerre. On se contentait de dénoncer une fois de plus la complicité germano-bolchevique. Mais il se trouva que plusieurs historiens américains, s'étant livrés à une étude sérieuse des textes, de tous les textes, c'est-à-dire de ceux du Livre Noir comme des autres, aboutirent à des conclusions qui ne concordent pas du tout avec celles des historiens français. Dans leurs écrits, la politique de la Triple-Entente, celle de la France — et de Poincaré en particulier — se virent attribuer leur part de responsabilité. La brochure Romieu était complètement dédaignée — ce qu'elle mérite. Poincaré sentit que l'heure était venue pour lui de se défendre. Il entreprit d'écrire ses souvenirs. C'est l'interminable série de volumes : Au Service de la France, plaidoirie méticuleuse où sont consignés tous les petits faits, toutes les petites histoires ; utilisés tous les petits papiers d'un politicien étriqué et vindicatif. C'est d'une lecture fort ennuyeuse et sans grand profit, car il n'y a guère à glaner. Dans ces Souvenirs on ne rencontre jamais qu'un avocat.

Il est pourtant des moments où la lecture devient divertissante : c'est lorsque Poincaré est amené à parler d'Isvolsky. Cet homme sec, froid, pondéré, qui toujours plaide, perd alors tout sang-froid. Il ne peut maîtriser la colère et le dépit qu'il éprouve à voir étaler tout au long ses conversations, ses tractations, ses manigances, et révéler sans réticence ni dissimulation ses intentions, ses desseins et ses actes. Il s'en prend alors de manière comique à la personne même d'Isvolsky : l'ambassadeur tsariste est un déforma-

teur-né, il « fait parler les gens comme il l'entend », il est « toujours prêt à se mettre en avant » ; avant tout, quel « bavard » ! Comme on comprend que Poincaré trouve que l'ambassadeur ait trop écrit ! Mais ses textes sont là, et, en face d'eux, les actes, la politique faite : on peut confronter. C'est justement cela qui est gênant. Et c'est justement pour cela que Poincaré se fâche.

Cet éreintement posthume de l'ambassadeur Isvolsky vient beaucoup trop tard. Et c'est bien vainement qu'on peut tenter aujourd'hui de diminuer la personnalité d'Isvolsky et l'importance du rôle qu'il a joué pour amoindrir la valeur de son témoignage posthume. Il nous suffira d'ailleurs de noter ici une appréciation formulée sur Isvolsky, après sa mort, après la publication du Livre Noir, par un homme non suspect, par un collègue même de Poincaré, Gabriel Hanotaux, académicien et ancien ministre des Affaires étrangères. M. Hanotaux présente en ces termes les Mémoires de l'ancien ambassadeur, publiés à Paris en 1923 :

« Ce livre est un témoignage. Au moment où paraissent ces Mémoires de Guillaume II qui, par les circonstances de leur publication et par leur rédaction même, donnent une si pauvre idée du personnage, il est bon qu'une voix d'outre-tombe s'élève pour opposer les faits réels aux imaginations hasardeuses, et la trame des événements incontestables au tissu des affirmations adultérées.

« . . . Une légende cruellement injuste pèse sur la mémoire de l'empereur Nicolas — malheureux jusque dans la mort.

« Mais voici le témoignage de son ministre et de son ambassadeur Isvolsky. Je ne puis dire en quelques lignes l'intérêt de cette publication. L'œuvre est malheureusement inachevée.

« L'histoire y puisera cependant ses informations les plus précieuses sur la Russie de l'avant-guerre. Nulle part l'état de choses qui devait la conduire fatalement à la ruine, si la guerre se prolongeait, n'est mieux dépeint. Rapproché de la publication de M. Paléologue, ce livre éclaire les causes de la décadence du grand empire et découvre ce fond d'anarchie qui, remontant à la surface, devait tout emporter.

« Mais ce n'est pas de cela qu'il est question aujourd'hui. Il faut en revenir au problème instant, au problème des origines, ou plutôt des raisons profondes de la guerre.

« L'auteur des Mémoires, surpris par la mort, n'a pu

aborder ce chapitre qui en eût été la véritable conclusion. Lacune que rien ne pourra combler !

« Cependant, la vue très intelligente, très perspicace qu'Isvolsky avait de la gravité du problème anime tout le temps son récit et le rend d'autant plus démonstratif qu'il tend moins à démontrer. »

Isvolsky est ici pleinement réhabilité en sa qualité de témoin par M. Hanotaux et la valeur de son témoignage est justement attestée. Les faits sont au reste connus et incontestables. Ministre des Affaires étrangères sous Stolypine, puis ambassadeur à Paris, Isvolsky n'a cessé d'être le dirigeant véritable de la politique extérieure du tsarisme durant les années qui précédèrent la guerre et pendant la guerre, jusqu'au jour où, par suite de la chute du tsarisme, il fut contraint d'abandonner son ambassade. Au surplus, ses nombreuses communications suffisent amplement à le juger : s'il est une « canaille », c'est une canaille intelligente. Les appréciations qu'il porte sur la politique et les politiciens français montrent qu'il sait fort bien s'orienter dans les événements qui se déroulent autour de lui.

Pour en finir ici avec le plaidoyer pro domo de Poincaré, notons, par un exemple, comment sa colère mal contenue l'entraîne à faire des aveux. C'est au sujet de la vénalité de la presse française, attestée fâcheusement — mais seulement incidemment — par ce « bavard » d'Isvolsky, et d'une manière beaucoup plus précise, avec noms et chiffres, par la correspondance de Raffalovitch que nous venons de publier sous ce titre : L'Abominable vénalité de la presse (simple reproduction d'une phrase dudit Raffalovitch).

Au tome IV de ses Souvenirs, Poincaré écrit (pp. 272-273) :

« Jagow se hâte de télégraphier au comte de Pourtalès : « Sur le désir du gouvernement austro-hongrois, je vous prie d'aider le comte Szapary à trouver des intermédiaires pour agir financièrement sur la presse. » Où sont les vertueux censeurs qui se sont si véhémentement indignés lorsqu'en 1912 M. Isvolsky a essayé, malgré moi, d'arracher à M. Kokotzoff quelques milliers de francs pour détourner de petites feuilles françaises d'embrasser les intérêts de l'Autriche ? C'est de l'autre côté de la barricade que sont maintenant les corrupteurs, et nos Catons gardent le silence. »

La dépêche de von Jagow ne peut être gênante que

pour les Poincarés et les « honnêtes » journaux patriotiques d'Autriche. Pas pour nous, car elle n'est qu'une confirmation de ce que nous avons toujours affirmé : que la presse capitaliste dépend, en tous pays, des grandes puissances économiques et financières, et qu'en outre elle est toujours prête à se vendre à telle ou telle puissance étrangère au moment où elle dénonce avec le plus d'ardeur et de conviction feintes l'internationalisme ouvrier.

*
**

Les hommes qui, en France, ont refusé d'accepter aveuglément la version officielle sur les origines et les responsabilités de la guerre (Demartial, Dupin, Morhardt, entre autres) ont été qualifiés, avec un dédain affecté, d'« historiens improvisés » par les historiens professionnels (c'était un excellent prétexte pour ne pas discuter les thèses, les arguments et les faits qu'ils apportaient). Mais c'est la carence même de ces derniers, oubliant d'un coup toute leur science, qui contraignit des hommes qui en effet n'étaient pas des historiens de profession à se mettre à l'étude des textes. Il ne saurait être question d'examiner ici en détail la honteuse abdication des historiens professionnels : il y faudrait malheureusement un volume tout entier. Nous retiendrons seulement deux cas, typiques l'un et l'autre, quoique dans des ordres différents.

M. Aulard fut un de ceux — très rares — qui affectèrent de « n'avoir pas peur » du Livre Noir. Il en parla, lors de l'apparition des divers tomes, dans les journaux auxquels il collaborait. En fait, c'était chaque fois le même article superficiel, dont la thèse — si l'on peut dire — était la suivante : « Eh quoi ! ce sont là les terribles révélations annoncées ! Mais tout ce que raconte Isvolsky nous le savions déjà ! »

Le malheur est que si M. Aulard savait vraiment tant de choses, on ne s'en apercevait guère dans ses écrits et ses discours durant la guerre.

Parlant en Sorbonne le 7 mars 1915, il s'exprimait ainsi :

« La guerre actuelle, la guerre que nous soutenons contre le militarisme prussien, contre l'Allemagne prussianisée, n'est que la continuation de la Révolution française.

« ... Nos soldats sont les fils de l'an II.

« ... C'est à nous d'être graves, à nous que l'âge ou

la maladie retiennent à l'intérieur; eux, nos enfants, là-bas, quand leurs souffrances physiques le permettent, ils chantent et ils rient, parfois, comme les soldats de l'an II !

« Les Allemands chantent aussi, mais sans gaieté. Pauvres gens ! Ils ne pourront plus manger trop. Et les voilà qui appellent famine une modération dans la nourriture. »

Il avait des idées sur la paix à imposer à l'Allemagne qu'il formulait ainsi :

« Nous pourrons, nous devons changer la Constitution prussienne et militariste de l'Allemagne.

« N'est-ce pas un danger, non seulement pour les autres nations mais pour l'Allemagne elle-même, que le roi de Prusse soit à perpétuité le maître de l'Allemagne ?

« Il n'y a nulle raison pour que la Prusse préside, elle seule et éternellement, à la confédération des Etats germaniques.

« Et la question de la rive gauche du Rhin ? Egalement terrible dilemme.

« Ici encore Kant nous aide à sortir du dilemme. Nous changerons à ce point de vue la Constitution de l'Etat germanique. Nous n'empêcherons pas ces Rhénans d'être Allemands, nous ne les forcerons pas à être Français s'ils ne veulent pas l'être; ils ne deviendront pas Français malgré eux; mais nous les soustrairons à toute autorité de la Prusse; nous les empêcherons de s'armer contre nous; nous les neutraliserons, nous en ferons, comme on a dit, des Etats-tampons; nous faciliterons les tendances de ces peuples à la liberté et à l'autonomie; nous leur inspirerons, par la continuité d'un bon voisinage, le goût de la paix; oui, nous les forcerons à aimer la paix, à vivre en paix; nous leur interdirons la guerre; nous leur ôterons le moyen de faire la guerre. On se représente très bien une République rhénane dans un régime de neutralité protégée.

« Vivre libre ou mourir ! »

Du mauvais journalisme et de l'annexionnisme déguisé et hypocrite, voilà donc ce que faisait cet historien si bien informé pendant la guerre. Et quelle clairvoyance dans ce sénile bavardage pseudo-kantien et pseudo-révolutionnaire ! De s'être si lourdement trompé sur les conditions dans lesquelles se poserait et se réaliserait la paix aurait dû l'empêcher, au moins, de se montrer si fanfaron, quand la publication de textes essentiels anéantissait les mensonges

qu'il avait contribué à répandre et le mettait en fâcheuse posture devant ses lecteurs.

Le second cas est celui de M. Seignobos, qui, s'il n'écrivit pas de sottises journalistiques comme Aulard, ne s'embrigada pas moins dans l'équipe d'historiens « de gauche » formée par Ernest Lavisse pour servir la propagande gouvernementale, exalter la guerre libératrice, promettre aux peuples la paix et le bonheur définitifs par l'anéantissement du militarisme prussien.

Démocrate comme Aulard, il étudie et détermine les conditions de la paix en rappelant un précédent historique. Il ne faut, à aucun prix, que le congrès qui va se réunir après la victoire des alliés rappelle le Congrès de Vienne. Or, il écrit :

« Le règlement de 1815 liquidait la faillite de l'Empire de Napoléon; il s'agissait de distribuer les territoires enlevés à l'empire français et à ses deux alliés, le roi de Danemark, le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie. Les vainqueurs, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse, tranchant seuls toutes les questions sur lesquelles ils étaient d'accord, avaient déjà, par un traité secret (30 mai 1814), fait la part de l'Autriche et de l'Angleterre, restauré les petits Etats d'Allemagne et d'Italie, créé le royaume des Pays-Bas. Pour régler les points restés en litige, ils convoquèrent un « Congrès général » à Vienne, dans la capitale de l'Autriche, dont l'adhésion en 1813 avait assuré le succès des alliés. »

Comment les choses se sont-elles passées à Versailles? Sinon exactement de la même façon? Traités secrets entre alliés pour se répartir d'avance les dépouilles des vaincus et paix imposée par les vainqueurs « tranchant seuls ». L'analogie est complète. (Il convient de noter, pour montrer à quel point l'aveuglement des historiens enrôlés dans la propagande était total que M. Seignobos, étudiant spécialement les conditions de la paix en leurs caractères fondamentaux, ne prévoit à aucun moment le rôle décisif que jouera l'Amérique. Sa brochure : 1815-1915, Du Congrès de Vienne à la guerre de 1914, est écrite en 1915, mais il était clair dès ce moment que le président Wilson était absolument décidé à jouer le rôle d'arbitre, ce qu'ont montré amplement les Papiers intimes du colonel House, et qu'il était si facile de prévoir.)

Si on nous faisait remarquer que M. Seignobos pouvait être sincère dans ses aspirations à une juste paix,

nous répondrions qu'une telle sincérité ne saurait excuser la défaillance de l'historien, mais qu'elle créait pour lui l'obligation absolue de dénoncer un congrès qui répétait exactement celui de Vienne. Or, M. Seignobos et les démocrates de son genre qui s'étaient solennellement engagés devant les peuples se sont tus et ont laissé les alliés maquignonner la paix tout à leur aise, comme ils avaient maquignonné la guerre. Pourtant, dans la même brochure, M. Seignobos avait écrit :

« La volonté ardente, unanime, peut-être impérieuse de l'Europe, après cette horrible guerre, réclamera la paix, non pas seulement la paix officielle qui mettra fin aux massacres et aux ruines et rendra les combattants à la vie normale, mais la paix réelle, la paix définitive qui délivrera le monde de la course aux armements et du cauchemar permanent de la guerre subite, la paix qui donnera aux peuples la sécurité nécessaire au travail et la liberté d'employer leurs ressources aux œuvres de la civilisation. L'Europe ne veut plus être une armée toujours en sentinelle, sous la menace d'une attaque que les perfectionnements des explosifs et des aéronefs rendraient de plus en plus redoutable. »

Où sont cette paix réelle, cette paix définitive ? La course aux armements n'a-t-elle pas pris un nouvel essor et avant tout chez ces nations libérées du « militarisme prussien » ?

*
**

Aujourd'hui, après la publication de tous ces documents diplomatiques, de Mémoires d'hommes d'Etat de divers pays qui ont joué un rôle de premier plan durant la guerre, la duplicité des gouvernants est brutalement révélée et c'est aux heures les plus pathétiques qu'on les voit préférer les mensonges les plus écœurants. Voici, par exemple, Salandra. Avant de vendre le peuple italien, il s'est prêté à tous les marchandages avec les alliés et avec les empires centraux, et quand enfin il s'est décidé pour la guerre aux côtés des alliés, il s'écrie :

« Il faut que les Italiens de tous les milieux sociaux aient de la justice de notre cause, de la sainteté de notre guerre, non seulement le sentiment spontané, instinctif et profond dont ils témoignent merveilleusement, mais aussi la persuasion raisonnée... Je m'adresse à l'Italie et au monde civilisé pour montrer par des faits précis et docu-

mentés que la fureur de l'ennemi a tenté en vain d'abaisser la haute dignité morale et politique de la cause que nos armes feront triompher. »

Ce répugnant discours est du 2 juin 1915. Or, le 2 avril de la même année, le colonel House s'était rendu à Nice pour y rencontrer l'ambassadeur des Etats-Unis à Rome, Thomas Nelson Page, et recueillir ses informations sur la situation en Italie. Au sujet de cette entrevue, il note dans ses Papiers intimes :

« 2 avril 1915 (Nice). — Nous avons continué, Page et moi, nos entretiens. Il m'expliqua en détail la situation de l'Italie, me faisant toucher du doigt tous les enchevêtrements de la politique italienne, en insistant sur la rivalité du premier ministre actuel, Salandra, avec son prédécesseur, Giolitti. D'après Page, l'Italie manœuvre avec un parfait égoïsme, complètement indifférente au parti qu'elle soutient, que ce soit celui des alliés ou celui de la Double Alliance; son seul souci est de se ranger du côté du vainqueur. »

Les gouvernants n'étaient pas dupes, mais ils faisaient tout pour que leurs peuples le soient.

Les documents diplomatiques publiés dans les divers pays permettent dès maintenant d'écrire l'histoire vraie de la préparation de la guerre et de la guerre. On sait, en tout cas on peut savoir, et par le détail, comment les classes dirigeantes procèdent à la préparation psychologique indispensable à ces immondes massacres. Pourtant qu'y a-t-il de changé dans le monde ? La guerre coûte cher. Les peuples, vainqueurs comme vaincus, doivent payer aujourd'hui et ils plient sous le faix. Cela n'empêche point la course aux armements de reprendre et avec une frénésie nouvelle. Comme avant 1914, les grands chefs militaires, bien que leur sottise ait été cruellement établie, décident et ordonnent. Les mêmes alertes surgissent, provoquées et entretenues par les mêmes marchands de canons, maîtres comme hier de la presse vendue et servile. Il y a une autre distribution des forces. La puissance britannique, dont 1914 aura marqué l'apogée, doit s'incliner devant l'Amérique et lui abandonner l'hégémonie qu'elle a si longtemps exercée. La France défend sa victoire sur une Allemagne qu'on a pu vaincre mais non anéantir, qui déjà a retrouvé la possibilité de manœuvrer et s'efforcera demain de reprendre un essor momentanément entravé. Les traités de paix ont créé

une Europe absurde et non viable et c'est vainement que la Société des nations cherche à substituer l'ordre à ce chaos. On parle et on s'agite beaucoup à Genève. On y règle péniblement de petits conflits. Mais dès qu'on aborde les grands problèmes il faut reconnaître son impuissance : on ajourne, on cherche à gagner du temps; on doit enregistrer des échecs retentissants. Mais, mutatis mutandis, la situation est la même qu'avant 1914 : les causes et les possibilités de guerre sont plus nombreuses, les foyers d'incendie encore plus nombreux. Si une nouvelle guerre n'a pas déjà surgi, ce n'est pas parce qu'il y a une soi-disant Société des nations, c'est parce qu'aucun Etat ne peut présentement se lancer dans une guerre.

Il faut posséder de sérieuses réserves pour faire la guerre et en outre, argument dont on sent aujourd'hui tout le poids, il faut prévoir les suites de la guerre. Or il n'est pas besoin d'être très clairvoyant pour comprendre que, maintenant, derrière la guerre vient la révolution sociale. On peut entraîner les peuples dans la guerre, mais on ne peut échapper aux conséquences révolutionnaires de la guerre. C'est la leçon des faits : après la guerre de 1870-1871 la Commune. Après la guerre de 1914-1918 la Révolution russe. La Commune, première tentative de la classe ouvrière pour s'emparer du pouvoir, a été vaincue; mais, après quatorze années, l'Union soviétique est toujours là, quoi qu'on ait tenté pour l'abattre. Ainsi les classes dirigeantes se trouvent prises désormais entre les deux conséquences inéluctables d'un régime dont elles sont les bénéficiaires : la guerre qu'elles provoquent et la révolution qu'elles redoutent. Cela peut leur donner à réfléchir, mais ne peut empêcher un régime de produire finalement ses effets. La lutte acharnée que se livrent les impérialismes rivaux pour la conquête de débouchés indispensables et pour la domination du monde n'a pas d'autre issue que la guerre. La « dernière » guerre n'a pas « tué la guerre », comme l'affirmaient de prétendus pacifistes; elle ne l'a jamais fait et ne le fera jamais. C'est aussi une claire leçon des faits que le régime capitaliste, par son développement même, crée des états de guerre entre nations qui aboutissent fatalement à des guerres déclarées. Si l'on veut sincèrement en finir avec la guerre, c'est à ce régime même d'exploitation de l'homme et odieux par tant d'autres côtés qu'il faut s'attaquer, c'est lui qu'il faut d'abord abattre.

Mais cela ne saurait en aucune façon rendre vaines et

inutiles l'étude et la recherche des responsabilités particulières des gouvernements dans le déclenchement des guerres. Les alliés s'étaient imaginé, un peu naïvement, qu'il suffirait, pour régler cette question en ce qui concerne la guerre de 1914-1918, d'inscrire la responsabilité exclusive de l'Allemagne dans le traité de paix, dans ce traité de paix qui était imposé par la force. L'Allemagne a signé : elle ne pouvait pas faire autrement. Mais dès aujourd'hui la question de la révision du traité de Versailles se trouve publiquement posée et avec elle, naturellement, celle des responsabilités.

Parmi tous les textes diplomatiques secrets qui ont été publiés dans les divers pays, on nous permettra de souligner l'intérêt exceptionnel que présente le Livre Noir. Non seulement il indique et précise les conditions dans lesquelles les tractations ont été menées entre les alliés, et les accords secrets conclus ; mais il permet de suivre au jour le jour, sur la longue et capitale période qui va de 1910 à 1917, la préparation politique et diplomatique de la guerre, le développement de l'action méthodique qui, du côté des alliés, conduisit directement aux hostilités. Il apporte sa contribution à l'étude des responsabilités immédiates de la guerre de 1914-1918, et, montrant du dedans le fonctionnement de la machine des Etats bourgeois, il aide à remonter jusqu'aux causes profondes de la guerre.

Mai 1931.

Avertissement de l'Éditeur

L'aide escomptée de la Roumanie (voir le livre précédent) est annihilée par sa défaite. Il ne reste plus qu'à préparer le plan des opérations pour 1917, l'hiver n'étant pas propice à de grandes campagnes. En même temps les Alliés s'efforcent d'entraîner à leurs côtés dans la lutte de nouveaux Etats (tractations avec la Chine, le Brésil) et de contrôler les pays neutres pour l'organisation du blocus (Norvège), car les guerres actuelles mettant aux prises des impérialismes rivaux ne peuvent rester circonscrites à ceux-ci, mais embrassent forcément le monde entier. Mais les limites des forces et des ressources semblent près d'être atteintes et le mécontentement des masses ouvrières s'intensifie. Cela s'exprime par les propositions de paix qui sont faites de divers côtés. En premier lieu, les propositions de l'Allemagne, dont elles représentent avant tout l'intention de dissocier les Alliés et d'influer — non sans succès — sur le mouvement pacifiste de leur pays. D'autre part les propositions des pays neutres, dont le pacifisme croît en fonction de l'épuisement des sources de profit que sont les pays belligérants. Cependant à une telle échelle il n'est plus de médiation possible, il n'est plus de pays neutre capable de mettre fin de l'extérieur au conflit. Il faut qu'une solution intervienne d'un côté ou de l'autre. Le médiateur type — les Etats-Unis — après avoir pesé les conditions de paix des deux antagonistes, au nom de la « civilisation », choisit celles qui cadrent le mieux avec ses intérêts et se joint à l'Entente pour les faire triompher. Le tsarisme seul n'aura pas à concilier les déclarations « humanitaires » avec des conditions de paix impérialistes (par exemple, la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la réunion des tronçons de la Pologne... au sein de l'empire) : ce livre se termine sur l'annonce de la Révolution. Ainsi que sur l'appel que la bourgeoisie russe,

par l'organe d'Isvolsky, adresse aux socialistes français — appel auquel ils acquiesceront — d'aider à vaincre « l'état d'esprit radical du Soviet des ouvriers et des soldats (de Pétrograd) et en particulier ses tendances à propos de la cessation de la guerre »...

TABLE DES DOCUMENTS

TOME TROISIÈME

..... LIVRE IV

TABLE DES DOCUMENTS

1916 (Suite)

		Pages
		—
1 ^{er} Octobre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris..... N°	696 1
1 ^{er} —	—	697 1
1 ^{er} —	—	698 2
2 —	—	701 2
2 —	—	703 2
5 —	—	703 3
7 —	—	711 3
8 —	Télégramme secret du chargé d'affaires à Paris	718 4
26 Septembre. (vieux style)	Télégramme secret de l'adjoint du ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur à Londres.	4300 4
9 Octobre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	719 5
9 —	—	720 5
9 —	—	721 7
10 —	—	725 7
10 —	—	... 8
11 —	—	724 8
12 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Londres	610 9
12 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	726 9
12 —	—	727 10
13 —	—	728 10
13 —	—	729 11
13 —	Télégramme du président de la République française à Sa Majesté l'Empereur	11

		Pages
13 Octobre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Londres	616 13
14 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Rome	695 13
16 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Londres	622 14
17 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Rome	705 14
4 Octobre. (vieux style)	Télégramme de Sa Majesté l'Empereur au Président de la République française	14
22 Octobre.	Télégramme du Président de la République française à Sa Majesté l'Empereur	16
15 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	732 17
15 —	— — —	733 17
15 —	— — —	734 18
16 —	— — —	736 20
17 —	— — —	738 21
5 Octobre. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur à Londres	4452 21
18 Octobre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Londres	626 21
19 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Rome	699 22
19 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	741 23
19 —	— — —	742 23
20 —	— — —	746 24
20 —	— — —	748 25
21 —	— — —	749 26
21 —	— — —	749 26
22 —	— — —	750 27
23 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Londres	621 27
23 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	752 28
24 —	— — —	... 29
24 —	— — —	754 31
25 —	— — —	757 31
1 ^{er} Octobre. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur à Paris	4386 32
25 Octobre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	759 33
26 —	— — —	760 34
26 —	— — —	762 34
26 —	— — —	764 34
26 —	— — —	767 35
28 —	— — —	768 36
29 —	Télégramme du Chérif Abdullah.	36

30 Octobre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	769	36
18 Octobre. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères aux ambassadeurs à Paris et à Londres.	4636	37
1 ^{er} Novembre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	770	37
1 ^{er} —	—	771	38
1 ^{er} —	—	772	38
1 ^{er} —	—	775	38
2 —	—	773	39
2 —	—	776	39
2 —	—	777	40
2 —	—	778	40
2 —	—	779	40
4 —	—	782	41
5 —	—	781	41
5 —	—	783	42
5 —	—	784	42
5 —	—	785	43
7 —	—	786	43
7 —	—	787	44
7 —	—	788	44
7 —	—	789	45
8 —	—	790	46
9 —	—	791	46
9 —	—	792	47
9 —	—	793	48
9 —	—	795	48
9 —	—	796	49
10 —	—	797	49
10 —	—	797	49
25 Octobre. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères au ministre à Christiania	4706	50
10 Novembre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	800	50
10 —	—	801	51
11 —	—	802	51
11 —	—	803	52
11 —	—	805	52
12 —	—	806	53
28 Octobre. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères aux ambassadeurs à Paris et à Londres.	4748	53
28 —	—	4749	54
12 Novembre.	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris	807	54
12 —	—	808	54
12 —	—	810	55
13 —	—	812	57
13 —	—	813	57
13 —	—	814	58
15 —	—	817	58

				Pages
15	Novembre.	---	---	817 60
15	---	---	---	817 60
15	---	---	---	817 62
15	---	---	---	817 63
16	---	---	---	818 64
16	---	---	---	819 64
17	---	---	---	819 66
17	---	---	---	820 67
17	---	---	---	821 67
17	---	---	---	822 68
17	---	---	---	823 68
18	---	---	---	825 69
18	---	---	---	826 70
19	---	---	---	827 71
21	---	---	---	830 71
21	---	---	---	831 71
21	---	---	---	834 72
21	---	---	---	834 72
22	---	---	---	832 72
22	---	---	---	835 74
22	---	---	---	836 74
22	---	---	---	837 75
22	---	---	---	839 75
25	---	---	---	844 75
27	---	---	---	845 75
28	---	---	---	846 76
28	---	---	---	847 76
28	---	---	---	848 77
29	---	---	---	849 77
29	---	---	---	850 77
30	---	---	---	851 78
1 ^{er}	Décembre.	---	---	853 78
1 ^{er}	---	---	---	854 78
1 ^{er}	---	---	---	855 79
2	---	---	---	856 80
2	---	---	---	857 80
3	---	---	---	858 81
4	---	---	---	859 81
4	---	---	---	860 82
4	---	---	---	861 83
4	---	---	---	864 83
4	---	---	---	866 84
4	---	---	---	... 84
5	---	---	---	865 85
5	---	---	---	867 85
5	---	---	---	868 86
6	---	---	---	870 87
6	---	---	---	871 87
6	---	---	---	872 88
6	---	---	---	873 88
6	---	---	---	874 89
6	---	---	---	875 89
7	---	---	---	878 90
7	---	---	---	879 90

			Pages	
8	Décembre.	---	877	91
8	---	---	880	92
8	---	---	881	93
8	---	---	882	93
8	---	---	884	94
9	---	---	885	94
9	---	---	886	94
9	---	---	887	95
9	---	---	888	95
10	---	---	889	96
10	---	---	890	96
10	---	---	891	96
11	---	---	892	97
11	---	---	893	97
11	---	---	894	98
12	---	---	895	98
12	---	---	896	98
12	---	---	897	99
12	---	---	898	99
12	---	---	899	100
13	---	---	900	100
13	---	---	901	100
13	---	---	902	101
13	---	---	903	101
14	---	---	904	101
14	---	---	905	102
14	---	---	906	103
14	---	---	907	103
14	---	---	908	104
14	---	---	909	104
15	---	---	912	105
15	---	---		105
15	---	---	913	106
16	---	---	917	107
16	---	---	922	107
17	---	---	923	108
17	---	---	924	108
17	---	---	925	109
18	---	---	926	109
18	---	---	928	110
19	---	---	929	111
20	---	---	930	111
20	---	---	931	111
20	---	---	932	112
20	---	---	933	113
21	---	---	935	113
21	---	---	936	114
7	Décembre.	Télégramme secret du ministre des affaires étrangères à l'am- bassadeur à Paris.....	5352	114
21	Décembre.	Télégramme secret de l'ambassa- deur à Paris.....	937	114
21	---	---	938	115
21	---	---	939	115

				Pages
15	Novembre.	---	---	817 60
15	---	---	---	817 60
15	---	---	---	817 62
15	---	---	---	817 63
16	---	---	---	818 64
16	---	---	---	819 64
17	---	---	---	819 66
17	---	---	---	820 67
17	---	---	---	821 67
17	---	---	---	822 68
17	---	---	---	823 68
18	---	---	---	825 69
18	---	---	---	826 70
19	---	---	---	827 71
21	---	---	---	830 71
21	---	---	---	831 71
21	---	---	---	834 72
21	---	---	---	834 72
22	---	---	---	832 72
22	---	---	---	835 74
22	---	---	---	836 74
22	---	---	---	837 75
22	---	---	---	839 75
25	---	---	---	844 75
27	---	---	---	845 75
28	---	---	---	846 76
28	---	---	---	847 76
28	---	---	---	848 77
29	---	---	---	849 77
29	---	---	---	850 77
30	---	---	---	851 78
1 ^{er}	Décembre.	---	---	853 78
1 ^{er}	---	---	---	854 78
1 ^{er}	---	---	---	855 79
2	---	---	---	856 80
2	---	---	---	857 80
3	---	---	---	858 81
4	---	---	---	859 81
4	---	---	---	860 82
4	---	---	---	861 83
4	---	---	---	864 83
4	---	---	---	866 84
4	---	---	---	... 84
5	---	---	---	865 85
5	---	---	---	867 85
5	---	---	---	868 86
6	---	---	---	870 87
6	---	---	---	871 87
6	---	---	---	872 88
6	---	---	---	873 88
6	---	---	---	874 89
6	---	---	---	875 89
7	---	---	---	878 90
7	---	---	---	879 90

			Pages	
			—	—
8	Décembre.	—	877	91
8	—	—	880	92
8	—	—	881	93
8	—	—	882	93
8	—	—	884	94
9	—	—	885	94
9	—	—	886	94
9	—	—	887	95
9	—	—	888	95
10	—	—	889	96
10	—	—	890	96
10	—	—	891	96
11	—	—	892	97
11	—	—	893	97
11	—	—	894	98
12	—	—	895	98
12	—	—	896	98
12	—	—	897	99
12	—	—	898	99
12	—	—	899	100
13	—	—	900	100
13	—	—	901	100
13	—	—	902	101
13	—	—	903	101
14	—	—	904	101
14	—	—	905	102
14	—	—	906	103
14	—	—	907	103
14	—	—	908	104
14	—	—	909	104
15	—	—	912	105
15	—	—		105
15	—	—	913	106
16	—	—	917	107
16	—	—	922	107
17	—	—	923	108
17	—	—	924	108
17	—	—	925	109
18	—	—	926	109
18	—	—	928	110
19	—	—	929	111
20	—	—	930	111
20	—	—	931	111
20	—	—	932	112
20	—	—	933	113
21	—	—	935	113
21	—	—	936	114
7	Décembre.	Télégramme secret du ministre des affaires étrangères à l'am- bassadeur à Paris.....	5352	114
21	Décembre.	Télégramme secret de l'ambassa- deur à Paris.....	937	114
21	—	—	938	115
21	—	—	939	115

			Pages	
21	Décembre.	—	940	116
22	—	—	941	117
23	—	—	942	117
23	—	—	943	118
23	—	—	944	118
23	—	—	945	119
23	—	—	946	119
24	—	—	947	120
24	—	—	949	121
24	—	—	950	122
25	—	—	954	122
25	—	—	956	122
27	—	—	957	123
28	—	—	958	123
28	—	—	959	124
28	—	—	960	124
28	—	—	961	125
28	—	—	962	125
28	—	—	964	125
29	—	—	965	126
29	—	—	966	126
29	—	—	969	126
29	—	Télégramme secret du chargé d'affaires à Paris.....	970	127
29	—	—	971	128
30	—	—	972	128
30	—	—	973	129
30	—	—	974	129
30	—	—	975	130
30	—	—	976	130
30	—	—	977	130
1 ^{er}	Janvier.	—	978	130
1 ^{er}	—	—	979	131
1 ^{er}	—	—	980	131
1 ^{er}	—	—	981	131
2	—	—	983	132
2	—	—	984	132
3	—	—	985	132
3	—	—	986	133
22	Décembre.	Télégramme secret du ministre (vieux style) des Affaires étrangères à l'am- bassadeur à Paris.....	5603	133
4	Janvier.	Télégramme secret du chargé d'af- faires à Paris.....	989	134
5	—	—	990	134
6	—	—	991	134
7	—	—	992	135
..	—	—	...	135
9	—	—	998	136
9	—	—	999	136
10	—	—	1000	136
10	—	—	1001	137
10	—	—	1002	137
11	—	—	1005	138

			Pages	
12	Janvier.	—	—	1006 138
12	—	—	—	1007 139
13	—	—	—	1012 139
13	—	—	—	1013 139
13	—	—	—	1014 139
13	—	—	—	1015 140

1917

14	Janvier.	Télégramme secret du chargé d'affaires à Paris.....	1	140
15	—	—	2	140
15	—	—	4	141
15	—	—	5	141
16	—	—	6	142
16	—	—	7	142
16	—	—	8	143
17	—	—	9	143
17	—	—	10	143
17	—	—	11	144
18	—	—	14	144
18	—	—	15	145
18	—	—	16	145
18	—	—	17	145
18	—	—	18	145
20	—	—	23	146
20	—	—	25	147
21	—	—	26	147
22	—	—	..	148
22	—	—	29	148
23	—	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris.....	32	149
24	—	Télégramme secret du chargé d'affaires à Paris.....	33	150
25	—	—	34	150
26	—	—	36	151
13	Janvier. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères aux ambassadeurs à Paris et à Rome	216	152
27	Janvier.	Télégramme secret du chargé d'affaires à Paris.....	37	152
27	—	—	39	153
27	—	—	40	153
27	—	—	41	153
27	—	—	44	154
27	—	—	45	154
27	—	—	46	154
28	—	—	49	155
15	Janvier. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur à Paris et au chargé d'affaires à Londres.....	255	155

		Pages
		—
28 Janvier.	Télégramme secret du chargé d'affaires à Paris.....	50 156
28 —	— — —	.. 156
28 —	— — —	.. 158
29 —	— — —	48 159
29 —	— — —	.. 159
15 Janvier. (vieux style)	Télégramme secret du ministre des Affaires étrangères à l'ambassadeur à Paris.....	256 160
29 Janvier.	Télégramme secret du chargé d'affaires à Paris.....	53 160
29 —	— — —	.. 160
30 —	— — —	55 161
30 —	— — —	56 161
1 ^{er} Février.	— — —	61 161
2 —	— — —	62 162
2 —	— — —	63 163
3 —	— — —	64 163
4 —	— — —	65 164
5 —	— — —	66 165
6 —	— — —	68 165
8 —	Télégramme secret de l'ambassadeur à Paris.....	71 165
9 —	— — —	72 166
10 —	— — —	74 166
10 —	— — —	75 167
12 —	— — —	78 167
12 —	— — —	79 168
12 —	— — —	80 168
13 —	— — —	84 169
13 —	— — —	82 169
13 —	— — —	83 170
14 —	— — —	86 170
16 —	— — —	89 171
17 —	— — —	95 171
17 —	— — —	97 172
17 —	— — —	98 172
17 —	— — —	99 173
18 —	— — —	101 173
18 —	— — —	102 174
19 —	— — —	100 174
19 —	— — —	106 175
20 —	— — —	110 175
20 —	— — —	... 176
21 —	— — —	113 176
22 —	— — —	114 177
24 —	— — —	119 177
24 —	— — —	120 177
24 —	— — —	122 178
25 —	— — —	123 178
25 —	— — —	126 179
25 —	— — —	127 179
25 —	— — —	129 179
26 —	— — —	133 181

			Pages
27	Février.	—	135 182
27	—	—	136 182
28	—	—	141 182
1 ^{er}	Mars.	—	142 183
1 ^{er}	—	—	143 183
2	—	—	148 184
3	—	—	149 184
6	—	—	156 184
7	—	—	159 184
8	—	—	163 185
9	—	—	164 186
10	—	—	167 186
11	—	—	168 187
11	—	—	169 187
11	—	—	170 188
12	—	—	171 189
12	—	—	172 189
12	—	—	173 189
12	—	—	174 190
13	—	—	177 191
14	—	—	178 191
15	—	—	179 191
18	—	—	183 192
18	—	—	183 192
18	—	—	184 193
18	—	—	185 193
19	—	—	... 193
20	—	—	190 194
20	—	—	192 194
21	—	—	193 195
21	—	—	194 195
21	—	—	196 196
22	—	—	198 196
22	—	—	200 197

Correspondance d'Isvolsky

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 696.

18 septembre/1^{er} octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Le ministre de Grèce a communiqué aujourd'hui à Briand au nom de son gouvernement ce qui suit : par suite des bruits répandus à Athènes relativement à la mobilisation de l'armée grecque, les ministres de l'Entente ont prévenu officiellement le gouvernement grec que la mobilisation, en vertu des derniers engagements pris, pouvait être proclamée seulement d'accord avec les puissances; le gouvernement grec est pleinement d'accord sur ce point, mais il espère que si la mobilisation a lieu d'accord avec les puissances, ces dernières apporteront à la Grèce l'appui militaire et financier nécessaire.

(Très confidentiel.) Romanos, qui est tout à fait du côté de Venizelos, a ajouté en son nom personnel que les puissances ne devaient pas acquiescer à la mobilisation de la Grèce avant la déclaration de guerre à la Bulgarie, car dans le cas contraire elles fourniraient au gouvernement un moyen de lutte contre le mouvement national et l'afflux des volontaires à Salonique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 697.

18 septembre/1^{er} octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au 573 de Démidof.

Le télégramme du ministre de France à Athènes contenant des considérations contre la coopération de l'armée grecque et la déclaration projetée au roi Constantin vient seulement d'être reçu ici et a produit, me semble-t-il, une assez forte impression. L'ambassadeur de France à Lon-

dres est invité à communiquer ces considérations à Grey et à appeler sur elles une sérieuse attention. Ici on pense toutefois que le cabinet de Londres ne modifiera pas son point de vue et insistera pour la démarche proposée par lui à Athènes.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 698.

18 septembre/1^{er} octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon 697.

L'ambassadeur de France à Londres qui avait été chargé d'appeler l'attention de Grey sur le point qu'il était désirable de prendre en considération les arguments exposés par le général Sarrail et par Guillemain télégraphie que le ministre d'Angleterre à Athènes exprime le même point de vue et conseille d'ajourner la remise au roi Constantin de la déclaration projetée. Paul Cambon ajoute qu'il ne connaît pas la décision de lord Grey dans cette question, mais que lord Harding se prononce pour l'ajournement.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 701.

19 septembre/2 octobre 1916.

Paléologue télégraphie que notre département de la guerre, en dépit des instructions données par vous en sa présence au général Manikovsky, fait traîner en longueur sous différents prétextes le renouvellement des contrats entre la société Poutilof et la maison Schneider. Cambon m'a dit que Briand, qui était tombé malade d'une forte grippe, me priait d'appeler votre attention sur ces lenteurs qui causaient un préjudice sérieux à l'industrie française.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 703.

21 septembre/4 octobre 1916.

(Copie à Rome et Londres.)

Briand télégraphie à Paul Cambon à Londres en l'invitant à expliquer à Grey que le gouvernement français en se prononçant pour l'ajournement de la déclaration propo-

sée au roi Constantin ne renonçait nullement aux réclamations formulées au gouvernement grec et acceptées par lui en connexion avec l'envoi de l'escadre alliée au Pirée et estimait qu'il était indispensable d'insister sans délai sur les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la sécurité de l'armée de Salonique et des navires alliés. A ces mesures se rapportent : l'expulsion des personnes mêlées à l'espionnage ennemi, la dissolution des ligues de réservistes, etc. La question du remplacement des officiers des navires grecs sans le consentement de la mission navale anglaise par des personnes hostiles aux Alliés, qu'il est nécessaire d'éloigner immédiatement, a une importance toute particulière. En même temps, Briand télégraphie au ministre de France à Athènes que s'il trouve nécessaire pour la sécurité de l'armée de Salonique et de l'escadre de prendre immédiatement les mesures ci-dessus, il doit s'entendre quant à leur réalisation avec ses collègues de l'Entente, avec le commandant de l'escadre, amiral Dartige, auquel des instructions appropriées sont données par le ministre français de la Marine.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

22 septembre/5 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Le ministre des Affaires étrangères télégraphie au ministre de France à Athènes en l'invitant à suivre avec attention les pourparlers menés indirectement entre le roi Constantin et Venizelos et, pour sa part, à coopérer par tous les moyens à leur succès et au retour de ce dernier au pouvoir. Briand ajoute que l'arrivée attendue de Venizelos à Salonique mettra peut-être le général Sarrail dans une situation très délicate et que lui, Briand, est convaincu que Venizelos s'abstiendra de tout ce qui pourrait causer des difficultés aux Alliés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 711 (Confidentiel.) 24 septembre/7 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au télégramme de Démidof N° 596.

Le ministre de France télégraphie d'Athènes que com-

me résultat de la conférence entre les ministres et l'amiral Dartige, Démidof et Elliott ont demandé des instructions à leur gouvernement relativement aux mesures envisagées par l'amiral. A ce propos, Guillemin (vu l'urgence de l'affaire) insiste pour la réalisation immédiate et autonome desdites mesures. Cambon m'a dit que Briand, ne désirant pas se séparer des Alliés, répondait à Guillemin en lui confirmant ses instructions de n'agir qu'en accord avec ses collègues. D'après les paroles de Cambon, ici il n'a été prise aucune décision relativement au débarquement et en général aux moyens de réalisation des mesures prévues. Mais la situation en Grèce empire de jour en jour et est lourde de dangers sérieux. (1) la présence sur les navires de la flotte grecque d'officiers hostiles aux Alliés inspire des craintes particulières à l'amiral Dartige, qui peut être obligé de prendre des mesures énergiques pour la sécurité de son escadre. Il est pour cette raison très désirable, a ajouté Cambon, que Démidof et Elliott reçoivent au plus tôt l'autorisation de se joindre à Guillemin et à l'amiral Dartige. Le ministre de Grèce ici ne cache pas sa conviction que c'est le roi Constantin qui apparaît comme le responsable de toute la situation, ayant repoussé l'opinion unanime du cabinet, à l'exception du seul Rufos, en faveur de l'intervention.

ISVOLSKY.

Télégramme secret du Chargé d'affaires à Paris

N° 718.

25 septembre/8 octobre 1916.

Ces jours-ci par les soins du gouvernement français a été publié à Pétrograd le livre de Reinach, avec une préface de Charésy. Il est très désirable que notre presse accorde à cette publication l'attention qu'elle comporte et apprécie ce travail à sa valeur.

SÉVASTOPOULO.

Télégramme secret de l'Adjoint du Ministre des Affaires étrangères à l'Ambassadeur à Londres

N° 4300.

26 septembre 1916.

D'après les renseignements de l'ambassadeur d'Italie, lord Grey a déjà remis à Imperiali les documents relatifs à

(1) Non déchiffré.

l'accord à propos de l'Asie Mineure. Veuillez en communiquer la liste complète; a-t-il été apporté quelque modification dans leur texte? Avec le prochain courrier veuillez envoyer copie des documents remis et aussi le texte de la déclaration verbale de Grey à l'ambassadeur d'Italie.

NÉRATOF.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 719.

26 septembre/9 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Le congrès, qui s'est tenu avant-hier à Paris, des représentants des nombreuses colonies grecques en France a décidé de s'adresser aux puissances protectrices.....
..... (1) composé de Venizelos, amiral Coundouriotis et général Danglis. Cette décision et la notice explicative qui s'y rapporte ont été remises hier à Briand, à l'ambassadeur d'Angleterre et à moi et publiées aujourd'hui dans les journaux. La colonie grecque de Paris et d'autres gros centres de France est, comme on le sait, très riche et a de puissantes relations dans les milieux politiques, financiers et intellectuels d'ici; c'est pourquoi cette intervention produit ici une forte impression. Aujourd'hui, la presse d'ici se prononce unanimement pour l'adoption de mesures énergiques pour la sécurité de l'armée de Salonique et de l'escadre, pour la reconnaissance du gouvernement provisoire et la convocation de la Chambre grecque dans sa composition de 1915. Au cours du développement ultérieur de la crise grecque, le gouvernement français aura sans doute à compter sérieusement avec ce mouvement de l'opinion publique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 720.

26 septembre/9 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Paléologue vous a vraisemblablement déjà communiqué la teneur du télégramme de Briand à Londres, dans lequel Paul Cambon était invité à exprimer des regrets quant

(1) Non déchiffré.

à l'insuffisance — « reticence » — des instructions reçues par le ministre d'Angleterre à Athènes et à obtenir le consentement de Grey à la réalisation des mesures énumérées dans le télégramme, d'autant plus que la Russie a déclaré, de son côté, son assentiment à s'associer à tout ce qui serait décidé en commun par la France et l'Angleterre. Dans un entretien avec moi, Briand a exprimé à ce propos ce qui suit : dans la phase actuelle des événements, il y a lieu de distinguer deux questions : 1) la question politique de l'intervention de la Grèce aux côtés des Alliés, et 2) la question de l'insécurité de l'armée de Salonique et de l'escadre qui se trouve au Pirée. Sur la première question, on vient de recevoir d'Athènes un télégramme dans lequel Guillemin, d'accord avec ses collègues, propose, afin d'éclaircir l'atmosphère, de répondre à la dernière proposition du roi Constantin que cette proposition était inacceptable et d'ajouter en même temps officieusement que si la Grèce décidait de sortir de la neutralité, les Alliés accueilleraient cette décision avec sympathie et accorderaient leur concours à la Grèce. Briand m'a dit que personnellement il envisageait avec une entière sympathie une pareille démarche qui n'a pas été faite jusqu'à présent seulement par suite des objections de la part des ministres eux-mêmes et qu'il ne manquerait pas d'appuyer la susdite proposition demain matin au conseil des ministres. En ce qui concerne la deuxième question, Briand estime absolument nécessaire que l'amiral Dartige jouisse d'une complète liberté d'action pour assurer la sécurité de l'escadre dont il a le commandement et que peuvent sérieusement menacer les officiers hostiles aux Alliés nommés à bord des navires grecs. Ensuite, il espère convaincre Grey de la nécessité, non seulement de débarquer un faible détachement pour assurer le maintien de l'ordre et la garde des étrangers, mais, en cas de réponse défavorable du gouvernement grec aux dernières exigences des Alliés, pour procéder à la réalisation forcée, tant de ces exigences — éloignement des agents allemands et fermeture des ligues de réservistes — que de quelques autres mesures envisagées. Comme, selon des informations absolument authentiques, le roi Constantin a commencé à procéder à la concentration secrète de forces militaires considérables à Larissa dans le but probable, au cas de l'apparition sur ce point de troupes allemandes, de faire la jonction avec celles-ci, cela apparaît comme une menace sérieuse pour

l'armée de Salonique et les Alliés sont obligés de prévenir cette jonction en prenant en main le contrôle des communications par voie ferrée.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 721. (Suite de mon 720.) 26 septembre/9 octobre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

A ma question : comment envisageait-il la question de la reconnaissance du gouvernement provisoire grec et quelle réception serait faite à Venizelos à Salonique? Briand a répondu que jusqu'à présent Venizelos n'avait pas adressé de demande de reconnaissance et que, apparemment, il continuerait à éviter une rupture définitive avec le roi Constantin. Le général Sarrail a reçu des instructions pour « le traiter avec distinction », et là où sont des autorités nommées par le gouvernement provisoire à reconnaître ces dernières en évitant toute reconnaissance officielle. En ce qui concerne le nouveau cabinet grec, dont la formation vient d'être confiée à M. Lambris, sa reconnaissance ou sa non-reconnaissance devra dépendre, de l'avis de Briand, des personnes qui entreront dans sa composition. Pour conclure, Briand m'a dit que Paul Cambon et Paléologue avaient été invités à attirer l'attention des cabinets de Londres et de Pétrograd sur la mainmise par les Italiens, sans aucune entente avec les Alliés, sur certains districts de l'Epire et sur la nécessité d'examiner cette question entre les cabinets alliés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 725.

27 septembre/10 octobre 1916.

Je me réfère à mon 720 et au 608 de Démidof.

Après le conseil des ministres, Briand m'a dit qu'il proposait aux cabinets alliés un projet de réponse pour être transmis par les ministres en Grèce. Dans ce projet est exprimée l'intention d'éviter toute pression sur la Grèce dans le but de l'inciter à intervenir et de se borner à la déclaration que les conditions formulées par le gouvernement grec sont inacceptables, en ajoutant que si la Grèce, dans son propre intérêt, se décide à sortir de la neutralité, les puis-

sances envisageront le fait avec sympathie et sont prêtes à écouter ses propositions dans ce sens.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° ... (1).

27 septembre/10 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au 613 de Démidof.

Cambon m'a confirmé que le cabinet de Paris n'avait nullement soulevé la question de la reconnaissance du gouvernement de Venizelos et qu'il s'agissait seulement de la reconnaissance de fait de son régime là où ce dernier était établi.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 724.

28 septembre/11 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon 720.

En réponse au télégramme qui y est mentionné de Briand, Paul Cambon télégraphie de Londres que le comité de guerre a pris sur les questions soulevées par la France les décisions suivantes : 1) le cabinet de Londres consent au débarquement en cas de besoin de 300 marins français, mais refuse de faire participer audit débarquement des marins anglais; 2) le ministre d'Angleterre doit avec ses trois collègues..... (2) demander audience au roi pour recevoir des explications au sujet de la concentration de troupes à Larissa; 3) en général, le ministre d'Angleterre est autorisé à adhérer aux mesures envisagées par la France; 4) le cabinet de Londres est prêt à déclarer au roi Constantin que la note grecque du 20 septembre est inacceptable vu qu'elle ne donne aux Alliés aucune garantie sérieuse, et 5) le cabinet de Londres est prêt à exiger l'établissement du contrôle — « supervision » — des Alliés sur les chemins de fer. Jules Cambon m'a dit que sur le premier point Briand persiste à penser qu'en réponse à la note du 20 sep-

(1) Non déchiffré.

(2) Non déchiffré.

tembre il doit être question, non de l'intervention de la Grèce, mais seulement de sa neutralité bienveillante.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Londres

N° 610.

29 septembre/12 octobre 1916.

Grey a remis à l'ambassadeur d'Italie tous les documents concernant arrangement pour Turquie d'Asie.

BENKENDORF.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 726.

29 septembre/12 octobre 1916.

Reçu votre 4283, N°° 1 et 2.

Votre 2 contenant le télégramme du général Alexéieff n'a été reçu par moi qu'aujourd'hui et aussitôt remis à Briand. Mais vu l'importance et l'urgence de l'affaire j'ai, dès hier, à la réception du N° 1, parlé avec Briand qui ces derniers temps avait lui-même à diverses reprises attiré mon attention sur la situation dangereuse créée aux Balkans, en me demandant avec insistance si l'on se rendait suffisamment compte chez nous de toute l'importance de ce théâtre et de la nécessité de venir en temps utile à l'aide de la Roumanie qui était menacée du même sort que la Serbie et le Monténégro. M'appuyant sur les données reçues par moi du chef d'état-major du général Jillsky, j'ai indiqué à Briand les forces importantes déjà envoyées par le général Alexéieff en Dobroudja et en Transylvanie septentrionale et son intention ultérieure de renforcer le centre roumain. A ce propos, je lui ai dit dans la forme la plus pressante que nos efforts ne pouvaient être couronnés de succès que dans le cas où les Alliés de leur côté : 1) augmenteraient leurs forces armées sur le front de Salonique; 2) nous fourniraient dans de plus larges proportions que jusqu'à présent l'artillerie lourde, ce à propos de quoi des pourparlers avaient lieu actuellement entre notre mission militaire et le général Joffre. Briand m'a répondu qu'il reconnaissait pleinement la nécessité de renforcer l'armée de Salonique, qu'il avait déjà pris des mesures énergiques pour convaincre les gouvernements anglais et italien d'envoyer là-bas des forces complémentaires et que de son côté le gou-

vernement français faisait tout ce qui lui était matériellement possible pour augmenter également son contingent et que, d'après ses paroles, avec les troupes envoyées là-bas depuis le commencement de septembre, il arriverait encore à Salonique à la fin d'octobre 42.000 Français environ. En ce qui concerne notre ravitaillement en artillerie lourde, cette question, m'a dit Briand, a été examinée hier matin en conseil des ministres, qui a chargé le ministre de l'Armement Albert Thomas de rechercher, de concert avec les Anglais, les moyens de satisfaire nos désirs sous ce rapport.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 727.

29 septembre/12 octobre 1916.

(Copie à Tanger.)

Le résident général français au Maroc télégraphie à Briand que notre représentant diplomatique à Tanger lui a communiqué son désir de faire au sultan une visite officielle à Fez et qu'il considère la réalisation de cette idée dans l'avenir le plus proche comme très désirable. A ce propos, le général Lyautey rappelle que déjà l'année dernière Sa Majesté l'Empereur avait daigné conférer au sultan Moulay Yousef l'ordre d'Alexandre Nevsky en diamants, mais que, alors, pour des considérations politiques, cela avait été ajourné. Maintenant, de l'avis du général résident, ces considérations tombent et Voiévodsky pourrait profiter de l'occasion pour remettre au sultan les susdits insignes de l'ordre. Briand m'a prié de communiquer ce qui précède à Votre Excellence et de l'informer du résultat.

ISVOLSKY.

(Sur l'original, de la main du tsar : « Je consens ». — Grand quartier général impérial, 12 octobre 1916.)

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 728. (Très confidentiel.)

30 septembre/13 octobre 1916.

(Copie à Londres.)

Cambon m'a dit qu'à Londres on se rendait compte apparemment des inconvénients découlant de l'insuffisance

de coordination de la politique des Alliés à l'égard de la Grèce et de la nécessité de se mettre d'accord d'une façon plus précise sur le programme ultérieur d'action. Dans ce but aura probablement lieu une conférence personnelle entre Briand et Grey, soit à Paris, soit à Londres.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 729.

30 septembre/13 octobre 1916.

Je me réfère à votre 4283, N° 1 et 2, et à mon . . . (1).

Sur les questions qui y sont touchées, le Président de la République a envoyé hier par l'entremise de Paléologue au nom de Sa Majesté l'Empereur un télégramme dont voici brièvement la teneur : le gouvernement français reconnaissant pleinement la nécessité de venir à l'aide de la Roumanie a renoncé à une partie des troupes russes destinées au front d'ici et a de son côté envoyé déjà une brigade à Salonique et met à profit tous les moyens de transport existants pour maintenir à ses contingents leurs effectifs complets. Mais par suite des conditions topographiques et de la saison de l'année, l'armée de Salonique ne peut guère apporter une aide décisive à la Roumanie et le Président de la République espère que votre haut commandement trouvera possible de prélever sur votre front des forces suffisantes pour atteindre ledit but. Afin de nous faciliter cette tâche, la France nous cède 100 gros canons de 150 millimètres et 90 de 120 millimètres avec la quantité d'obus correspondante.

ISVOLSKY.

Télégramme du Président de la République française à Sa Majesté l'Empereur, transmis par l'Ambassade de France le 30 septembre/13 octobre 1916

Votre Majesté a bien voulu charger le général Alexéieff d'appeler l'attention du gouvernement de la République et du haut commandement français sur la nécessité de renforcer les divers éléments de l'armée de Salonique. Je donne très volontiers à Votre Majesté l'assurance que le gouvernement de la République, qui a pris l'initiative de la forma-

(1) Non déchiffré.

tion de cette armée, comprend toute l'importance des opérations engagées dans les Balkans et fera tout ce qui dépend de lui pour y accroître encore les forces alliées. Il vient de lui-même d'envoyer à Salonique une nouvelle brigade française et il utilisera actuellement tous les transports disponibles pour porter au complet les effectifs de toutes les unités. Mais, quelle que soit l'activité que déploie au sud de la Bulgarie l'armée des Alliés, il ne semble pas que ce soit elle qui puisse, en raison du terrain et surtout pendant l'hiver, prêter à la Roumanie le secours le plus efficace, ni infliger aux Germano-Bulgares les défaites les plus décisives. Des renseignements concordants nous donnent lieu de craindre que l'Allemagne, cherchant à porter rapidement un coup redoutable sur la partie la plus faible de l'ensemble des fronts, ne concentre d'abord ses plus puissants efforts contre la Roumanie, avec l'espoir de se retourner ensuite, soit contre la Russie en Bessarabie, soit contre les Alliés à Salonique. L'Allemagne rehausserait ainsi son prestige en Orient, arracherait aux Alliés toute chance de se donner la main à travers la Bulgarie, encouragerait en Roumanie les adversaires de la guerre qui guettent l'occasion de prendre crédit, releverait le moral des Bulgares et des Turcs et essaierait d'établir définitivement son autorité dans les Balkans et à Constantinople. Il y a là un grand péril pour notre cause commune et en particulier pour les intérêts permanents de la Russie que la France amie et alliée ne sépare pas des siens. Pour aider Votre Majesté à conjurer ce danger, nous avons renoncé à recevoir une partie des magnifiques troupes russes qui devaient venir en France; nous prenons en outre les dispositions nécessaires pour que 100 pièces de 155 long et 90 pièces de 120 long soient expédiées en Russie avec un certain approvisionnement de munitions. Je ne doute pas que Votre Majesté ne considère elle-même comme d'une importance capitale la mise en œuvre immédiate de tous les moyens militaires qui peuvent empêcher l'écrasement de la Roumanie et fermer à l'Allemagne la route de Sofia et de Constantinople. Je souhaite vivement que les opérations engagées sur le reste du front permettent à la vaillante armée russe de renforcer et de soutenir les contingents roumains en Transylvanie, sur le Danube et en Dobroudja, de manière à déjouer les plans de nos ennemis. Je prie Votre Majesté de croire à mon inaltérable amitié.

Raymond POINCARÉ.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Londres

N° 616.

30 septembre/13 octobre 1916.

(Copie à Paris et Rome.)

Reçu votre télégramme N° 4327.

Grey n'a pas encore répondu à proposition française de démarches à Rome relatives à occupation italienne de points en Epire. Je lui demandai son opinion en présence de l'ambassadeur de France. Grey nous répondit qu'il croyait préférable de s'abstenir. Il croit projet peu opportun en ce moment. Il nous dit qu'il avait appréhendé que documents relatifs à Turquie d'Asie qu'il avait communiqués à ambassadeur italien ne produisent à Rome impression fâcheuse, mais qu'il avait quelque raison de croire qu'elle avait été meilleure qu'il ne s'y attendait. En second lieu, Grey pense que faire des démarches de nature délicate en même temps que les puissances insistent à Rome pour envoi de deux divisions à Salonique n'est pas indiqué. Il nous pria d'en informer nos gouvernements.

BENKENDORF.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Rome

N° 695.

1^{re}/14 octobre 1916.

(Copie à Paris, Londres et Athènes.)

Le chargé d'affaires d'Italie, sur l'ordre du ministre des Affaires étrangères d'ici, a demandé à Briand si des promesses territoriales quelconques avaient été données à la Grèce en Asie Mineure au cas où elle se joindrait aux Alliés. Briand a répondu qu'il avait été question de semblables promesses dans les explications que l'on avait eues avec Venizelos au temps de l'expédition des Dardanelles, encore avant l'entrée de l'Italie dans l'alliance, mais que comme la Grèce n'était pas intervenue alors, la France ne s'estimait pas comme liée vis-à-vis de la Grèce. Dans le cas où des pourparlers seraient repris, la France, dans la mesure où cela la concerne, ne voit pas de difficultés à ce que l'Italie y participe. Cette réponse a été répétée ici par l'ambassadeur de France. Une pareille question a été faite à Londres et Grey a fait à Imperiali à peu près la même réponse.

GIERS.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Londres

N° 622.

3/16 octobre 1916.

Me réfère à mon télégramme N° 621.

Le ministère impérial possède documents cités dans mon télégramme N° 621 *sub littera* B et C; il ne manque que ceux de l'arrangement anglo-français *sub littera* A. Ces pièces sont si secrètes que, sauf instructions complémentaires, j'hésite à les confier courrier, expédition régulière *feldjäger* tendant plutôt à accentuer danger arrêt. Harding me dit que gouvernement anglais n'envoie pas pièces très secrètes en Russie. Si nécessaire, malgré longueur, préférerais chiffres.

BENKENDORF.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Rome

N° 705. (Personnel.)

4/17 octobre 1916.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence si vous reconnaissiez possible de m'envoyer ou d'autoriser votre ambassade de Londres ou de Paris à m'envoyer ici copie de l'accord relatif aux Détroits et à l'Asie Mineure. Bien qu'aucune explication ici ne soit envisagée, j'estimerai néanmoins extrêmement utile que l'ambassade de Rome eût ces documents.

GIERS.

Télégramme de Sa Majesté l'Empereur au Président de la République française

4 octobre 1916.

La situation créée par la poussée austro-allemande contre la Roumanie M'inspire des inquiétudes non moins vives que celles dont vous voulez bien me faire part. Comme vous-même, J'attache la plus grande importance à prévenir par tous les moyens possibles l'écrasement de la Roumanie. Dans la phase actuelle de la guerre, le principal objectif de l'Allemagne consiste à maintenir sa suprématie en Orient. Comme il faut s'attendre à ce qu'elle ne néglige aucun moyen et ne s'arrête devant aucun effort pour empêcher ses ennemis d'étendre leur autorité sur la route de la Turquie, les Alliés doivent de leur côté employer toutes les forces dont ils peuvent disposer pour dégager les Balkans. Tout succès de l'ennemi sur le théâtre balkanique prolon-

gerait fatalement la guerre, tandis que sa défaite dans cette direction serait le moyen de lui porter le plus rapidement un coup décisif. Convaincu de l'importance de ces considérations, J'ai fait et Je continue de faire tout mon possible pour soutenir la Roumanie. La force des choses Me fait en outre un devoir de venir résolument en aide à notre nouvel Allié, dont le manque de préparation impose une lourde charge à Mon pays. A la suite de l'offensive bulgare dans la Dobroudja, J'ai été amené à y envoyer plusieurs divisions d'infanterie, accompagnées de divisions de cavalerie. Devant le danger dont la Roumanie se trouve menacée en ce moment, Je n'ai pas hésité à former une armée spéciale qui opérera sur le front de Moldavie de concert avec les troupes roumaines. Le transport de cette armée est déjà en voie d'exécution, mais sa concentration demandera nécessairement un certain temps. En mesurant l'effort que la Russie est en train de faire pour appuyer la Roumanie, il ne faut pas perdre de vue la longueur du front russe. Tout prélèvement de troupes sur ce front amincit les lignes d'une manière dangereuse et augmente la difficulté de réunir en cas d'attaque des forces suffisantes sur le point menacé. Ces conséquences sont d'autant plus nuisibles vu l'insuffisance de notre artillerie lourde et surtout le manque de munitions pour cette artillerie. Il faut également tenir compte de l'activité extrêmement vigoureuse que l'armée russe ne cesse de déployer sur le front du général Broussilov, activité soutenue dans l'intérêt général des Alliés. En vous priant d'être persuadé que la Russie s'emploie de son mieux pour secourir la Roumanie, Je Me vois obligé d'attirer, Monsieur le Président, votre attention toute particulière sur la nécessité de ne pas laisser retomber sur l'armée russe tout le poids de la prochaine campagne balkanique. La situation de la Roumanie ne pourra être changée à notre avantage sans le secours efficace de l'armée de Salonique. Sa participation active à la lutte est une condition essentielle du succès de notre cause. Il serait au plus haut degré désirable qu'elle inflige une défaite aux Bulgares, s'empare de la vallée du Vardar et arrive avant l'hiver jusqu'à Uskub. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra devenir une menace effective pour nos ennemis. Pour arriver à ce résultat, l'armée de Salonique n'est pas assez forte. Elle l'est d'autant moins que l'envoi de troupes allemandes et de troupes turques sur le front de Macédoine paraît se con-

firmer. Mon état-major estime que, pour accomplir la tâche qui lui incombe, l'armée de Salonique devrait être renforcée d'au moins six divisions. L'envoi de nouveaux contingents en Macédoine paraît d'autant plus justifié qu'il semblerait préférable de se contenter provisoirement de moindres résultats tactiques ailleurs afin d'obtenir un grand succès stratégique sur le seul théâtre où un pareil but pourrait actuellement être atteint. J'espère que les commandements des armées alliées partageront cette manière de voir et qu'ils prendront sans retard une décision à ce sujet. Vous voudrez bien convenir combien il serait fâcheux que les renforts n'arrivent pas à Salonique en temps utile. Il Me tient encore à cœur de vous exprimer Mes sincères remerciements pour l'envoi des pièces lourdes que vous M'annoncez. Elles seront une contribution très précieuse à Mon armée. Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, l'assurance de Mon inaltérable amitié.

NICOLAS.

**Télégramme du Président de la République française
à Sa Majesté l'Empereur, transmis par l'Ambassade
de France le 9/22 octobre 1916**

Je remercie vivement Votre Majesté de son télégramme et je suis heureux de lui renouveler l'assurance que le gouvernement de la République est entièrement d'accord avec elle sur l'importance capitale des opérations balkaniques et sur la nécessité d'accroître en Roumanie et à Salonique les effectifs des armées alliées. Les considérations que m'expose Votre Majesté sont l'expression même de la sagesse et la France est prête à de nouveaux sacrifices pour seconder en Orient l'action de la Russie. Outre les compléments dont je vous ai parlé dans mon précédent télégramme, nous enverrons à Salonique, par les voies les plus rapides, une division et demie. Dès hier, et avant même de connaître les désirs de Votre Majesté, le gouvernement de la République a insisté auprès du cabinet de Londres dans une réunion mixte, tenue à Boulogne-sur-Mer, pour que l'Angleterre consentît à un effort identique. Nous avons bon espoir d'obtenir une réponse favorable, mais pour être plus sûr de la recevoir je crois prévenir la pensée de Votre Majesté en communiquant son télégramme au roi d'Angleterre. Nous demandons en même temps à l'Italie d'augmenter à son

tour le contingent de ses troupes qui viennent déjà d'être grossies d'une brigade. Enfin, une division portugaise pourra sans doute être envoyée à Salonique. Bref, la France ne néglige rien pour que les armées alliées d'Orient soient, suivant l'expression de Votre Majesté, une menace effective pour nos ennemis communs. Je prie Votre Majesté de croire à mon amitié fidèle et dévouée.

Raymond POINCARÉ.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 732.

2/15 octobre 1916.

Je télégraphie à Londres : L'attaché militaire a reçu du ministre de la Guerre l'ordre de prendre les mesures les plus énergiques et exceptionnelles pour l'envoi à Arkhangelsk des aéroplanes reçus en France dont la non-réception par nous avant la fermeture de la navigation mettra nos armées dans une situation critique. Pour exécuter cet ordre, il est nécessaire de recevoir immédiatement à la disposition de notre attaché naval un navire pouvant contenir 40 à 50 aéroplanes. Le gouvernement français est impuissant à résoudre cette question en tant que dépendant exclusivement de la disposition prise par l'Amirauté anglaise de ne plus laisser partir de navires pour Arkhangelsk. La question est d'une si haute importance que je me permets de m'adresser directement à vous pour vous prier d'employer toute votre influence à la résoudre favorablement et rapidement.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 733.

2/15 octobre 1916.

Le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre pour l'armement Thomas m'a informé que le colonel Svidersky lui avait fait connaître sa nomination en qualité de président de la commission d'artillerie qui doit désormais se mettre immédiatement en rapports avec le gouvernement français. N'étant pas avisé officiellement de ce qui précède, Thomas m'a demandé de l'informer : d'abord, si Ignatieff continuait à être à la tête des commandes dans ce domaine, et, en second lieu, si Svidersky avait pouvoir de faire des commandes et de les discuter avec le gouvernement français. Pour con-

clure, Thomas demande de l'informer de la délimitation exacte entre les fonctions d'Ignatieff et celles de Svidersky. Ignatieff a, de son côté, à plusieurs reprises questionné à ce sujet Pétrograd, mais il n'a pas de réponse. Je demande des instructions précises dans cette affaire, vu qu'un changement si essentiel dans l'ordre établi jusqu'à ce jour ne peut pas intervenir sans mon entremise et que l'impossibilité de répondre immédiatement à la lettre de Thomas me met dans une situation quelque peu désagréable.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 734. (*Très confidentiel.*)

2/15 octobre 1916.

Je me réfère au 623 de Démidof.

La question de la reconnaissance du gouvernement de Venizelos se pose actuellement ici sous l'aspect suivant : Venizelos, jusqu'à présent, n'a pas adressé de demande de reconnaissance ; c'est pourquoi le gouvernement français s'est borné à envoyer des instructions au général Sarrail et à ses consuls pour entrer en rapports de fait avec le nouveau gouvernement et les autorités instituées par lui. Mais Démidof a raison : il est nécessaire de prévoir une demande de reconnaissance et d'établir à l'avance un mode d'action concerté des Alliés sur ce point. Malheureusement, je suis fondé à penser que les dissentiments qui ont existé jusqu'à présent entre les ministres à Athènes et en particulier la position prise par Démidof et principalement le fait que la dernière démarche de l'amiral français n'a pas été appuyée par la diplomatie alliée ont créé ici un état d'esprit susceptible d'inciter le gouvernement français, dans le désir d'éviter de nouveaux pourparlers complexes entre les quatre cabinets, à s'entendre avec le plus intéressé d'entre eux, le cabinet de Londres, et à nous placer, nous et l'Italie, sinon en face du fait accompli, tout au moins de la décision prise en commun par la France et l'Angleterre. J'ai pris au ministère des Affaires étrangères d'ici connaissance, très confidentiellement, du télégramme reçu par Guillemin de Venizelos et dans lequel ce dernier le prévient qu'il s'adressera prochainement aux Alliés et d'abord à la France et à l'Angleterre pour leur demander de reconnaître le nouveau gouvernement. Dans ce télégramme, Venizelos dit que, s'étant

mis à la tête du mouvement national, il a pour but final de constituer un corps de troupes grecques pour, conjointement avec les Alliés, chasser les Bulgares du territoire de la Grèce, remplir les engagements d'alliance avec la Serbie et agir contre la Turquie. Si à son arrivée en Crète, il a déclaré qu'il n'intervenait pas contre le roi Constantin, c'était seulement pour éviter que les Alliés pussent lui reprocher d'écarter d'eux le roi. En réalité, il était convaincu que le roi s'était livré entièrement et sans retour aux Allemands. Le mouvement national croît de jour en jour et si les Alliés lui fournissent des moyens suffisants, il mettra en ligne, non pas un corps, mais plusieurs corps. Il se propose de tourner une partie de ces forces contre le gouvernement d'Athènes qui peut être écarté sans difficultés spéciales. Le programme ci-dessus de Venizelos est incontestablement accueilli ici avec sympathie et fera probablement l'objet de la prochaine conférence qui doit avoir lieu entre Briand et lord Grey. Bien que Venizelos ne le dise pas nettement dans son télégramme, « (1) il entend bien entendu l'éloignement du roi Constantin ». A ce sujet, les plans ultérieurs de Venizelos ne sont pas tout à fait clairs. Au ministère des Affaires étrangères ici, on exprime la conviction que Venizelos est trop intelligent et prudent pour désirer le renversement de la monarchie et de la dynastie et l'établissement de la République. Toutes les personnes responsables avec lesquelles j'ai parlé m'ont assuré que le gouvernement français n'envisageait pas un pareil plan avec sympathie en ce qui le concernait, car il était convaincu qu'une Grèce républicaine serait victime de l'anarchie et après la guerre tomberait encore davantage sous l'influence allemande. Ce que l'on désire apparemment le plus ici, c'est le couronnement du diadoque (2) de Venizelos et c'est probablement précisément en faveur de cette combinaison que Briand s'efforcera de décider lord Grey; bien qu'on ne puisse pas ne pas regretter que le résultat de la campagne diplomatique qui vient de prendre fin à Athènes soit que nous perdons en quelque sorte notre situation de puissance protectrice et nous trouvons sur le même pied que l'Italie, je me permets d'exprimer l'opinion que si entre la France et l'Angleterre il intervient un accord dans le

(1) Non déchiffré.

(2) Non déchiffré.

sens indiqué, de notre côté il n'y a pas de motif pour nous élever contre cette combinaison. Il est, me semble-t-il, infiniment plus avantageux pour nous, après avoir renoncé à la défense du roi Constantin, de reconnaître sans détours le rôle directeur de la France dans la question grecque et de réclamer à cette occasion qu'un rôle analogue nous soit reconnu dans une autre question plus essentielle pour nous.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 736.

3/16 octobre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à mon 734.

Hier on a reçu ici par l'entremise du consul de France à Salonique la requête de Venizelos quant à la reconnaissance formelle du gouvernement constitué par lui. Sur cette question, un échange de vues est déjà engagé entre Paris et Londres. Briand télégraphie à Pétrograd et à Rome qu'il partage l'opinion de Grey, c'est-à-dire qu'il est très difficile de reconnaître en Grèce à la fois deux gouvernements et que, en tout cas, il est nécessaire d'attendre que le gouvernement de Venizelos ait été muni de pouvoirs par tel ou tel autre organe de la représentation populaire. En attendant, Venizelos doit se contenter de la reconnaissance de fait des autorités par lui nommées là où ces autorités remplissent effectivement leurs fonctions. Dans ce télégramme, Briand se réfère à la déclaration faite par vous à Paléologue que vous adhérez d'avance à tout ce qui sera arrêté dans la question grecque entre l'Angleterre et la France, déclaration au sujet de laquelle il a été reçu avant-hier un télégramme de Paléologue, et il ajoute que, de son côté, Sonnino observe en fait la même règle de conduite.

(*Très confidentiel.*) Il n'est pas douteux qu'indépendamment de la reconnaissance formelle du nouveau gouvernement, la France accordera dès maintenant à Venizelos le concours matériel et financier nécessaire à l'exécution de son programme mentionné dans mon télégramme N° 734. Je sais que Venizelos s'est adressé à la Banque d'Athènes, dans laquelle sont intéressés des capitaux français, pour qu'il lui soit consenti une avance de 10 millions de francs et

que le gouvernement français étudie les moyens de faciliter la réalisation de cette affaire.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 738.

4/17 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

L'ambassadeur d'Angleterre a remis aujourd'hui ici au nom de son gouvernement un aide-mémoire dans lequel il demande l'opinion du cabinet de Paris à propos des considérations exprimées par le ministre d'Angleterre à Athènes que la seule reconnaissance de fait du gouvernement de Venizelos n'est pas suffisante et qu'il y aurait lieu de faire des pas ultérieurs dans la voie de sa reconnaissance formelle; à ce propos d'ailleurs il n'appert pas clairement quelle forme précise de reconnaissance Elliott a en vue. Cette question se discute aujourd'hui ici en conseil des ministres. Cambon m'a dit que le prince royal Georges, qui habite ici et qui est connu pour son inimitié personnelle pour Venizelos, était arrivé maintenant à la conclusion que la seule issue pour le roi Constantin consistait dans un rapprochement avec ce dernier et qu'il avait l'intention d'agir dans ce sens sur le roi. Ici, toutefois, on est convaincu de la parfaite stérilité d'une pareille tentative.

ISVOLSKY.

Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères à l'Ambassadeur à Londres

N° 4452.

5 octobre 1916.

(Copie à Rome.)

Veillez communiquer à nos ambassadeurs à Paris et à Rome copie des documents remis par lord Grey à l'ambassadeur d'Italie relativement aux accords à propos de Constantinople, des Détroits et de l'Asie Mineure.

STURMER.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Londres

N° 626.

5/18 octobre 1916.

Reçu votre télégramme N° 4365.

Au sujet publication documents relatifs à Constanti-

nople dans sens indiqué, Harding m'a dit qu'il fallait certainement être prêt à saisir occasion dès que circonstances le permettraient et que pour ne pas perdre de temps Grey s'est déjà mis en communication avec Briand pour rédaction d'un préambule qui précéderait documents.

BENKENDORF.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Rome

N° 699. (*Très confidentiel.*)

6/19 octobre 1916.

(*Copie à Paris et Londres.*)

Je me réfère à mon 698.

Nous nous sommes expliqués avec le ministre des affaires étrangères l'un après l'autre. Après m'avoir remis la réponse officielle rédigée par lui, ainsi qu'à mes collègues, Sonnino a donné à la conversation un caractère tout à fait confidentiel, me demandant de ne pas faire de rapport sur ce qu'il allait me dire et il m'a déclaré que sans faire d'objections du point de vue politique contre l'envoi de renforts italiens à Salonique il agissait toutefois sans enthousiasme pour deux raisons. La personnalité de Sarrail ne lui inspire aucune confiance et il est convaincu que les troupes envoyées là-bas ne seront pas utilisées comme il conviendrait, vu que Sarrail continuera à s'occuper davantage de politique que d'opérations militaires; ensuite, ayant pris connaissance des accords à lui communiqués sur la question d'Asie Mineure, il avait éprouvé une impression pénible, tant à cause de leur teneur que de la forme de leur conclusion qui sautait avant tout aux yeux. A ma remarque que dans une affaire aussi sérieuse que l'envoi de renforts militaires, il convenait de ne pas se laisser guider par des impressions personnelles reçues à propos de questions n'ayant pas de rapports directs avec les opérations de guerre, Sonnino objecta que ces impressions ne joueraient aucun rôle dans son attitude vis-à-vis de la guerre et de l'obtention de la victoire générale, mais que la réponse l'avait fortement refroidi pour la période qui interviendra après la guerre. Je pense qu'effectivement Sonnino éprouve en ce moment quelque désenchantement, mais que ce n'est peut-être pas sans but qu'il souligne celui-ci dans l'espoir d'en faire usage comme d'un instru-

ment lors des pourparlers ultérieurs relatifs aux ambitions italiennes en Asie Mineure.

GIERS.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 741.

6/19 octobre 1916.

Le général Jillinsky, ayant reçu du général Alexéieff un télégramme l'invitant à insister avec une énergie particulière pour l'envoi à Salonique par la France, l'Angleterre et l'Italie de deux divisions chacune, a demandé mon concours dans l'accomplissement de sa mission. Nous avons été reçus aujourd'hui ensemble par Briand, qui nous a déclaré de la façon la plus catégorique qu'il partageait absolument les considérations, exposées dans le télégramme du général Alexéieff, quant à l'importance de premier ordre du théâtre balkanique et qu'il employait tous ses efforts à renforcer l'armée de Salonique dans les proportions indiquées par le général Alexéieff. Il a promis au général Jillinsky d'agir énergiquement dans ce sens, tant sur le général Joffre, qui met la plus grande mauvaise grâce à prélever des troupes sur le théâtre d'ici pour les envoyer aux Balkans, que sur le ministre anglais avec lequel il doit se rencontrer demain à Boulogne. Pour conclure, Briand nous a dit qu'il insistait auprès de ses collègues sur la nécessité de nous envoyer la plus grande quantité possible de gros canons et d'augmenter le nombre des obus envoyés pour ceux-ci et qu'il agirait là encore dans le même sens sur les Anglais. Le général Jillinsky a adressé à ce sujet un rapport détaillé au général Alexéieff.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 742. (*Prière dispositions d'urgence.*) 6/19 octobre 1916.

(*Copie à Londres et Rome.*)

Je me réfère à vos 4386, 4414 et 4429, ainsi qu'au 640 de Démidof.

J'ai eu sur sa teneur aujourd'hui un long entretien avec Briand qui m'a dit ce qui suit : il a été envoyé au général Sarrail les instructions les plus catégoriques pour se tenir en dehors de la politique; il n'a pas pu ne pas témoigner certains égards à Venizelos en tant qu'ami des

Alliés, mais le fait qu'il s'est porté à la rencontre de Venizelos et qu'il a prononcé une allocution de bienvenue ne signifie nullement la reconnaissance formelle du nouveau gouvernement. En ce qui concerne le caractère du mouvement à la tête duquel se trouve Venizelos, jusqu'à présent ce mouvement n'est pas dirigé ouvertement contre la dynastie, et les autorités judiciaires nommées par lui agissent au nom du roi. Mais Venizelos, qui a perdu définitivement confiance dans le roi, serait naturellement heureux si les Alliés prenaient sur eux d'écarter ce dernier. Briand m'a déclaré de la façon la plus catégorique que le gouvernement français ne désirait nullement s'engager dans cette voie; il aspire sincèrement à trouver une base pour un accord avec le roi et son gouvernement. Si le roi est effectivement disposé à éloigner les troupes grecques du rayon de Larissa (télégramme 640 de Démidof), cela peut faciliter cet accord. En tout cas, ajouta Briand, vous pouvez être entièrement assuré que nous n'entreprendrons jamais rien contre le roi Constantin sans accord préalable avec tous nos Alliés. En ce qui concerne la question de la situation du gouvernement de Venizelos, qui a déjà adressé ici une demande de reconnaissance formelle, Briand m'a dit que le mode de solution indiqué dans votre télégramme 4429 lui paraissait parfaitement opportun et qu'en fait les instructions données à ce sujet au général Sarrail étaient en pleine concordance avec lui. Tout ce qui précède..... (1) à la conférence qui doit avoir lieu après-demain à Boulogne entre Briand et les ministres anglais.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 746. (*Très confidentiel.*)

7/20 octobre 1916.

(*Copie à Londres et Rome.*)

Je me réfère à mon 742.

Il me semble que nous pouvons avoir entièrement confiance en la déclaration de Briand que non seulement il n'a pas l'intention de favoriser un mouvement antidynastique en Grèce, mais qu'il aspire sincèrement à trouver un terrain d'entente avec le roi Constantin. Il m'a dit qu'il faisait actuellement une tentative pressante pour persua-

(1) Non déchiffré.

der le roi de se rapprocher de Venizelos par l'entremise du prince royal Georges, qui est maintenant pleinement convaincu de la nécessité d'un pareil rapprochement et s'était déclaré prêt à partir dans ce but pour Athènes et même pour Salonique. Je dois cependant ajouter qu'incontestablement Briand dans cette question se sépare d'avec l'opinion publique d'ici, qui réclame ouvertement l'éloignement du roi Constantin et peut, dans le cas où la susdite tentative échouerait, exercer sur..... (1) dans ce sens.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 748.

7/20 octobre 1916.

Reçu votre 4069 du 8 septembre.

Le gouvernement français communique que cette question a fait déjà l'objet d'une proposition japonaise ayant pour but la conclusion d'un accord entre le gouvernement chinois et les groupes du consortium relativement à un emprunt de 10 millions de livres sterling. Le Japon consentait, dans le cas où l'émission dudit emprunt dans les capitales des puissances alliées rencontrerait des difficultés, à effectuer toute l'émission à Tokio, mais, trouvant la garantie de l'impôt sur le sel insuffisante, il estimait désirable une garantie complémentaire au moyen d'un impôt foncier et posait comme condition la nomination d'un conseiller financier japonais. Le gouvernement français estime que l'acceptation de la proposition japonaise serait une occasion favorable pour transformer le consortium d'une façon conforme aux desiderata des Alliés, c'est-à-dire en excluant du consortium le groupe allemand et en le remplaçant par un groupe américain. De l'avis du gouvernement d'ici, la nécessité de la réorganisation du consortium apparaît maintenant comme ne pouvant être ajournée et si l'on réussit à dissiper les craintes du gouvernement japonais, liées à l'entrée en scène du groupe américain, le premier acte du consortium réorganisé serait la solution dans un sens favorable de la question de l'emprunt soulevée par le cabinet de Tokio avec l'institution d'un poste de conseiller financier japonais. En ce qui concerne l'émission dudit

(1) Non déchiffré.

emprunt, on pourrait remettre soit au Japon, soit aux Etats-Unis l'émission temporaire de toutes les parts de l'emprunt à condition qu'après la guerre chaque groupe prit sur lui la part qui lui revient. Conformément à la communication de Briand, votre point de vue est partagé également par le gouvernement anglais. L'ambassadeur de France est invité à en informer Votre Excellence et à demander en cas d'acquiescement de notre part que le représentant du groupe russe à Pékin soit muni des instructions voulues.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 749.

8/21 octobre 1916.

Je me réfère à mes 741 et 742.

N° 1. — A la conférence de Boulogne qui a eu lieu hier ont pris part, du côté français, les ministres des Affaires étrangères, des Finances, de la Guerre, de la Marine, le ministre sans portefeuille Bourgeois, le sous-secrétaire d'Etat pour l'Armement Thomas, le commandant en chef avec son chef d'état-major et le directeur politique de Margerie; du côté anglais, le premier ministre, les ministre des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, le chef d'état-major général et le commandant en chef de l'armée anglaise sur le front français. Briand télégraphie les résultats à Paléologue qui est chargé de vous communiquer les décisions envisagées et de demander à Votre Excellence d'y adhérer. Leur essence est transmise dans le N° 2.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 749.

8/21 octobre 1916.

N° 2. — Point 1. On prévoit de répondre à la dernière proposition du roi de Grèce que les puissances alliées ne trouvent pas possible d'entrer dans l'examen des conditions posées et que pour prouver sa sincérité Sa Majesté doit constater l'état de guerre existant entre la Grèce et la Bulgarie. La rédaction de la réponse n'est pas encore définitivement arrêtée. En outre, il est prévu de réclamer l'exécution des propositions faites au roi par les ministres en Grèce : a) réduction des troupes grecques jusqu'à l'effectif

du temps de paix; b) rappel des troupes de Larissa dans le Péloponèse; c) suppression des dépôts préparés à Larissa. Toutes ces mesures doivent être réalisées sous le contrôle des Alliés. Point 2. Il est prévu d'encourager Venizelos, mais sans le reconnaître formellement. Il est décidé de satisfaire sa requête relativement à un emprunt de 10 millions de francs et Paléologue est chargé de vous demander de prendre à votre charge un tiers de cette somme. Point 3. L'Angleterre n'a pas consenti pour le moment à un nouvel envoi de troupes à Salonique en plus des 25.000 hommes envoyés par elle là-bas. Elle consent à remettre la question du renforcement de l'armée de Salonique à la discussion en commun des états-majors des puissances alliées. A propos des troupes portugaises, il n'est pas intervenu non plus de décision définitive.

ISVOLSKY.

(*Sur l'original, de la main du tsar : « Pourquoi ? » — Grand quartier général impérial, 12 octobre 1916.*)

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 750.

9/22 octobre 1916.

Mandelstamm demande de transmettre : « Kémal Midchat arrivé à Paris communique que les agents de l'opposition ont commencé un service de reconnaissance en Turquie et que l'un d'eux, qui se trouve déjà à Constantinople, doit rentrer à peu près dans trois semaines. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Londres

N° 621.

10/23 octobre 1916.

Reçu votre télégramme N° 4300.

Grey a relu au marquis Imperiali les documents concernant arrangement Asie Mineure dès que carte citée dans note ambassadeur français à Grey du 9 mai lui fut parvenue de Paris et en complément de la communication qu'il avait déjà faite à ambassadeur italien des documents sur Constantinople. Grey a seulement ajouté verbalement que, après satisfaction des aspirations italiennes, Italie reconnaîtrait arrangements passés entre puissances. Les documents remis à cette occasion sans altération sont :

a) texte de l'arrangement franco-anglais concernant Asie Mineure, qui comprend : 1° Note française du 9 mai avec carte; 2° Note responsive préalable anglaise du 15 mai contenant maintien droit de navigation et concessions ainsi que droits et privilèges religieux, scolaires et médicaux; 3° Note française en réponse à N° 2 du 15 mai reconnaissant à Angleterre à titre réciprocité droits acquis par Angleterre à date antérieure à la guerre; 4° Note anglaise du 16 mai à ambassadeur de France acceptant arrangement spécifié dans note française du 9 mai, à condition que coopération arabe soit acquise et que Arabes obtiennent villes de Homs, Hamah, Damas et Aleppo. Cette note se termine en disant que pour compléter arrangement gouvernement anglais compte proposer gouvernement russe échange de notes analogues à celles échangées entre France et Angleterre le 26 avril, dont copies seront communiquées au gouvernement français. Grey observa en terminant que conclusion de présent arrangement soulève question de demande italienne pour une part dans partage ou réarrangement de Turquie d'Asie, selon article 9 de l'arrangement du 26 avril 1915 entre Italie et Alliés; b) texte du mémoire russe du 17 mars relatif à Asie Mineure; c) texte de l'arrangement franco-russe en date du 26 avril ici, comprenant : 1° Note de M. Sazonof à ambassadeur français du 26 avril; 2° Note de l'ambassadeur de France à M. Sazonof de même date.

BENKENDORF.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 752.

10/23 octobre 1916.

Le parti radical et radical-socialiste avait avant la guerre l'habitude de se réunir annuellement en congrès pour discuter les questions politiques susceptibles d'intéresser ce parti. Hier, pour la première fois depuis l'ouverture des hostilités, le congrès de ce parti s'est réuni, avec la participation de tous les membres du cabinet appartenant à ce parti. C'est le député Franklin-Bouillon qui a présidé à la place de Caillaux, le président des congrès précédents. Dans les résolutions adoptées à l'unanimité et au milieu de l'enthousiasme général, toute possibilité de conclusion d'une paix qui ne rétablirait pas intégralement les droits si indignement violés des petits peuples et qui ne rendrait

pas à la France les provinces qui lui ont été arrachées a été écartée, et il a été exprimé la résolution d'insister sur des garanties européennes nécessaires afin que pareille calamité publique ne puisse plus se répéter. On attribue à cette assemblée le caractère d'une manifestation sérieuse en faveur de la continuation de la guerre jusqu'à la victoire complète.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° ... (1).

11/24 octobre 1916.

Mandelstamm communique : « J'ai reçu des informations dignes de foi sur le congrès du parti Union et Progrès ouvert le 28 septembre à Constantinople. Le congrès, qui n'avait pas été réuni pendant tout le temps de la guerre, a été convoqué sur le désir de Talaat en signe de protestation contre Enver, sur les instances duquel avaient été fermés les clubs du parti (mon télégramme de Berne N° 607). Le grand vizir a été élu président du congrès; Talaat et Mîdchat Chukri ont été élus vice-présidents. Au congrès a été soumis un rapport dont les points principaux sont les suivants : la Turquie a commencé la guerre pour s'affranchir de la tutelle des puissances qui ont partagé le pays en zones d'influence afin de le partager ultérieurement définitivement entre elles. Le rapport attaque avec une vigueur spéciale la politique russe et la politique anglaise. La Russie est accusée entre autres de s'être opposée à l'exécution des réformes gouvernementales et à la construction de voies ferrées dans les vilayets arméniens qu'elle considérait comme entrant dans sa zone d'influence, d'avoir aspiré à obtenir leur autonomie et d'avoir gêné l'organisation de l'armée turque par la mission allemande. La rupture du concert européen a permis à la Turquie, au moyen d'une alliance avec l'Allemagne et l'Autriche, de mettre un terme à l'immixtion dans ses affaires intérieures et en particulier de s'affranchir des capitulations. Les troupes turques ont remporté de brillantes victoires aux Dardanelles, en Irak, en Perse et sur mer et maintenant elles défendent vaillamment la patrie sur les fronts du Caucase, de Mésopotamie et d'Égypte, ainsi qu'en Dobroudja et en Galicie. Les Arméniens ont trahi la Turquie. Le catholicos les a

(1) Non déchiffré.

obligés à se mettre du côté de la Russie. Beaucoup d'Arméniens tures, et parmi eux des députés, se sont engagés comme volontaires dans l'armée russe. Conformément aux décisions des comités militaires, dans beaucoup de localités de l'Arménie turque, il y a eu des attaques contre les troupes et les autorités, des violences contre les fonctionnaires et contre la population musulmane et dans certains endroits même de véritables émeutes. Vu le danger du mouvement arménien, le gouvernement a été obligé d'éloigner tous les Arméniens des zones militaires. Lors du transfert des Arméniens il s'est produit certains abus, mais des commissions d'enquête ont été aussitôt envoyées et une loi assurant la défense des intérêts des émigrés a été édictée. En Syrie et dans le Hedjaz, il s'est passé des événements fort tristes. En Syrie, grâce à d'anciennes intrigues françaises, a été tramé un complot dont les auteurs ont subi le châtement mérité. Dans le Hedjaz, les intrigues anglaises ont provoqué le soulèvement du chérif, mais il n'est pas douteux qu'avec l'arrivée de la saison de l'année favorable cet autre traître sera également châtié. Le ravitaillement de Constantinople a été lié à de très grandes difficultés; cependant la commission spéciale pour l'achat du blé les a surmontées. Il a été fondé également une commission pour la régularisation du ravitaillement du pays. L'organisation militaire est terminée. Grâce à l'élargissement du service militaire, les forces armées de la Turquie dépassent 3.000.000. Il est procédé au perfectionnement de la préparation des officiers et sous-officiers de réserve. La Turquie est à la veille de signer avec ses Alliés des traités consulaires en connexion avec l'abolition des capitulations. Le chemin de fer d'Angora à Sivas est commencé. Le prolongement de la voie du Hedjaz jusqu'à la frontière égyptienne est presque terminé. Il a été décidé de relier maintenant la Mecque et Médine. L'enseignement scolaire et universitaire a été élargi et beaucoup de professeurs allemands ont été invités. Des conseillers allemands ont été appelés au ministère de la Justice et dans quelques autres départements. L'activité des sociétés de commerce est encouragée par tous les moyens, mais toutes, même les étrangères, sont obligées de faire leurs affaires en langue turque. Un grand profit militaire a été retiré des gisements turcs de chrome, de charbon et de soufre. Il est prévu de remettre au Cheik Ul Islam la gestion exclusive des affaires

religieuses et de subordonner les tribunaux du Chariat au ministère de la Justice. Les écoles du ministère des Yacoufs seront subordonnées au ministère de l'Instruction publique. Pour conclure, le rapport accuse les puissances de l'Entente de tentatives pour provoquer en Turquie des dissensions intestines, exprime sa satisfaction à l'occasion de l'effondrement des plans des traîtres achetés et invite les membres du congrès à l'union. Le rapport, qui a paru dans la presse turque, vous est envoyé par courrier. Il n'y a pas encore de nouvelles quant aux résolutions adoptées par le congrès. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 754.

11/24 octobre 1916.

(Copie à Christiania et Londres.)

A propos des pourparlers entre la Norvège et l'Allemagne et la position menaçante prise par cette dernière dans cette affaire, Cambon a exprimé la crainte que la Norvège puisse aller à certaines concessions sous l'influence du cours défavorable des événements en Roumanie. D'autre part, il attribue au concours de la Norvège une importance très essentielle, principalement en raison de l'aide qu'elle peut apporter de par sa situation géographique à la flotte anglaise. Il estime en conséquence très important que les Alliés emploient tous leurs efforts à Christiania pour soutenir la fermeté témoignée jusqu'à présent par la Norvège dans ses pourparlers avec nos ennemis.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 757.

12/25 octobre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère aux 665 et 669 de Démidof.

Cambon m'a dit que vu le résultat de l'audience du député Bénazet et l'augmentation des chances d'entente avec le roi Constantin, Briand considérait préférable de s'abstenir de la réponse prévue au roi sur ses propositions antérieures.

ISVOLSKY.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
à l'Ambassadeur à Paris**

N° 4386.

1^{er} octobre 1916.

(Communiqué à Londres.)

Depuis le début de la crise grecque, nous avons observé le point de vue que cette crise renfermait en elle deux domaines sans doute proches, mais au fond rigoureusement distincts : politique et militaire. Sans entrer dans l'appréciation de la situation militaire, sans élever d'objections contre les mesures d'un caractère purement militaire prises par le haut commandement militaire allié dans le but d'assurer la sécurité des forces de terre et de mer opérant à l'intérieur des frontières de la Grèce, nous n'en avons pas moins un point de vue hostile à une position de la question telle qu'elle donne lieu à une confusion des buts militaires et politiques et que les chefs militaires sont transformés en agents politiques. N'estimant pas possible de suivre une pareille voie, je crains qu'il n'arrive un moment tel que nous puissions être mis dans l'embarras de maintenir sur ce terrain l'unité d'action avec les Alliés, unité qui jusqu'alors a été rigoureusement observée par nous. L'activité du général Sarrail provoque particulièrement l'attention. Sortant de son rôle de généralissime, il témoigne de trop d'intérêt pour les questions politiques et cela apparemment au détriment de ses obligations immédiates pour la réalisation des tâches militaires exceptionnellement importantes qui lui incombent. Son geste public évident de se rendre au-devant de Venizelos pour saluer ce dernier peut inspirer l'idée qu'il soutient le mouvement qui a un caractère antidynastique. Tout cela complique singulièrement la situation et rend plus difficile l'action modératrice de notre diplomatie et de la diplomatie anglaise à Athènes, action qui est orientée dans le sens de l'aboutissement à un accord avec le roi Constantin et son gouvernement acceptable pour les puissances alliées, ce vers quoi commence à incliner également le cabinet français, conformément aux dernières nouvelles. J'ai parlé aujourd'hui à ce sujet avec l'ambassadeur d'Angleterre, qui a accueilli avec une entière sympathie les points de vue exprimés par moi et m'a promis de les transmettre à Londres. Veuillez vous expliquer à ce sujet, dans une forme amicale et con-

fidentielle avec le ministre des Affaires étrangères et lui demander d'éclaircir quelles sont en somme les instructions données au général Sarrail relativement aux limites apportées à son activité et me télégraphier le résultat de votre explication.

STURMER.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 759. (*Très confidentiel.*)

12/25 octobre 1916.

(*Copie à Londres.*)

Je me réfère à votre 4386.

Le peu de succès de l'offensive de l'armée de Salonique et en particulier l'incident qui s'est terminé par le remplacement du commandant des détachements français à Salonique, général Cordonnier, soulèvent de nouveau la question du général Sarrail, qui a contre lui Briand et le général Joffre, mais est énergiquement soutenu par l'aile radicale du Parlement et ses représentants dans le cabinet, MM. Bourgeois et Malvy. Il a été décidé d'envoyer à Salonique un des généraux les plus haut placés pour faire une enquête sur la situation. D'abord on avait pensé charger de cette mission le général de Castelnau, le plus proche collaborateur du général Joffre, mais les radicaux ont protesté contre ce choix. Apparemment il s'est maintenant arrêté sur le ministre de la Guerre, général Roques, acceptable pour ces derniers. Selon certaines données, Briand serait heureux d'avoir la possibilité de se référer au mécontentement des Alliés à l'égard du commandant en chef des forces alliées à Salonique. Quand j'ai traduit hâtivement à Briand votre télégramme 4386, contenant une appréciation défavorable de l'activité du général Sarrail, il m'a demandé de lui en donner la traduction écrite exacte dans le but évident d'en faire usage auprès de ses collègues. Il est revenu aux Français que la cause du non-désir de l'Angleterre d'envoyer des troupes à Salonique était la méfiance inspirée par le général Sarrail. Si chez nous et à Londres il était décidé de mettre à profit les circonstances ci-dessus exposées pour obtenir l'éloignement du général Sarrail, une occasion propice pour cela serait fournie par le conseil de guerre allié fixé au 15 novembre nouveau style à Chantilly.

ISVOLSKY.

(*Sur l'original, de la main du tsar : « Il faut simulta-*

nément avec l'Angleterre insister pour le remplacement de Sarrail. Les intérêts essentiels de tous les Alliés l'exigent. »
— Grand quartier général impérial, 16 octobre 1916.)

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 760. (*Très confidentiel.*) 13/26 octobre 1916.

(*Copie à Londres.*)

La nouvelle de la prise par les Allemands de Constantza a provoqué dans les cercles politiques d'ici, dans la presse et dans le public une forte inquiétude. Autant l'intervention de la Roumanie avait été comptée à Briand comme un gros succès personnel, autant maintenant on lui reproche, ainsi qu'au général Joffre solidaire avec lui, de n'avoir pas réfléchi d'avance au plan de la campagne roumaine. Hier on pouvait craindre que l'agitation contre Briand et Joffre prît des proportions dangereuses. Aujourd'hui l'état d'esprit est plus tranquille, ce à quoi contribuent le gros succès remporté par les Français sous Verdun et la prise du fort de Douaumont, mais des insuccès ultérieurs aux Balkans peuvent ébranler sérieusement leur situation.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 762. 13/26 octobre 1916.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Briand télégraphie au ministre de France à Athènes que les dernières décisions du roi Constantin sont tellement essentielles que les puissances ne peuvent pas ne pas aller au-devant, mais qu'il est nécessaire de se préoccuper de leur donner une forme constitutionnelle, c'est-à-dire que l'accord prévu reçoive la confirmation du gouvernement grec.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 764. 13/26 octobre 1916.

Reçu vos télégrammes 4018 et 4184.

J'en ai communiqué la teneur à Briand qui m'a informé maintenant que vu l'accord apparemment atteint

entre les Alliés, il avait envoyé des instructions à l'ambassadeur de France à Tokio pour faire, d'accord avec ses collègues, la communication verbale suivante au gouvernement japonais : « Les gouvernements français, britannique, italien et russe, ayant conclu une convention avec le gouvernement roumain au sujet de son accession à l'Alliance, ont reconnu que le gouvernement roumain jouira des mêmes droits que ses alliés pour tout ce qui a trait aux préliminaires des négociations de la paix ainsi qu'à la discussion des questions qui seront soumises aux décisions de la conférence de la paix. Le gouvernement impérial japonais n'étant pas signataire de la convention conclue par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie avec la Roumanie, l'ambassadeur de..... a été chargé de donner connaissance à titre amical au cabinet de Tokio d'un accord, dont les conditions sont d'ailleurs d'un caractère et d'une portée purement locaux. » ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 767.

13/26 octobre 1916.

Reçu votre 4536.

Je me réfère au 681 de Démidof.

Le contenu de votre télégramme reçu seulement hier a été aussitôt communiqué par moi à Briand. A ce sujet, il s'est manifestement produit un malentendu et Paléologue a télégraphié que vous acceptez la décision de la conférence de Boulogne relativement à l'apport d'un appui actif à Venizelos sous la forme de garantie d'une avance bancaire..... (1). Aujourd'hui Briand a répondu à ma communication que le gouvernement français trouverait incommode de remettre l'avance en question à la disposition du haut commandement à Salonique. Briand ajoute que de l'avis du gouvernement français, en mettant l'argent à la disposition de Venizelos, les puissances protectrices font une avance au gouvernement d'Athènes et, dans la nécessité de réaliser la garantie donnée par elles aux banques, auront le droit d'exiger le paiement du fait de cet emprunt dudit gouvernement aussitôt..... (2).

ISVOLSKY.

(1) Non déchiffré.

(2) Non déchiffré.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 768. (*Complément à mon 767.*) 15/28 octobre 1916.

Briand m'a communiqué complémentaiement que le cabinet de Londres acquiesçait à son point de vue dans la question de l'avance à Venizelos. ISVOLSKY.

Télégramme du Chérif Abdullah

La Mecque, 16/29 octobre 1916.

Je suis très heureux de vous informer que les notables, les ulémas du pays et toutes les classes de la population s'étant réunis aujourd'hui ont à l'unanimité reconnu Sa Majesté le grand chérif Hussein Ben Ali roi de la nation arabe. Sa Majesté devient par ce fait le souverain des Arabes, étant donné que le pays est pénétré de sa capacité diplomatique, de sa parfaite loyauté envers sa patrie et de son désir sincère de répandre les bienfaits de l'instruction et de la justice dans toutes les régions arabes délivrées du joug de la bande Union et Progrès. Cette bande est reconnue par ses gestes, ses visées contraires à tout principe et à toute loi et par sa résolution formelle d'amener la ruine du pays arabe, tant au point de vue moral que matériel. Les effets de cette dernière résolution apparaissent dans les supplices endurés par un grand nombre de musulmans, de chrétiens et de Druzes, dont les crimes sont leur sincère dévouement au pays et leur valeur intellectuelle. La nation arabe a tout lieu d'espérer que vous la reconnaissez membre actif de la Société des nations et comme telle elle se prouvera dans l'avenir avec l'aide du Tout-Puissant. Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma respectueuse considération.

Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement arabe, Chérif ABDULLAH.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 769. 17/30 octobre 1916.

(Copie à Londres et Christiania.)

A propos de l'aggravation des rapports entre la Norvège et l'Allemagne, Cambon m'a dit que le gouvernement français remettait le rôle directeur dans cette question à

l'Angleterre, mais que Briand n'en avait pas moins télégraphié au ministre de France à Christiania à titre d'information que, en cas de conflit, la Norvège pouvait compter sur l'appui actif des Alliés. Selon des informations de Londres, Grey a fermement l'intention d'éviter tout ce qui pourrait être interprété à Berlin comme une excitation de la Norvège contre l'Allemagne; c'est pourquoi tant que le gouvernement norvégien ne se sera pas adressé à lui pour lui demander son appui — et pareille démarche n'a pas été faite jusqu'à présent — il ne pourra donner aucune promesse dans ce sens. D'autre part, le gouvernement norvégien se trouve apparemment embarrassé pour adresser une pareille demande à Londres, dans la crainte que cela puisse être considéré comme une provocation vis-à-vis de l'Allemagne.

ISVOLSKY.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
aux Ambassadeurs à Paris et à Londres**

N° 4636.

18 octobre 1916.

Le ministre des Affaires étrangères d'Arabie m'a avisé de la formation du nouveau gouvernement arabe et de la reconnaissance comme régent d'Arabie d'Hussein Ben Ali. Il est désirable d'élucider quelle a été l'attitude du gouvernement près duquel vous êtes accrédité dans cette question et de quelle manière s'est traduite sa reconnaissance. Télégraphiez ce résultat.

STURMER.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 770.

19 octobre/1^{er} novembre 1916.

(Copie à Tanger.)

Reçu votre 4546.

J'ai prévenu le gouvernement français de la décoration par Sa Majesté du sultan du Maroc de l'ordre d'Alexandre Nevsky avec diamants. Dans la note responsive reçue par moi, le ministère des Affaires étrangères, en remerciant sincèrement pour cette communication, exprime la certitude que le sultan Moulay Yousef, dont les troupes combattent sur le front français contre l'ennemi commun, sera extrêmement flatté de la haute marque de distinction à lui confé-

rée par Sa Majesté et que celle-ci l'encouragera à apporter aux Alliés un concours encore plus efficace.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 771.

19 octobre/1^{er} novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Reçu votre télégramme 4615, N°s 1 et 2. J'en ai communiqué aussitôt la teneur à Briand.

Les craintes que vous ont exprimées les ambassadeurs de France et d'Italie sont envisagées comme peu compréhensibles, car ici on ne doute nullement de notre ferme intention de continuer la campagne balkanique et l'on partage entièrement les considérations exposées dans le télégramme du général Alexéïeff en ce qui concerne le renforcement de l'armée de Salonique; je sais que le ministre de France à Bucarest a été invité à communiquer au gouvernement roumain que, conformément aux décisions prises à Boulogne, la France et l'Angleterre envoient ensemble à Salonique 90.000 hommes, dont l'expédition a déjà commencé. Ces informations doivent être tenues rigoureusement secrètes, vu les dangers du transport.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 772.

19 octobre/1^{er} novembre 1916.

Je me réfère à mon télégramme N° 759.

Le ministre de la Guerre, général Roques, est parti pour Salonique dans le but de faire une enquête sur l'état de l'armée du général Sarrail. Pendant la durée de son absence, c'est le ministre de la Marine, amiral Lacaze, qui, par décret du Président de la République, est chargé de la gestion du ministère de la Guerre.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 775. (Confidentiel.)

19 octobre/1^{er} novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Le départ de Tittoni, qui n'a pas su inspirer confiance ici, ne provoque de regret ni dans les cercles gouvernemen-

taux, ni dans les cercles politiques et publics français. On l'accuse en outre d'avoir soi-disant influé sur le roi contre la déclaration de guerre à l'Allemagne et l'on souligne que dans ses derniers discours dirigés contre l'Autriche il s'abstint soigneusement d'intervenir contre l'Allemagne. On le considère comme un partisan de Giolitti et l'on craint que, ayant reçu maintenant le titre de ministre et s'étant fixé à Rome, il n'intrigue contre Sonnino, avec lequel, comme on sait, il se trouve en rapports tendus.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 773.

20 octobre/2 novembre 1916.

(Copie à Londres et Christiania.)

Le chargé d'affaires d'Angleterre a communiqué ici la teneur du télégramme de Grey au ministre britannique à Christiania en déclarant que le cabinet de Londres attachait la plus grande importance à ce que la Norvège montrât de la fermeté et ne se laissât pas effrayer par les menaces allemandes et qu'au cas où l'Allemagne présenterait un ultimatum à la Norvège ou attaquerait celle-ci, l'Angleterre emploierait tous les moyens dont elle dispose par sa flotte et d'autre manière pour la soutenir et la défendre. Cambon m'a dit que cette déclaration répondait pleinement aux vues du gouvernement français, ajoutant en outre que personnellement il craignait que le gouvernement norvégien ne montrât pas assez de fermeté. Le ministre de Norvège ici m'a lu un télégramme de Stockholm relatif à la conversation du ministre d'Allemagne dans cette ville avec le ministre suédois des Affaires étrangères: ce dernier a dit que si l'Allemagne continuait à talonner la Norvège cela éloignerait complètement d'elle l'opinion publique suédoise, qui avait été jusqu'alors du côté de l'Allemagne. Le ministre d'Allemagne a répondu qu'il en était arrivé à cette conviction.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 776.

20 octobre/2 novembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Bucarest.)

Le ministre de France à Bucarest a été invité à appuyer les instances du ministre d'Angleterre pour que, en cas de

danger du côté de l'ennemi, le gouvernement roumain détruisit en temps voulu les réserves de blé et de naphte, mesures auxquelles Bratiano est apparemment peu disposé.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 777.

20 octobre/2 novembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au télégramme de Démidof N° 695.

Cambon m'a dit que le gouvernement français trouve inopportun le transfert du gouvernement serbe au Pirée ou à Phalère et encore moins à Volo et préférerait que ledit gouvernement restât pour le moment à Corfou pour se transporter ensuite, d'ici quelque temps, à Salonique, en particulier au moment de la marche en avant de l'armée de Salonique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 778.

20 octobre/2 novembre 1916.

Reçu votre télégramme 4477.

Interrogé par moi sur sa teneur, le gouvernement français m'a informé en réponse que conformément à l'appréciation du directeur de la régie, qui se trouve actuellement à Paris, il n'y a pas d'obstacle à la liquidation prévue à la condition de sa réalisation par l'entremise de l'agent de la société à Trébizonde, qui est seul compétent pour déterminer la qualité du tabac en feuilles et pour estimer les conditions auxquelles la vente n'entraînerait pas de déficit pour les intérêts de la société.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 779.

21 octobre/3 novembre 1916.

Je me réfère à mon 563.

Par suite des démarches entreprises par l'Ambassade en son temps en vue de l'attribution à l'intendance des troupes russes qui se trouvent en France des mêmes privilèges quant à l'importation en franchise de droit dont jouissent ici les autres armées alliées, je viens de recevoir de Briand

la communication suivante : « Le ministre des Finances a donné les ordres nécessaires pour que les envois adressés de l'étranger à l'intendance russe soient admis en franchise au même titre que les produits et objets destinés aux intendances belge et britannique; et cela sous condition que ces envois de matériel et approvisionnements soient remis directement à l'intendance russe ou accompagnés d'acquits à caution à décharger par le service de l'intendance des localités ou des régions destinataires. D'autre part, il reste bien entendu que les autorités militaires russes voudront bien prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les abus et empêcher notamment que ces envois bénéficient à la population civile. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 782.

22 octobre/4 novembre 1916.

Je me réfère au télégramme 736 de Giers.

Les articles élogieux parus dans les journaux d'ici à l'adresse de Tittoni s'expliquent par son action personnelle très habile sur des journalistes isolés et ne reflètent nullement l'opinion du gouvernement et des grands cercles politiques. J'ai pu encore une fois me convaincre qu'on craignait beaucoup ici son influence et ses relations avec Giolitti avec lequel, selon les nouvelles reçues, il a eu à son passage par Turin un entretien de quatre heures.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 781.

23 octobre/5 novembre 1916.

(Copie à Berne par courrier.)

Je me réfère au télégramme de Bibikof en date du 21 octobre.

Les informations qui y sont exposées me sont confirmées de source polonaise très sérieuse et bien informée. Selon les paroles de mon informateur, la majorité des hommes politiques de la Pologne russe restent fidèles à la Russie et aux puissances de l'Entente, mais craignent beaucoup que les membres du gouvernement provisoire polonais ne soient pris parmi le groupe peu nombreux des Polonais russes dévoués à l'Allemagne et que ceux-ci ne réussissent, en

profitant de la désillusion et de la fatigue de la population, à orienter la politique polonaise dans l'orbite allemande; à ce sujet, ils craignent qu'en premier lieu ne soit posée la question du recrutement; mon informateur a ajouté que la nouvelle qui était particulièrement répandue parmi les troupes que, soi-disant, maintenant la Russie non seulement envisageait avec la plus complète indifférence l'idée de la réunion des trois tronçons de la Pologne, mais encore y renonçait tout à fait, agissait d'une façon particulièrement déprimante sur les Polonais, et que le seul moyen de faire contrepoids à cet état d'esprit était de confirmer dans une forme ou dans une autre le projet de « Pologne une » renfermé dans l'appel du grand-duc Nicolas Nicolaiévitch.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 783.

23 octobre/5 novembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Reçu votre télégramme 4661.

Briand, auquel j'en ai communiqué la teneur, propose au ministre à Athènes d'attirer l'attention du roi sur les agissements des sous-marins et la complicité des légations ennemies et de demander quelles mesures le roi a l'intention de prendre à ce sujet. Si la réponse ne donne pas satisfaction, les Alliés seront en droit de prendre les mesures qui s'imposent pour écarter du territoire grec les représentants des puissances ennemies. Briand télégraphie dans le sens ci-dessus aux ambassadeurs de France à Pétersbourg, Londres et Rome.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 784.

23 octobre/5 novembre 1916.

Reçu vos télégrammes N°s 4600 et 4601.

J'en ai communiqué la teneur à Briand qui, dans sa réponse, se réfère à sa communication à vous transmise dans mon télégramme 764 et dans laquelle l'ambassadeur de France à Tokio a déjà reçu des instructions pour s'entendre avec ses collègues au sujet de la transmission verbale au gouvernement japonais de la déclaration établie

relativement à la convention conclue par les Alliés avec la Roumanie.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 785.

23 octobre/5 novembre 1916.

Vu la participation des troupes italiennes aux opérations sur le front de Salonique, le gouvernement italien a de nouveau soulevé la question de la participation des représentants de l'Italie à la commission mixte pour le ravitaillement de la population civile de Salonique et de Macédoine. Le gouvernement français, qui a donné son consentement à la participation à la commission d'un délégué italien, a envoyé maintenant des instructions au général Sarrail pour s'entendre avec notre consul général à Salonique et nos autorités militaires là-bas, relativement à l'introduction dans la commission d'un délégué russe.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 786.

25 octobre/7 novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

L'ambassadeur d'Angleterre a transmis ici une communication dont voici, brièvement résumée, la teneur : vu la nécessité de coordonner les décisions des Alliés dans les questions politiques et stratégiques générales qui sont à l'ordre du jour, le cabinet de Londres, ayant à faire dans cet ordre d'idées des propositions importantes, estime désirable de réunir à Paris encore, avant le 15 novembre nouveau style, date fixée du conseil de guerre allié, c'est-à-dire le lundi 13 novembre nouveau style, une conférence des ministres des puissances alliées; il est désirable que la conférence soit aussi peu nombreuse que possible; c'est pourquoi Grey propose qu'il n'y prenne part que deux ministres anglais, deux ministres français et deux ministres italiens. Comme des ministres russes ne peuvent pas arriver d'ici la date fixée et que, d'autre part, les décisions de la conférence ne peuvent entrer en vigueur que si elles sont acceptées par la Russie, les délégués de la conférence se rendront en Russie, pour soumettre lesdites décisions à la haute approbation de l'Empereur. Du côté de l'Angleterre Asquith

et Lloyd George prendront part à la conférence. Briand est en principe d'accord avec la proposition anglaise, mais il craint que les autres Alliés ne fassent des objections contre le fait d'avoir été écartés. Au cas où les ministres se rendraient en Russie, c'est probablement, du côté de la France, le ministre des Finances Ribot qui serait désigné, vu que Briand ne peut pas s'absenter de France pendant une si longue durée. Paléologue est informé de la proposition anglaise.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 787. (*Complément à mon télégramme N° 786.*)

25 octobre/7 novembre 1916.

(*Copie à Londres et Rome.*)

L'ambassadeur de France télégraphie que Sonnino accepte la proposition anglaise relative à la réunion à Paris d'une conférence des ministres alliés, mais pense que cette conférence ne doit pas avoir lieu avant, mais après le conseil de guerre allié.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 788.

25 octobre/7 novembre 1916.

(*Copie à Londres.*)

A propos de la proclamation par l'Allemagne d'un Etat polonais autonome, Briand télégraphie à Paléologue, brièvement résumé, ce qui suit: la constitution avec des territoires polonais d'un Etat autonome équivaut à l'organisation définitive d'un territoire occupé et apparaît pour cette raison comme une violation des conventions de la Haye. Cette question ne concerne pas la seule Russie, car l'Allemagne peut appliquer la même mesure à l'égard d'autres territoires occupés par elle. Cela provoque la nécessité pour les gouvernements alliés de protester auprès des puissances neutres. Paléologue est invité à s'informer du point de vue du gouvernement russe dans cette question. D'autre part, il est nécessaire de prévoir les conséquences de la proclamation allemande par rapport au recrutement. Comme il y a lieu de penser que les troupes russes ont emmené avec elles, en 1915, les Polonais en âge d'être appelés, la

Russie peut probablement se faire une idée exacte de la quantité d'hommes qui peut être levée par l'Allemagne. Paléologue doit éclaircir l'attitude du gouvernement russe vis-à-vis de la mesure prise par l'Allemagne et les conséquences qu'il en attend, ainsi que les mesures qu'il est disposé à prendre de son côté.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 789.

25 octobre/7 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

J'ai reçu aujourd'hui la visite du chef du parti national démocrate polonais, président du comité exécutif du comité national polonais de Pétrograd, Dmowski, actuellement à Paris, ainsi que du membre du parti polonais des réalistes, comte Plater; ils m'ont fait les déclarations ci-dessous avec prière de les porter à la connaissance de Votre Excellence. Tant eux que les autres hommes politiques polonais demeurés fidèles à l'union avec la Russie et les puissances alliées, envisagent avec les plus grandes appréhensions la mesure qui vient d'être prise par l'Allemagne à l'égard des provinces polonaises occupées. Selon les informations que l'on possède, le gouvernement allemand a commencé à procéder à l'expulsion en masse en Allemagne des ouvriers polonais, avec l'intention évidente de pratiquer parmi eux un recrutement sur son propre territoire, c'est-à-dire dans les conditions de moindre résistance de leur part. Sur l'autre partie de la population, les autorités allemandes exercent une pression en recourant à la menace de priver le pays de moyens d'alimentation. Tout cela peut briser la résistance des Polonais contre le recrutement et les compromettre aux yeux du gouvernement russe. Les hommes politiques polonais ci-dessus sont prêts à employer toute leur influence sur leurs concitoyens pour créer des difficultés à la réalisation des plans allemands, mais pour cela il leur est nécessaire de recevoir l'appui de la Russie et des gouvernements alliés. Il est très difficile d'opposer quelque chose au projet allemand d'un Etat polonais constitutionnel; c'est pourquoi la base la plus favorable pour agir sur les esprits polonais est la question territoriale. Si la Russie et ses Alliés déclaraient que la réunion des trois tronçons de la Pologne apparaît pour eux

un but analogue au rétablissement de la Belgique, cela produirait en Pologne une énorme impression. Pour conclure, Dmovski m'a dit que durant son séjour en Suisse il avait reçu du gouvernement allemand, qui est convaincu de son influence sur ses concitoyens, l'offre de se voir munir d'un passeport pour se rendre à Berlin et ensuite en Pologne, mais qu'il avait décliné cette proposition et qu'il avait l'intention de continuer son activité antérieure.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 790.

26 octobre/8 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

Je me réfère à mon télégramme 788.

La proclamation par l'Allemagne d'un Etat polonais autonome a produit ici une grande impression et provoqué des craintes très sérieuses, qui ne sont exprimées que dans une forme extrêmement atténuée dans le télégramme de Briand à Paléologue. La presse française, en partie sous la pression de la censure, insiste principalement sur l'hypocrisie de l'Allemagne et met les Polonais en garde contre le piège qui leur est tendu, mais s'abstient de toute récrimination à notre adresse. Je ne puis cependant pas vous cacher que dans les cercles politiques d'ici on s'exprime avec une grande amertume au sujet de la politique négative de la Russie dans la question polonaise; politique qui, selon l'opinion générale, a facilité à l'Allemagne la réalisation de son but principal: le recrutement en Pologne russe, c'est-à-dire d'une mesure qui menace non seulement la Russie mais tous les Alliés. Il est nécessaire de prévoir que du côté des parlementaires il sera exercé une forte pression sur Briand pour l'amener à nous provoquer sur la discussion de ladite question, dans le but d'opposer à l'acte de l'Allemagne un acte correspondant de la part des Alliés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 791.

27 octobre/9 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

Reçu votre télégramme 4620, N°s 1 et 2.

Je me suis immédiatement expliqué sur sa teneur avec

le gouvernement français. Celui-ci m'a communiqué aujourd'hui la réponse ci-dessous, relative aux pourparlers prévus avec la Suède dans la question des îles Aland: « Le gouvernement français sera toujours prêt à appuyer, si c'est nécessaire, les vues du gouvernement impérial auprès du gouvernement suédois sur une question qui présente pour la Russie une importance si considérable. Toutefois, étant donné que dans les circonstances actuelles le gouvernement allemand exerce sur différents pays scandinaves une pression très vive, susceptible de troubler la situation actuelle dans le nord de l'Europe, il apparaîtra peut-être au gouvernement impérial qu'il serait plus prudent d'ajourner la reprise d'une discussion qui pourrait fournir aux activistes suédois l'occasion de surexciter l'opinion publique dans des conditions dont les intrigues allemandes pourraient profiter au détriment des Alliés. D'autre part, l'importance des négociations d'ordre commercial qui vont se poursuivre à Londres entre les Alliés et la Suède apparaîtront sans doute aussi au gouvernement impérial comme un motif de réserver la reprise de ces questions pour un moment où la situation se trouverait dégagée des préoccupations qui viennent d'être rappelées. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 792.

27 octobre/9 novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Reçu votre télégramme 4631.

En réponse à l'aide-mémoire remis par moi sur sa teneur, Briand vient de me communiquer la réponse écrite suivante: « Les cabinets de Londres et de Paris, prenant pour base les principes généraux sur lesquels les quatre gouvernements alliés sont d'accord, ont précisé les conditions dans lesquelles seront établies les relations avec le gouvernement de M. Venizelos, ainsi que l'aide financière qui est nécessaire à ce gouvernement pour fonctionner, nourrir ses ressortissants dans les îles et organiser ses troupes contre les Bulgares. Le gouvernement de la République est d'accord avec le gouvernement impérial sur l'intérêt qu'il y a à munir les représentants des puissances alliées à Athènes de l'autorisation de procéder sur place à l'exécution des décisions de principe arrêtées entre les

gouvernements, dans les conditions dont la situation locale leur démontrera le caractère pratique. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 793.

27 octobre/9 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

Reçu votre télégramme 4636.

Briand, avec lequel j'ai conféré sur sa teneur, vient de me communiquer la réponse écrite suivante: « Le gouvernement français a décidé de conformer son attitude à celle qu'a adoptée le gouvernement britannique. Celui-ci a invité ses représentants à transmettre au chérif les félicitations sincères des autorités britanniques à l'occasion du couronnement de Son Altesse. Ils doivent ajouter que le gouvernement anglais consulte ses Alliés quant à la reconnaissance officielle simultanée de la nouvelle situation du chérif, mais que certains délais pourraient être nécessaires, l'ennemi n'étant pas encore entièrement battu et de graves inconvénients pouvant résulter pour la cause de Son Altesse en Arabie et dans tout le monde islamique d'une reconnaissance prématurée. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 795.

27 octobre/9 novembre 1916.

De Mandelstamm: « Les autorités fédérales suisses ont arrêté pour inculpation d'espionnage l'Egyptien Egedin Pacha, en rapports intimes avec l'ex-khédive Abbas-Ilmi, et le sujet persan Ketché-Oglou. Comme les agissements de semblables personnages, qui appartiennent à l'organisation d'espionnage turco-allemande et qui ont toujours agi avec un cynisme peu ordinaire, devaient être connus depuis longtemps des autorités suisses, le fait que des poursuites sont intentées contre eux actuellement peut être expliqué par la conscience de la nécessité de frapper d'ostracisme les Turcs et les Allemands qui ont recouvert tout le pays d'un réseau d'espionnage. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 796.

27 octobre/9 novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Reçu le télégramme de Giers N° 751.

Cambon m'a dit que malgré les objections de Sonnino, le président du Conseil insistait pour la convocation de la conférence à Paris avant le conseil de guerre interallié.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 797.

28 octobre/10 novembre 1916.

Ivo de Giuli, membre du comité yougo-slave, s'est adressé récemment à moi afin de me demander de solliciter pour lui l'autorisation de se rendre en Russie dans un but de propagande en faveur d'une union des Serbes, des Croates et des Slovènes. (1) Autriche-Hongrie avec les membres ci-dessous du susdit comité: Iovo Banianine, publiciste, membre de la Diète de Croatie; Dimko Trinajstić, avocat, député de l'Assemblée provinciale d'Istrie et président de la Société des Croates et des Slovènes en Istrie, et Vogoumine-Vochniak, privat-docent de l'université de Zagreb; questionné par moi à ce sujet, le ministre de Serbie ici appuie chaleureusement cette requête et ajoute que c'est sur son conseil que lesdites personnes se sont adressées à l'Ambassade impériale de Russie et qu'elles ont l'intention de faire en Russie de la propagande parmi les prisonniers de guerre d'origine slave, dans le but de les inciter à entrer comme volontaires dans l'armée serbe. D'autre part, le gouvernement français m'a communiqué son appréciation dans cette question que je vous transmets sous mon N° 2.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 797.

28 octobre/10 novembre 1916.

N° 2. — « M. Giuli, qui paraît une personnalité de valeur et d'honneur, s'est fait remarquer ces temps derniers

(1) Non déchiffré.

par les critiques qu'il a formulées contre la politique poursuivie par Pachitch. Giuli s'est à cet égard solidarisé avec Supilo. Il a exprimé de vifs regrets que le gouvernement serbe n'ait pas fait connaître plus tôt clairement aux Croates quelle serait exactement leur situation dans le futur Etat yougo-slave. Il s'est fait également le défenseur du point de vue yougo-slave dans la question concernant l'Adriatique. Il semble, malgré la remarque faite ci-dessus, qu'il n'y ait pas d'empêchement à ce qu'il soit donné suite au désir de Giuli de pouvoir propager dans les pays alliés les idéals dont il s'est fait le porte-parole. M. Briand a en conséquence informé l'Ambassadeur de Russie que le gouvernement français n'a pas en ce qui le concerne à faire d'objection à ce que Giuli et les autres personnes visées dans (1) précitée de l'Ambassadeur impérial se rendent en Russie. »

ISVOLSKY.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
au Ministre à Christiania**

N° 4706.

Pétrograd, 25 octobre 1916.

(Communiqué aux Ambassadeurs à Paris et à Londres.)

Je me réfère à mon 4677.

Nous avons exprimé aujourd'hui l'espoir au ministre de Norvège ici que son gouvernement ferait preuve de calme et de fermeté dans ses pourparlers avec l'Allemagne et nous lui avons confirmé que la Norvège pouvait compter au cas où le conflit s'accentuerait sur le concours de la Russie.

STURMER.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 800.

28 octobre/10 novembre 1916.

(Copie à Londres et Christiania.)

Reçu votre 4706.

J'ai mis au courant de sa teneur Briand qui m'a dit qu'il s'était exprimé exactement dans le même sens à Christiania.

(Confidentiel.) Il a ajouté qu'il regrettait seulement

(1) Non déchiffré.

l'attitude insuffisamment énergique adoptée dans cette question par le cabinet de Londres, estimant que l'on pouvait espérer maintenant la neutralité de la Suède. La rupture entre la Norvège et l'Allemagne serait avantageuse pour les Alliés, car elle permettrait à ceux-ci d'établir dans les fjords norvégiens des bases navales et d'aviation.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 801.

28 octobre/10 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

Reçu votre 4709.

J'ai parlé sur sa teneur avec Briand qui m'a dit que le gouvernement français envisageait avec hostilité les prétentions italiennes sur les vilayets de Kona, d'Adana et d'Aidin avec Smyrne et, demeurant sur le terrain de l'accord de Londres avec l'Italie, consentait à une rectification des frontières du rayon d'Adalia. Selon la conviction de Briand, le gouvernement italien exagère à dessein ses demandes dans le but d'obtenir l'extension la plus grande possible du rayon à lui attribué. Briand a ajouté que la Russie, l'Angleterre et la France devaient s'entendre à propos de la discussion ultérieure de cette question avec l'Italie et qu'il ferait ces jours-ci une proposition dans ce sens à Pétrograd et à Londres.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 802.

29 octobre/11 novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Briand m'a confirmé que la conférence politique se réunira à Paris avant le conseil de guerre interallié, fixé au 15 novembre nouveau style, c'est-à-dire probablement mardi prochain, 14 novembre du même style. L'Angleterre sera représentée par Asquith et Lloyd George; l'Italie par Carcano. Briand m'a dit que cette conférence aurait un caractère purement préliminaire et servirait à éclaircir les questions qui seront ensuite soumises à l'examen de la conférence de Pétrograd par la délégation dans laquelle il entrera pour chacune des trois puissances un ministre et

un représentant militaire compétent. La France enverra probablement Ribot et le général de Castelnau, le collaborateur le plus proche de Joffre. Briand a ajouté qu'il considérait ma présence à la conférence politique comme nécessaire et qu'il télégraphiait dans ce sens à Paléologue. Il me semble que vu le caractère préliminaire et pour ainsi dire préparatoire de cette conférence, ma présence ne peut pas avoir d'inconvénient et me donnera la possibilité de vous informer des questions qui seront désignées pour faire l'objet d'une discussion ultérieure à Péetrograd. Prière instructions urgente.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 803.

29 octobre/11 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

Briand m'a dit qu'ayant reçu d'un membre du parti socialiste de la Chambre des députés une demande d'interpellation relative à la Pologne, il avait invité ce député chez lui et l'avait persuadé de la retirer. Briand m'a également confirmé que la censure surveillait de la façon la plus sévère la discussion de la question polonaise dans la presse.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 805.

29 octobre/11 novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Par suite de l'impossibilité pour les ministres anglais d'arriver ici pour mardi, le cabinet de Londres a proposé de fixer la conférence politique à Paris au mercredi 15 novembre nouveau style, c'est-à-dire simultanément avec le conseil de guerre, qui se tiendra le même jour à Chantilly. Briand a accepté cette proposition, mais il demande aux Anglais de prolonger leur séjour ici d'un jour ou deux pour examiner les résultats du conseil de guerre.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 806. (*Détails par poste.*)

30 octobre/12 novembre 1916.

De Mandelstamm : « Un homme d'Etat turc arrivé en Suisse a fourni les renseignements militaires suivants obtenus soi-disant par lui du ministère de la guerre de Turquie et datant à peu près du début de la campagne roumaine. La Turquie pendant toute la durée de la guerre a mobilisé 2.300.000 hommes, sur lesquels elle a perdu en prisonniers, tués, morts et blessés 805.000 hommes, de sorte qu'à l'heure actuelle l'effectif total de l'armée, en comptant les services auxiliaires et les ouvriers militaires, est de 1.495.000 hommes, sur lesquels 460.000 se trouvent dans des dépôts, appartenant aux classes 65-69 et 97-99. A Constantinople, il y a 50.000 hommes; sur le front du Caucase, 400.000; en Mésopotamie, 120.000; en Syrie, 150.000; aux Dardanelles, 100.000; en Galicie, 60.000; en Bukovine, 20.000; en Dobroudja, 40.000; à Vidine, 20.000; à Smyrne, 75.000. Ce dernier chiffre remonte au commencement d'août. Depuis, le corps de Poteff Pacha a été transporté à Constantinople et de là acheminé sur une destination inconnue. L'armée de Syrie de Djemal Pacha, qui a reçu de Constantinople des renforts importants d'artillerie, se prépare activement à une nouvelle campagne d'Egypte. 40.000 hommes de cette armée, sous le commandement de Fakhri Pacha, opèrent contre le chérif de la Mecque. »

ISVOLSKY.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
aux Ambassadeurs à Paris et à Londres**

N° 4748.

Pétrograd, 28 octobre 1916.

Je me réfère au 788 d'Isvolsky.

N° 1. — Sous le n° 2, il vous est transmis le texte d'une protestation que le gouvernement impérial se propose de publier et d'adresser aux puissances neutres, au plus tard mardi prochain, à propos de la proclamation par les Austro-Allemands de l'indépendance des provinces russes de la Pologne. Nous trouvons nécessaire de formuler cette protestation en dépit de la circonstance que pendant la guerre il a été accompli un changement de régime en Egypte, ce que pourraient invoquer nos ennemis. Nous estimerions dési-

rable que les gouvernements français et anglais formulent également une protestation à propos de l'acte austro-allemand, comme cela était prévu par Briand. Avant la publication de notre protestation, nous désirerions savoir s'il n'y a pas d'objections de la part du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Vu l'ouverture de la Douma fixée à mardi, je vous prie de me répondre d'urgence, pas plus tard que lundi.

STURMER.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
aux Ambassadeurs à Paris et à Londres**

N° 4749. (*Urgent.*) *Pétrograd, 28 octobre 1916.*

N° 2. — Texte: Au mépris du droit des gens, les autorités militaires allemandes et austro-hongroises à Varsovie et à Lublin viennent de proclamer que les provinces russes de la Pologne formeraient à l'avenir un Etat séparé. Le gouvernement impérial de Russie proteste contre cet acte qui constitue une nouvelle violation des conventions internationales solennellement jurées par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et le déclare nul et non avenu. Il certifie que les provinces du royaume de Pologne demeurent soumises à Sa Majesté l'Empereur, mon auguste maître, et que ses habitants sont liés par le serment de fidélité qu'ils lui ont prêté. (Fin du texte.)

STURMER.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 807. (*Urgent.*) *30 octobre/12 novembre 1916.*
(*Copie à Londres.*)

Reçu vos 4748 et 4749.

J'ai aussitôt communiqué leur contenu. Malheureusement Briand est absent de Paris et ne rentrera que tard ce soir et en son absence personne ne peut prendre de décision. J'espère recevoir une réponse demain matin.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 808. (*Confidentiel.*) *30 octobre/12 novembre 1916.*
(*Copie à Londres.*)

Je me réfère aux télégrammes de Benkendorf N°s 676 et 685.

Bien que je ne sache que d'une façon indirecte que la question de la publication de l'accord relatif à Constantinople et aux Détroits est inscrite à l'ordre du jour et a été examinée par vous et le cabinet de Londres et également touchée par vous au cours d'un entretien avec l'ambassadeur de France, je me suis informé à titre privé de la position dans cette question du Gouvernement français et j'estime de mon devoir de vous communiquer ce qui suit : la situation ici est quelque peu différente de celle à Londres. Tandis qu'en Angleterre, tant le gouvernement que l'opinion publique se sont pleinement faits à l'idée de l'attribution de Constantinople et des Détroits à la Russie, en France une pareille solution de la question, qui incontestablement est acceptée par le gouvernement, continue à rencontrer des objections de la part des fractions parlementaires extrémistes. Cette circonstance inspire tout naturellement au gouvernement la crainte que la publication dudit accord lui suscite des difficultés. En outre, la publication de l'accord soulève des objections de la part des départements du ministère des Affaires étrangères qui sont profondément imprégnés des anciennes traditions de la politique française en Orient. D'autre part, Briand comprend parfaitement que dans une question aussi vitale pour la Russie la plus petite hésitation de la part de la France peut avoir les conséquences les plus dangereuses; dans ce point de vue il est énergiquement soutenu par Cambon, qui a rédigé pour lui un rapport spécial dans lequel est en outre réfuté l'argument que la publication peut provoquer un mouvement parmi les musulmans français. D'une façon générale, en indiquant les désaccords intérieurs qui existent ici dans ladite question, je ne mets pas en doute une seule minute que le cabinet ne se montre absolument prêt à réaliser notre désir.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 810.

30 octobre/12 novembre 1916.

Je me réfère au télégramme de Nératof N° 4393.

J'en ai communiqué la teneur à Briand mais n'ai pas encore reçu de réponse. En même temps les explications suivantes ont été données au bureau interallié à Chebounine : « Les mesures dont il est question ont principalement pour but d'arrêter les opérations avec les marchés qui

ont un cours de change défavorable pour l'argent français. marchés au premier rang desquels se place le marché anglais. Les opérations avec les valeurs russes trouvent leur justification dans des rapports mutuels spéciaux qui ont créé pour la France la nécessité de réaliser ces mesures et de soutenir notre situation financière et elles sont en retour avantageuses pour la France par suite du cours de notre rouble. C'est pourquoi, dans la question du placement des capitaux français en valeurs russes, on n'avait songé à créer aucune difficulté, ce qui avait été expliqué à Raffalovitch en réponse à sa protestation. Le fait qu'il aurait été formulé une exception, établie par la Russie sous la forme d'une circulaire spéciale, indiquerait que ladite défense est dirigée contre l'Angleterre et donnerait prétexte à celle-ci non seulement pour protester, mais encore pour prendre des mesures répressives. Sans se borner aux explications données à Raffalovitch et afin de prévenir un malentendu indésirable, il a été envoyé par le ministre Ribot un télégramme explicatif détaillé à Pétrograd. En outre, la succursale parisienne des banques russes, en réponse à sa question, s'est vu expliquer que le gouvernement français d'abord donnerait les autorisations correspondantes tant de l'émission en France de nos emprunts extérieurs que de l'acceptation des souscriptions aux emprunts intérieurs. En second lieu, il ne sera pas fait d'obstacle à ce que les porteurs français d'actions d'entreprises russes souscrivent, par l'intermédiaire de ces banques, à de nouvelles actions dans le cas d'augmentation du capital de fondation. » Comme l'a expliqué Chebounine, on est tout à fait étonné ici que Raffalovitch ne se soit pas contenté des explications si claires qui lui ont été données. Aujourd'hui, j'ai eu accidentellement chez moi, sur ce sujet, un entretien avec le directeur du Crédit lyonnais, le baron du Marais, qui est bien connu du gouvernement impérial. Il m'a confirmé que le Crédit lyonnais n'avait jamais eu de doute quant à l'interprétation des mesures dont il est question et n'avait pas admis l'idée qu'elles puissent avoir en vue les valeurs russes. En outre, cela aurait été déclaré à la Bourse les premiers jours par le syndicat des agents de change et dans la suite confirmé par la direction du mouvement des fonds. De la sorte, cette question peut apparemment être considérée comme liquidée. Mais, dans la mesure où j'ai pu en juger, elle n'apparaît que comme une partie d'un tout beaucoup plus impor-

tant, je veux dire de la question de la continuation de la chute du rouble, qui provoque dans les cercles financiers d'ici une certaine alarme et est incontestablement capable de nuire également au placement si désirable des capitaux français en Russie. Ici, on a l'impression que le cours du rouble peut encore tomber et qu'il n'est pas conduit de pourparlers sérieux sur ce sujet, à l'exception de la mesure d'un caractère palliatif relative à l'interdiction de la vente du rouble, mesure qui à son tour repousse les capitalistes étrangers en les privant de l'espoir de faire rentrer ultérieurement de l'argent.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 812.

31 octobre/13 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

Je me réfère à vos télégrammes N°s 4748 et 4749.

Briand vient de me dire à l'instant qu'il avait des objections à faire contre la publication d'une protestation dans la rédaction proposée par vous et qu'il avait télégraphié hier soir à ce sujet à Paléologue. A titre privé, il a ajouté qu'il ne pouvait pas ne pas craindre que cette protestation, si elle n'était pas complétée par une déclaration relative aux intentions de la Russie quant à la reconstitution et à l'autonomie des trois tronçons de la Pologne, ne fasse sur les Polonais une impression négative, en particulier par sa partie finale. C'est pourquoi il continue à espérer que vous profiterez de l'occasion favorable qui se présente pour faire une pareille déclaration. En ce qui concerne une protestation de la part de la France et de l'Angleterre, Briand se met en rapports sur cette question avec le cabinet de Londres et, en outre, il propose d'adjoindre à cet acte également l'Italie.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 813. (Très confidentiel.)

31 octobre/13 novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Reçu votre 4726.

J'en ai communiqué la teneur à Briand qui est com-

plètement d'accord avec les considérations qui y sont exposées. Jusqu'à présent, on continue ici à nommer pour le voyage en Russie le ministre des Finances Ribot, vu que Briand lui-même n'estime pas possible de s'absenter pour si longtemps. Il me semble toutefois, surtout à cause de l'intention de Grey d'aller personnellement en Russie, qu'il serait extrêmement désirable de convaincre Briand de suivre son exemple, car l'honorable et âgé Ribot, malgré ses hautes qualités, est loin de posséder la souplesse, la largeur de vues et l'autorité de Briand. ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 814.

31 octobre/13 novembre 1916.

J'apprends tout à fait confidentiellement que l'opposition turque a décidé d'unir ses forces dispersées en France et en Suisse et de créer un parti « ottoman libéral ». Sous la présidence de Chérif Pacha, à Paris, le comité central fondateur a, dans sa première séance, exprimé ses sympathies pour les Alliés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 817.

2/15 novembre 1916.

N° 1. — En ouvrant la conférence politique, Briand après avoir exposé, dans les grandes lignes, les résultats atteints jusqu'à présent par les opérations coordonnées des Alliés sur tous les théâtres d'opérations, a exprimé la profonde conviction que grâce à la supériorité numérique et à l'amélioration constante, quant à la qualité, des forces alliées la victoire décisive serait obtenue dans le courant de 1917. Pour cela, il est nécessaire de continuer énergiquement l'activité sur tous les fronts afin d'empêcher l'ennemi de faire des transports de troupes d'un point sur un autre. Mais tant en France qu'en Russie règne la conviction qu'au courant de l'hiver prochain il ne sera possible d'atteindre de résultat décisif que sur le théâtre balkanique, qui pour ce motif a une importance de premier plan. Sur ce théâtre, il est nécessaire de prendre l'offensive à la fois du nord au sud, mais un large développement des opérations est possible particulièrement en Dobroudja, dans la direction de Sofia; l'armée de Salonique, par suite des conditions du

terrain, peut avoir seulement pour le moment pour objectif Monastir et elle doit en outre retenir comme jusqu'à présent les plus grands effectifs possibles de forces allemandes et bulgares. Le succès de l'opération balkanique resserrera définitivement le cercle autour de l'Allemagne et de ses alliés, mettra la Turquie hors de combat et avancera la fin de la guerre. Jusqu'à présent, l'exécution heureuse du plan général allié a été parfois rendue difficile par suite des agissements des états-majors séparés qui étaient toujours enclins à attribuer une importance essentielle à leur propre front. De l'avis du gouvernement français, il est nécessaire que la direction supérieure des opérations dans le large sens du mot soit concentrée entre les mains des gouvernements et que les états-majors apparaissent comme les exécuteurs du plan adopté d'un commun accord. Répondant à Briand, Asquith fut pleinement d'accord, quant aux considérations ci-dessus et déclara que le gouvernement britannique avait provoqué la présente conférence pour proposer l'envoi, par l'Angleterre, la France et l'Italie, de délégations en Russie dans le but d'élaborer un plan général d'opérations militaires; chacune de ces délégations doit comprendre un ou deux ministres responsables accompagnés d'un chef militaire particulièrement compétent. En développant l'idée d'Asquith, Lloyd George expose que la preuve de la nécessité d'une pareille conférence pouvait être fournie par les lacunes constatées dans l'organisation de l'expédition de Salonique et le fait que l'excellente offensive des troupes russes en Galicie avait été arrêtée par suite de l'insuffisance d'artillerie lourde. La conférence doit principalement éclaircir les besoins de la Russie en canons; en cas de besoin, l'Angleterre et la France doivent fournir la Russie, même aux dépens de leurs propres besoins. D'autre part, il est nécessaire de recevoir la garantie que la Russie a le personnel voulu pour utiliser lesdits canons. En conclusion, Lloyd George a formulé la proposition anglaise en trois points qui est transmise dans mon N° 2. Les délégués italiens n'ont fait, sur le fond, aucune objection contre les considérations de Briand et la proposition de Lloyd George, mais ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient les accepter qu'*ad referendum*. De mon côté, j'ai déclaré que je n'avais aucun pouvoir; que je savais que le gouvernement impérial serait très heureux de recevoir à Pétrograd les ministres alliés; que je savais aussi que notre haut commandement partageait pleinement

l'opinion de l'importance primordiale du théâtre balkanique de la guerre; qu'enfin, en ce qui concernait la subordination des états-majors à la direction du gouvernement, une pareille question ne se posait pas en Russie, vu que chez nous l'orientation générale de la politique, aussi bien que le haut commandement étaient concentrés entre les mains de Sa Majesté.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 817.

2/15 novembre 1916.

N° 2. — « 1. Les trois gouvernements de France, d'Italie et de Grande-Bretagne, s'engagent à prendre part à une conférence politique et militaire qui sera tenue en Russie dans le plus bref délai. Chaque gouvernement enverra, comme représentants à cette conférence, des hommes d'Etat et des militaires d'un rang élevé ayant toute autorité pour parler au nom de leur gouvernement. 2. Le but de la conférence sera d'examiner la situation politique et militaire sous tous ses aspects et en particulier de fixer la nature et l'importance de l'effort militaire que les Alliés devront effectuer en Orient pendant l'année 1917. Le but de la conférence sera également d'estimer l'importance de l'appui qui devra être prêté par la France, l'Italie et la Grande-Bretagne à la Russie et à la Roumanie pour permettre à ces puissances de mener à bien les opérations qui auront été décidées. 3. Les gouvernements représentés à la présente conférence prendront l'engagement de fournir, dans toute la mesure du possible, à leurs Alliés, la totalité des fournitures militaires demandées par la conférence qui se tiendra en Russie, quand bien même il devrait en résulter un certain retard dans l'équipement de leurs propres armées; et la Russie prendra de son côté l'engagement de se conformer aux décisions adoptées par cette conférence. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 817.

2/15 novembre 1916.

N° 3. — Aussitôt après, la conférence, sur la proposition de Briand, est passée à l'examen de la situation en Grèce. Briand a exposé les raisons très sérieuses pour les-

quelles, selon l'avis du gouvernement français, il serait extrêmement difficile d'aller au-devant des instances de Venizelos quant à la reconnaissance formelle de son gouvernement. Au cas d'une pareille reconnaissance, Venizelos avant tout exige la formation de son armée spéciale et même de sa flotte et cela provoque des difficultés considérables non seulement du point de vue du droit international mais encore sous le rapport purement militaire. C'est pourquoi, malgré les véhémentes réclamations de l'opinion publique française, Briand pense que les Alliés doivent demeurer cantonnés sur le terrain de la reconnaissance de fait du gouvernement de Venizelos en continuant à lui apporter le concours matériel voulu et en le protégeant de toute tentative dirigée contre lui par le roi Constantin et son gouvernement. D'autre part, ces temps derniers, entre le roi et le ministre de France Bénazet ont eu lieu des pourparlers ou plutôt des conversations et le roi a fait des propositions fort intéressantes dont l'exécution assurerait aux Alliés non seulement le rappel des troupes grecques de Thessalie, mais encore la remise à eux d'une quantité importante de matériel militaire grec. Ces propositions méritent incontestablement d'être prises en considération à la condition bien entendu que leur acceptation ne signifie pas la renonciation à la politique d'appui à Venizelos dans les limites ci-dessus indiquées. Le but final des Alliés doit demeurer la réconciliation du roi avec Venizelos et le retour de la politique grecque dans l'orbite des Alliés. Asquith intervint très énergiquement contre le point de vue exposé par Briand; il déclara que, bien qu'à son avis aussi le but final des Alliés devait être la réconciliation du roi avec Venizelos, cependant l'opinion publique anglaise réclamait avec insistance qu'il soit mis un terme à la « ridicule » situation actuelle au moyen de la reconnaissance formelle du gouvernement de Venizelos; en ce qui concerne les pourparlers avec Bénazet, les propositions du roi ont pour but évident d'amener les Alliés à jeter Venizelos par-dessus bord, ce à quoi le gouvernement britannique ne peut nullement consentir. Les délégués italiens, après avoir répété la réserve quant à l'acceptation des décisions par eux seulement *ad referendum*, se joignirent au point de vue de Briand. De mon côté, j'ai déclaré qu'entre les cabinets alliés il y avait déjà un accord quant à l'impossibilité de la reconnaissance formelle de deux gouvernements grecs ainsi que quant aux

limites de la reconnaissance de fait du gouvernement de Venizelos. C'est pourquoi, si maintenant le cabinet de Londres en arrive à une conclusion opposée, sa proposition dans ce sens doit faire l'objet d'un nouvel examen entre les cabinets. Sur le fond, exprimant mon opinion personnelle, j'ai déclaré ne pas pouvoir ne pas me rallier aux considérations exprimées par Briand. Comme résultat des débats ci-dessus, il ne fut formulé aucune proposition concrète et l'on peut penser que sous l'influence des objections auxquelles ils se sont heurtés les Anglais n'en formuleront vraisemblablement pas.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 817.

2/15 novembre 1916.

N° 4. — Pour conclure, Briand a dit que le gouvernement russe, qui venait de rédiger une protestation contre la proclamation par les Austro-Allemands de l'indépendance des provinces russes de Pologne, a adressé à la France et à l'Angleterre une demande de publier une protestation analogue. C'est pourquoi Briand proposa le projet de protestation élaboré par lui et transmis sous le N° 5. Asquith déclara que, sans faire d'objections sur le fond contre ce projet, il le considérait cependant dans cette forme comme insuffisant; l'acte austro-allemand ne touche pas que la question de la violation des principes du droit international et des conventions existantes, mais soulève une question politique très sérieuse touchant de près les intérêts militaires de tous les Alliés; c'est pourquoi Asquith estima que le projet de protestation proposé par Briand doit être absolument complété par une déclaration des Alliés confirmant les promesses faites aux Polonais au nom de Sa Majesté l'Empereur dans le manifeste du grand-duc Nicolas Nicolaiévitch. Les délégués italiens ont déclaré qu'ils ne savaient rien du désir de la Russie relativement à la publication par les Alliés d'une protestation, qu'ils n'avaient à ce sujet aucune instruction et devaient remettre ladite question à l'examen de leur gouvernement. Tittoni, toutefois, comme en passant, remarqua que si le gouvernement russe s'adressait aux Alliés pour leur demander de se joindre à sa protestation, il placerait par là même la question sur le terrain international. De mon côté, j'objectai très énergiquement

à Asquith que la violation par les Austro-Allemands des principes du droit international et des conventions existantes, d'une part, et les promesses faites aux Polonais, d'autre part, apparaissaient deux questions absolument séparées. Maintenant, il n'est touché que la première de ces questions et les gouvernements français et anglais, à ce que je sais, ont déjà déclaré à Pétrograd leur consentement à se joindre à notre protestation et il s'agit seulement maintenant du texte proposé par Briand. La deuxième question n'est pas soumise à la discussion de la conférence et si Asquith estime nécessaire de la toucher, cela ne peut être fait que par la voie diplomatique habituelle. A Tittoni j'ai répondu que la protestation générale des Alliés contre l'acte en question des Austro-Allemands avait exactement le même caractère que leur protestation contre toute autre violation par l'ennemi du droit international, par exemple contre la déportation de la population des provinces françaises et belges occupées, et ne donnait aucunement à la question une portée internationale quelconque. Toutes mes objections ont été énergiquement soutenues par Briand; en résultat, Asquith également fut d'accord avec moi et déclara qu'il acceptait le projet de protestation proposé par Briand sans aucune addition. Il a été fixé à demain une seconde séance pour examiner les résultats du conseil de guerre qui a été tenu aujourd'hui à Chantilly.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 817.

2/15 novembre 1916.

N° 5. — « Par une proclamation publiée le 6 novembre 1916 à Varsovie et à Lublin, l'empereur d'Allemagne et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, ont fait savoir qu'ils s'étaient mis d'accord pour créer dans les régions polonaises occupées par leurs troupes un Etat autonome sous la forme d'une monarchie héréditaire constitutionnelle et pour y organiser, instruire et diriger une armée particulière à cet Etat. C'est un principe universellement acquis du droit des gens modernes que, en raison de son caractère de précarité et de possession de fait, une occupation militaire résultant des opérations de la guerre ne saurait impliquer un transfert de la souveraineté sur le territoire occupé et par conséquent comporter un droit quelconque de disposer de ce territoire

au profit de qui que ce soit. En disposant sans droit de territoires occupés par leurs troupes, l'empereur d'Allemagne et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, ont non seulement fait un acte nul, mais encore enfreint une fois de plus un des principes fondamentaux sur lesquels reposent la constitution et l'existence de la société des Etats civilisés. En prétendant, en outre, organiser, instruire et diriger une armée levée dans les régions polonaises occupées par leurs troupes, l'empereur d'Allemagne et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, ont une fois de plus violé les engagements qu'ils ont pris et par lesquels, conformément aux principes les plus élémentaires de la morale et de la justice, il est interdit à un belligérant de forcer les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays (art. 23 du règlement annexé à la convention de La Haye, 1907, ratifiée par l'empereur d'Allemagne et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, le 29 octobre 1909). Le gouvernement de, signalant à la réprobation des Etats neutres ces nouvelles violations du droit, de la morale et de la justice, s'élève contre les conséquences que les gouvernements ennemis entendraient tirer de pareils faits et se réserve d'y mettre obstacle par tous les moyens en son pouvoir. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 818. (*Urgent.*)

3/16 novembre 1916.

Reçu votre télégramme 4806.

Briand et Asquith viennent d'envoyer à Votre Excellence, sous leur signature collective, un télégramme exprimant leur sympathie pour la communication publiée par le gouvernement impérial quant aux intentions de la Russie relativement à la réunion et à l'autonomie de toutes les terres polonaises. Ce télégramme paraîtra demain ici dans la presse.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 819.

3/16 novembre 1916.

N° 1. — A la séance de la conférence politique, outre les personnalités mentionnées par moi hier, assistaient les généraux Joffre, sir D. Haig et Porro, ainsi que les chefs

des missions militaires alliées. Le général Joffre a donné lecture du journal du conseil de guerre allié qui a été tenu hier à Chantilly et dont un court extrait est transmis sous mon N° 2. Briand déclara que les dispositions du conseil de guerre répondaient pleinement dans l'ensemble aux points de vue exposés à la séance d'hier de la conférence politique, mais devaient être encore discutées en détail par la conférence des ministres qui devait se réunir à Péetrograd et que ce n'était qu'après avoir reçu là-bas ratification qu'elles entreraient en vigueur comme programme des opérations militaires pour 1917. Les délégués anglais ont demandé au général Joffre de leur expliquer sur quelle base l'effectif de l'armée de Salonique prévu par le conseil de guerre avait été fixé à 23 divisions et de quels contingents seraient constituées ces 23 divisions. D'après les données reçues du chef des troupes anglaises à Salonique, d'une part, un pareil effectif est insuffisant pour entreprendre sur ce front des opérations sérieuses et, d'autre part, vu les lourdes pertes supportées par les Serbes, l'armée de Salonique ne pourra vraisemblablement guère atteindre même cet effectif. Le général Joffre a expliqué que l'armée de Salonique serait composée de 7 divisions anglaises, 6 françaises, 3 italiennes, ce à propos de quoi des pourparlers étaient menés avec le gouvernement italien; 1 division russe et 6 divisions serbes et qu'en outre il serait pris des mesures pour maintenir les effectifs complets de ces divisions. Le chiffre de 23 divisions a été fixé par le quartier général français sur la base des informations qu'il possède relativement aux conditions géographiques du front de Salonique, vu qu'il n'a pas reçu de rapport détaillé du général Sarrail sur ces conditions. Ce chiffre est le maximum de ce qui peut être mis en action dans l'état actuel du développement des communications par voies ferrées et autres sur le théâtre de Salonique et ne peut être augmenté qu'à condition d'un développement considérable du réseau de ces voies de communication, développement qui ne réclame pas moins d'un an. Lloyd George exprima l'idée à ce propos qu'il conviendrait de faire appel aussi pour la construction desdites voies de communication à des ingénieurs italiens, qui sont particulièrement compétents dans la construction des voies de communication de montagne. Le général Porro a répondu que l'envoi à Salonique d'ingénieurs italiens ne soulevait pas d'objections. Après lui, le

délégué italien Carcano a exposé les difficultés économiques et financières sérieuses éprouvées par l'Italie et a déclaré que si les Alliés, et avant tout l'Angleterre, ne lui prêtaient pas leur concours, l'Italie ne serait pas en état non seulement d'élargir ses opérations militaires, mais même de continuer celles-ci dans leurs dimensions actuelles. M. Asquith lui a répondu que bien que l'Angleterre, qui accordait à tous les Alliés sous différentes formes son assistance, éprouve elle-même des difficultés sans précédent dans son histoire, elle ne refuserait pas bien entendu d'envisager avec la plus grande sympathie les besoins de l'Italie et d'examiner les moyens de les satisfaire. M. Carcano exprima à M. Asquith sa reconnaissance. Sur cet échange de vues prit fin la seconde et dernière séance de la conférence politique; les protocoles vous en seront envoyés par courrier.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 819.

4/17 novembre 1916.

N° 2. — « 1. Le but des mesures prises est d'aboutir à des résultats décisifs par les campagnes de 1917: *a*) les opérations dans la mesure du possible continueront au cours de l'hiver; *b*) pour priver l'ennemi définitivement de l'initiative des opérations militaires, les troupes alliées devront se préparer à renouveler l'offensive à partir de la première moitié de février nouveau style; *c*), *d*) et *e*) les opérations offensives seront dans la mesure du possible concertées. 2. Front balkanique: *a*) et *b*) dans le but de mener énergiquement cette campagne conformément aux vues de l'état-major russe et de mettre la Bulgarie hors de combat, il convient de coordonner soigneusement les opérations des troupes russo-roumaines du côté du nord et des troupes alliées du côté du sud, afin d'aboutir à une opération décisive sur l'un ou l'autre de ces fronts au cours des opérations; *c*) il convient de porter l'armée de Salonique à 23 divisions. Ce chiffre répond tant aux besoins du théâtre de Salonique qu'à la quantité des troupes qui peut être prélevée sur les autres théâtres. Pour atteindre l'effectif général de 23 divisions, les Anglais devront porter leurs effectifs à 7 divisions, les Français à 6 et l'on demandera aux Italiens de porter les leurs à 3 divisions, vu

les intentions exprimées par la Russie. Ces contingents seront soigneusement soutenus. 3. Les opérations sur les théâtres secondaires auront pour but d'y retenir les forces de l'ennemi et seront menées avec le moins de forces possible afin de conserver le maximum de forces pour les théâtres principaux. 4. Appui mutuel: a) confirmation de la décision prise à la conférence des cinq puissances l'année passée, décision qui dit que si l'une des puissances est attaquée, les autres lui viennent immédiatement en aide par tous les moyens dont elles disposent en prenant l'offensive avec des troupes non attaquées par l'ennemi dans d'autres zones préparées ou en jetant directement des troupes d'un théâtre sur l'autre au cas où lesdits théâtres sont reliés par des moyens de communication faciles; b) en vue de ce dernier cas les états-majors français, anglais et italien doivent procéder à l'élaboration des questions concernant tant les transports que l'application des forces militaires combinées. 5. Les troupes serbes seront complétées par des hommes prélevés sur les prisonniers qui se trouvent en Russie et en Italie, dans les limites où ces puissances le jugeront possible et avec adoption des mesures de précaution nécessaires. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 820. (*Urgent.*)

4/17 novembre 1916.

(*Copie à Londres.*)

Paléologue a été invité, après s'être entendu avec son collègue anglais, à vous communiquer le consentement du gouvernement français à la déclaration proposée par vous relative à l'annexion de Constantinople à la Russie et à la publication des documents s'y rapportant en observant les conditions qui ont été posées par le cabinet de Londres.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 821.

4/17 novembre 1916.

(*Copie à Londres.*)

La protestation de Briand contre l'acte autro-allemand relatif aux provinces russes de la Pologne, dont le texte a

été adopté également par le cabinet de Londres, a été portée à votre connaissance par mon télégramme 817, N° 5; elle sera publiée ici demain.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 822. (*Confidentiel.*)

4/17 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

Au cours d'un entretien avec moi Lloyd George a exprimé à plusieurs reprises, et de la façon la plus énergique, l'opinion que l'Angleterre et la France devaient nous fournir de toute la quantité nécessaire de canons lourds et de munitions et cela non seulement sur les stocks qu'elles avaient de disponibles, mais même au détriment de leurs propres besoins. Il s'est exprimé aussi dans le même sens avec insistance devant Albert Thomas, qui comme on le sait a un point de vue moins large sur cette question et s'efforce surtout de démontrer que nous pouvons nous-mêmes augmenter notre production de matériel de guerre. A ma question: prendra-t-il part à la prochaine conférence à Pétrograd, Lloyd George a répondu que soit lui, soit lord Grey pouvait y aller, mais qu'il leur était impossible de s'absenter ensemble. Il ajouta que d'une façon générale il n'irait à Pétrograd que s'il lui était donné les plus larges pouvoirs quant à notre fourniture en artillerie lourde et si on envoyait avec lui les personnalités militaires dont la présence était indispensable au succès des pourparlers. Selon sa conviction, il est très important qu'Albert Thomas, qui ne s'est pas encore pleinement assimilé son point de vue dans cette question, aille également à Pétrograd.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 823. (*Confidentiel.*)

4/17 novembre 1916.

Reçu le télégramme N° 4813.

L'envoi à Pétrograd de Ribot est écarté. Malheureusement, Briand n'a absolument pas la possibilité de s'absenter de France. Le Président de la République, auprès duquel j'ai insisté énergiquement pour son envoi, m'a dit que les partis politiques qui au Parlement lui sont hostiles

pourraient profiter de son absence pour le renverser. On projette la composition suivante de la délégation: le ministre des Colonies Doumergue, ex-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères pendant la guerre balkanique, qui a fait preuve à ce poste de grandes qualités et qui est un partisan ardent de la Russie et de la guerre jusqu'au bout; le ministre de la Marine, amiral Lacaze, ou au cas où il ne pourrait s'absenter, le ministre de la Guerre, général Roques; le premier serait désirable, car c'est un homme au plus haut point compétent, énergique et plein de tact; le général de Castelnau, le plus proche collaborateur du général Joffre, qui jouit à l'armée d'une grande influence malgré ses opinions conservatrices et même catholiques. Il a été aussi question d'Albert Thomas, mais il considère également qu'il lui est très difficile de s'absenter actuellement. Sa participation me paraît particulièrement désirable, car c'est de lui que dépend principalement la solution de la question de notre ravitaillement en artillerie lourde et en munitions. Le général Alexéieff pourrait insister auprès du général Joffre pour qu'il fût envoyé.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 825.

5/18 novembre 1916.

Votre télégramme 4826 s'est croisé avec mon 820, dans lequel je vous ai communiqué que Paléologue avait été invité à vous déclarer le consentement du gouvernement français à la communication gouvernementale proposée par vous relativement à Constantinople et aux Détroits et à la publication des documents s'y rapportant. Néanmoins, je me suis entretenu avec Briand qui m'a exprimé son étonnement et son sincère regret du malentendu évident qui avait surgi à ce sujet. Déjà le 14/27 octobre il avait chargé Paléologue de vous communiquer son consentement, et il ne comprend pas pourquoi un retard a pu se produire. Dès qu'il en a été informé par Paléologue, il lui a aussitôt confirmé les susdites instructions. En tout cas, il m'a demandé de vous expliquer que la position adoptée dans cette question par la France ne diffère nullement de celle prise par l'Angleterre, et qu'il n'a pas une minute hésité à aller au-devant de vos désirs.

(*Personnel.*) Bien que je n'aie pas été mis par vous au courant des présents pourparlers, j'ai exprimé dans mon télégramme 808 l'opinion que, malgré les frottements intérieurs qui ont lieu ici, je ne doutais pas que Briand se montrât absolument prêt à satisfaire nos désirs. Je me permets de penser que si cette affaire avait été engagée dans l'ordre normal, c'est-à-dire comme présentant principalement de l'intérêt pour la Russie, par mon entremise et non par Paléologue, il eût été très facile d'éviter des malentendus et des retards regrettables.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 826.

5/18 novembre 1916.

(Copie à Londres.)

La protestation du gouvernement impérial contre la proclamation par les Austro-Allemands de l'indépendance des provinces russes de la Pologne, notre communication gouvernementale relative aux intentions de la Russie au sujet des trois tronçons de la Pologne, les télégrammes de Briand et d'Asquith à vous adressés ont produit ici dans l'ensemble une très forte et très favorable impression. Peut-être aurait-on pu jusqu'à un certain point craindre que la partie finale de notre communiqué, dans laquelle il est souligné qu'il s'agit seulement d'autonomie avec conservation du principe d'un Etat russe unitaire et non d'un Etat séparé de Pologne, provoquât une résistance de la part des cercles polonais extrémistes d'ici et sous leur influence également d'une partie de la presse française. Des tentatives isolées dans ce sens auraient déjà été faites, mais aussitôt interrompues par la censure. Dans l'ensemble, l'opinion publique française se déclare entièrement satisfaite. Briand m'a dit aujourd'hui que ces sentiments se manifestent dans tous les partis du Parlement, sans exclure ceux qui ont été contaminés par la polonophilie la plus extrême et ont eu une répercussion particulièrement remarquable dans les débats à la commission de l'armée, où il a été décidé de retirer l'interpellation que l'on préparait au gouvernement sur les affaires polonaises. Briand a ajouté que le démenti publié par nous ici ce matin des bruits relatifs à des pourparlers de paix entre nous et l'Allemagne avait encore augmenté l'impression favorable produite par les actes ci-dessus.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 827.

6/19 novembre 1916.

Les journaux publient ce matin la protestation contre la déclaration austro-allemande relative à la Pologne, que les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Italie ont été chargés de remettre aux gouvernements neutres.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 830. (*Très confidentiel.*)

8/21 novembre 1916.

Les nouvelles défavorables du théâtre roumain provoquent ici une forte inquiétude. Cette impression n'est que très faiblement atténuée par la nouvelle de la prise de Monastir. Dans le cas d'une catastrophe en Roumanie, il convient de prévoir ici une forte émotion et la possibilité d'une crise politique n'est pas exclue. Il circule déjà dans les cercles du Parlement des listes de cabinets possibles, avec les noms de Barthou en qualité de président du Conseil des ministres et de Tardieu en qualité de ministre des Affaires étrangères.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 831. (*Confidentiel.*)

8/21 novembre 1916.

(*Copie à Londres et Rome.*)

Je me réfère au télégramme de Giers N° 770. Je me permets d'exprimer l'avis que la remarque de Sonnino, d'après laquelle dans la prise en considération des promesses de la Russie relativement à l'autonomie de la Pologne Briand et Asquith avaient donné à leur communication un caractère désagréable pour nous et liant la Russie, est absolument sans fondement. Il me semble au contraire que par leur télégramme ils ne nous ont pas liés mais se sont liés eux-mêmes. Il est nécessaire d'avoir en vue que les Polonais, même les plus modérés et avec eux les cercles polonophiles français, ne sont pas satisfaits de l'autonomie promise par la Russie et continueront à réclamer un Etat polonais indépendant. Si dans leur télégramme, Briand et Asquith avaient fait mention d'autonomie, cela

aurait fatalement fourni un prétexte à l'interprétation que la France et l'Angleterre envisagent la question de l'avenir de la Pologne plus largement que nous et aurait encouragé les intrigues polonaises à Paris et à Londres. Le fait que les cercles polonais ne cachent pas leur mécontentement du télégramme de Briand et d'Asquith et que les journaux d'ici qui sont inspirés par eux sont l'objet de la part du gouvernement français de mesures de censure en est la meilleure preuve.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 834.

8/21 novembre 1916.

Reçu votre télégramme du 4 novembre.

N° 1. — Son contenu a été aussitôt publié par moi dans la presse d'ici et communiqué au président du Conseil des ministres, qui maintenant vient de me répondre dans les termes transmis par mon N° 2.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 834.

8/21 novembre 1916.

N° 2. — « M. Briand remercie l'Ambassadeur de Russie pour cette communication qui éclairera de la manière la plus opportune l'opinion publique sur les manœuvres auxquelles se livrent les gouvernements ennemis pour susciter des doutes sur la volonté inébranlable qui unit les pays alliés dans la poursuite de la guerre jusqu'à l'heureuse victoire. » (Fin.)

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 832.

9/22 novembre 1916.

Raffalovitch me communique ce qui suit relativement au consortium pour les emprunts chinois: « J'ai reçu la visite du directeur-gérant de la Banque indo-chinoise, M. Simon, qui m'a exposé de la façon suivante l'état actuel de l'affaire: le Japon a exprimé le désir de résoudre immédiatement la question d'un nouvel emprunt et s'est engagé à en prendre sur lui la réalisation intégrale, à la condition que l'introduction du groupe américain fût ajournée jusqu'à éclaircissement de la situation aux Etats-Unis. Le

gouvernement anglais a déclaré à Paris, le 27 octobre, qu'il adhérerait au point de vue japonais et estimait possible de convoquer maintenant une conférence des quatre groupes en donnant aux Américains la promesse de les inclure plus tard dans le consortium. Cependant la France estime qu'un tel mode d'action donnerait au Japon une situation trop influente en Chine. Maintenant, après la réélection de Wilson, il n'y a aucune raison pour ajourner l'entrée des Américains, d'autant plus qu'elle est nécessaire tant du point de vue politique vis-à-vis du Japon que du point de vue financier pour le succès et l'équilibre de toute l'opération et afin de nous assurer le concours des financiers américains en Chine, qui dans le cas contraire pourraient se retourner contre nous. C'est pourquoi la France propose de convoquer la conférence, mais à condition d'y comprendre les Américains. Des instructions dans ce sens sont envoyées au représentant diplomatique français. Ce changement dans les points de vue de la France s'expliquent pour une part importante par l'influence du délégué financier Octave Homberg qui vient de revenir des Etats-Unis, et estime que les deux partis politiques dans l'Amérique du Nord sont arrivés à un accord entre eux à propos des affaires de Chine et qu'en Amérique tout est prêt pour l'entrée immédiate dans le consortium du groupe américain, que lui et le groupe français trouvent instamment nécessaire. Ce qui précède m'a été confirmé personnellement par Homberg, qui apparaît comme le collaborateur le plus proche de Ribot dans toutes les questions financières d'un caractère international. Il a ajouté que la participation des Américains dans le placement d'une partie de l'emprunt aux Etats-Unis assurerait le succès de l'opération et nous permettrait de participer à la garantie collective du consortium sans aucun risque. Il m'a communiqué tout à fait confidentiellement qu'Addis continue son double jeu en faveur du groupe allemand, que le gouvernement français a reçu à ce sujet des informations précises. Les informations reçues ici relativement à la conclusion par le gouvernement chinois avec le groupe américain d'un emprunt de 5.000.000 de dollars sont considérées par Homberg comme la confirmation de la justesse de ses points de vue. » Raffalovitch demande d'informer de ce qui précède le groupe russe du consortium en la personne de la Banque russo-asiatique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 835.

9/22 novembre 1916.

(Copie à Paris, Londres, et Rome.)

Je me réfère à votre télégramme 4473.

J'en ai communiqué la teneur à Briand qui m'a dit que le gouvernement français estimait les prétentions de l'Italie, quant à des acquisitions territoriales en Asie Mineure, non fondées et excessives et qu'ici on préparait à ce sujet un aide-mémoire détaillé qui vous serait communiqué ainsi qu'à Grey. Briand a ajouté que comme vous il estimait préférable de donner réponse au gouvernement italien au nom des trois puissances à Londres. En ce qui concerne les conditions mises en avant par les Italiens, relativement à la reconnaissance à nous de Constantinople et des Détroits et leur effort pour élargir leur influence de ce côté, la France, m'a dit Briand, suivra, il va de soi, dans ces questions la Russie et n'agira pas autrement qu'en accord avec nous.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 836.

9/22 novembre 1916.

Hier, 8/21 novembre, à la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi relative à la vérification des listes d'appel de la classe 18, des scènes violentes se sont produites et les socialistes extrémistes ont fait remarquer que soi-disant la France supportait par rapport à ses Alliés les plus lourds sacrifices en hommes et l'un d'eux s'est prononcé pour la conclusion immédiate de la paix. La Chambre a protesté hautement contre ces interventions, déclarant sur l'exigence de Briand la séance secrète, et après deux heures de débat à huis clos elle a accepté à l'énorme majorité des voix le projet de loi gouvernemental.

(Très confidentiel.) Malgré la victoire remportée par Briand sa situation n'est pas considérée comme absolument stable, et si au cours des jours prochains une catastrophe se produit en Roumanie, elle peut devenir critique. Ce point sera éclairci probablement mardi prochain, jour auquel a été fixée une nouvelle séance secrète, vu l'intention de la Chambre de continuer la discussion des questions militaires.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 837. (*Très confidentiel.*) 9/22 novembre 1916.

(*Copie à Londres.*)

De source indirecte, il m'est venu aux oreilles qu'ici le fait que le télégramme de Briand et d'Asquith sur la question polonaise était resté sans réponse de vous attirait l'attention et donnait lieu à interprétations.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 839. 9/22 novembre 1916.

De Mandelstamm: « La Porte a remis aux cabinets allemand et autrichien une note dans laquelle elle notifie son renoncement aux traités de Paris et de Berlin, de 1856 et de 1878. Ce renoncement est motivé par la guerre avec les puissances de l'Entente et aussi par l'incompatibilité de ces traités avec la nouvelle situation de la Turquie qui s'est affranchie de la tutelle internationale. La même note annule les privilèges au Liban. Le texte vous est envoyé par courrier. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 844. 12/25 novembre 1916.

(*Copie à Londres.*)

Reçu votre télégramme du 10 novembre; j'en ai tout de suite communiqué la teneur à Briand.

(*Très confidentiel.*) La date du départ de la délégation française et sa composition dépendront principalement de l'issue de la séance secrète de la Chambre fixée à mardi. Si Briand remporte un succès aussi décisif qu'à la dernière séance secrète, il est possible qu'il se décide à aller lui-même à Pétrograd. Mais il est nécessaire d'avoir en vue que si ces jours-ci une catastrophe se produit en Roumanie, sa situation peut devenir critique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 845. 14/27 novembre 1916.

Ces jours-ci a paru à Pétrograd, en langue russe, le premier tome du livre que vous connaissez, de Reinach,

sur la guerre sur le front occidental. Cet ouvrage a été écrit spécialement pour être répandu en Russie dans le but de mettre le public russe au courant des efforts de la France pour la cause commune des Alliés. Vu l'intérêt témoigné pour cette publication par le gouvernement d'ici, et qui s'exprime entre autres par le fait que la préface pour l'édition russe a été écrite par le Président de la République, il serait très désirable que je sois autorisé à exprimer au nom du gouvernement impérial la satisfaction avec laquelle cette initiative a été accueillie chez nous et à exprimer le désir de voir continuer cette édition.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 846. (*Urgent.*)

15/28 novembre 1916.

(*Copie à Londres.*)

Hier, après la séance du conseil des ministres, à laquelle fut discutée la situation sur le théâtre roumain, le Président de la République a adressé à Sa Majesté l'Empereur, par l'entremise du ministre français de la Guerre, un télégramme dans lequel il sollicite l'envoi hâtif, à l'aide des Roumains, d'au moins trois divisions, indépendamment des opérations militaires précédemment prévues. En même temps, le Président de la République a télégraphié au roi George en lui communiquant le texte dudit télégramme et en lui demandant de l'appuyer auprès de Sa Majesté l'Empereur.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 847.

15/28 novembre 1916.

En ce moment commence la séance secrète de la Chambre des députés. Environ quarante interpellations concernant les opérations militaires, l'approvisionnement de l'armée et du pays et la politique extérieure sont adressées au gouvernement. La question de la situation sur le théâtre balkanique sera discutée la première. Les débats prendront au moins sept ou huit jours et peut-être davantage. Ils s'ouvrent dans des conditions extrêmement défavorables pour le gouvernement, vu que les événements roumains

agissent fortement sur le Parlement; il est impossible de prévoir leur issue.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 848.

15/28 novembre 1916.

Barrère télégraphie de Rome que de l'avis de Sonnino la publication des accords relatifs à Constantinople et aux Détroits dans les circonstances actuelles peut avoir les conséquences les plus indésirables, car elle renforcera en Roumanie le parti de Karp et de Marghilomane et produira, sur l'opinion publique roumaine, un effet d'éloignement de nous. Ce télégramme a été transmis à Pétrograd et à Rome sans commentaire. Cambon m'a dit qu'il ne connaissait pas encore l'opinion de Briand sur cette question, vu que Briand est entièrement absorbé par la séance secrète de la Chambre, mais que, personnellement, lui Cambon ne pouvait pas dénier au point de vue de Sonnino d'être fondé.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 849.

16/29 novembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Reçu vos télégrammes 5001 et 5002.

J'ai aussitôt communiqué leur teneur à Briand. Cambon vient de me dire que, de la part du gouvernement français, il n'y avait pas d'obstacle à l'adjonction de l'Italie à l'accord relatif à Constantinople et aux Détroits par le moyen indiqué dans vos télégrammes ci-dessus visés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 850. *(Très confidentiel.)*

16/29 novembre 1916.

De source digne de foi on me communique les informations ci-dessous relativement à la séance secrète d'hier de la Chambre : Les efforts du groupe d'opposition ont fait monter Briand à la tribune au début même de la séance dans le dessein de le mettre dans une situation moins favorable. Dans un remarquable discours qui a duré deux

heures, il a dessiné la situation politique et militaire et entre autres mentionné la chute probable de Bucarest. Son discours a eu un énorme succès et a augmenté les chances pour une issue favorable des débats, qui, peut-être, ne dureront pas plus d'une semaine.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 851.

17/30 novembre 1916.

(Copie à Londres et Athènes.)

Je me réfère au télégramme N° 769 d'Athènes.

Briand a télégraphié à Guillemin que, dans le cas de non-exécution, dans le délai fixé dans la promesse du roi, de la remise du matériel de guerre, il ne pouvait pas, bien entendu, être question de la prise par la force dudit matériel épars dans les diverses localités de la Grèce. D'autre part, dans un pareil cas, les puissances seront en droit de prendre toutes les mesures de précaution et garanties nécessaires. Les mesures correspondantes ne seront pas prises autrement qu'à la suite d'un accord entre les Alliés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 853.

18 novembre/1^{er} décembre 1916.

(Copie à Rome et Londres.)

Je me réfère à votre 5052.

Votre décision de renoncer à la publication des documents est entièrement approuvée ici. Le gouvernement français préférerait aussi qu'on s'abstienne de publier la préface anglaise. Briand a télégraphié dans ce sens à Londres.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 854.

18 novembre/1^{er} décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Cambon m'a dit que le gouvernement français envisageait négativement la décision du gouvernement de Veni-

zelos de déclarer la guerre à l'Allemagne et à la Bulgarie et sa demande de porter cette déclaration de guerre, par l'entremise d'un des Etats neutres, à la connaissance des gouvernements allemand et bulgare. Briand télégraphie dans ce sens dans les capitales alliées, à Athènes et à Salonique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 855.

18 novembre/1^{er} décembre 1916.

Reçu votre télégramme 4929.

Briand, à qui j'ai communiqué sa teneur, me fait parvenir maintenant la réponse suivante : « En priant Son Excellence l'Ambassadeur de Russie de remercier le gouvernement impérial de sa communication, le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, a l'honneur de faire savoir à Son Excellence M. Isvolsky que si le chargé d'affaires de France a pu être amené à entretenir le prince Koudachef d'une solution qui aurait comporté l'acceptation de toutes les conditions imposées par la Chine, c'est, d'après les informations reçues par le gouvernement français, non pas de sa propre initiative mais à la suite de propositions formelles émanant du Waikiaopou. Quoi qu'il en soit, le gouvernement français n'avait pas manqué d'être frappé, comme le gouvernement impérial, par les graves inconvénients que pourrait avoir une pareille solution du conflit survenu. Aussi, confirmant ses instructions antérieures, M. Briand a-t-il, dès le 22 de ce mois, invité le chargé d'affaires de France à Pékin à insister, d'accord avec les ministres alliés, auprès du Waikiaopou en vue de l'amener à confirmer l'acceptation que le ministre chinois des Affaires étrangères avait en premier lieu donnée à l'arrangement proposé par sir John Jordan. Depuis cette date, aucune information nouvelle n'étant venue de Pékin, M. Briand a lieu de supposer que les négociations se poursuivent sur cette base et que l'arrangement satisfaisant proposé par le ministre anglais pourra être réalisé de façon à sauvegarder les intérêts et la dignité des légations alliées et à mettre fin au commencement d'agitation qui s'était manifesté parmi les Chinois de Tien-Tsin. — Paris, le 29 novembre. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 856. (*Confidentiel.*) 19 novembre/2 décembre 1916.

Les quatre premières séances de la Chambre des députés ont été consacrées à la discussion du premier groupe d'interpellations concernant la situation générale sur le théâtre oriental, en particulier les événements en Roumanie. Hier, Briand est intervenu en prononçant un discours énergique et remarquable pour défendre le mode d'agir de la Russie, qui faisait l'objet de critiques de la part de quelques députés; le télégramme responsif de Sa Majesté au Président de la République, reçu ici hier, a servi d'ailleurs d'argument très précieux. Selon l'expression de mon informateur, Briand a littéralement conquis la Chambre par la force de son argumentation et de son éloquence. Dans l'ensemble, jusqu'à présent, les séances secrètes suivent un cours absolument favorable aussi bien pour Briand que pour le général Joffre. Sur le cours ultérieur des débats, les nouvelles qui viennent d'être reçues ici à l'instant sur les événements d'Athènes peuvent avoir toutefois une répercussion; elles vont incontestablement émouvoir fortement l'opinion publique dès qu'elles seront livrées à la publicité. Il convient de prévoir que les débats ne dureront pas moins d'une semaine.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 857. (*Urgent.*) 19 novembre/2 décembre 1916.

(*Copie à Londres et Rome.*)

Reçu votre télégramme 5076.

Je me réfère à mon 853.

Vu l'impossibilité de voir Briand, entièrement absorbé par les séances secrètes de la Chambre, j'ai parlé sur le contenu de votre télégramme avec Cambon qui m'a confirmé que le gouvernement français non seulement n'insistait pas pour la publication des documents, mais se déclarait de la façon la plus nette contre la publication tant des documents eux-mêmes que de la préface anglaise.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 858. (*Urgent.*) 20 novembre/3 décembre 1916.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Les premières informations non encore tout à fait exactes sur les événements d'Athènes ont été discutées hier matin au conseil des ministres, à l'issue duquel il a été envoyé à l'amiral Dartige des instructions dont le sens général peut se résumer brièvement ainsi : vu que contrairement aux promesses du roi et sans aucune provocation de la part des unités alliées ces dernières ont été victimes d'une agression qui a fait couler le sang, aucune cession de matériel ne peut être considérée comme une satisfaction suffisante; c'est pourquoi l'amiral est invité à : 1) cesser tous pourparlers relativement à la remise des canons; 2) si néanmoins il lui est fait remise de telle ou telle autre quantité de ceux-ci, déclarer que cela ne règle nullement la question relative à la satisfaction réclamée pour les événements qui se sont produits. En même temps, l'amiral est informé de l'envoi en hâte de Toulon de deux bataillons d'infanterie et de deux batteries de campagne. Briand a aussitôt télégraphié aux ambassadeurs de France à Pétrograd, à Londres et à Rome pour les inviter à porter ce qui précède à la connaissance des gouvernements alliés et à questionner ceux-ci sur leur point de vue relativement à la situation créée en Grèce. Ce matin, le Conseil des ministres a continué la discussion des télégrammes qui avaient été reçus d'Athènes. Je sais seulement qu'en résultat de cette discussion il a été, quant à présent, décidé d'envoyer à la disposition de l'amiral deux brigades coloniales qui arriveront au Pirée le 15 décembre nouveau style. En outre, il a été donné l'ordre de retenir dans les ports français tous les navires grecs qui s'y trouvent. La question du blocus de la Grèce a été également soulevée, mais cette mesure a provoqué des objections comme pouvant se répercuter principalement sur la population grecque innocente.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 859. 21 novembre/4 décembre 1916.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Aujourd'hui, à l'issue du conseil des ministres, il a été envoyé les instructions suivantes : 1) à l'amiral Dartige :

le gouvernement français discute avec les Alliés les réparations qui seront exigées de la Grèce. En même temps, il prescrit le départ des sujets alliés d'Athènes pour le Pirée où ils se trouveront sous la protection de l'escadre et il envoie à la disposition de l'amiral un bataillon tunisien et deux brigades avec mitrailleuses et artillerie dont les têtes de colonnes commenceront à arriver au Pirée le 15 décembre nouveau style; 2) au général Sarrail : le gouvernement l'autorise à procéder à la concentration des troupes nécessaires pour protéger les flancs et l'arrière de son armée, mais il ne peut commencer des opérations qu'après en avoir reçu l'autorisation du gouvernement. ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 860.

21 novembre/4 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Briand télégraphie aux ambassadeurs de France à Pétrograd, Londres et Rome à peu près ce qui suit : de l'avis du gouvernement français il ne peut pas être question de déclaration de guerre par les Alliés à la Grèce, vu qu'une partie de la nation grecque combat à leurs côtés. Mais les Alliés doivent exiger, d'une part, satisfaction pour l'agression dont ils ont été l'objet et, d'autre part, des garanties pour l'avenir. La satisfaction doit consister dans le détronement du roi Constantin et dans la reconnaissance de Venizelos. A ce sujet, le gouvernement français entend ne porter atteinte ni à la Constitution grecque ni aux principes monarchiques. Au contraire, il désire remettre la Grèce dans le chemin constitutionnel, ce qui est impossible avec le roi Constantin qui se trouve entièrement dans les mains des germanophiles qui l'entourent. Pour exécuter le plan susdit il est nécessaire avant tout de mettre à l'abri du danger les sujets alliés qui se trouvent à Athènes et ensuite de concentrer des forces suffisantes au Pirée. L'ambassadeur de France à Londres est invité à demander au cabinet de Londres s'il partage les points de vue ci-dessus et s'il consent à envoyer au Pirée la division qui se trouve à Malte en route pour Salonique. Après le rétablissement de l'ordre à Athènes, cette division rejoindra l'armée de Salonique. Paléologue est invité à exprimer l'espoir que le gouvernement impérial se ralliera au plan ci-dessus. Enfin l'ambassadeur

de France à Rome doit déclarer au gouvernement italien que la reconnaissance de Venizelos n'interviendra pas autrement qu'en accord avec l'Italie et qu'il ne sera pris aucun engagement à l'égard de Venizelos.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 861.

21 novembre/4 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Selon les informations d'Athènes avec l'éloignement des détachements alliés, les événements prennent déjà la forme d'une guerre intestine et de l'extermination des partisans de Venizelos et par conséquent de l'Entente. Parmi les Français, six officiers ont été tués et deux cents soldats tués ou blessés. Au fur et à mesure que ces détails sont connus ici, dans les cercles politiques, la presse et le public, l'excitation croît ainsi que l'indignation contre le roi Constantin sur lequel on rejette pour une part importante la responsabilité de cette attaque incontestablement préméditée et soigneusement préparée. L'opinion publique réclame avec véhémence l'éloignement du roi Constantin, la reconnaissance de Venizelos et qu'il soit accordé un appui aux partisans de l'Entente; Briand est accusé à ce propos d'indécision et de partialité à l'égard du roi. Je ne puis vous cacher que l'on entend aussi des récriminations contre la position prise dès le début de la crise par notre ministre à Athènes et qui a servi, ainsi qu'on le pense ici, à encourager le roi. Actuellement, les événements d'Athènes font l'objet d'une chaude discussion à la Chambre en séance secrète et j'ai lieu de penser que Briand communiquera du haut de la tribune la proposition faite par lui aux Alliés de détrôner le roi Constantin et de reconnaître Venizelos. Je ne doute pas que si de notre côté une objection était formulée contre cette proposition, cela pourrait produire sur le gouvernement français et l'opinion publique une impression des plus pénibles et se répercuterait sur nos rapports d'alliance avec la France.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 864.

21 novembre/4 décembre 1916.

Je me réfère à votre N° 1716 relatif à Zaroslova Dolejala, surnommé « York ».

Le ministère des Affaires étrangères communique les données suivantes recueillies par lui. Il est né à Lemnitz, en Autriche-Hongrie, le 27 avril 1880, de Joseph et Anne Hobib; marié; a un enfant; a signé, le 27 septembre 1904, en France, une déclaration quant à son origine étrangère. A été successivement employé dans un hôtel, patron d'hôtel et directeur de kursaal, à Paris; il habita rue Sainte-Anne, 42, puis avenue d'Iéna, 25-28, puis rue Saint-Roch, 12, rue Sainte-Anne, 63, rue de Trévisse, 44; en décembre 1907, rue de Longchamp, 54, à Neuilly-sur-Seine, et rue Doudeauville, 5. Précédemment, il a tenu un hôtel appelé Grand Hôtel de la Havane, rue de (1), mais par suite du caractère désespéré de l'affaire, il a cédé celle-ci à un certain Flourou, qui ensuite l'a cédée à un certain Vedis. On n'a pu obtenir aucun renseignement utile sur Dolejala aux adresses indiquées. Sur son casier judiciaire on relève une condamnation à 5 francs d'amende, le 13 juillet 1910, pour injures et diffamation, et le 7 septembre 1911 il avait été déclaré débiteur insolvable. Le 27 septembre 1914, il a été arrêté à Trouville comme sujet austro-hongrois en âge d'être appelé et transféré à Caen à la disposition des autorités militaires qui l'ont transféré dans la prison d'Hérouville.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 866. (*Très confidentiel.*)

21 novembre/4 décembre 1916.

De source tout à fait confidentielle, j'apprends que le gouvernement examine la question de modifications dans le haut commandement des armées françaises. On prévoit le maintien de la direction honoraire au général Joffre, en l'écartant du commandement direct. C'est apparemment le général Nivelles que l'on a en vue pour lui succéder.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° . . . (2).

21 novembre/4 décembre 1916.

L'éditeur du *Daily Telegraph*, lord Burnham, écrit

(1) Non déchiffré.

(2) Non déchiffré.

qu'il a l'intention d'envoyer en Russie, comme correspondant spécial, M. Ashmead Bartlett. Burnham se porte garant que Bartlett enverra des correspondances d'un caractère purement militaire, ne concernant pas la politique intérieure, et il demande qu'on l'autorise à visiter notre front dans les mêmes conditions et en jouissant du même concours de nos autorités militaires que le correspondant du *Times*, Achbornouw. Vu que le but de l'envoi d'un correspondant spécial de guerre est une information plus détaillée aux yeux des Anglais des exploits de l'armée russe, que le choix de Bartlett est on ne peut plus heureux et que son nom a un grand poids, il semblerait extrêmement désirable d'assurer à Bartlett le concours spécial demandé pour lui. Il écrirait aussi pour le *Daily Chronicle*. Ces deux journaux, par leur orientation à l'égard de la Russie, méritent un appui sans réserve. Veuillez nous informer par télégramme de la suite donnée à cette requête.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 865. (*Très confidentiel.*)

22 novembre/5 décembre 1916.

A la séance secrète d'hier, lors de la discussion des affaires de Grèce, la Chambre a manifesté une grande nervosité et a écouté froidement les explications de Briand, notamment ses références à la participation du député Bénazet aux pourparlers avec le roi Constantin, lesquels ont servi de point de départ aux derniers et tristes événements. Les débats dans cette affaire ont continué aujourd'hui, mais je n'en connais pas encore le résultat. A la séance secrète de demain, la nervosité peut encore se trouver augmentée sous l'influence de nouvelles qui viennent d'être reçues ici du front roumain.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 867.

22 novembre/5 décembre 1916.

Je me réfère à votre télégramme N° 5114.

La composition de la délégation française est actuellement la suivante: le ministre des Colonies Doumergue, avec un secrétaire; le ministre de l'Instruction publique

et des inventions Painlevé, avec un secrétaire; un représentant du ministère des Affaires étrangères, probablement le directeur des Affaires politiques de Margerie; le général de Castelnau, les capitaines Camus et de Castelnau, le lieutenant de La Guyonnie; deux ingénieurs spécialistes des munitions. A ces officiers s'ajouteront encore les lieutenants-colonels Langlois et Rabourdin, assurant la liaison entre les deux quartiers généraux. Cette composition peut encore être sujette à modifications, selon l'issue des séances secrètes de la Chambre et du Sénat, qui peut influencer également sur la date du départ de la délégation.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 868.

22 novembre/5 décembre 1916.

La déclaration de notre président du Conseil à la Douma a produit ici dans tous les cercles gouvernementaux, politiques et publics une impression très forte et au plus haut degré favorable. La déclaration énergique, quant à la décision inébranlable du gouvernement russe de continuer la guerre jusqu'à la victoire et de libérer la Russie de l'influence allemande à l'intérieur mettra, il est possible de le penser, définitivement un terme aux bruits qui continuent à être répandus avec insistance relativement au penchant de certains de nos cercles pour une paix séparée avec l'Allemagne, et rétablira la confiance de l'opinion publique française dans notre politique tant extérieure qu'intérieure, confiance manifestement ébranlée au cours des derniers temps. Le texte de la déclaration, reçu ici avec un certain retard, est commenté par les journaux de toutes nuances de la façon la plus sympathique et ils se prononcent avec la plus grande bienveillance quant à la personne du nouveau président du Conseil. Les déclarations relatives à la Pologne ainsi qu'à Constantinople et aux Détroits, qui dans d'autres conditions auraient pu rencontrer ici une certaine résistance, trouvent une approbation entière et sont interprétées comme la preuve tangible de la rupture définitive entre les intérêts russes et allemands. Enfin, la déclaration du conseiller privé Trepof peut avoir, selon ma conviction, une influence favorable également sur l'état d'esprit des Français eux-mêmes, lesquels commençaient, sous l'in-

fluence des échecs dans les Balkans, à se laisser aller à un pessimisme dangereux, ce à quoi coopéraient incontestablement dans certains cercles, à un fort degré, les bruits mentionnés par moi relativement à une paix séparée russo-allemande.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 870.

23 novembre/6 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon télégramme N° 861.

L'ambassadeur de France télégraphie de Londres que lord Grey lui a répondu qu'il reconnaissait en principe la nécessité d'exiger de la Grèce satisfaction. En ce qui concerne les deux propositions concrètes de Briand, relatives au détronement du roi Constantin et à la reconnaissance de Venizelos, lord Grey n'a pas d'objections contre elles sur le fond, mais il a fait observer qu'il convenait avant tout d'avoir sur les lieux une force militaire suffisante; dans le cas contraire, la reconnaissance de Venizelos risquait de provoquer le massacre de ses partisans à Athènes. Cette question est soumise à l'examen du War Office. Lord Grey a mentionné aussi la possibilité de l'occupation de . . . (1) et de l'établissement du blocus des côtes de Grèce. Paul Cambon, en son nom personnel, fait observer la difficulté de détroner le roi Constantin sans la participation du Parlement grec et rappelle qu'en son temps le roi Georges avait été appelé sur le trône de Grèce au moyen d'un plébiscite populaire.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 871.

23 novembre/6 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Le gouvernement français a décidé de concentrer la direction de toutes les opérations militaires en Grèce entre les mains du général Sarrail, auquel est remis le choix du point où sera débarquée la division française envoyée là-bas, mais laquelle ne peut commencer les opérations mili-

(1) Non déchiffré.

taires contre les Grecs qu'avec l'autorisation du gouvernement.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 872. (*Complément à mon télégramme 871.*)

23 novembre/6 décembre 1916.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Les instructions suivantes ont été données au général Sarrail et à l'amiral Dartige : *a*) au général Sarrail : 1. la direction des opérations militaires dans toute la Grèce est confiée au général Sarrail, qui doit également élaborer le plan général des opérations; 2. il peut, dès maintenant, entreprendre les mouvements nécessaires de troupes et à ce propos il convient d'avoir en vue qu'il faudra quelques jours pour éloigner les sujets alliés d'Athènes; 3. il choisira, d'accord avec l'amiral Dartige, le point de débarquement de la 16^e division qui se trouve en route et doit arriver entre le 12 et le 15 décembre nouveau style; 4. l'amiral prêtera au général Sarrail toute espèce de concours; 5. le général Sarrail doit avertir le gouvernement français de ses intentions; *b*) à l'amiral Dartige : ayant en vue les informations relatives à la concentration par les Grecs d'artillerie autour du Pirée, si l'amiral établit que ces préparatifs peuvent mettre en danger la sécurité de la flotte, il doit exiger leur cessation sous menace de bombardement; s'il est obligé de procéder à un bombardement, il doit diriger le tir sur les palais royaux et les institutions militaires. L'amiral doit être constamment en rapports avec les légations alliées à Athènes.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 873.

23 novembre/6 décembre 1916.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Vu la situation créée dans les Balkans, des instructions ont été envoyées aux ambassadeurs de France à Londres et à Rome, pour insister auprès des gouvernements anglais et italien pour l'envoi à Salonique encore de deux divisions par chacune de ces puissances. Le gouvernement

français de son côté enverra encore deux nouvelles divisions. Paléologue est informé de ce qui précède.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 874. (*Suite de mon télégramme N° 873.*)

23 novembre/6 décembre 1916.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Les ambassadeurs de France à Pétrograd, Londres et Rome sont invités à demander l'assentiment des gouvernements alliés en ce qui précède et aussi à s'informer si lesdits gouvernements ne trouvent pas nécessaire: 1) de déclarer le blocus de la Grèce, et 2) d'envoyer des instructions à leur légation et à leurs agents pour quitter en fait Athènes, indépendamment de la question de la rupture, dès que les sujets alliés auront été évacués d'Athènes.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 875. (*Très confidentiel.*)

23 novembre/6 décembre 1916.

Selon des informations de source très digne de foi, le gouvernement français a décidé d'élever le général Joffre à la dignité de maréchal et de le nommer président du conseil de guerre allié projeté avec résidence permanente à Paris. Notre quartier général est probablement déjà informé d'un pareil projet par l'entremise du général Jeannin. Il a été également décidé de remettre au ministre de la Guerre, à qui revient la direction de l'opération de Salonique, quelques-unes des branches de la direction militaire qui se trouvaient jusqu'à présent entre les mains du général Joffre. Le nouveau commandant en chef n'est pas encore définitivement choisi. Les principaux candidats sont les généraux Nivelles et Micheler. Ces décisions peuvent encore subir des modifications, en connexion avec les débats sur la question du haut commandement qui ont lieu en ce moment en séance secrète à la Chambre des députés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 878.

24 novembre/7 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Reçu votre télégramme N° 5145.

Bien que Briand soit toujours absorbé par les séances secrètes de la Chambre, dont la fin est attendue pour ce soir, je viens de réussir à le voir et je lui ai personnellement communiqué le contenu de votre télégramme. Il m'a dit que d'après les informations de Paléologue et de Buchanan, vous aviez non seulement fait des objections contre le caractère pratique et l'opportunité des mesures proposées, mais vous vous prononciez sur le fond contre le détronement du roi Constantin, vu que cela pouvait être interprété chez nous comme une atteinte au principe monarchique. C'est pourquoi le gouvernement français n'insiste pas dans la minute présente sur cette proposition. D'autre part, vu l'agression contre les troupes françaises et l'effusion de sang français, il ne peut renoncer à exiger satisfaction. Lors de l'examen de la situation en conseil des ministres, il a été décidé de faire aux Alliés la proposition de présenter à la Grèce un ultimatum contenant ces cinq points: 1) le licenciement de l'armée grecque; 2) la cessation des préparatifs militaires contre les Alliés; 3) la remise en qualité d'otages des auteurs des derniers troubles; 4) le châtement des coupables; 5) l'indemnisation matérielle des victimes et de leurs familles. Dans le cas où une réponse favorable ne serait pas reçue dans le plus bref délai, le général Sarrail doit être autorisé à entreprendre les opérations militaires voulues. Briand télégraphie aujourd'hui dans le sens ci-dessus aux ambassadeurs de France à Pétrograd, à Londres et à Rome. Il a ajouté que demain le blocus de la Grèce serait publié à l'*Officiel* et que tous les renforts prévus sont envoyés en hâte au général Sarrail.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 879. (Complément à mon télégramme 878.)

24 novembre/7 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Dans ma conversation avec Briand et ensuite avec Cambon, j'ai employé tous mes efforts à développer les

considérations exposées dans votre télégramme. De leurs paroles je tire les conclusions suivantes: le gouvernement français, sur lequel l'extrême irritation de l'opinion publique agit fortement, ne peut pas renoncer à exiger satisfaction pour ce qui s'est produit. Mais à la suite des objections faites par vous il n'insiste pas pour son idée première d'effectuer en Grèce un coup d'Etat à l'aide de forces étrangères. D'autre part, il est très préoccupé par la possibilité que les Allemands, après avoir définitivement écrasé les Roumains, tournent une partie de leurs forces contre le front de Salonique et que dans un tel cas le roi Constantin tombe sur les derrières de l'armée de Salonique. Le général Sarrail estime, apparemment, qu'avec les renforts attendus il dispose de forces suffisantes pour pouvoir d'un seul coup, avant le commencement d'une offensive allemande contre lui, porter un coup décisif aux Grecs et par là prévenir le danger ci-dessus. Un pareil calcul, s'il apparaîtrait vrai, pourrait effectivement justifier la présentation à la Grèce d'un ultimatum qui, vraisemblablement, ne sera pas accepté par elle et amènera à la guerre avec une partie de la Grèce et aussi à la reconnaissance du gouvernement de Venizelos. Cette question a un caractère purement militaire et je ne m'estime pas compétent pour prononcer un jugement à son sujet.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 877.

25 novembre/8 décembre 1916.

Le gouvernement français me fait parvenir la note suivante: « Le souci commun à tous les Alliés du renforcement de leur puissance militaire a incité le gouvernement de la République à envisager une modification de sa législation du recrutement aux fins de suppression d'un terme qui, par ce temps de guerre, prive la cause de l'Entente d'un nombre appréciable de défenseurs. J'entends par là l'article 11 de la loi du 21 mars 1905, qui en retardant l'inscription sur les listes de recensement des jeunes gens aptes à décliner la nationalité française, met obstacle à leur incorporation non seulement à l'époque où est appelée la classe dont ils devraient normalement suivre le sort, mais même plus longtemps que d'ordinaire, vu la tolérance qui a été admise au cours des hostilités en matière de délais

pour la production des pièces nécessaires à l'exercice de la faculté de répudiation. Le gouvernement de la République a estimé nécessaire la suspension de cet article à l'égard des jeunes Français fils de sujets d'Etats alliés afin de généraliser l'heureux résultat qui a été obtenu par la conclusion avec le gouvernement belge de l'arrangement du 13 mars 1915, au terme duquel a été suspendue pour la durée de la guerre la convention du 30 juillet 1891. La mesure à prendre actuellement est d'ordre interne, la France se trouvant libre de retirer à un certain nombre de ses ressortissants une faveur dont elle les avait gratifiés. La nationalité que les fils de sujets alliés peuvent légalement préférer à la nationalité française étant celle de l'un des Etats qui participent à la présente guerre aux côtés de la France, l'innovation dont il s'agit, au cas où elle contribuerait à hâter ces répudiations, dont l'exercice demeure pleinement assuré aux intéressés, n'aboutirait qu'à les assujettir définitivement au regard du gouvernement de la République à des obligations militaires d'une semblable portée vis-à-vis d'un gouvernement allié. Afin de prévenir toute éventualité de doute touchant le caractère du projet de loi que M. le ministre de la Guerre et M. le garde des Sceaux vont présenter à l'approbation des Chambres, j'ai tenu à en annoncer le dépôt à Votre Excellence et à lui en expliquer les motifs. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 880.

25 novembre/8 décembre 1916.

Le *Journal officiel* publie aujourd'hui ce qui suit : Le gouvernement de la République française étant d'accord avec les Alliés pour déclarer le blocus de la Grèce notifie par la présente les conditions dans lesquelles il y sera procédé. Le blocus est déclaré effectif à dater du 8 décembre 1916, à 8 heures du matin. Le blocus s'étend aux côtes de la Grèce, y compris les îles d'Eubée, Zante, Sainte-Maure depuis un point situé par 39°20 nord et 20°20 est de Greenwich jusqu'à un point situé par 39°50 nord et 20°50 est de Greenwich, ainsi qu'aux îles actuellement sous la dépendance ou l'occupation des autorités royales helléniques. Les navires de tierces puissances se trouvant dans les ports bloqués pourront librement en sortir jusqu'au 10 décembre, à 8 heures du matin. L'ordre a été donné au comman-

dant en chef des forces navales effectuant le blocus de
procéder auprès des autorités locales à la notification de la
présente déclaration.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 881.

25 novembre/8 décembre 1916.

Hier a eu lieu la dixième et dernière séance secrète de la Chambre des députés, à l'issue de laquelle, en séance publique, la Chambre a exprimé sa confiance au cabinet Briand à une importante majorité. Dans la formule de passage à l'ordre du jour, il est déclaré que la Chambre prend en considération l'intention du gouvernement de réorganiser le haut commandement et approuve sa décision de concentrer entre les mains d'un nombre réduit de personnes la conduite générale de la guerre et l'organisation économique du pays, et aussi qu'elle a confiance dans les efforts du gouvernement pour mener la guerre en complet accord avec les Alliés jusqu'à la victoire définitive. La tentative faite au cours des débats publics par un des radicaux-socialistes extrémistes pour protester contre les déclarations de notre président du Conseil à la Douma, relativement à Constantinople et aux Détroits ainsi qu'à la complète destruction de l'Allemagne, n'a pas eu de succès. Actuellement, siège un conseil des ministres extraordinaire, auquel seront prises vraisemblablement des décisions définitives au sujet des modifications dans le haut commandement. On attend aussi un remaniement partiel du cabinet lui-même.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 882.

25 novembre/8 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Hier soir, l'ambassadeur d'Angleterre a remis à Cambon la requête urgente de son gouvernement de s'abstenir de la publication officielle de la déclaration du blocus de la Grèce. Cambon lui a répondu que le gouvernement français avait déjà reçu du cabinet de Londres un consentement formel à cette mesure, et que se basant sur ledit consentement il avait décidé de publier ce matin au *Journal officiel* la déclaration du blocus. Cambon a ajouté que

la déclaration du blocus était d'autant plus nécessaire que dans le cas contraire les propriétaires des navires arrêtés pourraient intenter au gouvernement français des demandes en dommages-intérêts. La publication a eu lieu ce matin.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 884.

25 novembre/8 décembre 1916.

On me communique de source sûre que les ministres viennent de remettre leur portefeuille à la disposition de Briand qui va procéder à la réorganisation du cabinet.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 885.

26 novembre/9 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

De mes conversations avec Cambon — Briand est entièrement absorbé par la crise du cabinet — je conclus que le général Sarrail, redoutant l'offensive simultanée des Allemands et des Bulgares du côté du nord et des Grecs du côté du sud et se trouvant assez fort, continue à insister pour des opérations immédiates contre les Grecs en Thessalie. D'autre part, Briand a télégraphié à Guillemain que les opérations militaires contre la Grèce ne pourront pas être entreprises autrement qu'en accord avec les Alliés, avec lesquels actuellement sont engagés des pourparlers relativement aux exigences qui doivent être présentées au gouvernement grec. Guillemain, en se référant au passage de fait des affaires entre les mains des autorités militaires et navales, se prononce pour le transfert immédiat de la légation au Pirée ou à bord de l'escadre. Cambon m'a dit qu'il lui serait répondu qu'il lui avait déjà été donné l'autorisation au cas où surgirait un danger de quitter Athènes avec la légation indépendamment de la question de la rupture.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 886.

26 novembre/9 décembre 1916.

Il apparaît que, bien que Briand ait obtenu un vote de confiance à une majorité considérable (444 voix contre 160),

il s'est manifesté un vif mécontentement aux séances secrètes de la Chambre, tant au sujet des moyens de conduire les opérations militaires que de la politique extérieure, intérieure et surtout économique du cabinet. Et, d'ailleurs, la majorité gouvernementale a diminué d'une façon appréciable depuis le vote de juin. L'opinion publique est affligée par les faibles résultats de l'offensive de la Somme et rendue très inquiète par les événements en Roumanie et en Grèce; elle réclame hautement de Briand le choix de collaborateurs plus énergiques et plus fortement groupés, avec une réduction du nombre des ministres, qui sont actuellement vingt-deux, ainsi que la concentration de la conduite de la guerre en un petit nombre de mains fermes. Les intentions de Briand ne sont pas connues jusqu'à présent avec exactitude, mais il semble que le départ du cabinet de MM. Ribot, Malvy et Sembat soit définitivement résolu. C'est M. Klotz qui sera nommé ministre des Finances. On parle, pour le ministère du Commerce et des Travaux publics, du sénateur Herriot, le maire de la ville de Lyon, connu pour son énergie. On pense que Briand restera ministre des Affaires étrangères, mais on parle aussi de la candidature à ce poste de Pichon. Le nouveau cabinet ne sera vraisemblablement pas constitué avant lundi.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 887.

26 novembre/9 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au télégramme de Démidof N° 832.

J'ai cru de mon devoir de communiquer d'urgence à Cambon les craintes de Démidof quant à la sécurité de la grande-duchesse Hélène Vladimirovna avec ses enfants et des biens de la reine Olga en cas de bombardement des palais royaux. Cambon m'a promis d'attirer immédiatement l'attention de qui de droit sur ce qui précède.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 888.

26 novembre/9 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Briand a envoyé hier à Paul Cambon un télégramme insistant pour recevoir une réponse urgente du gouverne-

ment anglais et indiquant qu'il s'était déjà écoulé une semaine depuis qu'il nous avait été fait affront; que tout retard agissait au point de vue militaire en faveur de nos ennemis, et que en plus le gouvernement grec insistait pour que nous formulions nos exigences en liaison avec l'établissement du blocus.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 889.

27 novembre/10 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon 872.

Cambon m'a dit que Briand avait déclaré à l'ambassadeur britannique que ni le bombardement d'Athènes, ni aucune autre opération militaire contre les Grecs ne serait entreprise sans accord préalable avec les Alliés. Une déclaration analogue a été faite par Cambon à l'ambassadeur d'Italie.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 890.

27 novembre/10 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon télégramme 878.

L'ambassadeur d'Angleterre a remis ce matin à Briand la contre-proposition de son gouvernement, qui vous est vraisemblablement déjà connue quant à la présentation au gouvernement grec de l'exigence de l'éloignement des troupes grecques de Thessalie au Péloponèse, et à la continuation du blocus jusqu'à ce que la Grèce ait donné satisfaction pour les événements d'Athènes. Cambon pense que cette contre-proposition, qui est actuellement examinée par Briand, sera acceptée. En ce qui concerne le moyen même de la satisfaction Paul Cambon télégraphie de Londres que le gouvernement anglais répondra lundi aux points de la proposition de Briand.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 891.

27 novembre/10 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère aux télégrammes de Démidof N° 835 et 836.

Cambon m'a dit que selon sa conviction personnelle la proposition du roi d'éloigner de Thessalie trois régiments, proposition reconnue par les attachés militaires comme secondaire au point de vue militaire, apparaît comme une tentative manifeste d'endormir momentanément la vigilance des Alliés jusqu'à l'offensive attendue des Allemands et des Bulgares sur Salonique. Selon des informations de Suisse, dans les cercles austro-allemands et turcs de ce pays, on parle avec insistance de ce que cette offensive sera effectuée avec de très grandes forces, notamment d'artillerie, et dans un temps très proche, et l'on assure qu'il existe un accord relativement à l'offensive simultanée des troupes grecques. L'opinion publique d'ici est au plus haut degré irritée contre le roi Constantin, et la presse, malgré la contrainte de la censure, réclame hautement des actions immédiates et décisives afin de prévenir l'attaque contre Salonique des deux côtés. Je ne peux vous cacher que le rôle attribué à notre ministre à Athènes provoque une grande irritation dans le public parisien.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 892.

28 novembre/11 décembre 1916.

Le nouveau cabinet, sous la présidence de Briand, sera formé probablement dans le courant de la journée et présenté demain à la Chambre des députés. Il est décidé de diminuer le nombre des portefeuilles et de constituer un comité de la défense nationale de cinq membres, pareil au comité anglais. Briand restera vraisemblablement ministre des Affaires étrangères. Le maire de Lyon, le sénateur Herriot, sera ministre du Ravitaillement, de l'Approvisionnement et des Transports.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 893.

28 novembre/11 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon télégramme 890.

Briand télégraphie aux ambassadeurs de France dans les capitales alliées qu'il accepte la proposition anglaise

d'exiger de la Grèce l'éloignement des troupes de Thessalie à la condition d'insister ultérieurement quant à une satisfaction et à des garanties en connexion avec la continuation du blocus. L'ambassadeur de France à Londres est invité en outre à dire qu'il est nécessaire de s'entendre à l'avance sur les moyens de pression militaires sur la Grèce dans le cas d'une réponse non satisfaisante.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 894.

28 novembre/11 décembre 1916.

Reçu votre télégramme N° 5191.

Direction protocole me communique que Lyautey est général de division, résident général et commandant en chef du Maroc, membre de l'Académie française, grand-croix Légion d'honneur et qu'il possède médaille militaire. Il faudrait lui donner Saint Alexandre Nevsky.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 895.

29 novembre/12 décembre 1916.

La constitution du nouveau cabinet rencontre quelques difficultés touchant principalement les ministères de la Guerre, de la Marine et des Finances. Ce dernier restera apparemment entre les mains de Ribot. La déclaration à la Chambre des députés aura vraisemblablement lieu demain.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 896.

29 novembre/12 décembre 1916.

Hier, à la Chambre des députés, s'est produite une scène violente par suite de la sortie du député socialiste extrémiste Brizon, connu pour sa participation à la conférence de Kienthal, qui a déclaré que depuis le discours du président du Conseil des ministres russe à la Douma la France savait qu'elle ne continuait la guerre que pour donner Constantinople à la Russie. Cette déclaration a provoqué la protestation véhémement de la Chambre et l'incident

s'est terminé par des voies de fait sur Brizon de la part de quelques députés et par son exclusion pour quinze séances.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 897.

29 novembre/12 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à votre 5241 et à mes 887 et 889.

Vu l'impossibilité de voir Briand, absorbé par la crise du cabinet, j'ai aussitôt conféré sur sa teneur avec Cambon, dont l'attention avait été déjà attirée par moi, de ma propre initiative, sur la menace de l'amiral Dartige de bombarder les palais royaux. Cambon m'a répondu qu'il ne manquerait pas de communiquer vos remarques à Briand, mais que, comme vous le savez, il a été prescrit au général Sarrail et à l'amiral Dartige de n'entreprendre aucune opération militaire sans en référer au gouvernement, qui de son côté ne prendra telles ou telles autres décisions qu'en accord avec les Alliés. En ce qui concerne le pont de Corinthe, on ignore ici si sa destruction a été effectuée en fait, mais on pense que non.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 898.

29 novembre/12 décembre 1916.

M. Metaxa, qui a pris la gestion de la légation de Grèce, après les événements d'Athènes, par suite de la démission du ministre Romanos et du conseiller Caclamano, a communiqué aujourd'hui à Cambon, sur un ordre d'Athènes, que le gouvernement grec regrettait profondément ce qui s'était produit et exprimait à cette occasion ses excuses au gouvernement français. M. Metaxa a ajouté qu'une enquête minutieusement conduite avait établi que les événements avaient été extrêmement grossis, que le gouvernement avait facilement écrasé le mouvement, qui portait, ainsi qu'il apparaissait d'une lettre de Venizelos trouvée sur le général Kirac, un caractère ouvertement révolutionnaire et que les venizelistes avaient à cette occasion perdu seulement deux tués et trois blessés. Cambon s'est borné à remarquer que l'enquête avait été manifestement unila-

térale et que M. Metaxa avait oublié de rappeler les six officiers français tués et les deux cents soldats français tués ou blessés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 899.

29 novembre/12 décembre 1916.

(Copie à Londres.)

Vu la nécessité de renforcer le plus rapidement possible l'armée du général Sarrail, l'ambassadeur de France à Londres est invité à demander avec insistance le concours de l'Amirauté anglaise pour le transport des troupes françaises à Salonique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 900.

30 novembre/13 décembre 1916.

Nouveau cabinet constitué comme suit : Briand, président du Conseil et Affaires étrangères ; Ribot, Finances ; général Lyautey, Guerre ; Viviani, Justice et Instruction Publique ; Malvy, Intérieur ; Herriot, Transports et Ravitaillement civil et militaire ; Clémentel, Economie nationale (commerce, industrie et agriculture) ; Doumergue, Colonies ; Godart, sous-secrétaire d'Etat Service de santé ; Claveille, idem Transports ; Loucheur, idem Fabrications de guerre. Les autres sous-secrétaires d'Etat seront nommés prochainement. Jules Cambon conserve fonctions de secrétaire général au ministère des Affaires étrangères. Général Gouraud remplace général Lyautey au Maroc.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 901.

30 novembre/13 décembre 1916.

Reçu votre télégramme N° 5097.

Le ministère des Affaires étrangères français interrogé par moi sur sa teneur m'informe qu'il s'est mis en rapport avec le ministère de la Guerre et ne manquera pas de me communiquer la réponse de ce dernier. De son côté, le gouvernement français me demande de lui fournir

des renseignements analogues sur la quantité de prisonniers de guerre allemands en Russie et de prisonniers russes en Allemagne.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 902.

30 novembre/13 décembre 1916.

Le haut commandement français est réorganisé sur les bases suivantes: le général Joffre, en conservant le titre de commandant en chef des armées françaises, est fait conseiller technique du gouvernement français et membre du comité militaire nouvellement fondé, avec voix consultative. On prévoit également qu'il représentera la France au conseil supérieur de guerre allié projeté. Il résidera à Paris. Le général Nivelles est nommé commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 903.

30 novembre/13 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

L'amiral Dartige est rappelé. A sa place est nommé en qualité de commandant en chef de la flotte française dans les eaux grecques le vice-amiral Gauchet.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 904. (Confidentiel.)

1^{er}/14 décembre 1916.

Autant qu'il est possible d'en juger, le nouveau cabinet ne satisfait pas pleinement l'opinion publique, qui attendait des changements plus radicaux sous le rapport tant de la réorganisation intérieure que de la composition du cabinet. La réorganisation consiste dans l'institution d'un comité de guerre de cinq personnes, dans la suppression des ministres sans portefeuille et dans la réduction du nombre des ministres au moyen du fusionnement de diverses fonctions en des mains uniques. En ce qui concerne la composition, le nouveau cabinet ne comprend que deux nouveaux ministres: le général Lyautey et le sénateur Her-

riot. Le premier est connu comme un excellent organisateur et administrateur du Maroc, le second a montré une grande énergie en qualité de maire de Lyon. Ces deux nominations sont accueillies avec beaucoup de sympathie. Il faut signaler aussi la nomination de deux secrétaires d'Etat pris hors du milieu parlementaire : M. Claveille, administrateur expérimenté des chemins de fer, et M. Loucheur, gros entrepreneur et industriel. Ce dernier accompagnait MM. Viviani et Thomas lors de leur voyage en Russie et est bien connu chez nous comme constructeur de chemins de fer et comme fournisseur d'obus. La réorganisation du haut commandement ne s'est pas encore manifestée dans une forme définitive, mais elle provoque déjà des objections. D'une façon générale on peut attendre que le résultat de la crise soit un certain affaiblissement de la situation de Briand, d'autant plus que par suite de divergences de vues sur la dernière question Painlevé, qui jouit d'une grande autorité à la Chambre, est sorti du cabinet.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 905.

1^{er}/14 décembre 1916.

Hier, entouré des ministres du nouveau cabinet, le président du Conseil des ministres a donné lecture à la Chambre du discours-programme. Ayant dessiné la situation générale militaire et politique qui, à son avis, malgré les derniers échecs en Orient ne doit pas inspirer de pessimisme, il a fait connaître l'intention du gouvernement de régler par décret deux questions qui s'étaient posées : la réquisition du travail pour des buts militaires et l'interdiction de l'alcool. Ayant légèrement touché la question des propositions de paix allemandes, il a dit que bien qu'il ne connaisse pas le texte de la note allemande et que la réponse à cette note ne pouvait qu'intervenir en accord avec les Alliés, il se croyait obligé dès maintenant de mettre la France en garde contre cette tentative « d'empoisonner » la conscience publique. En des expressions extrêmement fortes, qui provoquèrent les bruyants applaudissements de la Chambre des députés, le président du Conseil déclara qu'il ne voyait dans les propositions allemandes qu'un piège grossier ayant pour but de diviser les Alliés et d'ébranler

la sûreté de leur moral. La République française répondra à ces propositions comme autrefois répondit la Convention à des propositions analogues de la coalition, en 1796. A la fin du discours de Briand l'opposition fit des tentatives répétées pour le forcer à des explications sur les affaires de Roumanie et de Grèce, mais ces tentatives furent énergiquement repoussées par lui. En conclusion, le passage à l'ordre du jour exprimant la confiance, accepté par Briand, a été voté par 314 voix contre 163, soit une diminution de 40 voix de la majorité gouvernementale depuis la séance secrète.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 906. *(Suite de mon télégramme N° 905. Confidentiel.)*

1^{er}/14 décembre 1916.

Pendant l'intervention d'hier de Briand, la Chambre, qui se trouvait sous l'influence des derniers événements de Roumanie et de Grèce, s'est montrée extrêmement nerveuse. Sur les bancs de la gauche, il y a eu un bruit presque ininterrompu qui a gêné le président du Conseil dans son discours. Au nom de l'opposition est intervenu entre autres le célèbre publiciste Tardieu, qui s'est livré à une critique violente de la politique de Briand dans les questions roumaine et grecque. Briand lui-même paraît fatigué et son discours n'a provoqué de marques d'approbation unanimes et prolongées que dans sa partie concernant les propositions de paix allemandes. En général, malgré la réorganisation du cabinet, la situation de Briand, si elle n'est pas définitivement ébranlée, est considérée en tout cas comme moins solide qu'auparavant.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 907.

1^{er}/14 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Jusqu'à présent, on n'a reçu ici du gouvernement américain aucune communication relativement aux propositions de paix allemandes. Dans une conversation privée avec l'ambassadeur d'Amérique, Cambon a dit que le gouvernement français préférerait en général ne pas recevoir

une pareille communication. La presse française de toutes nuances, sans excepter les organes extrémistes dans le genre de *l'Humanité*, repousse unanimement la possibilité d'entrer dans l'examen desdites propositions. A la séance d'hier de la Chambre des députés, même le petit groupe dit des « Kienthaliens » n'a pas osé intervenir contre les déclarations de Briand, qui ont reçu l'approbation générale. Dans l'ensemble, on peut dire déjà avec assurance que l'opinion publique française opposera une résistance unanime à la tentative allemande.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 908.

1^{er}/14 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à votre 5270 et au télégramme de Giers N° 826.

Les instructions données à Démidof au sujet desquelles a déjà télégraphié Paléologue sont accueillies ici avec un sentiment de reconnaissance et de soulagement, car ici on était sous l'impression que notre ministre s'éloignait de plus en plus de ses collègues français et anglais et soutenait le ministre d'Italie, envers l'activité duquel on nourrit ici une grande défiance. De mon côté, j'estime de mon devoir de me joindre entièrement à l'opinion de Giers sur la nécessité d'inculquer à l'Italie l'assurance de la complète solidarité entre la Russie, la France et l'Angleterre. En général, ici, on continue à se plaindre de l'insuffisance d'unité entre les ministres alliés à Athènes, et Cambon ne m'a pas caché que la dernière audience de Démidof et d'Elliot chez le roi Constantin, dont on n'a pas encore reçu satisfaction pour le sang français versé, avait provoqué ici un sentiment pénible.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 909.

1^{er}/14 décembre 1916.

Je me réfère au télégramme d'Islavine N° 74.

Cambon m'a demandé d'appuyer la requête d'Islavine quant à la décoration de Radovitch d'un ordre russe, sinon de l'Aigle blanc, au moins de Sainte-Anne de première

classe, et si c'est possible pour le 6 décembre. Le gouvernement français, qui vient de conférer à Radovitch la croix de grand officier de la Légion d'honneur, estime qu'en lui témoignant notre appui également nous pouvons affermir sa situation et contribuer à écarter les intrigues austro-philés qui se déroulent autour du roi Nicolas.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 912.

2/15 décembre 1916.

Comité permanent d'action économique. — La sous-commission scandinave, après avoir écouté la déclaration faite par Batcheff conformément au télégramme du ministère des Affaires étrangères N° 4858, a décidé de recommander à ses gouvernements d'admettre dans la composition du comité de limitation à Londres les représentants des gouvernements qui devront assurer, au moyen d'un lien constant, la concordance des actions des quatre gouvernements dans la mise en pratique de la limitation du ravitaillement des pays scandinaves et de la Hollande. En outre, il a été convenu que dans les cas où un échange de vues sur les questions d'un caractère international se rapportant à ce ravitaillement apparaîtrait profitable, les représentants français, italien et russe au comité se réuniraient avec un membre du comité nommé par le gouvernement anglais. Il a été décidé de ne pas faire de rapport au sujet de cette résolution au comité international d'action économique, mais de la soumettre directement à l'examen des quatre gouvernements. Le délégué anglais à la sous-commission a communiqué que déjà, le 24 novembre nouveau style, le gouvernement anglais avait demandé aux ambassadeurs impérial et italien à Londres de nommer des représentants au comité en question, dans lequel il y avait déjà un représentant français.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

2/15 décembre 1916.

Nouveau ministère a été complété par la nomination de neuf sous-secrétaires d'Etat, dans ce nombre Denys Co-

chin, précédemment ministre sans portefeuille, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères pour le Blocus.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 913.

2/15 décembre 1915.

Briand m'a communiqué copie de la note adressée par lui à l'ambassadeur d'Angleterre ici dans la question du consortium financier en Chine en demandant d'appuyer auprès de vous les considérations exposées dans cette note et de vous demander d'adhérer aux instances du gouvernement français à Londres et à Tokio dans le but d'aboutir à une solution aussi rapide que possible de la question sur les bases indiquées dans ladite note. Le contenu de la note de Briand, dont le texte complet vous est envoyé par courrier, est, brièvement résumé, le suivant : le gouvernement français insiste pour la solution immédiate de la question de l'exclusion du consortium du groupe allemand et de l'inclusion dans ledit consortium, dès maintenant, des Américains. En ce qui concerne ce dernier point, le terrain, aux Etats-Unis, est tout à fait préparé et cette intention rencontrera l'entière sympathie de Wilson. Des retards ultérieurs sont susceptibles de produire une mauvaise impression sur les Américains et sont dangereux pour la politique financière des Alliés en Chine, ce dont la preuve peut être trouvée dans l'information relative à la conclusion, par la Chine, avec une banque de Chicago, d'un emprunt de 5 millions de dollars, avec option encore pour 30 millions. Briand trouve que la question de l'emprunt, au sujet duquel le gouvernement chinois adresse une requête au consortium, est très urgente, mais qu'il est absolument nécessaire de résoudre avant tout toutes les questions ci-dessus. De l'avis du gouvernement français, aussitôt la réception du consentement du gouvernement japonais à l'inclusion effective du groupe américain dans le consortium, il devra être réuni une conférence de tous les groupes, y compris le groupe américain, pour établir toutes les conditions de réalisation de l'emprunt touchant le texte et la signature du traité, les garanties, les conditions d'émission et de prise à sa charge de sa quote-part par chaque groupe à la fin de la guerre. Briand insiste en particulier pour que nous appuyions son point de vue à Tokio.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 917.

3/16 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Cambon m'a dit ici qu'on n'avait toujours reçu jusqu'à présent aucune communication des Etats-Unis relativement aux propositions de paix allemandes et que cela lui inspirait la crainte que Wilson ne se bornât pas à transmettre ces propositions, mais se prononçât à leur sujet d'une façon ou d'une autre. Le gouvernement belge se prononce dans le sens que les réponses doivent être identiques sur le fond, mais que chacun des Alliés peut adjoindre à sa réponse une préface particulière correspondant aux circonstances qui l'ont entraîné dans la guerre. Cambon n'est pas d'accord sur ce point et pense que les réponses doivent être absolument identiques d^u premier mot jusqu'au dernier. En ce qui concerne la rédaction des réponses, il existe ici quelques opinions : les uns pensent qu'il convient de repousser la proposition allemande comme ne renfermant aucune condition concrète de paix; on objecte à cela que cela peut donner prétexte à assurer que, par là même, les Alliés expriment le désir d'entrer dans des pourparlers de paix. D'autre part, un simple rejet sans indication de motif peut fournir des armes tant aux Allemands qu'aux pacifistes dans les pays alliés eux-mêmes. Tous cependant sont d'accord sur le point qu'il est nécessaire de souligner énergiquement que l'Allemagne est responsable de la guerre. Cambon m'a dit que si les Alliés le désiraient, Briand prendrait volontiers sur lui l'élaboration du projet de réponse. Une proposition dans ce sens sera faite par les ambassadeurs français dans les capitales alliées.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 922.

3/16 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

L'ambassadeur d'Italie a demandé, sur l'ordre de son gouvernement, l'opinion du gouvernement français sur les deux propositions suivantes faites, d'après ses paroles, par le gouvernement grec : 1) remettre l'enquête sur les événements d'Athènes à une commission internationale confor-

mément aux dispositions de la conférence de La Haye et 2) faire la déclaration au roi Constantin que les Alliés n'ont pas l'intention de soutenir le mouvement révolutionnaire en Grèce. Cambon a répondu qu'ici on ne savait rien quant à de pareilles propositions.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 923.

4/17 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au télégramme de Démidof N° 373.

J'estime de mon devoir d'exprimer l'espoir que les considérations d'Ikskul relatives au désir de la France d'arriver à tout prix à la rupture avec la Grèce n'ont aucun fondement sérieux. Les objections de Guillemain apparaissent comme l'écho non pas d'un pareil désir, qui n'existe absolument pas, mais probablement du mécontentement du général Sarrail des conditions élaborées par les attachés militaires, conditions qu'il estime, effectivement, insuffisantes et inopportunes. Le gouvernement français, de son côté, nourrit une profonde méfiance à l'égard des intentions du roi Constantin et de son gouvernement et estime nécessaire de surveiller avec la plus grande attention l'exécution des conditions de l'ultimatum. Cette surveillance est confiée par lui au général Sarrail et doit s'exercer par l'entremise d'officiers subordonnés à ce dernier, ce dont Guillemain a été informé.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 924.

4/17 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à votre 5306.

En l'absence de Briand et de Cambon, j'ai parlé sur sa teneur avec Margerie qui m'a dit qu'à Londres et à Rome on s'était déjà prononcé pour l'élaboration d'une formule responsive à Paris et qu'ici l'on espérait que vous adhérez aussi à ce point de vue. Briand l'a chargé, lui, Margerie, de préparer un projet en conséquence pour le soumettre aux cabinets alliés. Ici on a déjà reçu des ambassadeurs français des appréciations sur les points de vue et les considérations des cabinets alliés dans la présente question et

ces informations lui serviront de matériaux et d'indications pour la rédaction du projet. En ce qui est de la participation à ce travail des ambassadeurs à Paris, cela ne pourrait que compliquer et retarder l'affaire. Je suis parfaitement d'accord sur ce point, surtout à cause du caractère particulier de lord Bertie et du peu d'expérience du marquis Salvago, récemment nommé. En ce qui me concerne, je serai en tout cas au courant dudit travail et je suis convaincu que telles ou telles autres observations que je pourrai faire seront prises en considération.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 925.

4/17 décembre 1916.

J'ai pu me convaincre que votre déclaration à la Douma concernant les propositions allemandes et la réponse unanime de la Douma ont produit sur tous les cercles d'ici — gouvernementaux, parlementaires et militaires — la plus excellente impression. Ce sentiment est d'autant plus fort qu'ici continuaient à courir les bruits persistants relatifs à la soi-disant pénétration des influences allemandes dans nos sphères étatiques. En ce qui concerne la France, la décision si ferme et générale, notée par moi, de contre-carrer la tentative allemande s'est encore, au cours des derniers jours, affermie davantage sous l'influence du gros succès militaire qui vient d'être remporté sous Verdun. D'autre part, une forte agitation continue dans les deux Chambres contre Briand et le nouveau cabinet formé par lui, principalement sur la base du projet de loi relatif à l'attribution au gouvernement du droit de décider les questions urgentes concernant la défense nationale au moyen de décrets. Mardi s'ouvrent les séances secrètes du Sénat, dont Briand peut attendre de sérieuses difficultés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 926.

5/18 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère au 5308 du maître de cour Nératof. J'en ai communiqué la teneur à Briand. Le gouverne-

ment français préfère aussi le second moyen de négocier avec l'Italie, mais estime essentiellement incommode le choix de Rome dans ce but, car Sonnino y sera fatalement soumis à l'influence du chauvinisme italien. Pétrograd est trop éloigné; c'est pourquoi le mieux est de concentrer les pourparlers à Londres et de les mener à quatre, c'est-à-dire sous la présidence de Balfour et avec la participation immédiate de Benkendorf, Cambon et Imperiali. Si les Alliés y consentent, Cambon recevra dans le plus court délai des instructions précises quant aux exigences italiennes sur le fond avec ordre de s'entendre avec Benkendorf et Balfour. Briand télégraphie dans le sens ci-dessus à Pétrograd, à Londres et à Rome.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 928.

5/18 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Les bruits répandus habilement et avec persistance par la propagande allemande relativement à la modération des conditions de paix allemandes ne sont pas demeurés sans influence sur les socialistes d'ici. Hier, la fédération socialiste du département de la Seine a adopté une résolution dans le sens que bien que les puissances centrales n'aient pas défini avec précision les bases sur lesquelles pourraient être entamés des pourparlers, les Alliés, avant de repousser les propositions que l'ennemi a l'intention de leur faire, doivent en prendre connaissance, car plus ces propositions apparaîtront inacceptables plus il serait nécessaire de le faire ressortir avec insistance devant les peuples. C'est pourquoi la fédération exige des gouvernements alliés que, continuant avec énergie la guerre dans un but de défense nationale, ils acceptent des pourparlers nécessaires à l'éclaircissement officiel des conditions de paix allemandes et soumettent celles-ci à l'examen des Parlements. Je sais que Briand n'accorde pas à cette résolution une importance excessive. Il me semble toutefois qu'il sera obligé de tenir compte jusqu'à un certain point de l'état d'esprit des socialistes et que cela peut se répercuter sur le projet de réponse élaboré par lui.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 929.

6/19 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

La note allemande a été remise hier soir à Cambon par le conseiller de l'ambassade des Etats-Unis sans aucun commentaire.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 930.

7/20 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Cambon m'a dit qu'au cours des derniers jours, ici, on avait reçu toute une série d'indications sérieuses quant à l'existence d'un accord entre le roi Constantin et l'Allemagne relativement à des opérations en commun contre les Alliés et à des mesures préparatoires dans ce but de la part des autorités militaires grecques. Ces indications sont entièrement confirmées par le radiotélégramme de l'empereur Guillaume à la reine Sophie qui vient d'être intercepté ici. En conséquence, les instructions suivantes, brièvement résumées ci-dessous, ont été envoyées au général Sarrail : 1) les dispositions prises par lui jusqu'à présent dans le but d'assurer la défense de l'armée d'Orient sur les deux fronts sont approuvées; 2) vu les indications ci-dessus, il est laissé libre de juger les mesures militaires ultérieures à prendre contre les Bulgaro-Allemands et les Grecs; 3) il doit communiquer ses desseins dans cet ordre d'idées au gouvernement et attendre les décisions qui seront prises par ce dernier, d'accord avec les Alliés. Briand télégraphie aux ambassadeurs dans les capitales alliées en les invitant à informer les cabinets alliés de ce qui précède en vue d'un échange de vues et d'une discussion avec eux des mesures militaires appropriées.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 931.

7/20 décembre 1916.

Hier, au Sénat, ont commencé les débats sur les questions posées au nouveau cabinet. Dans la première partie de la séance, le président du Conseil des ministres a fait

une seconde déclaration relativement aux propositions allemandes. Après avoir rappelé les paroles prononcées par lui à la Chambre des Députés, ainsi que les déclarations autorisées faites à la Douma et au Parlement italien, Briand a dit que les Alliés donneraient une réponse concordante dans le sens qu'ils ne peuvent envisager sérieusement ladite proposition, laquelle n'apparaît que comme un piège et une manœuvre. L'Allemagne, ajouta-t-il, qui éprouve des difficultés, répète au monde qu'elle n'a pas voulu la guerre. La réponse à cette affirmation n'a pas besoin de démonstration ; jusqu'à la dernière minute, les Alliés ont fait tous leurs efforts pour conserver la paix, et toute la responsabilité de la guerre retombe sur l'Allemagne. La manœuvre allemande n'émeut personne et la meilleure réponse à cette manœuvre est la victoire remportée hier sous Verdun. La réponse officielle des Alliés sera... (1) par la France. La déclaration de Briand a été accueillie par des applaudissements unanimes. La seconde partie de la séance a eu lieu en séance secrète.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 932.

7/20 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Hier soir, le conseiller de l'ambassade d'Amérique a rendu visite pour la seconde fois à Cambon et l'a prévenu que le président des Etats-Unis avait l'intention d'adresser à toutes les puissances en guerre une communication aux termes de laquelle maintenant, d'après sa conviction, était arrivé le moment favorable pour les pourparlers de paix et il était prêt à apporter son concours à de tels pourparlers. Cambon n'a pas caché à M. Nabless que, d'après son opinion personnelle, une pareille intervention n'était guère opportune, surtout à la minute où les Alliés avaient à répondre à la proposition allemande. Aujourd'hui, l'ambassadeur d'Amérique a demandé audience à Briand, qui a répondu qu'il ne pouvait pas le recevoir par suite de la séance secrète du Sénat. M. Sharp ira ce soir chez Cambon, sans doute pour lui remettre la communication ci-dessus mentionnée.

ISVOLSKY.

(1) Non déchiffré.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 933.

7/20 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Paul Cambon télégraphie de Londres que lord Robert Cecil lui a dit que vu la sympathie de l'opinion publique américaine pour la France la réponse à la proposition allemande arrêtée d'accord par les Alliés pourrait être remise par Briand à l'ambassadeur des Etats-Unis au nom de tous les Alliés. Briand accueille cette idée avec sympathie et télégraphie dans ce sens aux ambassadeurs de France dans les capitales alliées.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 935.

8/21 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

L'ambassadeur d'Amérique a vu hier soir tard Briand et lui a remis, au nom du président des Etats-Unis, la communication circulaire que vous connaissez probablement déjà au sujet des pourparlers de paix. Briand lui a répondu presque exactement ce qui avait été dit la veille par Cambon au conseiller de l'ambassade, c'est-à-dire que l'intervention de Wilson lui paraissait inopportune, surtout dans la minute présente, quand une proposition dans le même sens avait été faite aux Alliés par l'Allemagne. Cambon m'a dit qu'il allait de soi que les Alliés devaient donner à Wilson une réponse identique et que le Conseil des ministres, sous la présidence de M. le Président de la République, était actuellement occupé à discuter les deux propositions allemande et américaine. Il ajouta que l'Allemagne faisait des tentatives pressantes pour provoquer de pareilles interventions de la part des autres puissances neutres et du Vatican. Ce soir, le ministre d'Espagne en Belgique, marquis de Villalobar, sera de passage à Paris venant de Bruxelles. On suppose qu'il est porteur d'une communication de l'empereur Guillaume au roi Alphonse. La teneur de la note de Wilson communiquée ici d'Amérique par l'Agence télégraphique est pour le moment retenue par la censure, mais sera connue vraisemblablement demain du public.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 936.

8/21 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

A propos de la déclaration de Lloyd George à la Chambre des Communes relativement à la reconnaissance par le gouvernement de la Grande-Bretagne du représentant de Venizelos, Cambon m'a dit que le gouvernement français suivrait cet exemple et que le représentant de Venizelos à Paris serait probablement M. Romanos, ancien ministre de Grèce, démissionnaire après les événements d'Athènes. A ma question : quel caractère aurait ce représentant, Cambon m'a dit qu'il serait probablement reconnu en qualité d'agent diplomatique officieux.

ISVOLSKY.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
à l'Ambassadeur à Paris**

N° 5352.

Pétrograd, 7 décembre 1916.

L'ambassadeur à Rome télégraphie sous le N° 838, confidentiel : « Il m'est parvenu des informations relativement à l'activité extrêmement suspecte de l'ancien ministre français Caillaux, qui se trouve actuellement avec sa femme à Rome. Il est apparemment en relations avec le Vatican, et en particulier avec les partisans de Giolitti. On me signale ses interventions extrêmement hostiles contre la Russie et l'Angleterre. — GIERS. » Veuillez me communiquer les informations que vous pourriez avoir à ce sujet.

POKROVSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 937.

8/21 décembre 1916.

(Copie à Rome.)

Reçu votre 5352.

Les informations reçues ici de Rome relativement au séjour dans cette ville de M. Caillaux confirment pleinement celles qui vous sont communiquées par Giers. Bien que M. Caillaux se couvre avec soin du masque du nationalisme,

il est connu pour un partisan ardent de la paix séparée avec l'Allemagne, et son activité à Rome a incontestablement pour but l'établissement de rapports avec le Vatican et les partisans de Giolitti. Le gouvernement français actuel témoigne pour lui une grande antipathie et, dans le moment actuel, son intervention n'a pas grande importance, mais il a beaucoup de partisans parmi les groupes d'extrême gauche du Parlement et peut, dans l'avenir, jouer un rôle dangereux.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 938.

8/21 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère aux télégrammes de Benkendorf N° 814 et 815.

Cambon a aussi émis l'opinion qu'un accord formel préliminaire entre la Russie, la France et l'Angleterre serait dangereux et pourrait repousser l'Italie, mais, ajoute-t-il, rien n'empêche Benkendorf et Cambon de s'entendre secrètement entre eux et avec Balfour sur la base des instructions qui seront reçues par eux avant de commencer des pourparlers avec la participation d'Imperiali.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 939.

8/21 décembre 1916.

Svatkovsky, qui se trouve à Paris, demande de transmettre le télégramme N° 52 suivant: « On me communique de première source: Dans les sphères dirigeantes austro-hongroises règnent une irritation inaccoutumée, une nervosité et une indignation contre l'Allemagne, qui a profité d'une initiative de Vienne et partiellement de Sofia, mais qui dans les conditions de paix a révélé la tendance à assurer principalement ses intérêts à elle et à se payer aux dépens de ses alliés. Ne serait-il pas opportun, après avoir opposé un refus à tout le bloc des ennemis, d'adresser ensuite une déclaration plus douce à l'adresse des initiateurs ou bien, en mettant à profit le séjour en Suisse, de Golu-

chovski, de les sonder secrètement en leur faisant comprendre qu'il serait possible d'arriver à des conditions qui pourraient être dans le moment actuel douces pour eux, mais non pour l'Allemagne. De la sorte à l'offensive diplomatique de l'Allemagne l'Entente répondrait par une contre-offensive morale. Les alliés de l'Allemagne ne seront vraisemblablement pas en état de conclure une paix séparée, mais démoralisés par la possibilité qui leur serait apparue d'une paix acceptable, ils continueront la guerre sans aucun feu sacré. Cependant en posant les conditions à l'Autriche-Hongrie il est nécessaire de soutenir ses nationalités, en réclamant la reconnaissance de leurs droits étatiques historiques et de la large autonomie de leurs terres, au moins dans les limites promises à la Galicie qu'il est, à propos, nécessaire de partager en occidentale et orientale. Pour couper court à l'engouement pour un plan d'Europe Centrale, il est nécessaire de refuser dès maintenant le traitement le plus favorisé aux puissances qui assureront ce plan en faveur de l'Allemagne ou entreront avec celle-ci dans d'autres formes de rapprochement économique. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 940.

8/21 décembre 1916.

Je me réfère à mon 939.

En consentant à vous transmettre le télégramme de Svatkovsky, je ne nie pas l'intérêt des informations communiquées par lui, mais j'estime de mon devoir de déclarer qu'à mon point de vue tout jeu avec les Austro-Hongrois, même secret, est fort dangereux, car il peut nous compromettre aux yeux tant des nationalités slaves de la monarchie que des Serbes et des Roumains, qui en seront immédiatement avisés. De ma conversation avec Cambon, j'ai pu me convaincre que les informateurs de Svatkovsky avaient communiqué les mêmes informations au gouvernement français, qui ne montre pas de penchant à aller au-devant, ce dont, me semble-t-il, on ne peut que se réjouir, ayant en vue les sympathies traditionnelles qui existent ici pour l'Autriche-Hongrie.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 941.

9/22 décembre 1916.

Le projet de réponse à la proposition allemande, après avoir été ratifié par le conseil des ministres, a été transmis hier soir par télégraphe aux ambassadeurs de France dans les capitales alliées afin d'être soumis à l'examen des cabinets. Les ambassadeurs doivent à cette occasion exprimer l'espoir que vu le caractère urgent de l'affaire les cabinets s'abstiendront d'amendements purement formels et se borneront seulement aux remarques qui paraîtront essentiellement nécessaires. Le projet définitif a été élaboré sur la base de quelques esquisses rédigées séparément par MM. Cambon, de Margerie et Berthelot et je me suis trouvé constamment en contact avec le premier. A mon point de vue, entièrement partagé par Cambon, ledit projet, bien que dans la forme et le langage il se distingue incontestablement des actes diplomatiques habituels, peut être reconnu sous le rapport de la force, de la clarté et de son caractère complet comme très satisfaisant. Il convient d'avoir en vue que la réponse des Alliés est adressée non seulement aux gouvernements des pays ennemis, mais avant tout à leur population et principalement aux larges cercles publics et politiques des pays neutres, en particulier de l'Amérique du Nord. Le seul amendement proposé par Cambon, avec mon approbation, mais malheureusement non admis, touchait l'expression « mensongère » employée dans la partie introductive et qui nous paraissait trop brutale. Ne trouveriez-vous pas possible de proposer comme venant de vous la rédaction suivante de la phrase correspondante, due à Cambon : « Les Alliés n'admettront jamais une affirmation qui, à un double point de vue, est contraire à la réalité des faits. » Je me permets d'exprimer l'espoir qu'avec cette modification le projet français sera accepté intégralement par vous.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 942.

10/23 décembre 1916.

(Copie à Londres.)

Je me réfère au 824 de Benkendorf.

Briand, Ribot et Albert Thomas partiront pour Londres la semaine prochaine afin de participer à la conférence prévue par Lloyd George.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 943.

10/23 décembre 1916.

L'ambassadeur de France à Madrid télégraphie que de sa conversation avec le comte Romanonès il conclut qu'une forte pression est exercée sur le roi Alphonse de la part de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, du Saint-Siège dans le but de l'inciter à soutenir les interventions allemande et américaine. Le comte Romanonès ne lui a pas caché que le roi Alphonse hésitait entre la crainte d'être désagréable à la France et le désir de collaborer au commencement des pourparlers de paix. Le ministre d'Espagne en Belgique, de Villalobar, qui vient de passer par Paris se rendant à Madrid, a déclaré à Cambon qu'il n'avait aucune mission pour le roi de la part des Allemands, mais on ne croit pas ici à cette déclaration, car avant son départ pour l'Espagne il s'est rendu à Berlin sur l'invitation du gouvernement allemand et s'y est rencontré avec Bethmann-Hollweg et Zimmermann. Le premier lui a paru très modéré et le second au contraire disposé de façon très irréductible. Je laisse à Nélidoff le soin de vous télégraphier au sujet de son entretien avec le ministre de Belgique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 944. (*Urgent. Prière dispositions urgence.*)

10/23 décembre 1916.

Le ministre français des Affaires étrangères a élaboré d'urgence un projet de réponse à la note américaine et hier soir Briand l'a communiqué par télégraphe aux ambassadeurs de France dans les capitales alliées, en les invitant à le soumettre à la discussion des cabinets. A ce propos, Briand propose de remettre cette réponse, après sa ratification par les Alliés, à l'ambassade d'Amérique à Paris au nom de tous les Alliés. Ledit projet dont je n'ai pris connaissance qu'après son envoi dans les capitales alliées me paraît moins satisfaisant que celui qui est destiné à l'Allemagne. Vu l'impossibilité de voir Briand, qui continue à être absorbé par les séances secrètes du Sénat, j'ai dit à Cambon mon opinion personnelle que la phrase relative à « l'impossibilité dans la minute présente de conclure une

paix qui assurerait les réparations, satisfactions et garanties nécessaires » était construite de façon malheureuse et pouvait provoquer une fausse interprétation. En outre il conviendrait de mettre au premier plan les cruautés criantes des Allemands dans les territoires occupés par eux, en particulier, je pense, les massacres et actes de férocité sans précédent en Arménie, ce qui ferait sans aucun doute impression sur l'opinion publique américaine. Ayant en vue que la réponse à Wilson pourrait intervenir à peu près une semaine après la remise de la réponse à la note allemande, je me permets d'exprimer l'idée que dans le projet en question, il pourrait être introduit certaines modifications.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 945.

10/23 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Le ministre de Suisse ici a remis aujourd'hui une note dans laquelle le gouvernement fédéral déclare qu'il appuie la démarche du président de la République des Etats-Unis d'Amérique. La référence contenue dans cette note que l'accord entre les Etats-Unis d'Amérique et le gouvernement suisse sur la démarche faite a été atteint il y a cinq semaines confirmerait en quelque sorte l'avis de Cambon que Wilson a pris sa décision indépendamment de la démarche allemande.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 946.

10/23 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

La note américaine a produit ici sur l'opinion publique une impression incontestablement défavorable. La majorité des journaux, bien qu'ils ne suspectent pas la sincérité de Wilson, estiment cependant son intervention comme inopportune et profitable seulement aux puissances centrales et remarquent avec indignation que les responsables de la guerre et que ceux qui en ont été victimes sont mis par lui sur le même pied, et ils exigent une ré-

ponse à la tentative des Boches (1) analogue à celle qui a été donnée par le président Lincoln à la proposition de médiation faite par la France durant la guerre de 1863. Mais quelques organes de la presse font remarquer que la note américaine peut être interprétée au profit des Alliés comme arme pour éclaircir les véritables intentions de l'Allemagne; à la Bourse, la note n'a pas produit une impression particulièrement forte; le cours du rouble a quelque peu monté et les actions des entreprises qui travaillent pour la guerre sont si faiblement tombées que cela indique que le monde financier ne croit pas au succès pratique de l'intervention de Wilson. Selon des informations complémentaires sur le front, tant l'intervention allemande que la note américaine provoquée par elle sont accueillies comme une preuve de la fatigue de l'ennemi, et la réclamation de la poursuite de la guerre jusqu'à sa fin victorieuse est exprimée unanimement.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 947.

11/24 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Washington.)

Reçu vos télégrammes N° 5394 et 5395.

Au premier moment, la note américaine a produit ici une impression très défavorable et a même provoqué un sentiment d'inquiétude, inspirant la crainte que les Etats-Unis n'aient décidé en cas de réponse non satisfaisante des Alliés d'interrompre l'envoi de matériel de guerre et d'approvisionnement. Les télégrammes de l'ambassadeur de France à Washington envisagent la situation sous un jour très optimiste et conseillent de ne pas trop se hâter de répondre. Sharp a rendu visite hier à Cambon et lui a dit à peu près ce qui suit : Le président Wilson est très étonné de l'accueil fait ici à sa note et de son interprétation. Son intervention n'est nullement en dépendance de la démarche allemande; la France est si populaire aux Etats-Unis qu'elle n'a pas le moindre fondement pour croire à la possibilité de ce côté d'actes quelconques ayant un caractère inamical. La note a été dictée au président par les nécessités de la politique américaine,

(1) Dans le texte.

et son but est de libérer Wilson de la responsabilité devant le pays au cas où les Etats-Unis seraient entraînés dans la guerre; à ce propos, il est évident que la guerre avec l'Allemagne qui est envisagée l'est en connexion avec les opérations de la flotte sous-marine allemande. Sharp, qui ne parle pas un mot de français et s'est exprimé avec un interprète, a promis à Cambon de lui communiquer le texte du télégramme de Lansing, qui a servi de base à sa déclaration.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 949.

11/24 décembre 1916.

Hier, après cinq jours de débats à huis clos, le Sénat a exprimé sa confiance à Briand à une majorité de 194 voix contre 60; dans la formule de passage à l'ordre du jour est répétée la décision célèbre de la Convention que « la France ne peut pas conclure la paix avec un ennemi qui occupe son territoire ». Ensuite, il est déclaré que le Sénat, dans la décision de conduire la guerre jusqu'à son issue victorieuse, exprime sa confiance au gouvernement pour prendre sous le contrôle du Parlement les mesures les plus énergiques afin d'assurer la supériorité matérielle sur l'ennemi, de réaliser l'unité des forces de l'armée et du pays et de faire respecter dans le domaine de la politique étrangère la dignité et le prestige de la France. Ainsi en dépit de tous les efforts de l'opposition, avec Clemenceau en tête, la longue série des séances secrètes d'abord à la Chambre et ensuite au Sénat, s'est terminée par l'entière victoire de Briand. L'opinion publique française attend que le gouvernement renouvelé et pour ainsi dire concentré, et principalement le comité de guerre de cinq membres constitué dans son sein sauront prendre fermement en main la conduite de la guerre et l'organisation économique du pays, et que le Parlement qui vient d'exprimer sa confiance à ce gouvernement s'abstiendra du système des attaques et des interpellations continuelles qui rend impossible un travail gouvernemental sérieux. On fonde en outre de grands espoirs sur le nouveau ministre de la guerre, le général Lyautey, auquel sont donnés dans le domaine de l'administration militaire des pouvoirs spéciaux.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 950.

11/24 décembre 1916.

J'ai reçu votre 5282.

En réponse à la communication que je lui ai faite selon sa teneur, Briand vient de m'aviser que l'ambassadeur de France à Madrid avait été chargé d'appeler l'attention du gouvernement espagnol sur l'incident provoqué par le ministre d'Espagne à Stockholm et de faire observer qu'il était nécessaire de prendre à l'égard de ce dernier quelque mesure répressive, dont le choix était laissé à l'appréciation du cabinet de Madrid.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 954.

12/25 décembre 1916.

(Copie à Londres.)

Je me réfère à mon 947.

A l'appui de ses paroles, l'ambassadeur d'Amérique a remis hier à Cambon, avec une notice, le texte des premières déclarations de Lansing, qui ont été publiées dans la presse, et ensuite de ses explications complémentaires. Ces textes ont un caractère beaucoup moins catégorique que la communication verbale faite la veille par l'ambassadeur à Cambon.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 956.

12/25 décembre 1916.

(Copie à Londres.)

Les ministres des finances, Ribot, et de l'armement, Thomas, partent aujourd'hui pour Londres. Ils sont accompagnés en outre par le directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères, Berthelot, car, par suite d'indisposition, Briand ne peut pas s'y rendre lui-même.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 957.

14/27 décembre 1916.

Je me réfère à mes 902 et 943.

Le général Lyautey est arrivé ici, venant du Maroc samedi, et le lendemain il a été communiqué qu'il avait reçu la charge de « la préparation et de l'entretien de la guerre » et que les décisions prises par le comité de guerre seront communiquées par le ministre de la guerre aux ministres et aux commandants en chef, c'est-à-dire aux généraux intéressés, Nivelle et Sarrail. En outre, le ministre de la guerre est chargé d'établir la concordance des opérations nécessaires pour l'exécution des décisions prises. Aujourd'hui a paru le décret élevant le général Joffre à la dignité de maréchal. En même temps il a été communiqué que les missions militaires étrangères continueront à se trouver auprès des commandants en chef des armées du nord et du nord-est, qui resteront en rapport avec les commandants en chef des fronts alliés sur les bases antérieures. L'armée d'Orient est placée sous la subordination directe du ministre. Les départements du grand quartier général, qui jusqu'à présent dirigeaient cette armée, sont transférés à l'état-major à Paris; ainsi le général Joffre est écarté de la direction des opérations et ne conserve que le titre apparemment honorifique de conseiller technique au comité de guerre. Il n'est d'ailleurs pas encore décidé s'il participera ou non aux séances dudit comité.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 958.

15/28 décembre 1916.

(Copies à Londres, Rome et Athènes.)

Reçu votre 5466.

J'en ai transmis la teneur à Cambon qui m'a dit que Paléologue avait été invité à vous informer que, vu la situation en Grèce et la nécessité d'assurer les derrières de l'armée de Salonique, une entière liberté d'action avait été attribuée au général Sarrail. Paléologue est invité à demander au gouvernement impérial de donner au chef du détachement russe des instructions relatives à des opérations combinées avec les Français contre la Grèce. Des télé-

grammes analogues ont été envoyés à Londres et à Rome, et il a été décidé d'agir, dans le cas du refus des Italiens, même sans eux. Il a été communiqué aussi à titre d'information à Paléologue le rapport du nouveau commandant de l'escadre française, l'amiral Gauchet, qui rapporte une série de données indiquant la non-sincérité du gouvernement grec et la non-exécution par lui des obligations qu'il a prises. Paléologue est invité à vous demander d'envoyer des instructions à Démidof pour s'embarquer à bord d'un navire.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 959.

15/28 décembre 1916.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Vu l'impossibilité qui est apparue définitivement de s'entendre avec l'Italie au sujet de l'intervention prévue à Athènes, Briand a chargé Paléologue de vous demander d'envoyer des instructions à Démidof pour se joindre à l'intervention de ses collègues français et anglais.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 960.

15/28 décembre 1916.

(Copie à Rome, Londres et Washington.)

L'ambassadeur d'Amérique a rendu aujourd'hui visite à Cambon et lui a communiqué que son gouvernement demande: 1) de ne pas accorder d'attention à l'interview parue dans les journaux en connexion avec l'intervention américaine et 2) de publier la réponse à la note américaine lors de l'envoi de celle-ci. Dans la conversation l'ambassadeur a répété les paroles transmises dans mon télégramme 946, que le président était préoccupé principalement de la possibilité pour l'Amérique d'être entraînée dans la guerre, par suite du renforcement de la guerre sous-marine, qu'il fallait apparemment attendre. L'ambassadeur de France télégraphie de Washington que selon des informations sûres qu'il possède la réponse allemande a produit sur le président une impression très défavorable.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 961.

15/28 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Briand a invité les représentants français dans les pays neutres à s'efforcer de prévenir l'intervention des gouvernements de ces puissances dans le but d'appuyer la proposition américaine.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 962.

15/28 décembre 1916.

Depuis dimanche dernier, siège à Paris le congrès des délégués socialistes, avec la participation du ministre anglais Henderson, du ministre belge Vandervelde, du ministre français Thomas, et de l'ancien ministre Sembat. Hier le congrès, à la majorité de 2.800 voix contre 130, a adopté une résolution très patriotique dans laquelle il a exprimé sa certitude absolue en la victoire finale et s'est prononcé catégoriquement pour la nécessité de continuer la guerre jusqu'à obtention des puissances centrales d'une rémunération des dommages causés par elles et réception des garanties d'une paix durable et organisée. Le public et la presse n'ont pas été admis aux séances; mais dans les journaux ont paru des comptes rendus complets, desquels il appert qu'à une des séances un représentant de la minorité a fait observer que la guerre était poursuivie pour assurer Constantinople à la Russie; cette sortie n'a pas eu apparemment de succès. Le congrès a aussi déclaré être en accord avec les points de vue du congrès socialiste de Londres dans la résolution duquel, à la date du 14 février 1915, est exprimée entre autres désirs l'idée qu'il est désirable de créer une Pologne autonome ou indépendante.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 964. (Urgent.)

15/28 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Reçu votre télégramme 5432.

J'en ai immédiatement communiqué la teneur à Briand qui m'informe maintenant que le projet français de ré-

ponse à la proposition de paix allemande a été transmis au gouvernement serbe par l'entremise du ministre de France à Corfou le jour où a eu lieu sa communication aux autres puissances alliées. Pachitch en réponse a déjà autorisé M. Boppe à transmettre à Briand le complet accord du gouvernement serbe quant au texte de la réponse, ajoutant qu'il considérait aussi comme désirable qu'il soit remis à Paris à l'ambassadeur d'Amérique pour être transmis à l'Allemagne au nom du gouvernement serbe comme au nom des autres puissances alliées.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 965.

16/29 décembre 1916.

Je me réfère à mon 962.

Dans la première phrase il convient de lire au lieu de : « ministre français Thomas et de l'ancien ministre Sembat » : « des anciens ministres français Sembat et Guesdè ». Thomas est parti lundi pour Londres.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 966.

16/29 décembre 1916.

L'ex-ministre de Grèce Romanos a dit que Venizelos se proposait de le nommer son représentant à Paris et qu'il avait exprimé son consentement. Romanos a demandé de ne pas le divulguer avant deux semaines.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 969.

16/29 décembre 1916.

Les journaux saluent chaleureusement le prikase impérial à l'armée et en particulier les paroles augustes quant à la Pologne. On attribue à ces paroles une importance particulière en connexion avec l'intervention de Wilson, vu que grâce à elles se trouve aplani l'unique obstacle à la déclaration catégorique que les Alliés combattent pour l'application du principe des nationalités et la défense des

droits des petits peuples opprimés jusqu'à présent par nos ennemis. Le public français s'est apparemment convaincu de la nécessité de nous céder Constantinople et les Détroits. La minorité socialiste qui ne s'est pas encore faite à cette idée fait remarquer, à défaut de meilleurs arguments, que nos appétits prolongent la guerre. A cela la partie sagement pensante de la presse socialiste fait ressortir qu'il n'est pas plus difficile d'enlever à nos ennemis Constantinople que l'Alsace-Lorraine, Trieste ou le Trentin. En outre, à ce que je sais, un argument important entre les mains de la majorité sagement pensante est, dans les discussions privées, la référence à la position très déterminée dans cette question prise par nos cercles libéraux et radicaux; les conversations de leurs représentants à Paris l'été dernier ont produit sur les cercles extrémistes d'ici une impression forte et très favorable, dont les résultats apparaissent maintenant, notamment à l'occasion du congrès socialiste, au sujet duquel je ferai un rapport spécial.

ISVOLSKY.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 970.

16/29 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à votre 5499.

L'ambassadeur qui est tombé malade — une forme légère d'influenza — m'a remis pour quelques jours la direction de l'ambassade. Le retard dans la remise de la réponse à la proposition allemande s'est produit par suite de la maladie de Briand et principalement par suite de l'exigence formulée par le ministre de Belgique qu'il lui soit laissé le droit de répondre d'une façon autonome. Briand, malgré son indisposition, a négocié avec le président du Conseil des ministres de Belgique, qu'il a réussi à convaincre de renoncer à sa prétention et de se contenter d'ajouter à la note une annexe sur la situation particulière de la Belgique dans la guerre mondiale. A ce propos, il a été décidé aussi que le ministre de Belgique serait présent lors de la remise de la note par Briand à l'ambassadeur d'Amérique. En outre, la note sera remise aux représentants à Paris de l'Espagne, de la Hollande et de la Suisse, vu que les gouvernements de ces pays ont pris également

part à la transmission de la proposition ennemie dans les capitales alliées. Il a été introduit dans la note quelques modifications peu importantes d'un caractère rédactionnel par rapport au texte primitif.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 971.

16/29 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Les ministres français qui sont allés à Londres sont rentrés aujourd'hui. Conformément à l'opinion de Robert Cecil, il a été décidé de mettre à profit la mauvaise impression produite en Amérique par la réponse évasive de l'Allemagne et de formuler dans la note responsive au président les buts poursuivis par les Alliés. Le texte élaboré par les deux gouvernements a été transmis à Paléologue pour être proposé à votre ratification. Ici on a conscience de l'importance de sa remise dans le délai le plus bref possible. L'ambassadeur d'Amérique m'a confirmé aujourd'hui le désir écrit du président que la réponse à la note américaine ne soit pas publiée. On lui a fait observer que cela était quelque peu étrange, vu que le président avait publié immédiatement sa note après l'avoir transmise. L'ambassadeur a fait ressortir avec insistance la crainte du président qu'il lui soit difficile de discuter tranquillement la réponse des puissances alliées au milieu de la polémique passionnée que provoquera nécessairement sa communication à la presse. Personnellement Cambon explique que, par égard pour ce désir, on pourrait retarder la publication de la note à huit jours après sa remise.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 972.

17/30 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Reçu votre. . . . (1).

J'en ai transmis la teneur à Briand. A son propos Cambon m'a dit, d'après les paroles de Ribot, qui venait de

(1) Non déchiffré.

rentrer de Londres, que Lloyd George dans le but de flatter le cabinet de Rome proposait de convoquer la conférence des Alliés en Italie; elle pourrait avoir lieu à Brindisi et cela faciliterait l'arrivée du général Sarrail, avec lequel apparemment Lloyd George désirerait faire personnellement connaissance et discuter la situation du front de Salonique. Du côté français, c'est probablement Briand, accompagné du ministre de la guerre ou du général Nivelle, qui ira; Cambon a ajouté personnellement, de lui-même, qu'en plus de notre ambassadeur à Rome la présence à la conférence du général Palitzine serait très désirable, vu qu'à cette conférence serait probablement définitivement précisée la question du développement ultérieur des opérations de Salonique. La conférence aura lieu dans les premiers jours du mois de janvier nouveau style.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 973.

17/30 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Les ministres de Suède, de Norvège et de Danemark ont remis aujourd'hui ici une note de leur gouvernement appuyant l'intervention américaine.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 974.

17/30 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

L'ambassadeur d'Italie a rendu aujourd'hui visite à Cambon et lui a exprimé l'étonnement de son gouvernement de ce que la surveillance du mouvement des troupes grecques en Morée avait été confiée à des officiers français et anglais sans la participation d'officiers italiens. L'ambassadeur a expliqué que Sonnino était d'une façon générale froissé que les décisions fussent prises parfois en dehors de l'Italie.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 975.

17/30 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

L'ambassadeur d'Angleterre vient d'informer Cambon que Lloyd George, lord Milner, le général Robertson arriveront à Paris lundi soir pour aller avec les ministres français mardi en Italie à la conférence. Il n'est pas encore définitivement établi si celle-ci aura lieu à Rome ou à Brindisi.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 976.

17/30 décembre 1916.

La réponse aux propositions ennemies vient d'être remise à l'ambassadeur d'Amérique.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 977.

17/30 décembre 1916.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère au télégramme de Benkendorf N° 854.

Ici non plus, on n'attribue pas une importance particulière aux notes scandinaves. On n'attend pas d'intervention de l'Espagne ni des Pays-Bas.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 978.

19 décembre 1916/1^{er} janvier 1917.

(Copie à Londres.)

Reçu votre 5500.

J'en ai transmis la teneur. Briand a déjà chargé Paléologue de vous communiquer que, d'après l'opinion du gouvernement français, les questions de l'offensive du printemps, de la situation à Salonique et en Grèce, ainsi que les questions d'un caractère général, font aussi partie de l'examen de la conférence de Pétrograd. Je n'ai pas connaissance qu'à Londres les détails de la conférence de Pétrograd aient été discutés.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 979.

19 décembre 1916/1^{er} janvier 1917.

Je me réfère à mon 975.

Les ministres anglais ont retardé de vingt-quatre heures leur départ de Londres. Ils insistent comme les Français pour que la conférence ait lieu sinon à Tarente ou à Brindisi, du moins à Rome, pour donner au général Sarrail la possibilité d'y venir. Du côté français assisteront à la conférence les ministres Briand, général Lyautey et peut-être Thomas.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 980.

19 décembre 1916/1^{er} janvier 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à mon 971.

Ici on a reçu la réponse du gouvernement italien à propos du projet français de réponse au président Wilson. En général, l'Italie approuve le projet, mais demande de supprimer quelques phrases, exclusivement dans la partie finale dans laquelle sont énumérés les buts poursuivis par les Alliés.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 981.

19 décembre 1916/1^{er} janvier 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à mon 979.

Briand, Lyautey et Thomas partent demain pour l'Italie. Ainsi que le suppose Cambon, les ministres français ne réussiront probablement pas par suite du voyage, à partir pour Pétrograd le 9 janvier nouveau style comme il était prévu; en tout cas le retard sera peu important. Pour aller à Pétrograd sont définitivement désignés: l'ancien président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères, actuellement ministre des Colonies, Doumergue; le ministre de l'Armement, Thomas, et le commandant de groupe d'armées de Castelnau.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 983.

20 décembre 1916/2 janvier 1917.

Mon collègue anglais ici, le comte Granville, est nommé par le gouvernement anglais représentant près le gouvernement provisoire de Salonique. La France nommera aussi probablement à ce poste un représentant ; c'est le premier secrétaire de la légation d'Athènes, Saint-Victor, qui est le candidat.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 984.

20 décembre 1916/2 janvier 1917.

Je télégraphie à Rome: conformément à l'ordre qui vient d'être reçu, le général Palitzine, accompagné de deux officiers, part demain avec les ministres français et anglais pour Rome où il prendra part à la conférence.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 985.

21 décembre 1916/3 janvier 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à mon 980.

A propos du désir du président Wilson, de conserver secrète la réponse qui interviendra à sa note ou au moins de ne pas publier cette réponse avant quelque délai après sa remise, Briand a exprimé à l'ambassadeur des Etats-Unis qu'il n'était guère possible d'escompter qu'un document dont le texte était connu d'un aussi grand nombre de participants pût être à l'abri d'une divulgation, d'autant plus que la note même du président avait été publiée en son temps. Briand s'est déclaré prêt à retarder la publication de la note, mais seulement d'un jour ou de deux. Paléologue est invité à vous informer de ce qui précède et à demander votre opinion.

(Très confidentiel.) Cambon estime que ce délai est absolument insuffisant et il espère que par égard pour le désir de Wilson vous vous prononcerez pour un délai plus long entre la remise de la note et sa publication.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 986.

21 décembre 1916/3 janvier 1917.

Je me réfère à mon 983.

Le gouvernement français a nommé comme représentant près le gouvernement provisoire de Salonique le conseiller de l'ambassade à Rome, de Billy. Le comte Granville part aujourd'hui pour Salonique.

SEVASTOPOULO.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
à l'Ambassadeur à Paris**

N° 5603.

22 décembre 1916.

(Communiqué aux Ambassadeurs à Londres et à Rome.)

J'ai remis aujourd'hui à l'ambassadeur de France les corrections suivantes au projet de note responsive à la communication du président Wilson. Modifications proposées: 1) « Ils reconnaissent tout l'avantage qu'apportent à la cause de l'humanité et de la civilisation les règlements internationaux destinés à éviter les conflits violents entre les nations — règlements qui devraient comporter les sanctions nécessaires pour en assurer l'exécution et empêcher ainsi qu'une sécurité apparente ne serve qu'à faciliter de nouvelles agressions. » 2) « Mais ils estiment qu'il est impossible, dès aujourd'hui, de réaliser une paix... » 3) « Une réorganisation de l'Europe assurée par un règlement permanent assurant la sécurité des peuples petits et grands et la liberté de leur développement économique. » 4) « Les intentions de Sa Majesté l'Empereur de Russie à l'égard de l'incorporation à la Pologne de tous les territoires polonais appartenant actuellement aux Empires du centre ont été clairement indiquées par la proclamation qu'il vient d'adresser à Son armée. » 5) « Il va sans dire qu'il n'a jamais été dans les desseins des Alliés de poursuivre, comme on l'a prétendu, l'extermination des populations allemandes... »

POKROVSKY.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 989.

22 décembre 1916/4 janvier 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à mon 985.

On a ici des indications quant au désir du président Wilson de conserver quelque temps en secret la réponse à nos ennemis et de la discuter en même temps avec eux; il y a aussi quelques indications confuses qu'en plus de leur réponse officielle les Allemands ont communiqué confidentiellement au président Wilson les conditions effectives auxquelles ils consentiraient à conclure la paix.

(Confidentiel.) Dans de telles conditions Cambon a modifié son opinion quant à la prolongation du délai entre la remise de la note et sa publication, et estime le délai d'un ou deux jours proposé par Briand comme absolument suffisant. Il considère très indésirable d'admettre des pourparlers parallèles du président avec nous et avec nos ennemis.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 990.

23 décembre 1916/5 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Guillemin a télégraphié l'incident survenu avec les employés et les membres de la légation qui sont descendus à terre dans le but de faire des achats pour les besoins de la légation et a signalé les injures dont ils ont été l'objet. Le vice-président du Conseil des ministres Viviani télégraphie à Briand à Rome que le Conseil des ministres, après avoir discuté cette affaire, estime un séjour ultérieur des légations alliées dans les eaux grecques comme incompatible avec la dignité des puissances.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 991

24 décembre 1916/6 janvier 1917.

On annonce officiellement que l'ambassadeur de France à Berne a été récemment chargé de renouveler au gouvernement fédéral assurances antérieurement données concernant stricte observation par France de la neutralité

suisse. Gouvernement français a renouvelé engagement formel de respecter pleinement la neutralité du territoire helvétique.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 992.

25 décembre 1916/7 janvier 1917.

L'insistance des propositions de paix allemandes est expliquée ici en général par la situation économique extrêmement difficile des puissances centrales, en connexion avec le blocus dont l'action décisive était jusqu'à présent envisagée avec scepticisme, mais qui maintenant provoque une attention spéciale. J'ai eu à ce sujet un entretien avec le chef du contrôle de la poste du ministère de la Guerre, M. Taneri, que connaît le gouvernement impérial, entretien que je ne crois pas sans intérêt de rapporter malgré son caractère hypothétique, quelque peu même divinatoire. Toutes les informations qui arrivent indiquent la situation pénible dans laquelle se trouvent nos ennemis. Cela est confirmé par la récente circulaire de Batozki et son renoncement au système de centralisation qu'il avait pratiqué d'une façon renforcée jusqu'à présent. Taneri explique l'aggravation de la situation par rapport à l'année passée: 1) par la rigueur croissante du blocus; 2) par la situation de plus en plus mauvaise dans laquelle sont placés les agriculteurs; 3) par l'épuisement des Etats neutres voisins que l'Allemagne a largement exploités au cours de ces deux dernières années, de sorte que chez ces Etats mêmes se fait sentir une insuffisance de produits alimentaires; 4) la destruction probable des réserves en Roumanie et en tout cas la difficulté d'importer des produits en Allemagne en raison de l'encombrement des chemins de fer et. . . . (1).

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° . . . (2). (*Suite de mon 992.*)

. . . . (2).

Pour des besoins militaires. (3), comme l'année passée, il a été reçu une quantité suffisante de pain. Ta-

(1) Non déchiffré.

(2) Numéro et date non déchiffrés.

(3) Non déchiffré.

neri estime que pour nourrir, même de façon réduite, sa population jusqu'à la récolte prochaine l'Allemagne devra sacrifier une partie importante de son cheptel; il lui sera très difficile de se décider à une pareille mesure dont souffrira avant tout l'économie rurale.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 998.

27 décembre 1916/9 janvier 1917.

Je me réfère à votre 5642.

On vient de recevoir ici le consentement de Votre Excellence au maintien du texte primitif sur la Pologne dans la réponse au président Wilson. Je suis convaincu que votre concession sera appréciée à sa valeur et que le gouvernement français en sera très reconnaissant au gouvernement impérial. Autant que j'ai pu le savoir jusqu'à présent, il est prévu la remise de copies de la note aux représentants de la Suisse et des pays scandinaves, comme cela avait été envisagé primitivement. En complément à cette note, au nom de tous les Alliés, y compris la Belgique, il a été décidé que le ministre de Belgique remettrait à l'ambassadeur d'Amérique une communication séparée exprimant sa reconnaissance pour l'aide accordée à son pays par les Etats-Unis.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 999.

27 décembre 1916/9 janvier 1917.

Je me réfère à mon 998.

La note responsive au président Wilson sera remise demain à l'ambassadeur des Etats-Unis.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1000.

28 décembre 1916/10 janvier 1917.

Je me réfère à mon 981.

MM. Doumergue, Thomas et le général de Castelnau partent pour la Russie le 3/16 janvier. Cambon m'a exprimé le regret que son âge ne lui permît pas d'entreprendre un

pareil voyage. Il insiste pour que le directeur politique du ministère des Affaires étrangères, Margerie, participe au voyage.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1001.

28 décembre 1916/10 janvier 1917.

(Copie à Rome et Londres.)

La publication de la note responsive au président Wilson, ainsi que la remise de ses copies aux ministres scandinaves et suisse, auront lieu quarante-huit heures après sa remise à l'ambassadeur d'Amérique. Des indications précises seront données par le ministère des Affaires étrangères, pour ne pas admettre dans la presse l'interprétation fautive qu'en vertu de cette note la question polonaise est transférée sur le terrain international.

•
SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1002.

28 décembre 1916/10 janvier 1917.

La note complémentaire spéciale du gouvernement belge remise à l'ambassadeur d'Amérique commence par faire observer que la Belgique a déjà pris part à la note générale remise au nom des Alliés et par l'assurance que la Belgique apprécie hautement les sentiments d'humanité du président, mais il est dit plus loin que le président estime apparemment que les principales personnalités, dans les deux camps, poursuivent les mêmes buts militaires. Cependant, les Belges n'ont jamais rêvé de conquêtes et leur sort actuel ne leur permet pas d'espérer qu'à l'avenir l'Allemagne respectera les droits des peuples faibles. La Belgique remarque avec satisfaction l'intention des États-Unis de prendre part à l'avenir à la défense des petites nations. Il est indiqué plus loin les conditions dans lesquelles la Belgique a été entraînée dans la guerre, l'illégalité de cet acte reconnue par le chancelier lui-même, tous les actes de cruauté des Allemands, qui continuent encore aujourd'hui, quand les Allemands insistent hautement sur leur désir de mettre fin aux souffrances des peuples combattants. Malgré le désir de sortir de sa pénible situation ac-

tuelle, la Belgique ne peut consentir qu'à une paix qui lui rende sa complète indépendance politique et économique, assure l'intégrité de son territoire et de ses colonies, l'indemnise des dommages causés et lui donne des garanties sûres pour l'avenir. Vient enfin l'expression de la reconnaissance pour l'aide accordée par l'Amérique et son peuple et pour les protestations contre la déportation de la population de Belgique en Allemagne. Pour conclure, il y est exprimé l'espoir dans le soutien de l'Amérique, quand, à la fin de la guerre, la Belgique réclamera le rétablissement de sa situation antérieure et de ses droits.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1005.

29 décembre 1916/11 janvier 1917.

Contrairement à ce qu'il m'avait dit précédemment, Cambon m'a dit aujourd'hui que comme Paléologue avait été invité à le communiquer à Votre Excellence, il serait remis accusé de réception de leurs notes aux ministres de Suisse et des trois puissances scandinaves. En outre, il sera remis aussi au premier copie de la note responsive au président Wilson, et pour les trois autres il a été décidé de se borner à se référer à la réponse envoyée à Wilson.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1006.

30 décembre 1916/12 janvier 1917.

Je me réfère à mon N° 1000.

Cambon m'a dit hier que le voyage à Pétrograd était retardé. Il était sous l'influence du télégramme de Paléologue relatif au désir exprimé par vous dans ce sens et estimait de la sorte l'affaire décidée. Aujourd'hui, j'ai appris que Briand a envoyé hier soir un télégramme à Pétrograd pour insister sur le départ des ministres de Paris le 3/16 comme il était prévu. Cependant, l'ambassadeur d'Angleterre a transmis que son gouvernement insiste pour que le voyage soit ajourné. Cambon pense que l'affaire sera réglée dans ce dernier sens.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1007.

30 décembre 1916/12 janvier 1917.

Dans les journaux ont paru des informations relatives à l'arrivée à Salonique des représentants français et anglais. Je prierai instamment Votre Excellence de me tenir au courant des intentions du gouvernement impérial quant à la désignation du représentant russe.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1012.

31 décembre 1916/13 janvier 1917.

Je me réfère à mon 1005.

Hier Paléologue a été invité à soumettre à votre approbation les textes des réponses à l'intervention pacifique de la Suisse et des pays scandinaves.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1013.

31 décembre 1916/13 janvier 1917.

Je me réfère au télégramme de l'Ambassadeur à Londres N° 887 et à mon télégramme N° 1006.

Cambon m'a confirmé les informations contenues dans ce télégramme, ajoutant que de cette façon les gouvernements français et anglais étaient d'accord sur le point qu'il était désirable que le départ des ministres d'Angleterre pour Pétrograd ait lieu le 7/20 janvier. Paléologue est invité à vous le communiquer.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1014.

31 décembre 1916/13 janvier 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Vu la réserve et la restriction contenues dans la note responsive grecque, le gouvernement anglais a proposé une nouvelle intervention instante à Athènes. Il a été envoyé à ce sujet, à Guillemin, des instructions quant à cette nouvelle intervention *si omnes*. Paléologue en a été en même temps informé.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1015.

31 décembre 1916/13 janvier 1917.

J'ai parlé avec Briand dans le sens du télégramme 5573, mais je n'ai pas encore reçu de réponse. Raffalovitch a eu un entretien avec Ribot, qui a exprimé qu'il était prêt à aller au-devant des désirs de Votre Excellence, mais le gouvernement français ne peut pas maintenant nous munir de valeurs suédoises, ne disposant pas de la quantité voulue.

SEVASTOPOULO.

1917

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 1.

1^{er}/14 janvier 1917.

Reçu vos télégrammes 5671 et 5672.

Je me réfère au télégramme de Kal N° 256.

J'en ai transmis la teneur à Cambon qui m'a dit qu'il était entièrement disposé à aller à la rencontre du gouvernement impérial. En réponse à ma déclaration, Briand m'a informé par lettre que le gouvernement français ne voyait pas d'obstacle à la satisfaction de ces désirs, dans la mesure où cela était réalisable du point de vue militaire, et qu'il conférait à ce sujet avec le ministre de la Guerre. Il attire l'attention de ce dernier sur le point qu'il est désirable du point de vue général de mettre fin à l'anarchie qui règne dans les monastères du mont Athos.

Entre temps, j'ai reçu le télégramme de Salonique N° 268 et j'en ai transmis la teneur au ministre des Affaires étrangères.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 2.

2/15 janvier 1917.

Reçu votre télégramme du 1^{er} janvier, sans numéro.

L'erreur est certainement provenue d'une faute de transmission, car texte qui m'a été communiqué comme définitif, ainsi que celui publié dans journaux, portait « des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques. » Passage avait d'ailleurs attiré mon attention parti-

culière et c'est sur une observation faite par moi à titre personnel et privé que les mots « ainsi que » avaient été supprimés au projet primitif.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 4.

2/15 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

A propos de la visite de Lambros par notre ministre et le ministre d'Italie, Cambon s'est plaint vivement à moi de la position que continue à observer Démidof vis-à-vis du gouvernement grec. Vu le lien étroit des rapports russo-français, on témoigne ici d'une beaucoup plus grande susceptibilité vis-à-vis de la démarche de Démidof que vis-à-vis de celle de Bozdari. On estime ici que les exhortations des ministres ne peuvent être d'aucun profit, car les Grecs essaient seulement de gagner du temps, tandis que de pareilles interventions particulières des deux représentants peuvent seulement enraciner chez les Grecs la conviction d'une divergence de vues entre les puissances. En outre, Guillemin télégraphie qu'Elliot, qui est rentré hier de Rome, partage pleinement son opinion qu'il ne convient pas pour le moment que les ministres rentrent à Athènes, sauf pour le cas où ils auraient à assister à un salut solennel aux pavillons à titre d'excuse pour les événements du 18 novembre.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 5.

2/15 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Bien qu'on fût profondément convaincu ici que la Grèce se déroberait de toutes ses forces à l'exécution loyale des exigences des puissances, on avait espéré néanmoins que précisément dans le but de gagner du temps elle ferait semblant de se soumettre et accepterait l'ultimatum élaboré à Rome. Dans de telles conditions, sa réponse évasive a été très désagréable au gouvernement français, qui s'est décidé à la publier seulement aujourd'hui. Il avait différé cette publication dans l'espoir d'un événement quelconque susceptible d'atténuer jusqu'à un certain point l'impression

pénible que ce document devait produire sur le public français. Un tel événement aurait pu être des excuses solennelles pour les événements du 18 novembre. Ce nouvel insuccès dans les affaires de Grèce, vis-à-vis desquelles l'opinion française témoigne d'une susceptibilité particulière, peut créer des difficultés au gouvernement et dans le Parlement.

SEVASTOPOULO.

(Le télégramme ci-dessus porte l'annotation suivante de la main de l'empereur : « Je ne comprends pas une pareille susceptibilité des Français. » — Tsarskoié-Sélo, 5 janvier 1917.)

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 6.

3/16 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon télégramme N° 4 et au télégramme de Démidof N° 7.

Je n'ai pas manqué d'attirer l'attention de Cambon sur la contradiction entre la visite de Lambros par le ministre d'Angleterre et le point de vue de ce dernier sur de pareilles visites, point de vue qu'a transmis Guillemin dans le télégramme reçu ici hier. Cambon a reconnu qu'effectivement l'affaire n'était pas tout à fait claire et a questionné à ce sujet Guillemin. En même temps, il m'a montré le télégramme susmentionné de Guillemin, dans lequel celui-ci dit qu'Elliot estime comme lui-même : 1) que le blocus ne peut pas être relâché avant exécution par la Grèce de nos revendications; 2) que jusqu'alors les ministres doivent demeurer à bord de l'escadre; 3) qu'en connexion avec cela la présentation solennelle des excuses pour les événements du 18 novembre doit être ajournée jusqu'au retour des ministres à Athènes.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 7.

3/16 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon N° 6.

Le journal *Le Matin* a imprimé aujourd'hui qu'un tiers de tout le nombre des canons se trouvant en Grèce est déjà

transporté dans le Péloponèse. Après enquête, cette information ne peut pas être considérée comme digne de foi. Sa publication dans un journal inspiré par Briand est expliquée par le désir d'atténuer quelque peu la mauvaise impression produite sur l'opinion publique par la réponse évasive du gouvernement grec publiée hier.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 8.

3/16 janvier 1917.

Je me réfère à votre télégramme 21.

J'en ai communiqué la teneur à Cambon qui m'a dit que le ministre de Roumanie avait déjà donné ici des explications quant à l'impossibilité absolue de détruire les réserves d'approvisionnement de blé et autres en Moldavie. Cette province, d'après ses paroles, est loin d'être aussi riche que la Valachie; sa population n'a que les réserves nécessaires pour son alimentation personnelle et la destruction de ces réserves la vouerait à la famine. Cambon a promis de me donner réponse à votre télégramme.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 9. (*Personnel.*)

4/17 janvier 1917.

Un télégramme Havas communique l'interdiction à partir du 1^{er} janvier de la sortie de Russie de journaux, revues et livres. J'espère que le ministère réussira à obtenir que lesdites mesures ne soient pas appliquées aux productions adressées au nom du personnel des institutions diplomatiques qui, déjà, sans cela, est placé dans une situation très dure par suite de la pauvreté des informations de Russie.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 10.

4/17 janvier 1917.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Briand a télégraphié à l'ambassadeur de France à Londres que vu la nécessité de donner une certaine satisfac-

tion à l'opinion publique, en connexion avec les événements d'Athènes du 18 novembre, il n'estimait plus possible de retarder la cérémonie solennelle de la présentation des excuses. En conséquence, et d'autre part par suite du fait que le retour maintenant des ministres dans leurs légations est absolument indésirable, Briand propose qu'il leur soit demandé d'aller à Athènes pour assister à ladite cérémonie et de rentrer ensuite à bord de l'escadre. Dans le même télégramme, Briand exprime l'idée qu'il est nécessaire, conformément aux promesses données à la Grèce, de prendre toutes les mesures pour ne pas admettre le gouvernement provisoire à participer à l'administration de l'île de Cérigo.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 11.

4/17 janvier 1917.

La réponse aux propositions de paix de la Suisse et des Etats scandinaves a été remise aujourd'hui à leurs ministres.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 14.

5/18 janvier 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère au télégramme de Démidof N° 9.

Je télégraphie à Athènes : « Je n'ai pas pu ne pas transmettre à Pétrograd, avec copie à vous, les paroles de Cambon et à ce propos je me suis abstenu de toute appréciation personnelle. Je ne vous cacherai pas cependant que sous l'influence de Guillemain j'ai été effectivement quelque peu embarrassé par votre démarche faite avec Bozdari, seuls, sans la participation des représentants de nos deux autres Alliés principaux. Quand le lendemain j'ai su qu'Elliot aussi avait visité Lambros, je n'ai pas manqué d'attirer l'attention de Cambon sur le jour inexact sous lequel l'affaire avait été présentée par Guillemain. Voir les télégrammes 4 et 6. »

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 15.

5/18 janvier 1917.

A propos des bruits parvenus ici relativement à des malentendus entre notre mission militaire et la mission militaire française en Roumanie, il a été envoyé au général Berthelot un télégramme que Cambon m'a lu et qui a été communiqué aussi au général Jeannin. Dans ce télégramme est attirée l'attention spéciale du général Berthelot sur la nécessité d'éviter soigneusement tout ce qui est susceptible de provoquer notre plus léger mécontentement; il y est indiqué la suprématie de nos intérêts dans les Balkans et notre rôle directeur dans les opérations militaires locales. Il est rappelé au général qu'il n'apparaît nullement comme le conseiller du roi et que son activité doit se limiter exclusivement à la réorganisation de l'armée roumaine.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 16.

5/18 janvier 1917.

Aujourd'hui est parti pour Londres, pour se rendre de là en Russie, le ministre des colonies Doumergue, accompagné du général de Castelnau, du vice-directeur de la chancellerie du ministre des Affaires étrangères Kemerer et d'autres personnes dont la liste vous est communiquée par l'ambassadeur de France.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 17.

5/18 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Le gouvernement français a fait des représentations à Rome à propos du fait que le ministre d'Italie à Athènes avait assisté à des prières solennelles et cela en uniforme.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 18.

5/18 janvier 1917.

Bien que la santé de l'ambassadeur se soit sensiblement améliorée, il n'est toujours pas en état de s'occuper

des affaires. L'attaché militaire, colonel comte Ignatieff, aurait dû déjà depuis quelque temps être promu au grade de général-major, mais ladite promotion a été retardée du fait que le comte Ignatieff n'a pas de stage comme commandant de régiment. Ne désirant pas être compris dans le nombre des officiers qui ont refusé ou qui n'ont pas désiré commander un régiment, Ignatieff, dans un rapport envoyé par lui à l'état-major, demande qu'un régiment lui soit donné au cas où cela serait reconnu possible sans dommage pour la cause de la conduite de la guerre. L'ambassadeur estime que le rappel d'Ignatieff n'est pas du tout souhaitable, vu la situation qu'il s'est acquise ici comme attaché militaire et. (1) causerait un grand tort pour les commandes concernant le ravitaillement en munitions qui, comme vous le savez, a été très heureusement organisé par lui et il vous demande de ne pas refuser d'appuyer auprès du ministre de la guerre son point de vue qu'il est très désirable, dans l'intérêt du service, de maintenir le comte Ignatieff dans le poste qu'il occupe actuellement avec promotion au grade de général-major.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 23.

7/20 janvier 1917.

J'ai reçu la visite de l'ancien ministre de Grèce, M. Romanos, qui est maintenant agent à Paris du gouvernement provisoire de Salonique et qui m'a expliqué que le gouvernement anglais avait exprimé son consentement à la nomination en Angleterre aussi de représentants consulaires du gouvernement provisoire de Salonique. Un pareil consentement interviendra d'après ses paroles, ces jours-ci, également de la part du gouvernement français. En l'absence, quant à présent, à Pétrograd, d'un représentant diplomatique du gouvernement provisoire, Romanos est chargé de demander, par l'entremise de l'ambassadeur impérial, le consentement de Votre Excellence à la nomination de l'ancien consul général de Grèce à Odessa Kopsambelis comme consul général du gouvernement provisoire dans la même ville.

SEVASTOPOULO.

(1) Non déchiffré.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 25.

7/20 janvier 1917.

Je me réfère à mon N° 10.

Paul Cambon est chargé d'insister auprès du gouvernement anglais sur la nécessité de ne pas retarder plus longtemps la présentation solennelle des excuses par le gouvernement grec pour les événements du 18 novembre, vu que l'opinion publique réclame avec impatience cette satisfaction.

(*Confidentiel.*) L'agitation au Parlement sur la base des affaires grecques continue, et hier il y a eu à ce sujet une interpellation dont la discussion est fixée à jeudi. Le gouvernement s'efforce de calmer l'opinion publique et la presse par des informations relatives au cours de l'opération de l'évacuation des troupes dans le Péloponèse. Mais d'après ce que je sais le gouvernement considère en réalité les informations qui parviennent à ce sujet comme peu satisfaisantes, car elles n'annoncent l'évacuation jusqu'à présent que de 82.000 hommes.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 26.

8/21 janvier 1917.

L'opinion publique ici est extrêmement inquiétée par l'absence de renseignements précis sur notre politique intérieure, d'autant plus que parfois notre censure télégraphique laisse passer des nouvelles fragmentaires d'un caractère alarmant, comme par exemple la nouvelle prise dans le journal *Reitch* que soi-disant vous aviez donné votre démission, ainsi que les ministres des finances et du commerce, tandis que dans certains télégrammes il était parlé d'un congé de deux mois pris par vous. Une extrême alarme a été provoquée également par la nouvelle relative à l'interdiction soi-disant intervenue d'envoyer des journaux à l'étranger. Cette mesure produit ici l'impression qu'il se passe chez nous des événements que nous nous efforçons par tous les moyens de cacher à nos Alliés. J'estimerai très désirable, dans l'intérêt de la cause, que l'Ambassade impériale fût munie de données précises afin qu'elle puisse agir d'une façon privée sur la presse locale et présenter les événements sous le jour désirable pour

nous. A propos des nouvelles de Russie, il convient de noter l'impression favorable produite par la nomination du général Biélaieff.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° (1).

9/22 janvier 1917.

La discussion fixée à jeudi de l'interpellation sur les affaires de Grèce aura lieu probablement en séance secrète et le gouvernement est convaincu de son issue favorable; l'opposition sera placée dans une situation assez défavorable parce que sur elle pèse *onus probandi* des fautes commises, tandis que tous les matériaux sont considérés comme secrets et se trouvent à la disposition du gouvernement qui n'aura pas de peine à présenter à la Chambre des documents démontrant que sa liberté d'action a été entravée par la nécessité de tenir compte des exigences des puissances alliées. L'intérêt principal de l'issue de la séance résidera dans le chiffre de la majorité que le gouvernement réussira à obtenir et dans la constatation si cette majorité n'a pas diminué depuis les dernières séances secrètes comme elle avait déjà diminué dans l'intervalle qui s'était écoulé entre les séances secrètes de juin et de décembre.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 29.

9/22 janvier 1917.

Le rescrit impérial au nom du président du Conseil des ministres, comme on peut déjà en juger par les échos des journaux, produit ici une excellente impression, principalement par suite des paroles augustes de bienveillance à l'adresse des institutions législatives et des zemstwos. Ainsi que je l'ai fait connaître hier, on suit avec inquiétude ici notre politique intérieure. Par le fait de la rareté de nouvelles précises, il s'était même répandu ici des bruits relatifs à des désordres à Pétrograd et en général on sentait la crainte que ces complications dans la vie politique intérieure de la Russie puissent créer des conditions défavo-

(1) Non déchiffré.

rables pour la conduite de la guerre. En ce qui concerne notre décision de mener la guerre jusqu'à la victoire, toute nouvelle proclamation de cette décision sera toujours ici très chaleureusement accueillie par l'opinion publique. En même temps, comme vous le savez, ici s'observait, relativement à ce point, une certaine crainte sous l'influence des interprétations provenant principalement de Russie sur les soi-disant tendances germanophiles de votre prédécesseur, mais depuis les déclarations si catégoriques de Trepof et de vous, ainsi qu'après la déclaration sur le sort prévu de Constantinople et des Détroits, cette alarme s'est apaisée dans des proportions importantes. Ici on commence à avoir conscience qu'il est impossible d'admettre qu'en Russie puisse se trouver un seul homme d'Etat ou un seul parti politique capable de se décider à une paix prématurée qui priverait la Russie de la réalisation de ses aspirations séculaires. On remarque ici une certaine tendance à envisager notre crise intérieure comme le résultat des intrigues allemandes et germanophiles.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 32. (Personnel.)

10/23 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Bien que je sois presque complètement rétabli, après une forte crise d'influenza, je ne puis toujours pas sortir et aller au ministère des Affaires étrangères, et pour ce motif je suis obligé de laisser encore pour quelques jours la direction des affaires au conseiller. Hier, j'ai reçu la visite de Cambon qui, dans un entretien prolongé, s'est entre autres arrêté en détail sur les affaires de Grèce. Il m'a confirmé en général tout ce qui est exposé dans les télégrammes du conseiller quant à la situation alarmante en Grèce et en particulier quant au cours peu satisfaisant jusqu'à présent que suit le transport des troupes dans le Péloponèse. Il est comme précédemment profondément convaincu de la non-sincérité du roi Constantin et de son gouvernement qui n'ont jamais agi autrement que sur l'ordre de Berlin et s'efforcent seulement de gagner du temps dans l'espoir d'une offensive allemande sur Salonique.

(Très confidentiel.) Des paroles de Cambon je peux conclure que cette conviction est fondée non sur les rap-

ports de Guillemin, que Démidof accuse d'inexactitude et d'exagération, mais sur des informations pleinement dignes de foi sur une correspondance entre le gouvernement grec et Berlin saisie hors de tout concours de Guillemin, du général Sarraïl ou des agents français en Grèce. De tout cela il apparaît qu'entre les gouvernements grec et allemand il existait un accord parfaitement défini et que ce n'est qu'au cours des tout derniers temps que le roi Constantin a perdu l'espoir dans l'aide allemande et que les Allemands lui ont même conseillé de détruire son artillerie afin qu'elle ne tombe pas entre les mains des Alliés. Vu ces données il y a maintenant l'espoir que le roi et son gouvernement ne se décideront pas cette fois à continuer leur politique d'atermoïements. J'estime de mon devoir de rapporter d'une façon détaillée l'opinion de Cambon qui se distingue par sa modération, son expérience et sa sincérité.

ISVOLSKY.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 33.

11/24 janvier 1917.

Paléologue est chargé de vous informer que le général Lyautey, pour des considérations d'un caractère militaire, estime nécessaire l'occupation des villes de Volo, de Larissa, ainsi que de la ligne de chemin de fer vers le nord.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 34.

12/25 janvier 1917.

Je me réfère à mon 33.

Relativement à l'occupation envisagée par le gouvernement français de Volo et du chemin de fer, Barrère télégraphie que Sonnino n'y voit pas d'objections de principe, mais estime que l'on ne doit pas s'adresser au gouvernement grec à ce sujet avant la levée du blocus, vu qu'entre cette nouvelle exigence et la crise actuelle il ne doit pas y avoir de liaison. Paul Cambon, de son côté, télégraphie que le gouvernement anglais, avant de donner son avis, propose d'étudier les propositions françaises du point de vue de leur caractère d'application pratique.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 36.

13/26 janvier 1917.

J'ai reçu aujourd'hui la visite du directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, accompagné du directeur de la Société générale André Homberg; se référant aux conversations qu'il a eues avec vous l'été dernier relatives à ce que nous soient accordés des crédits pour les besoins commerciaux, il a expliqué que certaines banques parisiennes avaient maintenant élaboré dans ce but une nouvelle combinaison financière permettant de tourner à l'avenir tous les obstacles surgis ici. L'essence de cette combinaison vous est transmise sous le N° 2. Ainsi que l'ont expliqué Benac et Homberg, ce schéma a été soumis par eux à Ribot, qui l'a accueilli avec beaucoup de sympathie, et s'il est approuvé par le gouvernement impérial il ne restera qu'à le mettre au point en vue d'une réalisation immédiate. Ce schéma a, d'après leur opinion, les avantages suivants : il se passe de la participation de la Banque de France et de la sorte écarte le principal des obstacles précédemment surgis. Grâce à l'entremise d'une société fondée il assure le maintien de la valeur ou des paiements rien qu'en France seulement ; en même temps, il sert pour le gouvernement russe de source d'emprunt intérieur devant encourager l'achat du rouble par les Français, achat quelque peu retardé par la situation actuelle. En outre, Homberg a expliqué qu'à son avis, pour nos finances, il arriverait un moment très dangereux quand, avec l'amélioration de la situation militaire et générale et avec la montée, en connexion avec cela, de notre cours, le public commencerait à réaliser les roubles dans le but de payer les dettes accumulées en valeur étrangère et que cela pourrait provoquer une nouvelle et longue chute à laquelle la combinaison proposée pouvait également servir de préservatif. Mes interlocuteurs m'ont assuré également que dans le cas de l'acceptation par nous de leurs propositions toutes les grosses banques d'ici ne manqueraient pas de se joindre à eux, même celles qui au début peuvent avoir envers cette combinaison une attitude négative; en particulier, ils ont fait mention du Crédit lyonnais, dont le président Bethenod, quand ils lui ont pour la première fois exposé cette combinaison, l'a envisagée avec beaucoup de sympathie, alors que le Crédit lyonnais dans la suite y a renoncé. Benac et Homberg expliquent cela en

partie par un certain amour-propre de cette institution qui, l'été dernier, a mis en avant sans succès sa propre combinaison. A ma question : pourquoi ne s'adressent-ils pas directement au conseiller privé Raffalovitch, mes interlocuteurs ont répondu que c'était exclusivement dans la crainte que ce dernier n'envisage pas leur projet d'une façon amicale, vu l'influence qu'a sur lui le Crédit lyonnais et pour d'autres causes. J'ai eu récemment l'occasion de m'entretenir avec le vice-directeur de la Banque de France Sergent, connu du gouvernement impérial, dont le présent projet était connu et qui me l'a chaudement recommandé. Je me permets d'espérer que vous ne refuserez pas de me munir en temps voulu d'indications relativement à la réponse qu'il appartient de donner à la proposition des banques susmentionnées.

SEVASTOPOULO.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
aux Ambassadeurs à Paris et à Rome**

N° 216.

Pétrograd, 13 janvier 1917.

Bibikof télégraphie que d'après des informations de la presse suisse l'Allemagne, vu le caractère pénible de sa situation économique, concentre ses forces pour un nouveau coup. Les réserves de matériel militaire sont énormes. Il est difficile de savoir où le coup sera porté. On dit que la campagne contre la Roumanie est terminée et que les troupes sont transportées sur le front occidental. On parle aussi d'une offensive contre l'Italie. Si l'on rapproche ces nouvelles de l'interdiction générale édictée par l'Allemagne, le 16 janvier nouveau style, d'importer de Suisse, naît la supposition que l'Allemagne comme dans les cas précédents de fermeture de la frontière suisse procède à un nouveau regroupement de ses forces. Nous estimerions profitable que vous portiez ce qui précède à la connaissance du gouvernement près duquel vous êtes accrédité.

POKROVSKY.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 37. (*Urgent.*)

14/27 janvier 1917.

Prière télégraphier d'urgence sur quel front précis,

d'après les informations de Bibikof (télégramme du ministre N° 216) sont transportées les troupes allemandes.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 39.

14/27 janvier 1917.

(Copie à Londres.)

Je me réfère au télégramme de Nabokoff N° 32.

Ici aussi le ministre de Roumanie a soulevé hier la requête de l'admission de Bratiano à la conférence, se référant à votre assentiment qui y avait déjà été donné d'après ses paroles. Paléologue est chargé de vous informer que dans de telles conditions le gouvernement français ne voit pas d'obstacle à ce que ladite requête soit satisfaite.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaire à Paris

N° 40.

14/27 janvier 1917.

Je me réfère à votre télégramme N° 190.

J'en ai transmis la teneur à Cambon qui, personnellement, partage pleinement votre opinion qu'il n'est pas besoin de répondre à la nouvelle intervention américaine. Il est persuadé que telle sera aussi l'opinion du gouvernement français et il a promis de me prévenir dans le cas où ces dispositions se modifieraient.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 41.

14/27 janvier 1917.

J'ai reçu votre 5582.

Les représentants à La Haye et à Washington ont été chargés d'insister auprès des gouvernements de Hollande et d'Amérique dans le but qu'il soit attribué à leurs représentants à Bucarest la possibilité de rester dans cette ville. Le droit des représentants neutres de rester dans les pays occupés est motivé d'une façon prolixie par le gouvernement français; le texte de son argumentation vous est envoyé par valise.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 44.

14/27 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

D'après des informations reçues ici, l'ancien attaché militaire d'Allemagne Falkenhausen, l'attaché naval Gransi et l'ex-directeur de l'institut archéologique allemand Karoth sont revenus secrètement à Athènes; à Janina est rentré aussi l'ancien consul général d'Autriche dans cette ville. Les ambassadeurs de France à Pétrograd, Londres et Rome ont été invités à proposer aux gouvernements alliés de rappeler au gouvernement grec l'obligation prise par lui d'expulser certaines personnes et à cette occasion il est prévu de se borner à des expressions générales sans faire mention pour le moment des renseignements ci-dessus mentionnés.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 45.

14/27 janvier 1917.

(Copie à Christiania.)

Je me réfère au télégramme de Goulkevitch N° 9.

Le ministre de Norvège a transmis aujourd'hui à Cambron le texte du télégramme reçu par lui de Christiania, dans lequel le gouvernement norvégien remercie Briand pour son attitude de bienveillante sympathie et lui donne l'assurance que la Norvège n'a nullement l'intention de violer les engagements pris par elle vis-à-vis de l'Angleterre au profit de l'Allemagne. Elle a l'intention de ne céder à l'Allemagne que la partie du poisson dont elle a, d'après son accord avec l'Angleterre, le droit de disposer librement. Elle a besoin de produits qu'elle ne peut se procurer qu'en Allemagne et cela par voie d'échange contre ses propres produits et un pareil échange est nécessaire pour entretenir les relations amicales entre les deux Etats. Elle espère arriver à un accord fondé sur l'échange des produits dans des quantités limitées.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 46.

14/27 janvier 1917.

Le ministère des Affaires étrangères a communiqué que les Français avaient à peu près en Allemagne 335.000

prisonniers de guerre, tandis que le chiffre des Allemands prisonniers en France s'élevait au 15 décembre à 162.541. Le ministère demande de considérer les informations communiquées, qui n'ont pas été publiées en France, comme tout à fait confidentielles et il renouvelle sa demande d'information; quant au chiffre des Allemands prisonniers en Russie et des Russes prisonniers en Allemagne, le chiffre de ces derniers indiqué dans votre télégramme 5097 a déjà été communiqué au gouvernement français, mais apparemment il a maintenant sensiblement augmenté.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 49.

15/28 janvier 1917.

(Copie à Rome.)

Je me réfère à votre 216.

J'en ai transmis la teneur à Cambon. D'après des informations reçues ici les mesures prises cette fois par les Allemands à la frontière de Suisse n'ont pas de caractère militaire; il n'y a pas de complète fermeture de la frontière et les voyageurs continuent à être admis à la traverser. Est interdite seulement l'exportation de Suisse. Cela s'explique par des considérations de caractère économique et peut-être aussi par le désir d'exercer une pression sur la Suisse.

SEVASTOPOULO.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
à l'Ambassadeur à Paris
et au Chargé d'Affaires à Londres**

N° 255.

15 janvier 1917.

(Communiqué à Rome et Athènes.)

D'après des informations dignes de foi en notre possession, le gouvernement italien se prononce en faveur d'un certain relâchement maintenant du blocus de la Grèce, vu l'expiration du délai de quinze jours établi par les puissances et la réception d'informations quant au mouvement incessant des troupes grecques vers le Péloponèse, après quoi il serait possible de procéder à la réalisation du

plan relatif à l'occupation de Volo et de Larissa. Nous avons toujours envisagé les mesures prises contre la Grèce du point de vue de la nécessité militaire comme ayant pour but principal d'assurer la sécurité et le succès de l'armée de Salonique. Veuillez éclaircir si le gouvernement près duquel vous êtes accrédité estime les résultats obtenus sous ce rapport comme suffisants et la situation militaire comme suffisamment consolidée pour que le relâchement du blocus n'aggrave pas la situation militaire des Alliés et me télégraphier le résultat.

POKROVSKY.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 50.

15/28 janvier 1917

Briand vient de me remettre la copie de sa note responsive à la démarche faite récemment par l'ambassadeur d'Angleterre ici touchant l'incident survenu à propos de la concession française à Tien-Tsin. De cette note, qui est brièvement transmise sous mon N° 2, il appert la tendance du gouvernement chinois à induire les gouvernements alliés en erreur et à désunir leur action pour le règlement de l'incident ci-dessus. C'est pourquoi Briand vous demande de ne pas refuser de renouveler, en concordance avec les données contenues dans sa note, les instructions données déjà précédemment sur cette affaire à Koudachef et aussi il désirerait connaître le point de vue du gouvernement impérial relativement à l'opportunité d'adjoindre à l'action concertée avec les légations alliées dans ladite question les représentants à Pékin de l'Italie et de la Belgique, qui sont également intéressées à la solution favorable du conflit, ayant des concessions à Tien-Tsin.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° ... (1).

15/28 janvier 1917.

N° 2. — Je me réfère à mon télégramme ... (2). Le plan en question consistera entièrement à substituer aux achats

(1) Numéro non déchiffré.

(2) Non déchiffré.

des devises des opérations d'avance. (1) en France contre dépôts roubles à Pétrograd dans conditions suivantes. Avances seraient consenties par organisme spécial constitué en société française. Dépôts roubles à Pétrograd au compte Chancellerie Crédit seraient convertis en bons Trésor russe. Fonds nécessaires pour avances seraient procurés au moyen bons à cinq ans de susdite société, garantis par le gouvernement russe et placés par banques dans le public français. Première tranche envisagée pourrait être de 200 à 300 millions de francs. Avances seraient faites par société avec l'assentiment d'un représentant spécial de la Chancellerie Crédit et pour compte de cette dernière. Les intérêts des avances, le taux des bons et la marge nécessaire entre dépôts roubles et montant avances seraient établis en accord avec Chancellerie Crédit et resteraient fixes pendant toute la durée des opérations. La différence entre le change officiel des fonds procurés par les bons et les intérêts des avances serait calculée de façon à couvrir les frais de l'opération. La société ne devant réaliser aucun bénéfice ni assumer aucun risque, tout bénéfice éventuel serait acquis à la Chancellerie Crédit qui donnerait à la société une rémunération forfaitaire modique pour la gestion des opérations et les frais généraux. D'après l'avis des banques, ce plan offre les avantages suivants. Il est avantageux pour le cours du rouble. Pleinement . . . (2) de satisfaire les demandes de change sur la France tant pendant la guerre que pendant une certaine période subséquente. Il procure les moyens de faire face aux demandes privées, change et effectif, sans risque réel et sans effort de trésorerie pour le gouvernement russe. Il atténue les difficultés du commerce russe. Il consolide le crédit des entreprises russes tout en comportant le contrôle du gouvernement russe pour toutes les opérations, même à Paris. Il permet aux débiteurs russes d'acquitter leurs dettes et notamment aux sociétés russes ainsi qu'aux municipalités de payer leurs coupons et leurs dividendes, et il rétablit en général les échanges entre les deux pays dans des conditions infiniment moins onéreuses que les achats de roubles au cours actuel.

SEVASTOPOULO.

(1) Non déchiffré.

(2) Non déchiffré.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° ... (1).

15/28 janvier 1917.

N° 2. — Bref résumé de la teneur de la note de Briand à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris le 24 janvier: Par une note du 20 janvier, lord Bertie a transmis au gouvernement français que le ministre chinois des Affaires étrangères dans un récent entretien avec le ministre d'Angleterre à Pékin avait déclaré à ce dernier que conformément au télégramme du ministre de Chine à Paris le gouvernement français serait soi-disant prêt à accepter les conditions proposées par le gouvernement chinois pour régler l'incident de Tien-Tsin dès que ce dernier se sera assuré l'appui de la part des représentants de l'Angleterre et de la Russie à Paris. Le ministre d'Angleterre n'a pas cependant estimé possible de commencer les pourparlers dans le sens ci-dessus. En réponse à la communication faite par Bertie, Briand a exprimé son extrême satisfaction à propos d'un pareil mode d'action du représentant de l'Angleterre à Pékin et a expliqué que le gouvernement français n'avait jamais donné au ministre de Chine ici les assurances auxquelles se réfère le gouvernement chinois, et conformément auxquelles le cabinet de Paris serait soi-disant prêt à renoncer au point de vue qui a été exprimé par lui dès le début d'une façon tout à fait claire, savoir que le conflit doit être réglé au moyen de l'acceptation par la Chine du projet élaboré par l'ancien ministre d'Angleterre à Pékin. De l'avis de Briand, le télégramme mentionné du ministre de Chine à Paris constitue une tentative manifeste pour arriver à ses fins au moyen de la division des représentants des puissances à Pékin. Pour faire échouer cette tentative le gouvernement français s'est déjà empressé de prescrire à son chargé d'affaires à Pékin de se prononcer auprès du gouvernement chinois dans le sens des instructions reçues précédemment par lui et de demander de nouveau l'appui de ses collègues dans cette affaire. Ce dernier point continue à présenter comme précédemment de sérieuses difficultés. Conformément au télégramme du chargé d'affaires à Pékin, du 22 janvier, le ministre chinois des Affaires étrangères, après l'insuccès de sa tentative de désunir les puissances, a maintenant décidé d'élever une protestation formelle

(1) Numéro non déchiffré.

contre l'intervention des trois légations alliées dans la solution d'un conflit purement franco-chinois et a même menacé les ministres de Russie et d'Angleterre de leur interdire le recrutement de coolies s'ils s'obstinent dans leur solidarité avec la légation de France. Vu la possibilité que cette menace produise impression sur les colonies alliées à Pékin et à Tien-Tsin, Briand demande au gouvernement anglais comme au gouvernement russe de renouveler leurs instructions à leurs représentants en Chine pour appuyer les instances du représentant de la France en vue du règlement de l'affaire conformément aux bases précédemment indiquées sur l'initiative du ministre d'Angleterre.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 48.

16/29 janvier 1917.

Les débats au Parlement dans la question des affaires grecques ont continué durant trois jours à huis clos. Ils se sont terminés par la complète victoire du ministère. La majorité a été de 313 voix, c'est-à-dire une voix de plus qu'après la séance secrète de décembre; beaucoup de députés qui avaient voté précédemment avec l'opposition se sont cette fois abstenus, de sorte que le nombre des voix contre le ministère a été seulement de 135, au lieu de 165 en décembre.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° (1).

16/29 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à votre télégramme N° 255.

Comme il m'a été dit, l'ambassadeur d'Angleterre a attiré hier, d'ordre de son gouvernement, l'attention de Briand sur le fait qu'il était désirable de relâcher quelque peu le blocus qui commence à se faire ressentir très cruellement sur la population. Aujourd'hui, après la séance du comité de guerre, Briand a répondu à l'ambassadeur que le gouvernement français n'estimait pas possible de relâcher le blocus, mais était prêt à donner des instructions pour laisser passer une certaine quantité de provisions et

(1) Numéro non déchiffré.

cela sous un contrôle sévère, vu qu'il avait des raisons de craindre qu'il y ait encore en Grèce des dépôts cachés. J'ai transmis la teneur de votre télégramme à Cambon.

SEVASTOPOULO.

**Télégramme secret du Ministre des Affaires étrangères
à l'Ambassadeur à Paris**

N° 256.

15 janvier 1917.

(Communiqué à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au télégramme 36 de Démidof.

Les déclarations du général Cobué qui sont rapportées dans ce télégramme nous ont fort étonnés, vu qu'une pareille façon de poser la question la transporte de la sphère purement militaire dans la sphère politique et menace de provoquer de nouvelles complications.

POKROVSKY.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 53.

16/29 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à votre télégramme 256.

L'ambassadeur d'Angleterre m'a dit que par suite du télégramme d'Elliot, il lui avait été prescrit d'attirer ici l'attention du gouvernement français sur la position prise par le général Cobué et que en conséquence il avait été envoyé de Paris au général Cobué l'instruction précise de ne pas sortir du cadre de la mission qui lui avait été confiée et de s'abstenir de toute immixtion dans le côté politique de l'affaire. Dans de telles conditions je ne prévois pas m'adresser au gouvernement français à ce sujet. L'ambassadeur d'Angleterre m'a montré le télégramme d'Elliot, qui concorde pleinement avec le N° 36 de Démidof.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

16/29 janvier 1917.

Je me réfère à mon N° 9.

Vu la nouvelle requête du ministre de Roumanie, Paléologue a été invité à appuyer auprès de vous la demande

de Bratiano quant à son admission à la conférence. A ce sujet, il est fait observer qu'il ne soit pas admis à toutes les séances et que la situation de la Roumanie diffère quelque peu de la situation des autres Alliés, vu qu'il est stipulé son droit de participer dans les pourparlers.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 55.

17/30 janvier 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon télégramme 52.

Ainsi que m'a dit Cambon, Barrère a été de nouveau invité à faire une représentation à propos de l'activité des représentants de l'Italie en Grèce. En outre, à propos du désir du gouvernement italien d'envoyer un détachement à Corfou, il a été expliqué à Barrère pour sa réponse que la France ne peut pas y consentir. Il lui est fait observer en outre qu'il n'est pas logique pour l'Italie d'envoyer des unités militaires à Corfou quand elle fait remarquer l'insuffisance de ses troupes pour renforcer son détachement à Vallona.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 56.

17/30 janvier 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Cambon m'a confirmé que le gouvernement français, n'estimant pas possible la levée ou le relâchement du blocus, avait cependant donné pouvoir à son ministre à Athènes en accord avec ses collègues pour laisser passer des provisions en prenant à ce propos des mesures pour que les produits qui entreraient ne puissent pas servir à compléter des réserves. Quant au fait qu'il y a des raisons de soupçonner l'existence de pareilles réserves, Cambon n'y a plus fait allusion.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 61.

19 janvier/1^{er} février 1917.

(Copie à Rome.)

Ces jours derniers, en se rendant en Italie, s'est arrêté ici le chef de l'état-major du 14^e corps d'armée, général

Gourko, qui avait été chargé de mener des pourparlers avec le haut commandement français au sujet du renforcement du front de Salonique. Le général a eu une entrevue avec le ministre de la guerre et avec Briand. Avant de partir pour Rome il m'a confié entre autres que Briand lui avait promis d'exercer une pression diplomatique sur l'Italie, faisant remarquer que sa rémunération territoriale serait en proportion de son effort militaire dans cette direction. Cambon, avec lequel j'ai parlé sur ce sujet, m'a dit, d'après les paroles de Briand, que l'entretien en question était loin dans la pensée du président du Conseil des ministres d'avoir eu un caractère aussi précis que l'avait compris le général Gourko.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 62.

20 janvier/2 février 1917.

La nouvelle intervention allemande et la menace du renforcement de la guerre sous-marine sont accueillies ici par l'opinion publique dans un grand calme, ce à quoi a coopéré l'intervention du ministre de la Marine qui jouit d'une grande estime et d'une grande confiance et qui hier a déclaré au Sénat qu'au cours des onze derniers mois il n'avait péri, du fait des opérations des sous-marins, qu'un demi pour cent de la somme générale du tonnage maritime marchand de la France. Le ministre n'a pas caché cependant à ce sujet que le renforcement de la guerre sous-marine pouvait augmenter le nombre des pertes et se traduire par quelque gêne dans la vie de la population, mais il a exprimé la conviction que cette dernière supporterait avec endurance cette épreuve. Il convient de saluer ce discours parce que précisément maintenant, quand dans des conditions de froid exceptionnelles pour la France la population souffre par suite du manque de combustible, la conviction s'était répandue dans le public que cette crise était soi-disant le résultat du coulage de navires, tandis qu'en réalité elle provient de l'insuffisance du tonnage en général. Dans certains cercles habituellement bien informés, les nouvelles interventions de l'Allemagne sont expliquées par les difficultés que cause à la guerre sous-marine l'armement des navires de commerce, vu que cet armement met

les sous-marins dans l'impossibilité de se servir de leurs canons et les oblige à revenir à l'emploi exclusif des torpilles. De la sorte, il s'explique que pour maintenir la guerre sous-marine, même dans ses dimensions précédentes, l'Allemagne s'est trouvée dans la nécessité de renforcer ses moyens. Les journaux et même beaucoup de personnes bien informées voient dans cette nouvelle initiative de l'Allemagne la preuve que celle-ci reconnaît elle-même sa situation désespérée, vu la décision, qui s'est précisée, des Alliés de mener la guerre jusqu'au bout. A ce sujet, on fait observer que si le public français commence à éprouver quelque gêne, cette phase, dans laquelle il entre seulement après deux ans et demi, est intervenue pour l'Allemagne presque dès le début de la guerre.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 63.

20 janvier/2 février 1917.

(Copie à Athènes.)

Romanos a attiré l'attention du gouvernement français sur la situation dans laquelle se trouvent les venizelistes arrêtés au cours des désordres d'Athènes. Bien qu'ils aient été mis en liberté, ils continuent d'être considérés par les autorités judiciaires comme faisant l'objet d'une instruction ouverte et leurs biens se trouvent sous séquestre. Briand a invité Paléologue à vous proposer de présenter au gouvernement grec une réclamation exigeant la cessation formelle au moyen d'une amnistie générale des affaires judiciaires relatives aux susdits individus.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 64.

21 janvier/3 février 1917.

Notre attaché militaire m'a transmis : « Un officier du service des renseignements qui a passé par la Suède a communiqué que la nomination de Sazonof comme ambassadeur à Londres provoquait à Berlin une grande alarme.

Lucius aurait soi-disant déclaré à Stockholm que « un seul Sazonof était plus dangereux pour l'Allemagne à Londres que deux Kitchener ». Le même officier assure que selon les informations que l'on a à Stockholm les Allemands emploieront tous leurs efforts non seulement pour prendre Sazonof à bord, mais même ne reculeront pas devant le coulage du bateau sans aucun avertissement. » Ainsi qu'a ajouté l'attaché militaire, il est absolument impossible de vérifier l'authenticité de ces informations, mais vu leur importance exceptionnelle il a estimé de son devoir de me les transmettre.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 65.

22 janvier/4 février 1917.

A propos de la dernière intervention allemande relativement au blocus, la France a proposé à l'Angleterre et à l'Italie d'intervenir avec elle pour formuler une protestation dont le projet doit vous être communiqué par Paléologue; en même temps, il vous sera proposé de vous joindre à ce projet et des propositions analogues ont été faites aussi aux gouvernements japonais et portugais. Cambon m'a expliqué que si le gouvernement français avait décidé d'effectuer une pareille différenciation entre l'un et l'autre groupe des puissances, ce n'était pas seulement parce que la menace allemande avait en vue seulement les trois grandes puissances occidentales; à ce sujet, principalement, on a eu ici en vue le Japon qui fait toujours extrêmement traîner les pourparlers et qui entre autres témoigne d'une susceptibilité et d'une facilité à se froisser particulières quand des décisions quelconques sont prises sans lui comme cela a eu lieu à propos des modifications peu importantes introduites sans accord préalable avec lui dans la réponse des puissances à Wilson. Dans le mode de poser la question actuellement choisi, le Japon sera privé de base pour se froisser, étant mis sur le même pied que la Russie, mais Cambon a ajouté que la France serait très heureuse de l'adhésion de la Russie à la protestation envisagée tout à fait indépendamment de la question de la réponse que donnera le Japon.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 66.

23 janvier/5 février 1917.

La nouvelle de la rupture des Etats-Unis avec l'Allemagne a produit ici une impression d'autant plus grande qu'on l'avait escomptée ici un moment en liaison avec le coulage du *Lusitania* et ensuite du *Sussex* et que depuis lors s'était enracinée la conviction du pacifisme obstiné du président Wilson, laquelle conviction s'était même encore renforcée après ses notes et son discours. Maintenant encore subsiste quelque crainte que le président, désirant rester fidèle à sa politique « d'impartialité », peut encore intervenir en faisant quelque déclaration défavorable pour les Alliés; mais Cambon m'a dit ce matin personnellement, de lui-même, que vu la façon précise dont s'exprimait depuis ces deux jours en Amérique l'opinion publique, le président ne se déciderait pas à aller à l'encontre de l'état d'esprit du pays. Dans les cercles compétents ici, on estime que la position prise par l'Amérique doit alléger d'une façon importante les pourparlers avec les pays neutres, en particulier dans les questions concernant leur rationnement.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret du Chargé d'Affaires à Paris

N° 68.

24 janvier/6 février 1917.

Les rapports du ministre de France à Rio de Janeiro donnent lieu d'espérer l'intervention du Brésil aux côtés des Alliés. Des pourparlers sont déjà engagés avec lui pour lui accorder une aide financière.

SEVASTOPOULO.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 71.

26 janvier/8 février 1917.

(Copie à Londres, Rome et Madrid.)

La réponse du gouvernement espagnol à la note allemande sur la guerre sous-marine a produit sur le gouvernement français une impression qui n'est pas pleinement favorable. Cambon ne l'a pas caché au diplomate de l'ambassade d'Espagne qui lui a remis ce document, et lui a

fait remarquer la phrase qui l'avait frappé d'une façon particulièrement désagréable, quant à l'espoir de l'Espagne de jouer dans l'avenir le rôle de médiatrice. A la demande de Quinones des mesures sont prises pour que la presse française s'abstienne de critiques violentes à l'adresse de la note espagnole.

(*Confidentiel.*) De source très secrète, j'ai appris ici l'existence de pourparlers confidentiels entre Madrid et Berlin quant à l'attribution par l'Allemagne à l'Espagne d'une ligne de communication libre avec l'Angleterre et à l'achat par l'Allemagne de la récolte espagnole des oranges. Cette information a renforcé ici l'impression défavorable vis-à-vis de l'Espagne.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 72.

27 janvier/9 février 1917.

(Copie à Rome.)

Cambon m'a mis au courant du projet de commission interalliée à Paris proposé par Doumergue, auquel Cambon a donné son consentement. Cambon m'a dit que le gouvernement italien faisait des objections contre les larges pleins pouvoirs proposés par Doumergue pour ladite commission; il m'a lu un télégramme de Rome dans lequel Barrère, de son côté, propose une conférence permanente des ambassadeurs à Paris pour l'examen préalable des questions politiques et militaires dont les décisions seraient prises par les ambassadeurs *ad referendum*. Une pareille conférence, avec un caractère purement consultatif, a apparemment plus de chances d'être acceptée à Rome. Je me permets d'attirer votre attention sur le plan de Barrère qui me paraît plus opportun que le projet de Doumergue, qui n'est vraisemblablement guère réalisable en pratique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 74. (*Confidentiel.*)

28 janvier/10 février 1917.

Paléologue a télégraphié ici qu'il avait proposé d'une manière semi-officieuse de fixer, au moyen d'un échange de lettres avec vous, les assurances reçues par Doumergue de

Sa Majesté l'Empereur au cours de son audience concernant les futures modifications territoriales aux dépens de l'Allemagne et au profit de la France et que vous aviez accueilli cette idée avec sympathie. Briand télégraphie à Paléologue son consentement.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 75.

28 janvier/10 février 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Cambon m'a dit qu'à Rome se propageait l'interprétation attribuée entre autres au cardinal Gaspari que le président Wilson agissait en accord avec le gouvernement allemand et que la rupture diplomatique avec l'Allemagne avait pour but de préparer le terrain à une nouvelle et encore plus énergique intervention en faveur de la paix. Cambon a ajouté qu'on ne croyait pas ici à cette interprétation, émanant vraisemblablement d'agents allemands dans le but d'influer sur l'opinion publique italienne.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 78.

30 janvier/12 février 1917.

A propos de la réponse chinoise à la note allemande sur la guerre sous-marine, le ministre de France télégraphie de Pékin que le gouvernement chinois lui a donné à comprendre qu'il était prêt à aller à une rupture diplomatique avec l'Allemagne aux conditions suivantes : 1) un emprunt garanti par les Etats-Unis ; 2) la modification des conditions de paiement d'après la contribution de 1900 ; 3) la garantie de la souveraineté de la Chine et 4) l'élévation des tarifs douaniers jusqu'à 12 ½ %. Cambon m'a dit que la rupture de la Chine avec l'Allemagne était si importante et désirable que le gouvernement français, de son côté, estimait que ces conditions étaient acceptables. Briand télégraphie dans ce sens dans les capitales alliées. Dans ce télégramme est touchée aussi la question soulevée par le gouvernement japonais de la conclusion d'un accord entre le Japon et les Alliés quant à de futures acquisitions du Japon, accords intervenus entre la Russie, la France, l'An-

gleterre et l'Italie, et Briand se prononce en ce qui le concerne en faveur d'un pareil accord avec le Japon.

ISVOLSKY.

(L'original porte l'annotation de l'empereur : « Cette question nous concerne davantage. » — Tsarskoïé-Sélo, 14 février 1917.)

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 79.

30 janvier/12 février 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Cambon m'a dit qu'ici on était fondé à penser que le gouvernement allemand aspirait à éviter la guerre avec les Etats-Unis et était prêt à faire à l'Amérique des concessions sérieuses. Cela est confirmé par les informations reçues ici de source digne de foi qu'il a été prescrit aux sous-marins allemands d'agir avec circonspection dans la mer du Nord et l'Océan Atlantique et de n'opérer sans égard que dans la Méditerranée. La pierre de touche sera le sort des deux navires américains qui sont partis d'Amérique pour Bordeaux, car l'embouchure de la Gironde est soumise, par les sous-marins allemands, à une surveillance particulièrement minutieuse. Le fait que l'Autriche-Hongrie continue les pourparlers avec Wilson est considéré de même comme indiquant aussi le désir de l'Allemagne de trouver un terrain d'accord; Cambon m'a exprimé l'opinion personnelle que la guerre entre l'Allemagne et les Etats-Unis, si désirable qu'elle soit, aurait aussi des côtés désavantageux pour les Alliés, vu que lors de la conclusion de la paix Wilson pourrait être un partenaire très gênant.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 80. *(Confidentiel.)*

30 janvier/12 février 1917.

(Copie à Athènes.)

Je me réfère à mon 71.

Il a été effectivement envisagé ici la question du rappel de Guillemain et de la nomination de Jonnart, mais par suite du refus de ce dernier, cette combinaison est pour le moment écartée. Guillemain a demandé un congé; s'il vient

ici il ne retournera vraisemblablement guère à Athènes, car, comme on le sait, son activité n'a pas rencontré la sympathie ni de Briand lui-même, ni du ministère des Affaires étrangères.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 84.

31 janvier/13 février 1917.

Je me réfère à votre 427.

J'en ai transmis la teneur à Briand dont je viens de recevoir maintenant la réponse suivante : « Par une note en date du 10 de ce mois, l'ambassadeur de Russie a bien voulu faire part au président du Conseil. (1) du sentiment du ministre de Russie à Pékin sur la situation créée par l'incident de la concession française de Tien-Tsin et sur l'intérêt qu'il y avait à en attendre la solution de préférence par le maintien d'une attitude expectante et par cela du *statu quo* actuel. En accusant réception de cette communication, M. Briand a l'honneur de faire savoir à Son Exc. M. Isvolsky qu'il partage le sentiment du gouvernement impérial et de son représentant en Chine et que les recommandations utiles ont déjà été faites au ministre français à Pékin pour qu'il use dans cette affaire de toute la patience nécessaire et pour qu'il s'efforce, par son attitude, de calmer dans la presse, aussi bien que dans les milieux intéressés, l'agitation que cet incident a pu soulever. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 82.

31 janvier/13 février 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à votre 487.

Je me suis entretenu sur sa teneur avec Briand qui m'a dit que d'après sa conviction l'intervention de Rizof à Christiania et à Stockholm s'était produite incontestablement d'après les suggestions des Allemands et avait pour but principal de semer la défiance entre les Alliés. Cependant, Briand pense qu'on pourrait profiter de l'occasion pour s'efforcer de connaître les dispositions d'esprit du gou-

(1) Non déchiffré.

vernement bulgare. C'est pourquoi, n'attendant pas de là de résultats pratiques particuliers, il ne fait pas d'objections à ce que les Alliés entreprennent des démarches, bien entendu de façon non officielle, dans le sens indiqué par vous et par le moyen que vous trouverez le plus commode.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 83. (*Confidentiel.*) 31 janvier/13 février 1917.

(*Copie à Londres.*)

Je me réfère à... (1).

J'en ai communiqué aussitôt par écrit la teneur à Briand qui m'a dit qu'il ne manquerait pas de me donner la réponse officielle du gouvernement français, mais qu'il ne pouvait pas dès maintenant me déclarer en son nom que l'accomplissement des désirs exprimés dans votre télégramme ne rencontrerait pas de difficulté.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 86. 1^{er}/14 février 1917.

(*Copie à Londres et Rome.*)

Je me réfère à mon 82.

En complément à ses explications verbales dans la question des propositions de Rizof, Briand vient de me communiquer la réponse écrite suivante : « M. Briand a l'honneur de faire savoir à Son Excellence M. Isvolsky que, dans l'opinion du gouvernement de la République, la tentative de M. Rizof n'a pu avoir lieu qu'avec l'autorisation et sous l'impulsion du gouvernement allemand et qu'elle ne constitue sans doute qu'une tentative de l'Allemagne pour diviser les Alliés. En réalité, il semble résulter d'une façon claire du langage tenu par le diplomate bulgare que celui-ci est moins préoccupé d'un rapprochement éventuel avec la Bulgarie que d'une paix séparée de la Russie avec l'ensemble des ennemis de l'Entente. Cette considération est de nature à justifier par elle seule le refus de laisser M. Rizof poursuivre aucune conversation. Du reste, alors même que la Bulgarie aurait, par nécessité de circonstances, l'intention de séparer sa cause de celle des empires centraux,

(1) Non déchiffré.

il y aurait un danger évident à poursuivre des conversations qui risqueraient d'avoir le caractère d'une négociation officielle. Si la Serbie et la Roumanie en avaient connaissance, ces deux puissances ne pourraient qu'en éprouver une vive inquiétude. En tout état de cause, si M. Rizof renouvelait ses tentatives et que le gouvernement impérial estimait qu'il y aurait intérêt à en profiter pour obtenir des indications sur l'état de la Bulgarie, ce résultat ne devrait être recherché que s'il pouvait être obtenu d'une façon particulièrement discrète et indirecte, par des moyens strictement officieux. M. Briand serait très obligé à Son Excellence M. Isvolsky de vouloir bien faire part à Son Excellence M. Pokrovsky des considérations qui précèdent, et qu'il croit de nature à éclaircir une situation qui doit être, de l'avis du gouvernement de la République, traitée avec une prudence particulière. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 89. (*Urgent.*)

3/16 février 1917.

(*Copie à Londres et Rome.*)

Je me réfère à votre télégramme 338 et à mon 86.

J'estime de mon devoir d'attirer votre attention sur le fait que, dans sa réponse officielle, Briand a exprimé son consentement à votre proposition quant à des pourparlers avec la Bulgarie dans une forme beaucoup moins catégorique que dans son entretien avec moi.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 95.

4/17 février 1917.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Je me réfère aux télégrammes d'Athènes N° 32 et 83.

L'ambassadeur d'Angleterre vient à l'instant de remettre à Cambon un mémorandum contenant le texte du télégramme adressé au ministre d'Angleterre à Athènes, dans lequel Balfour se prononce contre le bombardement d'Athènes et prescrit à Elliot, au cas où la situation s'aggraverait, de déclarer à Lambros que si le gouvernement grec admettait le renouvellement des événements du 21 décembre les puissances s'estimeraient libérées des engagements

qu'elles ont pris et prendraient les mesures correspondantes. En même temps, lord Bertie est invité à demander au gouvernement français de prescrire à l'amiral de ne pas entreprendre le bombardement sans accord préalable entre les gouvernements alliés. Cambon m'a dit qu'il remettrait aussitôt le mémorandum à Briand et ne doute pas du consentement de ce dernier. De mon côté, j'ai exprimé à Cambon l'avis qu'il serait très désirable d'éviter le bombardement d'Athènes, qui, pareillement au bombardement de Copenhague par les Anglais, resterait comme une tache pour ses auteurs. Cambon a été pleinement d'accord avec moi.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 97.

4/17 février 1917.

Je me réfère à mes 83 et 47.

Hier, après l'examen de la question au conseil des ministres, il a été communiqué à Paléologue, pour vous le soumettre, le projet d'accord ci-dessous : « Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Russie et le gouvernement de la République française, désireux de donner toute leur force aux accords qu'ils ont conclus en 1915 en vue de régler à la fin de la présente guerre la question de Constantinople et des Détroits selon les aspirations séculaires de la Russie et de réaliser les desseins que les gouvernements alliés peuvent former en d'autres régions de l'empire ottoman et ailleurs, s'engagent, au moment des négociations de paix, à se prêter un appui réciproque pour assurer aux frontières ouest de la Russie les limites qui, en répondant à tous les vœux des nations française et russe, seront de nature à leur donner, au point de vue militaire et industriel, toutes les garanties nécessaires à la sécurité et au développement économique des deux nations. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 98.

4/17 février 1917.

Je me réfère à mon télégramme 97.

Cambon m'a dit qu'on venait de recevoir un télégramme de Paléologue informant qu'à Pétrograd était in-

tervenu l'échange de lettres sur les futures frontières de la Russie et de la France avec l'Allemagne et l'Autriche. Cambon, qui a paru étonné, a ajouté que le texte de ces lettres n'était pas encore connu ici; ainsi, il convient de penser que le projet d'accord, communiqué hier à Paléologue et que vous connaissez par mon télégramme, tombe dorénavant.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 99.

4/17 février 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Le ministre de France à Athènes a été invité à s'entendre avec ses collègues relativement à la présentation au roi et au gouvernement grecs d'une note énergique attirant leur attention sur le danger de la situation et rejetant sur eux la responsabilité des événements qui pourraient se reproduire.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 101. (Confidentiel.)

5/18 février 1917.

Je me réfère à mon 97.

D'explications ultérieures avec Cambon, j'ai conclu que les lettres échangées par vous avec Paléologue concernent seulement les frontières de la France avec l'Allemagne et que la question de nos frontières occidentales n'y est pas touchée, quoique, s'il en est ainsi, je ne puisse pas ne pas exprimer le regret que cet échange de vues soit intervenu avant la réception par Paléologue du projet d'accord élaboré ici, dans lequel les deux questions étaient réglées parallèlement. J'avais réussi à obtenir non sans effort un pareil parallélisme et la suppression de toute allusion à la Pologne, car ici domine l'interprétation que l'Alsace-Lorraine apparaît pour la France une compensation pour l'attribution à nous de Constantinople et des Détroits et que la question de nos frontières occidentales a un caractère autonome et est étroitement liée à la question de l'avenir de la Pologne. Maintenant, je ne puis pas ne pas craindre des tentatives de la part de certains ministres pour soulever la question polonaise au cours des pourparlers ulté-

rieurs dans ladite affaire. Je demande des instructions pour savoir si je dois continuer des pourparlers et quelle forme il convient de faire revêtir à la déclaration prévue au gouvernement français au sujet de nos frontières occidentales.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 102.

5/18 février 1917.

Vous savez déjà par Paléologue l'intention ici de remplacer les quatre ministres des Alliés. Le cabinet de Londres vient de répondre que vu la situation actuelle à Athènes cette mesure lui apparaissait prématurée.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 100.

6/19 février 1917.

M. Gérard est passé ces jours-ci, se rendant en Italie et en Amérique, et dans une conversation avec quelques personnes a exprimé entre autres l'opinion ci-contre. L'Allemagne s'efforce d'éviter la guerre avec les Etats-Unis et pour cela fera des concessions compatibles avec (1). La cause véritable du refus de l'Allemagne de communiquer à Wilson ses buts réside dans le fait que les Allemands voulaient principalement arriver à un armistice qui les aurait placés dans une situation particulièrement avantageuse et leur aurait facilité la présentation, en dépit de leurs assurances contraires, de conditions de paix extrêmement lourdes. Or, précisément, le rétablissement de la Belgique est subordonné au maintien dans ce pays de garnisons et à différents privilèges au profit de l'Allemagne. De la France et de la Russie sont exigées des contributions importantes et des cessions territoriales. Les personnages directeurs apparaissent Helférich et Zimmermann, qui sont entièrement du côté du parti national libéral et de la grosse industrie. La situation alimentaire à l'intérieur du pays est très pénible; mais l'armée n'a besoin de rien et conserve sa force. Après la rupture, Gérard a été en butte à Berlin à des mesures restrictives sérieuses et a refusé de mener des

(1) Non déchiffré.

pourparlers se référant à sa situation de « prisonnier ». L'ambassadeur d'Amérique ici ne partage pas l'opinion de Gérard quant à la possibilité de maintenir la paix et estime inévitable la guerre entre les deux pays.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 106.

6/19 février 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère à mon 95.

A ma question : comment le gouvernement français envisageait les objections du cabinet de Londres contre le bombardement d'Athènes, Cambon m'a dit qu'il avait envoyé à l'amiral français des instructions l'autorisant à ne recourir à cette mesure que « à la dernière extrémité, en présence d'une nécessité absolue et pour des raisons pressantes de sécurité en en prévenant d'avance ».

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 110. (Confidentiel.)

7/20 février 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère aux télégrammes de Giers N° 100 et de Démidof N° 11.

Dans un entretien avec Cambon, j'ai estimé profitable de lui indiquer les arguments contenus dans lesdits télégrammes contre la continuation du blocus ou au moins pour le ravitaillement immédiat de la population grecque en blé. L'idée défendue avec insistance par Démidof, ai-je dit, que en allant dans la voie actuelle les Alliés, non seulement ne calmeraient pas la Grèce, mais atteindraient des résultats inverses mérite, me semble-t-il, une attention sérieuse. Il est très possible de supposer que notre ministre, étant moins engagé dans les événements que le général Sarrail, Guillemain et les autres agents français en Grèce, juge la question avec plus d'impartialité. Personnellement, je ne prends pas sur moi d'exprimer une opinion quelconque sur cette situation et je suis convaincu seulement d'une chose : savoir qu'il n'est pas du tout désirable, quelles que soient les circonstances, de bombarder Athènes. Cambon m'a écouté

très attentivement et m'a déclaré que la critique du mode d'action en Grèce émanait seulement de Démidof et de Sonnino. A Athènes, une forte agitation se manifeste maintenant contre cette façon d'agir.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° (1). (*Suite de mon télégramme 110.*)

7/20 février 1917.

D'autre part, il n'est pas douteux que l'Italie fasse en Grèce et en général en Orient une politique tout à fait à part et égoïste et que, pour ce motif, les jugements de Sonnino provoquent ici une extrême indignation et défiance. En particulier, son assurance que le général Sarrail s'efforce d'obtenir à tout prix la rupture avec la Grèce n'est absolument pas fondée. Les derniers rapports du général Cobué entre autres, relativement à la préparation de la destruction du canal de Corinthe, font ressortir l'extrême déloyauté du gouvernement grec; enfin, les jugements de Démidof seraient plus convaincants s'ils ne coïncidaient pas si souvent avec ceux qui émanent du ministre d'Italie. Je me suis hâté de répondre que bien que j'aie eu souvent des divergences de vues avec notre ministre je le connaissais de près et étais parfaitement convaincu qu'il se base seulement sur ses observations personnelles. Pour conclure, Cambon m'a promis de porter notre entretien à la connaissance de Briand qui, personnellement, est enclin à une politique plus douce envers la Grèce, mais doit compter avec le très vif degré de surexcitation de l'opinion publique qui réclame de lui un mode d'agir plus énergique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 113.

8/21 février 1917.

(*Copie à Londres, Rome et Athènes.*)

Briand a télégraphié au ministre de France à Athènes qu'il était d'accord avec son opinion que la communication des ministres devait être faite au gouvernement grec

(1) Non déchiffré.

et non au roi Constantin, qui avait déclaré récemment qu'il n'avait pas l'intention d'observer un mode d'action strictement constitutionnel dans ses rapports avec les puissances. Guillemin est invité à s'entendre avec ses collègues relativement à la rédaction de ladite communication sur la base de la proposition anglaise et à faire la communication de préférence sous forme verbale. En ce qui concerne la communication à la presse faite par les ministres, Briand estime qu'elle apparaît comme le premier pas permettant de tenir « en réserve » une communication au gouvernement.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 114.

9/22 février 1917.

Je me réfère à mon 1007 (1916).

J'ai reçu aujourd'hui la visite du représentant du gouvernement provisoire de Salonique Romanos, qui m'a demandé de vous transmettre la requête de Venizelos relativement à l'accélération de la nomination d'un représentant impérial à Salonique, à l'exemple de la France et de l'Angleterre.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 119.

11/24 février 1917.

L'ambassadeur des Etats-Unis a dit aujourd'hui à Cambon que la rupture des relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie aurait lieu probablement au cours de la semaine prochaine et la rupture avec la Turquie également dans un avenir prochain.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 120. (*Confidentiel.*)

11/24 février 1917.

En l'absence de Briand, j'ai parlé sur sa teneur avec Cambon, qui a envisagé avec une entière sympathie l'échange de lettres projeté par vous et m'a promis son concours.

Je ne verrai pas Briand avant mercredi à son retour de Calais où doit avoir lieu une conférence tout à fait secrète avec les ministres anglais et les chefs militaires sur les questions de guerre.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 122.

11/24 février 1917.

Je me réfère à vos télégrammes 649, 650 et 651 confidentiels.

J'ai communiqué leur teneur à Cambon en l'absence de Briand qui ne rentrera pas avant mercredi. Cambon reconnaît pleinement la nécessité d'un mode d'action concerté des ministres à Athènes, mais de ses paroles j'ai pu conclure que le choix de Rome pour l'élaboration d'un plan correspondant ne rencontrait guère ici de sympathie par suite de la défiance éveillée par l'Italie en Grèce.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 123.

12/25 février 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

L'Ambassadeur d'Angleterre a remis ici la proposition de Balfour de prendre dès maintenant toutes les mesures pour ravitailler la population grecque en aliments et il avait en vue « d'envisager aussitôt la levée du blocus »; Balfour a proposé aussi de communiquer au gouvernement grec et à la population que, à leur arrivée dans les ports grecs des navires avec du blé, il leur fût aussitôt donné la permission de décharger. Briand a répondu par télégramme à Paul Cambon que le gouvernement français consentait aux mesures provisoires proposées par Balfour, mais n'estimait pas possible de procéder à la levée du blocus, vu que le gouvernement grec n'avait pas rempli jusqu'à présent les engagements qu'il avait pris. Ce télégramme, dans lequel est exposé en détail le point de vue du gouvernement de la France sur la situation en Grèce, est communiqué à Paléologue.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 126.

12/25 février 1917.

(Copie à Londres.)

Sur la question du remplacement des ministres à Athènes, Cambon télégraphie de Londres que Balfour lui a déclaré que le cabinet de Londres appréciait l'activité d'Elliot et avait l'intention de le maintenir à ce poste.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 127. (Répétition.)

12/25 février 1917.

(Copie à Londres et Athènes.)

Je me réfère au télégramme 109 d'Athènes.

Cambon m'a dit que la proposition faite du Palais à Elliot de former un nouveau cabinet était connue ici. Il a ajouté qu'il ne connaissait pas encore l'opinion de Briand, qui était absent, mais qu'à en juger par le ton de la presse gouvernementale grecque, qui continuait ses sorties grossières à l'adresse de la France et de l'Entente, il avait personnellement peu de confiance dans un soi-disant changement dans l'état d'esprit du roi.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 129.

12/25 février 1917.

En réponse à la communication faite par moi sur la teneur de votre télégramme 632 Briand, par une note du 23 février, m'a communiqué ce qui suit : « Le président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères, a l'honneur de faire connaître à Son Excellence l'Ambassadeur de Russie que le gouvernement chinois a demandé, de son côté, au gouvernement français de consentir : 1) à l'ajournement du payement des arrérages de l'indemnité de 1901 ; 2) à l'élévation des droits de douane ; 3) à la suspension de certaines stipulations du protocole de 1901, qui empêcheraient de prendre, en cas de rupture, envers

les Allemands des mesures nécessaires; 4) à la conclusion d'un emprunt. Le 1^{er} de ce mois M. Briand a prié M. Paléologue d'entretenir de ces différentes questions M. Pokrovsky et de lui faire connaître que le gouvernement français était disposé à examiner favorablement les demandes chinoises si le gouvernement de Pékin prenait la décision de rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne. Il devait être d'ailleurs bien entendu que cette rupture devait entraîner non seulement la remise des passeports aux agents diplomatiques et consulaires en Chine, mais aussi le départ des ressortissants allemands; les mesures administratives — séquestre ou autres — à l'égard des navires, entreprises et maisons de commerce allemands et la suspension des droits acquis par l'Allemagne sur certaines concessions territoriales de quelques-uns des ports ouverts de la Chine. L'ambassadeur de France à Pétrograd était chargé de demander au ministre des Affaires étrangères de vouloir bien, s'il partageait les vues du gouvernement français, donner au représentant de la Russie à Pékin les instructions nécessaires pour élaborer, d'accord avec ses collègues, un projet définitif à cet égard. En ce qui concerne les demandes chinoises le gouvernement français estime que celle concernant un emprunt se trouve déjà réglée à la suite de la réunion. . . . (1) groupes du Consortium chinois, qui ont accepté cet emprunt et ont chargé leurs représentants à Pékin d'en discuter les détails avec le ministre chinois des Affaires étrangères. En ce qui touche l'ajournement du paiement des arrérages de l'indemnité Boxers, le gouvernement français serait prêt, d'accord avec ses Alliés, à l'accorder à la Chine dans des conditions que les représentants alliés à Pékin auraient à déterminer entre eux. En ce qui concerne l'élévation des droits de douane, la France en a déjà antérieurement accepté le principe. Elle s'y montre donc favorable sous réserve des conditions d'application qui seraient établies par les ministres alliés à Pékin. Quant à certaines stipulations du protocole de 1901, le gouvernement français serait disposé, tout en réservant le droit des autres puissances alliées, à accepter qu'elles soient suspendues à l'égard des Allemands de façon à permettre à la Chine de réaliser à l'égard de ces derniers le programme qui a été exposé plus haut. Les gouvernements

(1) Non déchiffré.

français et russe sont donc d'accord et le ministre français à Pékin est déjà muni des instructions nécessaires. Le ministre des Affaires étrangères croit devoir ajouter qu'aucune information ne lui est parvenue tendant à indiquer que le gouvernement chinois envisagerait la rupture avec l'Allemagne comme un acte purement formel, excluant l'application de toutes les dispositions qui pourraient porter atteinte aux intérêts allemands. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 133.

13/26 février 1917.

(Copie à Rome, Athènes et Londres.)

Reçu vos 649, 650 et 651.

Je me réfère à mon 124.

En réponse à la communication qui m'a été faite, il a été envoyé hier à Paléologue un télégramme dont voici, brièvement résumée, la teneur : Le gouvernement français reconnaît pleinement la nécessité d'une politique plus concertée des puissances alliées en Grèce, mais il pense que sur cette question il y a lieu d'établir un accord préalable entre les trois puissances protectrices et de la façon la plus directe entre la France et l'Angleterre, car la Russie a de son côté déclaré qu'elle était prête à adhérer aux aide-mémoire de ces deux puissances qui ont consenti les plus grands sacrifices matériels en Grèce et qui y disposent aussi des plus puissants moyens d'action. Le gouvernement français a déjà communiqué aux puissances son programme relativement à un mode d'action concerté en Grèce (voir le télégramme de Briand à Paul Cambon à Londres, mentionné dans mon télégramme 124 et communiqué à Paléologue). Si ce programme est accepté et réalisé par les Alliés, on pourra procéder à la levée du blocus et passer à une politique plus douce vis-à-vis de la Grèce. En ce qui concerne votre proposition de concentrer les pourparlers à Rome, le gouvernement français n'estime pas possible d'y consentir par suite de la position spéciale prise par l'Italie en Grèce et en général dans les Balkans et du mode d'action du ministre d'Italie à Athènes, qui encourage indubitablement l'intransigeance de la Grèce.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 135.

14/27 février 1917.

(Copie à Rome, Londres et Athènes.)

L'ambassadeur de France télégraphie de Londres que lord Harding lui a dit que Balfour partageait les objections de Briand contre le choix de Rome pour la conférence des ambassadeurs dans les affaires de Grèce, mais qu'une pareille conférence était désirable et pourrait se réunir dans une autre ville. De l'avis de Balfour on peut ou bien réunir immédiatement les ambassadeurs des quatre puissances ou commencer à discuter entre la France et l'Angleterre en continuant cette conversation avec la Russie et lors de l'établissement d'un accord entre ces trois puissances présenter celui-ci à l'Italie. D'autre part, Paul Cambon confirme que le cabinet de Londres ne consent en aucun cas à rappeler Elliot.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 136.

14/27 février 1917.

(Copie à Salonique.)

Je me réfère à mon 646 et au télégramme de Kal N° 34. J'ai communiqué leur teneur. Le représentant de la France auprès du gouvernement de Salonique recevra un télégramme dans lequel il est dit que le gouvernement français partage pleinement votre opinion quant au fait qu'il est désirable de laisser au mont Athos un détachement allié jusqu'à la fin de la guerre et que cette question ne concerne pas Venizelos.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 141.

15/28 février 1917.

(Copie à Salonique.)

Le représentant français télégraphie que Venizelos ne s'est pas adressé au général Sarrail pour lui demander de rappeler du mont Athos le détachement russo-français, mais lui a demandé seulement de l'autoriser à y envoyer

son agent ecclésiastique, ce qui lui a été refusé. D'une façon générale le général Sarrail a défendu les déplacements de Salonique à Athos et d'Athos à Salonique. Dans ces conditions, de l'avis de de Billy, il n'y a pas lieu de redouter l'infiltration de Venizelos à Athos et la présence dans ce lieu jusqu'à la fin de la guerre d'un détachement russo-français y assurera également le maintien de l'ordre.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 142.

16 février/1^{er} mars 1917.

L'accord relatif à nos frontières occidentales sera signé par Briand et moi après-demain samedi. Pour maintenir sans modification de rédaction le texte approuvé par vous il sera donné à l'accord la forme d'un échange de « déclarations » et non de lettres. D'après le sens exact de vos instructions je n'ai pas fait entrer dans le texte de l'accord de déclaration quant à notre intention après éclaircissement de nos désirs de proposer au gouvernement français de le parfaire par un échange de notes avec description détaillée des frontières désirables pour nous, mais j'ai fait à Briand une déclaration verbale dans ce sens. Une pareille déclaration dans le texte de l'accord apparaîtrait pour nous un engagement de notre part et pourrait jusqu'à un certain point entraver notre liberté dans ladite affaire.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 143.

16 février/1^{er} mars 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

L'ambassadeur de France à Londres a reçu des instructions complémentaires dans la question de Grèce, dans lesquelles Briand confirme son programme que vous connaissez déjà et insiste entre autres sur le fait qu'il est désirable quand interviendra l'accomplissement des obligations prises par la Grèce de remplacer à Athènes les ministres des quatre puissances alliées. Ces instructions sont communiquées à Paléologue.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 148.

17 février/2 mars 1917.

(Copie à Salonique.)

Je me réfère à mon 140.

Briand vient de me confirmer à l'instant que le gouvernement français partageait notre point de vue sur le fait qu'il était désirable de maintenir à Athos un détachement français et que le représentant français près du gouvernement provisoire de Salonique a reçu des instructions dans ce sens.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 149.

18 février/3 mars 1917.

Je me réfère à mon 142.

Par suite de circonstances fortuites, l'échange des déclarations est ajourné à mardi.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 156. (*Urgent. — Très confidentiel. — Prière accuser réception.*)

21 février/6 mars 1917.

L'échange des déclarations relativement à nos frontières occidentales est de nouveau ajourné pour quelques jours. Briand m'a promis positivement qu'il aura lieu vendredi à la réception des explications réclamées par lui à Paléologue sur un des points de l'accord. Je ne puis m'expliquer le présent retard autrement que par les objections qui vous sont connues de la part de quelques ministres ici. J'espère cependant réussir mardi à aplanir toutes les difficultés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 159.

22 février/7 mars 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

L'ambassadeur d'Angleterre m'a communiqué aujourd'hui un télégramme d'Elliot se plaignant des vexa-

tions des venizelistes et des agissements de la police grecque, et il a demandé d'envoyer des instructions à Guillemin pour faire de concert avec Elliot des représentations énergiques sur ce sujet au gouvernement grec. Briand a répondu en télégraphiant à Paul Cambon qu'il était prêt à donner à Guillemin des instructions dans le sens voulu, mais qu'il rappelait à Balfour que le cabinet de Londres n'avait pas encore donné de réponse au plan général proposé par lui à la Grèce. A ce propos, Briand a fait ressortir encore une fois, qu'en consentant au ravitaillement immédiat en blé de la population grecque, il estimait que le blocus ne devait être levé qu'après l'exécution de ce plan. Il a ajouté que si le cabinet de Londres considérait nécessaire d'exiger le départ du cabinet actuel grec et de l'état-major, il était prêt à s'y associer; enfin, de l'avis de Briand, le retour des ministres à Athènes doit avoir lieu simultanément après la levée du blocus et il conviendrait de faire coïncider avec ce moment le remplacement des quatre ministres. Ce télégramme est communiqué à Paléologue.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 163.

23 février/8 mars 1917.

Je me réfère à votre 752.

A propos de l'opération financière qui nous est proposée par le syndicat des banques françaises, Benac m'a confirmé que dans un entretien avec le président de la Banque de Paris et des Pays-Bas le ministre des finances avait exprimé, en janvier dernier, son consentement à cette combinaison; le consentement du ministre des finances a été exprimé aussi au directeur de la même banque par un proche collaborateur du ministre, Octave Homberg. Malheureusement maintenant ce dernier, ainsi que le président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, est malade; le directeur du mouvement des fonds au ministère des finances vient de prendre sa retraite et son successeur n'est pas encore nommé. Dans ces conditions, comme m'a dit Benac, il apparaît difficile d'éclaircir la véritable attitude observée ici dans cette affaire, et selon les données qu'il possède, l'opinion exprimée précédemment par Ribot est maintenant quelque peu ébranlée, peut-être, comme le sup-

pose Benac, sous l'influence du Crédit lyonnais. Dans ces conditions, je me suis décidé à ne pas m'adresser personnellement au ministre et à attendre le retour d'Octave Homberg et la nomination d'un nouveau directeur du mouvement des fonds.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 164.

24 février/9 mars 1917.

Je me réfère à votre 559.

Selon les informations de notre attaché militaire l'ancien ministre de Bulgarie en Roumanie Radef, qui se trouve. . . . (1), parle ouvertement à Genève de l'état d'esprit russophile en Bulgarie et du désir de celle-ci de faire la paix avec nous. S'adressant à un Bulgare russophile connu, Radef l'a exhorté à entrer en. . . (2) avec les Russes et à renouer avec eux les relations amicales. Sachant que ce Bulgare connaît Mandelstamm, Radef lui a demandé d'aller le trouver et de s'informer de ce que les Russes pensaient de la Bulgarie. Radef a insisté sur la visite à Mandelstamm, qu'il considère comme un diplomate très sérieux. Vu ce qui précède, j'estimerai désirable de mettre Mandelstamm au courant des interventions de Rizof et des instructions données par vous à Nekloudof. Je sollicite votre autorisation à ce sujet.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 167.

25 février/10 mars 1917.

Je me réfère à mon télégramme 156.

N° 1. — A la dernière minute Briand m'a déclaré son désir de modifier quelque peu la rédaction de la déclaration, c'est-à-dire au lieu du projet élaboré ici et accepté par vous il propose le texte qui vous est transmis sous mon N° 2. Briand m'a expliqué son désir de la façon suivante : Doumergue, qui vient de rentrer de Pétrograd, a pris connaissance dudit projet et a exprimé l'idée qu'un pareil projet ne répondait pas pleinement aux desiderata formulés par vous et à ses desiderata à lui, Doumergue, déclarés à

(1) Non déchiffré.

(2) Non déchiffré.

Pétrograd, vu qu'il n'y était pas fait mention de la « liberté d'action » dans l'affaire de la détermination de nos frontières occidentales. De l'avis de Doumergue, cet oubli peut nous paraître intentionnel et provoquer chez nous un sentiment défavorable. En conséquence, Briand a décidé de modifier la rédaction de son projet en se rapprochant des expressions authentiques de l'aide-mémoire que je lui avais remis sur la base de votre télégramme responsif N° 167. Il m'est naturellement difficile de garantir qu'en proposant une nouvelle rédaction Briand s'est inspiré seulement de ces considérations et je n'exclus pas la possibilité qu'il ait été fait contre le premier projet également d'autres objections de la part de certains ministres. Quoiqu'il en soit, après avoir mûrement réfléchi, j'ai décidé de ne pas vous demander de nouvelles instructions et d'accepter la rédaction modifiée proposée par lui.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 168.

26 février/11 mars 1917.

Me réfère à mon télégramme N° 167.

N° 2. — « Le gouvernement de la République française, désireux de donner toute leur force aux accords conclus avec le gouvernement russe en 1915 en vue de régler à la fin de la présente guerre la question de Constantinople et des Détroits selon les aspirations séculaires de la Russie; désireux, d'autre part, de faciliter également à son Alliée, au point de vue militaire et industriel, toutes les garanties désirables pour sa sécurité et le développement économique de l'empire, reconnaît à la Russie toute liberté pour la fixation de ses limites occidentales. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 169.

26 février/11 mars 1917.

Hier, à la Chambre des députés, à propos des débats sur la politique économique du gouvernement et sur le ravitaillement, il a été fait une tentative imprévue et énergique pour renverser le cabinet. Briand a réussi, grâce à son éloquence, à parer le coup, mais au vote la majorité du cabinet s'est trouvée quelque peu diminuée. Le renforce-

ment croissant de l'opposition indique qu'un danger sérieux menace le cabinet Briand. On dit que la tentative d'hier n'a pas réussi principalement par suite de l'absence d'une combinaison ministérielle toute prête. Briand m'est apparu aujourd'hui pour la première fois fatigué des attaques constantes qui exigent chaque fois son intervention à la tribune et l'empêchent de travailler. Dans ces conditions, on peut craindre à chaque minute l'ouverture d'une crise imprévue du cabinet.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 170. (*Confidentiel.*)

26 février/11 mars 1917.

Je me réfère à mon 167.

Je me suis décidé à accepter la rédaction modifiée proposée par Briand intégralement et sans demander de nouvelles instructions pour les considérations suivantes. Le nouveau texte concorde pleinement avec la lettre et l'esprit des instructions contenues dans votre télégramme fondamental N° 167; deuxièmement, d'après des informations dignes de foi que je possède, ladite question avait déjà rencontré des objections sérieuses que vous connaissez de la part de quelques membres du cabinet et tout nouvel ajournement ou amendement aurait pu donner lieu à des difficultés ultérieures; troisièmement, enfin, l'incident d'hier à la Chambre des députés, bien qu'il se soit terminé favorablement pour Briand, montre que dans les circonstances présentes il peut survenir à tout moment une crise ministérielle imprévue. Si cela était arrivé avant la réception par moi de nouvelles instructions et la signature de la déclaration, toute affaire aurait pu rencontrer de nouveaux obstacles et se voir retardée pour un temps indéterminé. Je me permets, en raison de ce qui précède, d'espérer que vous voudrez bien approuver mon mode d'agir. La non-inclusion dans le texte de la présente déclaration de la réserve sur les îles Aland ne nous empêche pas de régler cette question par la voie d'un accord séparé. A ce propos, je vous demanderai de m'expliquer s'il s'agit d'un nouvel accord sur cette question ou bien de la confirmation du consentement déjà reçu précédemment par nous de la part du gouvernement français, autant que je me souviens en 1906 ou 1907.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 171.

27 février/12 mars 1917.

Je me réfère à mon télégramme 168 N° 2.

Briand m'a fait tenir la déclaration du gouvernement français dont le texte vous est communiqué par mon télégramme N° 168 N° 2 en l'accompagnant d'une lettre du 10 mars nouveau style de la teneur suivante : « M. l'ambassadeur, j'ai l'honneur d'adresser ci-inclus à Votre Excellence la déclaration par laquelle le gouvernement français est heureux de répondre au désir que vous lui avez exprimé de la part de votre gouvernement dans votre note du 13 février dernier. Je me félicite d'être l'interprète du gouvernement de la République, qui marque ainsi une fois de plus les sentiments de confiance et d'amitié qui animent notre pays envers la Russie. Agréez, etc... — Signé : BRIAND. — Paris, le 7 mars 1917. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 172. (Suite de mon 171.)

27 février/12 mars 1917.

J'ai répondu à Briand par une lettre de la teneur suivante : « J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la déclaration du gouvernement français qu'elle a bien voulu m'adresser par sa lettre du 10 courant et portant que... (suit le texte intégral de la déclaration). En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication, je ne doute pas que le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur n'y trouve une preuve de plus des sentiments de confiance et d'amitié réciproques existant entre la Russie et la France. » Les copies de ces documents vous seront transmises à la première occasion. Je crois que les originaux, vu l'insécurité des communications, doivent être pour le moment conservés aux archives de l'ambassade dont j'ai la direction.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 173.

27 février/12 mars 1917.

(Copie à Londres et Rome.)

Je me réfère à..... (1).

Cambon m'a donné à ce sujet les éclaircissements sui-

(1) Non déchiffré.

vants : aucun débarquement anglo-français en Palestine ne se prépare; seules les troupes anglaises qui défendent la péninsule du Sinaï avancent progressivement vers le nord et en cas de succès peuvent effectivement atteindre la Palestine. La France avait déjà envoyé à Djibouti trois bataillons de Sénégalais et une unité de cavalerie destinés à appuyer, en collaboration avec les Anglais, le chérif de la Mecque. Vu le renoncement du chérif à cette aide, il a été envisagé d'adjoindre ces troupes aux forces anglaises ci-dessus mentionnées. Cambon a ajouté qu'en cas de succès de cette expédition la France entreprendrait probablement de son côté une expédition en Syrie. L'ambassadeur d'Italie a déclaré aujourd'hui à Cambon le désir de son gouvernement de prendre part à la présente expédition en envoyant un détachement italien. Cambon a répondu qu'il en aviserait Briand, qui est actuellement absorbé par l'agitation hostile dans les couloirs parlementaires et les nouvelles tentatives pour renverser le cabinet. Dans son entretien avec moi, Cambon ne s'est pas exprimé sans irritation au sujet de l'Italie qui s'efforce de prendre part à toutes les opérations anglo-françaises en Orient, sauf à celles où, comme par exemple celle de Salonique, sa participation est désirable et profitable pour les Alliés.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 174.

27 février/12 mars 1917.

(Copie à Londres, Rome et Athènes.)

Je me réfère au télégramme d'Athènes N° 127.

D'un entretien avec Cambon, j'ai pu conclure qu'on est très irrité ici des incidents qui ont surgi au cours des derniers temps en Grèce, de la sauvage agression des... (1) sur un détachement français en Thessalie, de l'ouverture du côté des gardes douaniers grecs et des gendarmes de coups de feu sur les matelots français à Patras, de l'obstacle mis au départ à Salonique des venizelistes, etc. Dans ces conditions, de l'avis de Cambon, il n'est guère possible d'escompter que le gouvernement français appuie Guillemain dans la question du retour des légations à Athènes.

ISVOLSKY.

(1) Non déchiffré.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 177. (*Urgent.*)

28 février/13 mars 1917.

Les informations qui ont transpiré ici de différentes sources relativement à des désordres et à des émeutes militaires à Pétrograd et à Moscou provoquent ici une vive alarme. Une information exacte et complète autant que possible du public français, par l'intermédiaire de l'Agence télégraphique, serait désirable.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 178.

1^{er}/14 mars 1917.

A la communication résumant la teneur de votre télégramme 811, Briand a répondu, par une note en date du 12 mars 1917, ce qui suit : « Le gouvernement de la République, ayant été saisi de son côté par le gouvernement du Japon, avait muni son représentant à Pékin d'instructions identiques à celles envoyées de Pétrograd au prince Kou-dachef. Le gouvernement britannique, saisi également par le gouvernement de Tokio, avait exprimé l'opinion que parmi les concessions à faire à la Chine les unes pourraient être consenties en retour d'une rupture des relations diplomatiques tandis que d'autres pourraient être réservées au cas où la Chine, poussant comme il était à souhaiter les choses plus loin, déclarerait formellement la guerre à l'Allemagne. M. Conty a été en conséquence invité à étudier avec ses collègues un programme d'action fondé sur les propositions japonaises combinées avec les propositions anglaises. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 179.

2/15 mars 1917.

Je me réfère à mon 169.

Mardi, après la séance de la Chambre, la position du cabinet était appa-
rue considérablement consolidée, mais hier, au cours des débats sur l'aviation qui ont eu lieu à huis clos, elle s'est de nouveau compliquée par suite de graves attaques de la Chambre contre le ministre de la guerre. Aujourd'hui, ce dernier, qui est intervenu dans la partie publique de la séance, a déclaré entre autres qu'il

considérerait dangereux de procéder à la discussion des détails techniques, même en séance secrète. Dans cette déclaration, la Chambre a relevé une injure à son adresse et durant un quart d'heure il s'est produit des manifestations si bruyantes que le ministre n'a pas pu continuer sa déclaration. Briand a donné à la reprise de la séance des assurances très conciliantes à la Chambre, et l'absence du général Lyautey indiquait qu'il avait renoncé à son portefeuille. La Chambre a voté la formule du passage pur et simple à l'ordre du jour acceptée par Briand, et apparemment Briand restera à la tête du cabinet, procédant à l'intérieur de celui-ci à certains remaniements, qui peut-être toucheront d'autres ministères que celui de la guerre.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 183.

5/18 mars 1917.

Je me réfère à mon 179.

Les tentatives de Briand pour introduire certaines modifications dans la composition du cabinet en attirant des personnalités appartenant aux groupes d'opposition se sont terminées par un échec. Painlevé, à qui avait été proposé le ministère de la guerre, a mis comme condition une entière réorganisation du cabinet, ce à quoi Briand n'a pas consenti. En conséquence de quoi Briand a remis hier au Président de la République la démission de tout le cabinet. Jusqu'à présent, on ne sait pas encore à qui sera confiée la formation du nouveau cabinet; on parle de Ribot, Bourgeois ou Painlevé.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 183.

5/18 mars 1917.

N° 2. — On nomme Pichon comme ministre des Affaires étrangères. La solution de la crise provoque des difficultés, vu que les derniers votes n'ont donné aucune indication quant à une majorité d'opposition compacte. Je n'exclus pas la possibilité que soit appelé finalement de nouveau Briand, qui en réalité n'a pas été renversé par la Chambre, mais a quitté le pouvoir seulement à la suite des attaques importunes de la part de groupes d'opposition qui

allaient continuellement en croissant. Il part d'ailleurs au moment d'un gros succès militaire sur le front d'ici, c'est-à-dire dans des circonstances très favorables pour lui.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 184.

5/18 mars 1917.

La formation du nouveau cabinet continue. Vraisemblablement, c'est Ribot qui le présidera. On le désigne comme ministre des Affaires étrangères, ou Bourgeois.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 185.

5/18 mars 1917.

Je me réfère à votre 967.

J'en ai immédiatement remis personnellement copie à Briand, qui depuis hier soir est démissionnaire avec tout le cabinet. Il m'a dit que bien qu'il ne se trouve que provisoirement à la tête du cabinet, il acceptait avec satisfaction, au nom de la France, votre communication et m'a demandé de vous transmettre sa ferme assurance que le nouveau gouvernement russe s'affermirait et conduirait la grande œuvre commencée par la Russie avec la France et les autres Alliés jusqu'au succès final. Il a ajouté qu'hier encore il avait prescrit à Paléologue d'accorder, de concert avec les ambassadeurs d'Angleterre et d'Italie, tout concours et toute attention au nouveau gouvernement. La réponse officielle du gouvernement français vous sera transmise par Paléologue. De mon côté, si le gouvernement provisoire estime profitable de me maintenir à mon poste, je vous prie à l'avance de compter entièrement sur ma collaboration la plus dévouée dans l'accomplissement de votre tâche si difficile.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° (1).

6/19 mars 1917.

La formation du nouveau cabinet est confiée à Ribot, qui communiquera probablement aujourd'hui au Président

(1) Non déchiffré.

de la République les résultats de ses pourparlers avec les leaders politiques.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 190.

7/20 mars 1917.

Le nouveau cabinet est constitué comme suit : Présidence et Affaires étrangères, Ribot; Justice, Viviani; Guerre, Painlevé; Marine, amiral Lacaze; Intérieur, Malvy; Finances, Thierry; Colonies, Maginot; Travail, Bourgeois; Instruction publique, Steeg; Travaux publics, Desplas; Armement, Thomas; Commerce, Clémentel; Agriculture, David; Ravitaillement, Viollette. Leurs nominations paraîtront demain à l'*Officiel*.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 192.

7/20 mars 1917.

La personnalité du chef du nouveau cabinet, le vénérable M. Ribot, un des fondateurs de l'Alliance franco-russe, vous est bien connue et ne réclame pas de ma part une caractéristique détaillée. Des quatorze membres du cabinet, six, savoir : Ribot, Viviani, Malvy, Lacaze, Thomas et Clémentel, entraient dans la composition de l'ancien cabinet. Parmi les huit nouveaux ministres, le plus marquant est le ministre de la guerre Painlevé, qui avait été, dans les derniers temps, l'âme de l'opposition contre Briand. Ribot a décidé de conserver lui-même le portefeuille des Affaires étrangères après le refus de Briand et de Bourgeois auxquels il l'avait offert. Les Finances passent de Ribot à Thierry, homme en cette affaire tout à fait nouveau, mais de grand talent. Dans le nouveau cabinet, qui reflète toutes les nuances de la majorité républicaine, les socialistes unifiés ont un représentant, Thomas, qui est resté dans le cabinet avec l'assentiment formel de son parti. Au comité de guerre créé par le cabinet précédent participeront le nouveau président du Conseil et les ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et des Colonies. Le nouveau cabinet apparaît comme le produit de combinaisons parlementaires purement intérieures, ne se distingue en rien

de tranché du cabinet précédent et est accueilli par l'opinion publique sans enthousiasme; au premier abord, il ne me paraît pas particulièrement fort ni très durable. M. Ribot se présentera mardi ou mercredi à la Chambre des députés pour y lire la déclaration gouvernementale.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 193. (*Personnel.*)

8/21 mars 1917.

Ici on est très inquiet des informations de Pétrograd quant à l'état d'esprit radical du Soviet des ouvriers et des soldats et en particulier de ses tendances à propos de la cessation de la guerre. Hier le représentant des socialistes dans le cabinet, M. Albert Thomas, m'a dit qu'il avait télégraphié à Kerensky pour mettre son parti en garde contre une pareille orientation. A ma remarque qu'il serait désirable d'exercer une pression d'une façon immédiate sur ledit Soviet, il a promis d'examiner cette question avec le leader des socialistes unifiés, Guesde. Aujourd'hui, j'ai appris que Guesde propose d'envoyer à Pétrograd, dans le but indiqué, un des membres du parti accompagné de quelques émigrants socialistes russes patriotiquement disposés. Le gouvernement français est enclin à accepter cette proposition. Je demande vos instructions.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 194.

8/21 mars 1917.

Tous les anciens sous-secrétaires d'Etat demeurent à leur poste. En plus est institué un nouveau sous-secrétariat d'Etat pour l'aviation militaire. Jules Cambon reste secrétaire général du ministère des Affaires étrangères où il jouera vraisemblablement un rôle plus influent qu'avec Briand qui subissait principalement l'influence du directeur de son cabinet, Berthelot, lequel est maintenant écarté. On ne peut que s'en féliciter, car Jules Cambon est à un plus grand degré bien disposé pour la Russie que Berthelot et il possède de remarquables qualités ainsi qu'une haute expérience diplomatique.

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 196.

8/21 mars 1917.

La déclaration du gouvernement qui vient d'être lue à l'instant à la Chambre par Ribot et vous est transmise de façon détaillée par l'Agence a été accueillie par la Chambre avec une grande sympathie. La déclaration relative à la ferme décision du gouvernement de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète a provoqué une approbation particulière. Ribot a consacré à la Russie les paroles suivantes, couvertes par des applaudissements unanimes et bruyants : « Nous saluons le travail libérateur qui s'accomplit parmi la nation généreuse avec laquelle nous sommes liés par une alliance qui a déjà plus d'un quart de siècle d'existence et nous désirons de tout cœur que le développement de ses institutions représentatives fondées sur la représentation populaire se termine sans secousses profondes et serve d'exemple aux autres nations. » Des applaudissements ont accueilli également la déclaration sur l'organisation du haut commandement, la limitation des restrictions de la censure, le programme financier et économique du cabinet, en particulier la reconnaissance par le cabinet de la nécessité d'agir avec une stricte..... (1) avec le Parlement. Après lecture de la déclaration, la Chambre a immédiatement procédé à la discussion des interpellations sur la politique générale et militaire du gouvernement.

ISVOLSKY.

198/E
Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 198.

9/22 mars 1917.

Au cours des débats d'hier, Ribot a prononcé entre autres les paroles suivantes : « Quel admirable document que ce manifeste du tsar abaissant son pouvoir illimité devant la volonté du peuple. Il a été et demeure l'ami de la France. Il a voulu l'alliance franco-russe. Il a exécuté la volonté de son père avec une fidélité absolue. Nous devons lui rendre ce témoignage de notre reconnaissance; en assistant à l'évolution du peuple russe dans la voie vers la

(1) Non déchiffré.

liberté, nous exprimons le désir que cette évolution se produise sans violences et sans profondes secousses et qu'elle serve d'exemple aux autres nations. »

ISVOLSKY.

Télégramme secret de l'Ambassadeur à Paris

N° 200. *199.*

9/22 mars 1917.

En résultat des débats d'hier, la Chambre a exprimé au nouveau cabinet sa confiance, par une majorité de 440 voix contre 61 abstentions. Malgré cette majorité écrasante et l'accueil sympathique fait à la déclaration de Ribot, on remarque dans les couloirs parlementaires un certain mécontentement de la composition du cabinet. Ainsi, le groupe numériquement le plus important des radicaux-socialistes proteste contre le fait qu'il n'est représenté dans le cabinet que par un seul ministre, Malvy, et réclame, à titre de compensation, que ce ministre entre dans la composition du comité de guerre.

ISVOLSKY.

FIN.

INDEX

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES

- ABBAS-ILMI, p. 48.
- ACHBORNOW, p. 85.
- ADDIS, p. 73.
- ALEXÉIEFF, p. 9, 11, 23, 38, 69.
- ALPHONSE XIII, p. 113, 118.
- ASHMEAD-BARTLETT, p. 85.
- ASQUITH, p. 43, 51, 59, 61, 62, 63, 64, 66, 70, 71, 75.
- BALFOUR, p. 110, 115, 171, 178, 179, 182, 185.
- BARRÈRE, p. 77, 150, 161, 166.
- BARTHOUS, p. 71.
- BATCHEFF, p. 105.
- BATOZKI, p. 135.
- BENAC, p. 151, 185, 186.
- BÉNAZET, p. 31, 61, 85.
- BENKENDORF, p. 110, 115.
- BERTHELOT, p. 117, 122, 195.
- BERTHELOT, général, p. 145.
- BERTIE, p. 109, 158, 172.
- BETHENOD, p. 151.
- BETHMANN-HOLLWEG, p. 118.
- BIBIKOFF, p. 152, 153.
- BIÉLAIÉFF, p. 148.
- BILLY (de), p. 133, 183.
- BOPPE, p. 126.
- BOURGEOIS, p. 26, 33, 192, 193, 194.
- BOZDARI, p. 141, 144.
- BRATIANO, p. 40, 153, 161.
- BRIAND, p. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 42, 44, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 54, 55, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 87, 90, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 102, 103, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 117, 118, 121, 122, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 134, 138, 140, 143, 144, 150, 156, 158, 159, 162, 163, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195.
- BRIZON, p. 98, 99.
- BROUSSILOV, p. 15.
- BUCHANAN, p. 90.
- BURNHAM, p. 84, 85.
- CACLAMANOS, p. 99.

- CAILLAUX, p. 28, 114.
- CAMBON (Jules), p. 2, 4, 8, 10, 21, 31, 36, 39, 40, 49, 55, 77, 78, 80, 90, 93, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 103, 104, 107, 108, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 124, 128, 129, 130, 132, 134, 136, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 149, 150, 152, 154, 155, 160, 161, 162, 164, 165, 167, 168, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 189, 190, 195.
- CAMBON (Paul), p. 2, 5, 7, 8, 87, 95, 96, 110, 113, 115, 147, 150, 178, 179, 181, 182, 185.
- CAMUS, p. 86.
- CARCANO, p. 51, 66.
- CASTELNAU (de), p. 33, 52, 69, 86, 131, 136, 145.
- CÉCIL (Robert), p. 113, 128.
- CHARÉSY, p. 4.
- CHEBOUNINE, p. 55, 56.
- CHEIK UL ISLAM, p. 30.
- CHERIF PACHA, p. 58.
- CLAVEILLE, p. 100, 102.
- CLEMENCEAU, p. 121.
- CLÉMENTEL, p. 100, 194.
- COBUÉ, p. 160, 176.
- COCHIN (Denys), p. 105.
- CONSTANTIN I^{er}, p. 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 19, 20, 21, 24, 25, 31, 32, 34, 61, 82, 83, 85, 87, 90, 91, 97, 104, 108, 111, 149, 150, 177.
- CONTY, p. 191.
- CORDONNIER, p. 33.
- COUNDOURIOTIS, p. 5.
- DANGLIS, p. 5.
- DARTIGE (et non Dartiges, comme le portent les livres II, p. 94, et III, p. 60, de ce tome), p. 3, 4, 6, 81, 88, 99, 101.
- DAVID, p. 194.
- DÉMIDOF, p. 4, 18, 95, 104, 124, 141, 150, 160, 175, 176.
- DESPLAS, p. 194.
- DIMKO TRINAISKITCH, p. 49.
- DJEMAL PACHA, p. 53.
- DMOVSKI, p. 45, 46.
- DOLEJALA, p. 83, 84.
- DOUMERGUE, p. 69, 85, 100, 131, 136, 145, 166, 186, 187.
- EGEDIN PACHA, p. 48.
- ELLIOTT, p. 4, 21, 104, 141, 142, 144, 160, 171, 179, 182, 184, 185.
- ENVER, p. 29.
- FAKHRI PACHA, p. 53.
- FALKENHAUSEN, p. 154.
- FRANKLIN-BOUILLON, p. 28.
- GASPARI, p. 167.
- GAUCHET, p. 101, 124.
- GEORGE V, p. 76.
- GEORGES I^{er}, p. 87.
- GEORGES, prince royal de Grèce, p. 21, 25.
- GÉRARD, p. 174, 175.
- GIERS, p. 104, 114.
- GIOLITTI, p. 39, 41, 114, 115.
- GODART, p. 100.
- GOLUCHOVSKI, p. 115.

- GOURAUD, p. 100.
- GOURKO, p. 162.
- GRANSI, p. 154.
- GRANVILLE, p. 132, 133.
- GREY, p. 2, 4, 5, 6, 9, 11, 13,
19, 20, 21, 22, 27, 28, 37,
39, 43, 58, 68, 74, 87.
- GUESDE, p. 126, 195.
- GUILLAUME II, p. 111, 113.
- GUILLEMIN, p. 2, 4, 6, 18, 78,
94, 108, 134, 139, 141, 142,
144, 150, 168, 175, 185, 190.
- HAIG (D.), p. 64.
- HARDING, p. 2, 14, 22, 182.
- HELFÉRICH, p. 174.
- HENDERSON, p. 125.
- HERRIOT, p. 95, 97, 100, 101.
- HOMBERG (A.), p. 151.
- HOMBERG (O.), p. 73, 185, 186.
- HUSSEIN BEN ALI, p. 36, 37.
- IGNATIEFF, p. 17, 18, 146.
- IKSKUL, p. 108.
- IMPERIALI, p. 4, 13, 27, 110,
115.
- JOVO BANIANINE, p. 49.
- ISLAVINE, p. 104.
- IVO DE GIULI, p. 49, 50.
- JEANNIN, p. 89, 145.
- JILLINSKY, p. 9, 23.
- JOFFRE, p. 9, 23, 33, 34, 52,
64, 65, 69, 80, 84, 89, 101,
123.
- JONNART, p. 168.
- JORDAN, p. 79.
- KAROTH, p. 154.
- KARP, p. 77.
- KÉMAL MIDCHAT, p. 27.
- KEMERER, p. 145.
- KERENSKY, p. 195.
- KETCHÉ-OGLOU, p. 48.
- KIRAC, p. 99.
- KITCHENER, p. 164.
- KLOTZ, p. 95.
- KOPSAMBELIS, p. 146.
- KOUDACHEF, p. 79, 156, 191.
- LACAZE, p. 38, 69, 194.
- LA GUYONNIE (de), p. 86.
- LAMBRIS, p. 7.
- LANGLOIS, p. 86.
- LANSING, p. 121, 122.
- LLOYD GEORGE, p. 44, 51, 59,
65, 68, 114, 117, 129, 130.
- LOUCHEUR, p. 100, 102.
- LUCIUS, p. 164.
- LYAUTEY, p. 10, 98, 100, 101,
121, 123, 131, 150, 192.
- MAGINOT, p. 194.
- MALVY, p. 33, 95, 100, 194,
197.
- MANDELSTAMM, p. 186.
- MANIKOVSKY, p. 2.
- MARAIS (du) (et non Desma-
ret, comme le porte le livre
II de ce tome, p. 29 et 30),
p. 56.
- MARGERIE (de), p. 26, 86, 108,
117, 137.
- MARGHILOMANE, p. 77.

- METAXA, p. 99, 100.
- MICHELER, p. 89.
- MIDCHAT CHUKRI, p. 29.
- MILNER, p. 130.
- MOULAY YOUSSEF, p. 10, 37.
- NABLEESS, p. 112.
- NEKLOUDOF, p. 186.
- NÉLIDOFF, p. 118.
- NICOLAS I^{er}, p. 105.
- NICOLAS NICOLAIÉVITCH,
grand-duc, p. 42, 62.
- NIVELLE, p. 84, 89, 101, 123,
129.
- OLGA, reine, p. 95.
- PACHITCH, p. 50, 126.
- PAINLEVÉ, p. 86, 102, 192, 194.
- PALÉOLOGUE, p. 2, 5, 7, 11,
20, 26, 27, 35, 44, 45, 46,
52, 57, 67, 69, 70, 82, 90,
104, 123, 124, 128, 130, 132,
138, 139, 150, 153, 160, 163,
164, 166, 167, 172, 173, 174,
178, 180, 181, 183, 184, 185,
193.
- PALITZINE, p. 129, 132.
- PICHON, p. 95, 192.
- PLATER, p. 45.
- POKROVSKY, p. 171, 180.
- PORRO, p. 64, 65.
- POTEFF PACHA, p. 53.
- QUINONES, p. 166.
- RABOURDIN, p. 86.
- RADEF, p. 186.
- RADOVITCH, p. 104, 105.
- RAFFALOVITCH, p. 56, 72, 73,
140, 152.
- REINACH, p. 4, 75.
- RIBOT, p. 44, 52, 56, 58, 68,
73, 95, 98, 100, 117, 122,
128, 140, 151, 185, 192, 193,
194, 196, 197.
- RIZOF, p. 169, 170, 171, 186.
- ROBERTSON, p. 130.
- ROMANONES, p. 118.
- ROMANOS, p. 1, 99, 114, 126,
146, 163, 177.
- ROQUES, p. 33, 38, 69.
- RUFOS, p. 4.
- SAINT-VICTOR, p. 132.
- SALVAGO, p. 109.
- SARRAIL, p. 2, 3, 7, 18, 22, 23,
24, 32, 33, 34, 38, 43, 65,
82, 87, 88, 90, 91, 94, 99,
100, 108, 111, 123, 129, 131,
150, 175, 176, 182, 183.
- SAZONOF, p. 28, 163, 164.
- SEMBAT, p. 95, 125, 126.
- SERGEANT, p. 152.
- SHARP, p. 112, 120, 121.
- SIMON, p. 72.
- SONNINO, p. 20, 22, 39, 44,
49, 71, 77, 110, 129, 150,
176.
- SOPHIE, reine, p. 111.
- STEEG, p. 194.
- SUPILO, p. 50.
- SVATKOVSKY, p. 116.
- SVIDERSKY, p. 17, 18.

- TALAAAT, p. 29.
- TANERI, p. 135.
- TARDIEU, p. 71, 103.
- THIERRY, p. 194.
- THOMAS (Albert), p. 10, 17, 18,
26, 68, 69, 102, 117, 122,
125, 126, 131, 136, 194, 195,
- TITTONI, p. 38, 41, 62, 63.
- TREPOF, p. 86, 149.
- VANDERVELDE, p. 125.
- VENIZELOS, p. 1, 3, 5, 7, 8, 13,
18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 27,
35, 36, 47, 61, 78, 82, 83, 87,
91, 99, 114, 126, 177, 182,
183.
- VILLALOBAR (de) (et non Vil-
la-Lobos (de), comme le
porte le livre III de ce
tome, p. 74), p. 113, 118.
- VIOLLETTE, p. 194.
- VIVIANI, p. 100, 102, 134, 194.
- VLADIMIROVNA, grande - du-
chesse Hélène, p. 95.
- VOGOUNINE-VOCHNIAK, p. 49.
- VOIÉVODSKY, p. 10.
- WILSON, p. 73, 106, 107, 113,
119, 120, 121, 126, 131, 132,
133, 134, 136, 138, 164, 165,
167, 168, 174.
- ZIMMERMANN, p. 118, 174.
-

OUVRAGES INDISPENSABLES ==== POUR ÉTUDIER LES ==== RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE

.... placés à peu près dans l'ordre où il faut les lire

DEMARTIAL. — *Comment on mobilisa les consciences.*

Georges LOUIS. — *Carnets* (2 vol.).

G. DE TOURY. — *Poincaré a-t-il voulu la guerre?*

FABRE-LUCE. — *La Victoire.*

V. MARGUERITTE. — *Les Criminels.*

MONTGELAS. — Traduit par G. de Toury sous le titre : *Un plaidoyer allemand.*

MORHARDT. — *Les Preuves.*

BOGHITCHEWITCH. — *Les Causes de la guerre.*

DIVERS AUTEURS. — Collection de *Vers la Vérité.*

RENOUVIN. — *Les origines immédiates de la guerre.*

Georges MICHON. — *L'alliance franco-russe.*

GUILLAUME II. — *Mémoires.*

— *Tableaux d'histoire.*

PALÉOLOGUE. — La partie de ses *Mémoires* qui a paru dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1921.

POINCARÉ. — Le 4^e vol. de ses *Souvenirs* : *L'Union Sacrée.*

ELMER-BARNES. — *La Genèse de la guerre mondiale.*

DUPIN. — *Poincaré et la guerre de 1914.*

— Le chapitre III du *Règne de la Bête* : La complicité du clergé.

En lisant ces ouvrages, on doit avoir sous la main, pour les consulter, les documents suivants :

Le Livre noir (au complet);

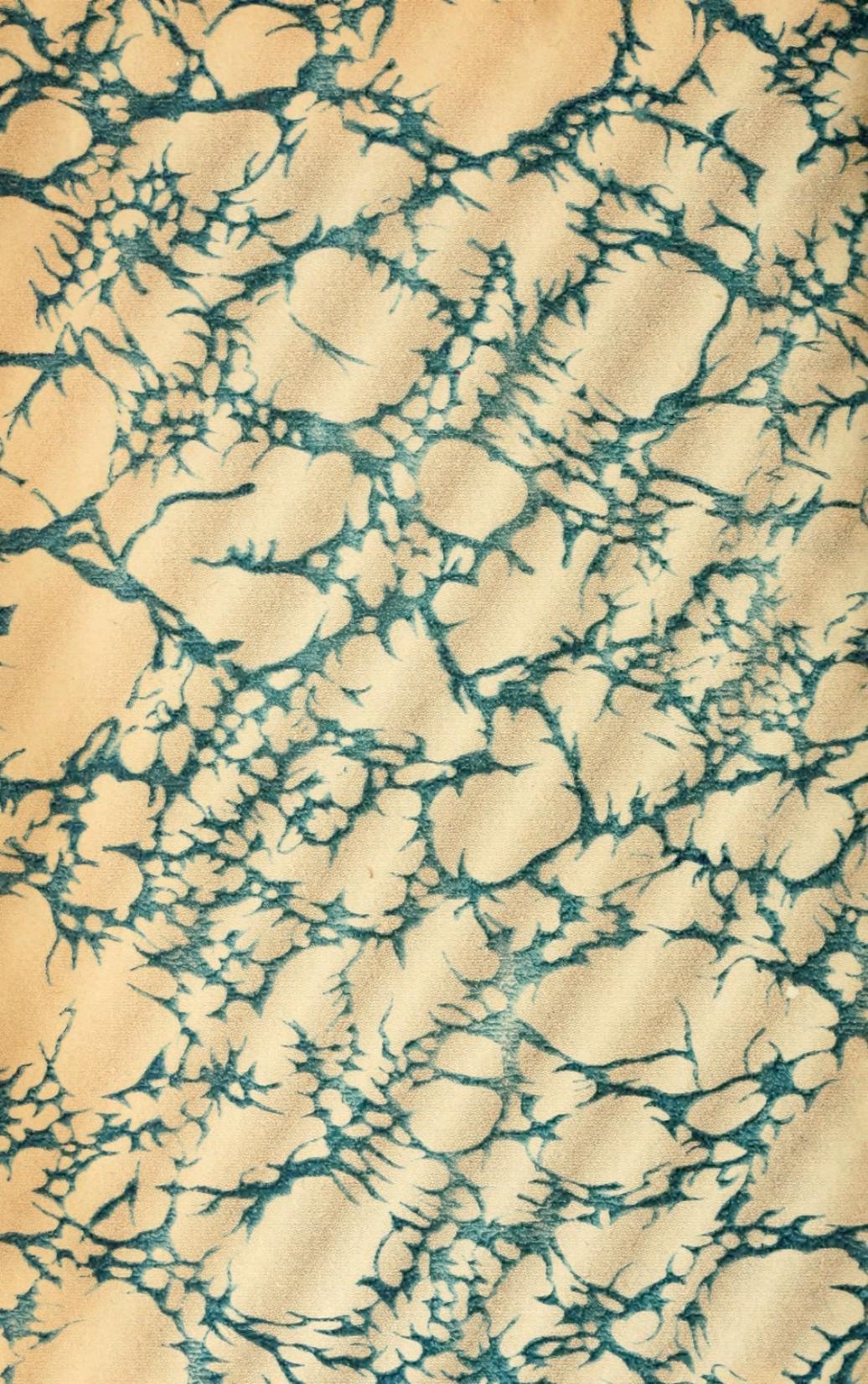
Le Livre blanc allemand de 1919 (publié par MENEVÉE);

Les documents belges;

Les Livres allemands et anglais (si possible).

CE LIVRE IV DU TOME III
ET DERNIER DE UN LIVRE
NOIR A ÉTÉ TIRÉ, COMME
LES PRÉCÉDENTS, A 4.000
EXEMPLAIRES POUR LA
COOPÉRATIVE OUVRIÈRE
D'ÉDITIONS "LIBRAIRIE DU
TRAVAIL", 17, RUE DE SAM-
BRE-ET-MEUSE, PARIS - X^e.
SON IMPRESSION A ÉTÉ
TERMINÉE SUR LES PRES-
SES DE LA COOTYPOGRA-
PHIE, COOPÉRATIVE OU-
VRIÈRE D'IMPRIMERIE, 11,
RUE DE METZ, COURBEVOIE
(SEINE), LE 22 FÉVRIER 1934.





DK
251
M37
t.3
livre 4

Marchand, René (ed.)
Un livre noir

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

